

REVUE HISTORIQUE

79^e ANNÉE — TOME CCXIII — 1955

11

To

THE HONORABLE

MEMBERS OF THE

I

8964-22
4
2-1

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

79^e ANNÉE — TOME CCXIII

1955



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—
1955

D
1
.R6
t. 213-214
1955

H
~~8 R 3282~~
~~v. 213-214~~

TOUS DROITS RÉSERVÉS

Mar. 10, 1958

B.P.

L'OPPOSITION POLITIQUE BOURGEOISE A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XVII^e SIÈCLE

L'ŒUVRE DE LOUIS TURQUET DE MAYERNE

Une des tâches les plus difficiles de l'historien n'est-elle pas de distinguer les époques les unes des autres, la *Périodisierung*? Un moment l'on a fait commencer l'ère des lumières après 1715; puis le début en fut reporté à 1685; aujourd'hui, l'on aurait tendance à la voir apparaître vers les « années 70 » du grand siècle. Voici que l'œuvre d'un écrivain protestant, Louis Turquet de Mayerne, qui publia en 1611 un traité de science politique rédigé vers 1591, « De la monarchie aristodémocratique¹ », nous pose cette question : n'avons-nous pas déjà affaire à un philosophe de l'ère des lumières?

Il s'agit d'un auteur aujourd'hui peu connu². Cependant, son livre avait produit un gros effet. Le Conseil du Roi en fit saisir les exemplaires encore en magasin et interdit la vente et la communication de l'ouvrage. Seule la crainte de mécontenter les huguenots protégea l'auteur³. Une controverse s'ensuivit. Attaqué par Louis d'Or-

1. LOYS TURQUET DE MAYERNE, *La monarchie aristodémocratique ou le gouvernement composé et mêlé des trois formes de légitimes Républiques*. Dédié aux États-Généraux des Provinces confédérées des Pays-Bas. Paris, chez I. Barjon et chez J. Le Bouc, 1611. Avec privilège du Roy [du 14 May 1611].

2. G. WEILL, dans sa thèse de lettres, *Les théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion*, 1892, p. 269, ne lui consacre que quinze lignes en fin de volume et le considère comme un banal héritier des Monarchomaques.

G. LACOUR-GAYET, *Éducation politique de Louis XIV*, 1898, ne lui accorde que dix lignes (p. 392-393), tout en reconnaissant que les idées ne lui manquent pas.

Roger SOLTAN analyse de façon assez superficielle le principal livre de Turquet et les écrits de controverse auxquels il a donné lieu (*Revue du XVI^e siècle*, 1926, 13, p. 78-94).

3. *Mercurius français*, 1611, p. 87 v° : « Car, en ce même temps aussi Mayerne dit Turquet (de ladite Religion) avait fait imprimer à Paris un livre assez gros où il faisait des discours assez légers : que les enfants et les femmes ne devaient estre admis au gouvernement et en la Régence des Royaumes et beaucoup d'autres maximes, tirées mal à propos pour le temps, lequel livre fut saisi, confisqué et étroitement défendu; mais la Royne ne voulut par sa bonté que l'auteur en eust d'autre peine. »

RICHELIEU, *Mémoires*, S. H. F., année 1611, p. 154 : « Mayerne fit imprimer un livre séditieux pour le temps, intitulé : *De la monarchie aristocratique*, par lequel il mettait en

léans et J. Barricave, Mayerne riposta dans une apologie¹. Les Mémoires de Pierre de l'Estoile montrent que les idées de Mayerne avaient rencontré bien des sympathies chez les Parisiens². Le souvenir s'en conserva. Une trentaine d'années plus tard, les rédacteurs des Mémoires de Richelieu ne manquaient pas de consacrer un paragraphe à Mayerne. En 1645, Gui Patin en parlait dans une de ses lettres³. Gui Patin, ce frondeur, nous amène à Claude Joly⁴. Il y aurait lieu de rechercher si Mayerne n'a pas influencé les pamphlétaires et les théoriciens politiques de l'époque de la Fronde. Tout nous montre l'intérêt des idées de Mayerne.

* * *

Il est nécessaire de voir quel était l'auteur et quelle était sa famille : les idées politiques n'intéressent sans doute l'historien qu'autant qu'il peut les rattacher à un groupe ou à une classe sociale. Les documents n'abondent pas sur Mayerne et les siens : quelques renseignements sont épars dans les documents généalogiques de la Bibliothèque nationale⁵, dans les lettres du fils de Louis, Théodore⁶, dans « l'interrogatoire fait par le lieutenant civil Le Jay du Sieur Mayerne-Turquet sur son livre intitulé Monarchie aristodémocratique⁷ ».

avant, entre autres choses, que les femmes ne devaient être admises au gouvernement de l'État. La Reine le fit supprimer et en confisquer tous les exemplaires ; mais elle jugea à propos, pour n'offenser pas les huguenots, de pardonner à l'auteur. »

1. LOUIS D'ORLÉANS, *La plante humaine sur le trépas du roi Henri le Grand*, Paris, 1612, in-8°, réédité en 1622 et 1632. — J. BARRICAVE, *Défense de la monarchie française*, Toulouse, 1614, in-4°. — L. TURQUET DE MAYERNE, *Apologie contre les détracteurs du livre de la monarchie aristodémocratique*, 1617, in-8°.

2. P. DE L'ESTOILE, *Mémoires-Journaux*, éd. G. Brunet, etc. 21 juillet 1611, p. 131 : « Acheté le dit jour 57 sols le livre de Turquet, livre d'estat très bon, judicieux et véritable, mais mal propre pour le temps et que l'auteur devait faire imprimer en une cité libre, et non à Paris, nonobstant son privilège de Mr. le Chancelier. Et a bien connu que ce qu'on luy en a dit, et moy entre autres, est vray : qu'il aurait un mauvais garand de ce costé là que M. le Chancelier. » 31 juillet, p. 133 : « Acheté 54 sols le livre de Turquet, qui s'estait excusé vers moy qu'il ne lui en estait demeuré aucun exemplaire pour en donner à ses amis. Tout avait esté saisi, et le reste se vendant à discrétion, quatre francs, cent sols et deux escus. Je l'ay trouvé si beau que j'en ay extrait une grande partie nouvellement. »

3. GUI PATIN, *Lettres*, éd. J. H. Réveillé-Parise, 1846, I, p. 367, 16 nov. 1645.

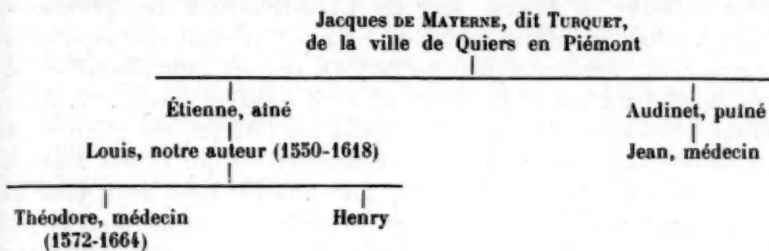
4. BAYLE, *Dictionnaire historique et critique*, 4^e éd., par M. des Maizeaux, Amsterdam, 1730, t. III, p. 613, note A.

5. Pièces originales 1903, 2900 ; Cabinet d'Hozier 232, 325 ; Carrés de d'Hozier 423 (importante lettre de Théodore Mayerne, de Londres, 18 septembre 1633).

6. Bibl. nat., ms. fr. 17934, fol. 115^{re}, 122^{re}, 124^{re} ; ms. fr. 18767, qui contient aussi des ordonnances, des consultations, des formules médicales de Théodore.

7. Bibl. nat., fonds Dupuy, 558, fol. 40-66.

L'on peut dresser d'abord un tableau généalogique de la famille :



L'on peut ensuite dégager quelques traits principaux. Il s'agit d'une famille cosmopolite. Elle est d'origine italienne. Étienne ne serait-il pas le fameux Piémontais Étienne Turquet, qui, de 1536 à 1540, eut à Lyon le monopole des soieries¹? Louis habita Lyon, s'y maria à une Française, devint Français, si son père n'avait pas déjà été naturalisé. Converti au protestantisme, il dut s'enfuir après la Saint-Barthélemy avec sa femme enceinte². Il se réfugia à Genève, où naquit, le 28 septembre 1572, son fils Théodore, dont le parrain fut Théodore de Bèze. Louis devint propriétaire d'une terre dans la banlieue de Genève, à Aubonne. Plus tard, sans doute lorsque Henri IV fut roi, il rentra à Lyon et fit des voyages à Paris³. J'ignore quand il s'installa dans la capitale. Son fils, Théodore, après avoir étudié à Heidelberg, puis à Montpellier, et voyagé avec Rohan en Allemagne et en Italie, devint médecin ordinaire du roi Henri IV. Il se brouilla avec la Faculté de médecine de Paris en ouvrant, en 1603, un cours public pour les jeunes médecins et apothicaires, et surtout en faisant un grand usage des remèdes chimiques, spécialité des Allemands, dont il avait appris l'efficacité en Allemagne. La Faculté déclara ses innovations dangereuses et lança un décret contre lui. En 1611, il fut appelé par le roi d'Angleterre Jacques I^{er}, devint son premier médecin et garda les mêmes fonctions sous Charles I^{er}. Il conserva d'ailleurs des clients en France et jusque parmi les membres du Conseil d'État, à qui il envoyait des consultations⁴. Louis et Théodore avaient

1. Roger DOUCET, *Lyon au XVI^e siècle*, 1939.

2. Théodore DE MAYERNE-TURQUET, *Sommaire, description de la France, Allemagne, Italie et Espagne (1615)*, dédicace. Le fils de Louis parle de son inclination à voyager « jointes aux occasions que le temps où nous vivons produit (lesquelles m'ont contraint déjà de voyager, voire avant que d'estre nay... »).

3. Bibl. nat., Pièces originales 2900. Deux reçus datés du 7 août 1596 pour des rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris.

4. Bibl. nat., ms. fr. 18767, fol. 160. Consultation datée de Hamptoncourt, 3 janvier 1626.

une alliance de famille avec de Boetscher, baron de Langerac, ambassadeur ordinaire en France pour les États-Généraux des Provinces-Unies¹. Louis, qui dédia son livre à ceux-ci, mettait son expérience des milieux parisiens à leur service. De concert avec Béringhen, il instruisait Langerac de la conduite à tenir selon les personnes². Nous avons donc affaire à une famille, qui a ses intérêts, ses alliances et ses amitiés sur ce grand axe de communications qui va des Alpes à l'Angleterre par les pays rhénans, dont Charles Quint avait rêvé de faire la partie vitale de son empire, et sur lequel commerce et industrie ont eu un précoce et ample développement, une famille qui y séjourna le plus souvent, « notre maison ayant été continuellement réfugiée en terres étrangères³ », une famille française certes, mais non dépourvue d'un certain caractère européen, qui subit des influences multiples et diverses, sut les assimiler et Louis en féconder sa pensée. Les archives de Turin, de Lyon, de Genève, de La Haye, de Londres, nous réservent encore sans doute bien des découvertes sur les Mayerne.

Cette famille exerça surtout des professions marchandes et libérales. L'activité exacte de Louis m'échappe. Il avait épousé, à Lyon, Louise Le Masson, fille d'Antoine, trésorier des troupes de François Ier et de Henri II au Piémont. La résidence lyonnaise de cet Italien d'origine, son mariage avec la fille d'un officier de finances, ses dithyrambes sur le commerce⁴, donnent à penser qu'il a pu être lui-même marchand et banquier. Son frère, Jean de Mayerne-Turquet, médecin de l'École de Paris, exerçait en 1582 à Avallon. Son fils, Théodore de Mayerne-Turquet, gagna une grosse fortune comme médecin.

La famille enfin est en ascension vers la noblesse de race, la « gentillesse ». Le 23 mars 1582, le lieutenant ordinaire au baillage d'Auxois, siège d'Avallon, reconnut la noblesse de Jean de Mayerne-Turquet. Louis se disait en 1596 « escuyer ». Le 15 décembre 1609, la Cour des aides proclama Théodore et Henry, les fils de Louis, extraits de noble

1. Dans sa lettre, datée de Londres, du 19 juillet 1614, à Langerac, en résidence à Paris, Théodore l'appelle son « frère », lui parle de leur « alliance ». Dans celle du 28 avril 1615, il lui dit : « Si je ne vous étais pas ce que je suis, je ne vous parlerais pas si librement, mais cela m'oblige à être jaloux de l'honneur de la maison. » Bibl. nat., ms. fr. 17934, fol. 115 r^o, 124 r^o.

2. Lettre de Théodore, 20 juin 1614, Bibl. nat., ms. fr. 17934, fol. 122 r^o.

3. Lettre de Théodore, de Londres, 18 sept. 1633, Bibl. nat., Carrés d'Hozier, 423.

4. « Traité des Négoces et traffiques ou contrats qui se font en choses meubles. Règlement et administration du Bureau ou Chambre politique des Marchands. Prins des Mémoires de L. D. M., dédiés et piéçà présentés au Roy de France Henri IV », 1599, par Jacques Chouet, in-12.

race. Les Mayerne portaient « deux barres d'or en champ d'azur, l'écu my-partie ou chargé en chef d'un aigle de sable en champ d'or avec le heaulme ouvert et sur iceluy un bourrelet or et azur d'où sort un sauvage haussant des deux mains une masse comme pour frapper avec ce mot ou devise : *Audentes fortuna juvat* ». Théodore maria sa fille aînée au marquis de Cugnac et la cadette au marquis de Montpouillan. Les Mayerne étaient donc juridiquement nobles. Mais, comme ils continuèrent à amasser de grands biens par une activité « mercenaire », ils n'étaient pas gentilshommes « de nom et d'armes », ils n'avaient pas la « qualité ». Socialement, ils étaient dans la zone indécise qui séparait la bourgeoisie de la noblesse d'épée, mais en eux le caractère bourgeois prédominait.

* * *

Les idées de Mayerne furent sans doute repoussées par Henri IV en 1591 et Louis dut attendre la période de troubles de la Régence pour publier son livre. Louis Turquet de Mayerne voulait créer une science politique et croyait l'exposer dans son ouvrage. Il était imbu de la théorie rationaliste des lois naturelles. Le monde tout entier est soumis à des lois, imposées par Dieu. Les sociétés humaines sont régies par des lois naturelles analogues à celles du monde physique. L'homme parvient à les connaître par l'expérience. Cette théorie est immanente à tout son livre, mais il l'a exprimée, bien que confusément, dans son épître dédicatoire. Il déclare qu'il a toujours eu la « volonté à m'enquérir et apprendre, si la Faculté de régir et conduire les peuples associez en corps d'État... n'a pas *certaines fondements immuables et une fin déterminée comme les autres belles sciences*... Dieu qui est auteur de ces sociétés humaines que nous appelons États, Citez ou Polices, a mis *en nature*, qui nous environne, dans laquelle nous sommes enclos et pource nous est familière, amples moyens et *évidents exemples* de tout bon régime et gouvernement ; et y faict clairement reluyre les droits des légitimes commandements et de la due obéissance, d'où ils peuvent estre pris et imitez sans difficulté ; d'autant qu'elle produit sans cesse et à notre vue ses *effets raisonnables et bien compassez*... ». L'on arrive à la vérité... « surtout en lisant dans ce grand livre non escrit ny imprimé qui s'appelle le Train du Monde... ».

Mayerne croit avoir découvert, par cette méthode, ce que doit être la société conforme aux lois naturelles. Il propose une refonte totale de l'imparfaite société actuelle par les lois positives, toutes puissantes

si elles sont conformes aux lois naturelles, et il expose le plan d'une société nouvelle où domineraient la bourgeoisie et les activités bourgeoises.

Tout d'abord, il attaque constamment l'idée d'un classement dans la société par *la race*, par la naissance, fondement de la noblesse, et il y substitue l'idée d'un classement par *les talents* et par les fonctions dans la société. « Les races ne sont ny sources ny fondement de la noblesse¹. » Il faut *l'égalité*, c'est-à-dire que les nobles n'aient pas en tout et partout l'avantage en raison de leur naissance², conception très bourgeoise de l'égalité.

A l'appui de son opinion, il apporte toute une série d'arguments. D'abord, il y a dans les familles, dans le privé, même ordre, même soin, mêmes désirs, même liberté, même autorité, chez les marchands, les artisans et les paysans que chez les gentilshommes³. Ainsi s'éclaire son idée de la nature. Le politique ne doit pas pour Mayerne examiner, comme le fait Loyseau, l'ensemble du corps social tel qu'il existe réellement, en dégager les rapports effectifs entre les groupes et les individus et les systématiser⁴, mais il doit *abstraire* de cet ensemble la famille, la considérer à part, et transférer à tout le corps social les résultats de cette analyse. Le corps social nouveau, conçu par Mayerne, va donc être comme une projection de l'organisation familiale.

D'autres raisons contre l'idée de race suivent. Il est visible, dit Mayerne, que la noblesse de race s'assoupit aisément et souvent meurt tout à fait si la nature n'est pas excitée par l'art. Clair comme le jour, souvent les fils ne sont pas propres à la vocation des pères. « La noblesse pauvre est inutile à l'État⁵. » « Sans les richesses, et la Vertu et la Noblesse, qui en résulte, languissent trop souvent, tarissent et se perdent, dégénérantes en qualitez du tout contraires, lesquelles troublent et perdent les maisons et aucunes fois tout un Estat⁶. »

Enfin, il se voit bien que le peuple est la source de la noblesse. La noblesse, par suggestion du père des ténèbres, méprise l'État plébéien, mais « civilement l'État plébéien est la pépinière de la noblesse⁷ ».

1. *Monarchie aristodémocratique*, p. 258.

2. *Ouvr. cité*, p. 80.

3. *Ouvr. cité*, p. 80, p. 251-252.

4. Charles LOYSEAU, *Traité des Ordres et simple dignitez, Traité des Seigneuries, Traité des Offices*, 1610.

5. *Ouvr. cité*, p. 256.

6. *Ouvr. cité*, p. 255.

7. *Ouvr. cité*, p. 80.

« Le commun peuple est le séminaire de la Noblesse¹. » « L'ordre roturier est la pépinière de la Noblesse². »

En effet, pour Mayerne, la noblesse n'est que la conséquence de la pratique des vertus privées et de l'exercice des fonctions publiques. « Que la Noblesse est faite de la Vertu comme de sa matière, *qu'elle a la Richesse comme cause*, sans laquelle elle ne peut consister ny se soutenir. Elle a l'honneur, le bien et l'heur de la République pour fin de ses actions... Mais l'Élection que fait le Prince ou Magistrat souverain de l'homme vertueux et propre aux grandes affaires s'en peut dire la cause efficiente... La vraie noblesse n'a en effet son fondement qu'ès bonnes actions, en l'œuvre, dis-je, des hommes bien méritans de la République³. » « Bons déportemens de l'homme aux offices publics l'anoblissent⁴. » « Pour noblement vivre, il est certes nécessaire qu'il s'entretienne et s'exerce toujours parmi les offices et devoirs publics qui l'ont amené à ce degré... Quant aux autres qui sont nobles de race... ils sont aussi tenus d'y aspirer et essayer d'y parvenir par tous bons moyens... estant certain que l'institution de la Noblesse n'a eu autre fin que de dresser en la République un ordre de gents propre pour la régir et conduire sous le souverain⁵. »

C'est le marchand qui est le plus apte à devenir noble. « Nature mettra une inclination véhémence en quelqu'un à la marchandise, lequel ayant le gain pour but deviendra un grand négociant et, par art et diligence, amassera ample richesse. Jusques là, il a fait progrès en certain espèce d'honneur que nous appelons privé et domestique, lequel ne passant point les commodités de sa maison et famille, ne le fera célébrer que pour un riche et accommodé marchand. Mais si un tel homme par art réglé, à sçavoir par amour qu'il porte à la police et par la révérence de la justice, a procédé en son trafic loyalement et avec foy et vérité, alors l'on y adjoustera que c'est un marchand riche mais loyal, fidèle et qui va rondement en besoingne. Si puis en conversant parmy les gens mieux qualifiez, voire pour le fait de sa marchandise et que là il se forme le jugement en sorte qu'il puisse concevoir une vertu solide, qui l'induisse à user de ses richesses splendidement et libéralement, il se fera sans doute admirer, désirer et estimer digne estre avancé aux honneurs de la Police, qui sont ceux qui donnent

1. *Ouvr. cité*, p. 130.

2. *Ouvr. cité*, p. 252.

3. *Ouvr. cité*, p. 260.

4. *Ouvr. cité*, p. 239.

5. *Ouvr. cité*, p. 265.

degré et pied ferme à la Noblesse¹. » Voilà le type de l'avancement social.

En effet, le marchand est l'essentiel de l'État. « Elle [la marchandise] est seule qui rend les villes et provinces riches et accommodées, celle qui y nourrit le menu peuple et donne, plus qu'autre exercice qui soit, certaine connaissance des affaires qui se démeinent par le monde et seure adresse de s'y bien gouverner : principalement quand les négoce et traffiques se font aux pays eslongnez et par le moyen de la navigation...². » « Il n'y a rien si naturel et ordinaire aux hommes que de contracter, marchander et traffiquer les uns avec les autres. Il n'est possible de voir trois personnes converser deux heures ensemble qu'elles ne tombent en propos de quelque vente, trocque, prest ou aultre espèce de contract. Les enfants, dez qu'ils ont la langue desliée, ont tous leurs jeux assaisonnez de quelque marchandise. Sont-ils à l'Eschole, ils ne font autre mestier que de changer, rechanger et marchander entre eux, de ce qu'ils apportent de leurs maisons. Le Prince avec ses subjects, le Maistre avec ses vallets, l'amy avec son amy, le Capitaine avec ses soldats, l'Espoux avec son Espouse, les femmes entre elles : en un mot tout le monde, court et forsenne après les marchez. Au demeurant, tout vient en commerce et passe en traficque en tous temps et en tous lieux³... » Donc la nature a fait du commerce le fondement des États.

Il en résulte que les nobles ont le *devoir* de pratiquer les professions des marchands et les professions libérales. En effet, « la plupart des vacations et possessions privées, conduites selon les inclinations naturelles, ne sont point malséantes à la noblesse et ne dérogent aucunement à icelle », et l'oisiveté seule est un crime⁴. La noblesse doit s'instruire à la justice, à la police, aux finances, à l'agriculture, à l'architecture, à la médecine, à la chirurgie, au négoce⁵. La noblesse doit pratiquer les activités bourgeoises. Elle va devenir une noblesse embourgeoisée.

Il en résulte aussi que les armes, le métier par excellence de la noblesse, la caractéristique du noble, sont une activité inférieure. Mayerne rejoint ici tous les théoriciens politiques bourgeois dans leur dénigrement du militaire. Les enfants des Roys, « estans bien enseignez, ils

1. *Ouvr. cité*, p. 86.

2. *Ouvr. cité*, p. 122.

3. MAYERNE, *Traité des négoce et traffiques*, p. 8.

4. *Monarchie aristodémocratique*, p. 116.

5. *Ouvr. cité*, p. 94.

trouveront que le mestier des armes et de la guerre en soy n'a onques esté tenu pour une pratique désirable ny à priser, sinon pour quelque'autre subject plus digne, excepté entre les Barbares, au rang desquels nous mettons hardiment les meilleurs de tous les Grecs, à sçavoir les Lacédémoniens ». « L'art de la guerre, prins pour une profession de conquérir et travailler le monde, estant sans contredit une maladie inique et détruisante, ne peut et ne doit estre tenu pour un exercice principal des sages Roys, n'estant en effet qu'un accessoire pour la nécessité¹. » « Les armes et la guerre sont remèdes extrêmes et désespérés². » Elles ne peuvent donc être une profession privée, réservée à une classe. Elles sont le privilège du souverain³. Les idées de Mayerne sur ce point conduisaient donc à la destruction de la classe noble comme classe militaire héréditaire, à l'anéantissement du gentilhomme, au remplacement du noble soldat par le noble de fonctions, et, comme Mayerne prévoyait que tous les meilleurs et principaux négociants pourraient accéder aux fonctions publiques, source de la noblesse, l'idée de l'égalité d'accès de tous les bourgeois à tous les emplois se dessinait.

Pour se conformer à ces conceptions, conformes, pensait Mayerne, à la nature des choses, l'État devait réorganiser la société, de façon à ériger la bourgeoisie en classe dominante. La population sera partagée en cinq classes : 1. les « agripossesseurs » ; 2. les gens de lettre gradués ; 3. les gens d'affaires et de négoce ; 4. les artisans ; 5. les manœuvres.

Chacun, noble ou non, *sera tenu d'exercer une profession* et s'inscrira à l'âge de vingt ans dans une classe. Tous les nobles pourront s'inscrire dans une des trois premières classes. Ceux de la première pourront pratiquer les activités de la seconde et de la troisième, mais gratuitement, par charité. Ceux de la seconde et de la troisième pourront prendre « salaire mercenaire » sans blâme aucun et, s'ils sont nobles, sans déroger à noblesse⁴. Donc, les nobles et les roturiers seront confondus dans des classes distinguées l'une de l'autre, non plus par la naissance, mais seulement par la fonction dans la société, par le mode de production et par les services. En fait, la vieille noblesse disparaît pour faire place à la bourgeoisie.

Les trois premières classes fourniront les fonctionnaires et, parmi

1. *Ouvr. cité*, p. 513.

2. *Ouvr. cité*, p. 519.

3. *Ouvr. cité*, p. 94.

4. *Ouvr. cité*, p. 99.

les membres de la première, *nobles ou non*, seront recrutés les conseillers d'État, les gouverneurs de province, les capitaines et chefs de guerre, les ambassadeurs, les gens de justice et de police¹.

Chacun sera retenu toute sa vie dans sa classe, mais chacun *pourra avancer ses enfants*². Tous, nobles et plébéiens, riches et pauvres, feront donner à leurs enfants la même instruction jusqu'à quatorze ans et plus pour juger de leur vocation. « Tout homme est capable des Lettres. » Les mieux doués pourront ensuite pousser jusqu'à dix-huit ans. Le manœuvre pourra pousser son fils aux arts, l'artisan, le sien au négoce³. D'ailleurs, tout le monde sera maintenu en médiocrité de fortune. Il ne faut pas de gens trop riches, ni de trop pauvres, c'est dangereux⁴.

Ainsi sera constituée une Société où domineront les activités bourgeoises, l'esprit bourgeois et, sous le nom de noblesse, une haute bourgeoisie.

* * *

Mayerne décrit les institutions politiques qui permettront de fonder et de maintenir cette société. La bourgeoisie trouvera la garantie de sa situation sociale dans un État bourgeois, chargé d'affaires de la classe bourgeoise.

Pour Mayerne, la souveraineté est détenue par « le peuple ». Le souverain Empire, « forme substantielle », « âme de tout l'État » est « toujours instillé par l'Éternel dans la multitude du peuple⁵ ». Les Royaumes sont des fiefs tenus de Dieu, mais par l'intermédiaire du « peuple ». « Tout Prince et potentat terrien prend bien sa Souveraineté et Majesté de Dieu, mais... c'est médiatement par le Corps universel de son peuple pour l'exercer à certaines conditions, restreintes dans les termes de ses lois naturelles qui reluysent en Nature. Et que, dans ce corps ou masse de peuple associé, lorsqu'il contracte avec le Prince qui le doit régir, est infus et vit un rayon de la Divinité, en sorte qu'alors et en tels actes, la voix du peuple est la voix de Dieu même⁶. » « Ce Corps [de l'État] retient toujours le droit de souveraineté en propriété et directe seigneurie⁷. » Mais ce « peuple », c'est la bourgeoisie. Mayerne

1. *Ouvr. cité*, p. 121.

2. *Ouvr. cité*, p. 128.

3. *Ouvr. cité*, p. 104. C'est l'idée fondamentale de Paul Bourget dans « l'Étape ».

4. *Ouvr. cité*, p. 252.

5. *Ouvr. cité*, p. 38.

6. *Ouvr. cité*, p. 52.

7. *Ouvr. cité*, p. 39.

n'a que mépris pour la démocratie et pour la multitude. Les « légèreté, impatience, envie, soudaines et inconsidérées rudesses du peuple envers les gens d'honneur, vices ordinaires et communs en la Démocratie ou Estat populaire, où l'on voit souvent et presque toujours ces deux extrémités sans moyen : grand sçavoir et vertu exquise en une poignée de gens d'un côté et grande ignorance et stupidité de l'autre en la multitude maîtresse de l'État et abusive de sa liberté. Qui est la pire et plus dangereuse condition aux Républiques¹... ». « Laissons l'Estat populaire, car il ne mérite point proprement le nom de République ; c'est plutôt un ébauchement d'icelle, qui ne peut atteindre de soy à la vraie fin des Républiques... étant la souveraine puissance es mains du général et communément des plus vils et corrompus ou moins vertueux d'entre les citoyens ; qui n'ont but que la liberté insolente et le gain. » « La Royauté est la plus parfaite des polices ; ou bien... [le] gouvernement de peu de gens vertueux qui en approche²... » Le pouvoir doit être délégué à un roi héréditaire et le gouvernement mêlé des trois formes, monarchie, aristocratie, démocratie.

Mayerne reprend la théorie du double contrat. La souveraineté est instillée dans le « peuple » avec la volonté de s'associer et joindre en corps politique. Les individus passent entre eux, sous l'œil de Dieu, un premier contrat qui fonde la société³. Ensuite, le Roi passe un contrat avec son « peuple ». Il en reçoit « faculté active et puissance de commander », mais prête serment à son couronnement de régner selon la justice et de maintenir chacun *en son degré et dignité et en ses biens*. Le Roi doit être avant tout le conservateur de l'ordre social bourgeois et de la propriété bourgeoise. *Son serment est un contrat*. Le Roi jure sans condition. Les Magistrats et les États-Généraux, qui prêtent serment au Roi, jurent conditionnellement. Si le Roi ordonne aux Magistrats quelque chose d'injuste, il y a cause d'appel aux États-Généraux. « Tout Magistrat et Officier est plutôt de la Couronne que du Roi. » « Les Roys sont magistrats. » Leur puissance est limitée par les lois de Dieu et de la nature, dont les États-Généraux sont les vrais conservateurs⁴.

Mayerne prévoit la transition de l'État actuel à l'État futur. Le Roi, convaincu par son livre, nommera un Grand Conseil de 2.000 personnalités riches, tous « agripossesseurs », sans distinction de nobles

1. *Ouvr. cité*, p. 172.

2. *Ouvr. cité*, p. 328.

3. *Ouvr. cité*, p. 38, 52.

4. *Ouvr. cité*, p. 46.

et de roturiers. Les membres de ce Grand Conseil prendront dans leur sein environ 200 députés, qui formeront les premiers États-Généraux, sorte d'assemblée constituante. Ces États réorganiseront la société en cinq classes sur le modèle déjà présenté. Ils poseront les lois fondamentales, « dont l'usage et les motifs *ne sont pas proprement volontaires mais forcés* par certaine nécessité de procurer l'utilité et tranquillité publique¹ ». « Il y a des loix Saintes et vraiment fondamentales et générales qui doivent demeurer inviolables à toujours². » Les États feront les lois ordinaires selon Dieu et selon les règles de la nature. Ils organiseront le gouvernement et l'administration.

Dans l'État définitif, le rôle essentiel sera joué par les États-Généraux. « Le Roy est... le cœur de l'État qui luy donne la vie... et les États-Généraux en doivent être le cerveau³. » Les États-Généraux se sont réunis tous les quatre ans. Ils se convoqueront eux-mêmes par leur président ou Grand Justicier du royaume. Ils seront élus selon un système à quatre degrés⁴.

Au premier degré, les gens de tous états, sauf les officiers du roy et les membres du Grand Conseil, réunis par paroisses, éliront un consul et deux syndics. Ils rédigeront un cahier de doléances.

Au second degré, les députés des paroisses se réuniront à la châteltenie. Ils éliront un consul, quatre syndics, un secrétaire et dresseront un cahier de la châteltenie.

Au troisième degré, les députés des châteltenies s'assembleront au siège présidial, éliront des représentants et confectionneront un cahier.

Enfin, au quatrième degré, les députés des présidiaux se grouperont au chef-lieu de la province. Il y aura dix provinces en France. Ils rédigeront le cahier provincial. Ils éliront leurs députés aux États-Généraux parmi les 200 membres du Grand Conseil, tous agriposses-seurs, ayant leur résidence dans la province. Vingt et un de ceux-ci seront élus : sept seigneurs, sept gradués en droit, sept administrateurs de robe courte. Les députés aux États-Généraux seront ainsi répartis en trois sections. Chacune fera son cahier à part. Les trois, représentant la province, se chargeront en outre du cahier des présidiaux. Elles iront présenter les quatre cahiers aux États-Généraux.

Les États-Généraux seront ainsi composés de 200 personnes, tous

1. *Ouvr. cité*, p. 323.

2. *Ouvr. cité*, p. 367.

3. *Ouvr. cité*, p. 16.

4. A comparer avec le système des notabilités imaginé par Sieyès pour la Constitution de l'an VIII.

« agriposseurs », tous anoblis du seul fait de leur séance aux États-Généraux. Le pouvoir législatif, l'administration, le contrôle de l'exécutif, seront aux mains de la petite minorité des bourgeois les plus riches de France¹.

Les États-Généraux légiféreront, « Lois générales doivent être faites et prendre force par les États-Généraux². » Le Roi exécutera les lois. Les États-Généraux en contrôleront l'exécution.

Les États-Généraux voteront les « levées extraordinaires », c'est-à-dire les impôts. Ils en contrôleront l'emploi. Il y aura une caisse pour les biens privés du Roi, une pour les deniers de l'État³. Les États-Généraux décideront de la guerre et de la paix et concluront les alliances.

Les États-Généraux contrôleront le fonctionnement du Conseil du Roi. Leur président ou Grand Justicier y siégera au-dessus des conseillers. Les États-Généraux pourront changer la moitié du Conseil du Roi, ils pourront le censurer⁴. Il y a donc une responsabilité des conseillers devant les États-Généraux et, comme le Roi ne peut dissoudre les États, peut-être une ébauche de gouvernement d'assemblée. Toutefois, il faut remarquer que le Roi n'est pas tenu de suivre l'avis de ses conseillers.

Les États-Généraux surveilleront l'administration. Ils enverront dans les provinces des commissaires réformateurs pris dans leur sein pour porter leurs actes et décrets et les faire exécuter. Ces commissaires auront tout pouvoir de justice pour juger et redresser, même sur les officiers royaux⁵.

Les États-Généraux disposeront d'une force armée, les armées « populaires », c'est-à-dire bourgeoises. Elles seront constituées par les gens des trois premières classes, qui auront fait un an de service militaire dans des académies militaires après leurs études. Elles seront commandées par les recteurs des bureaux de police provinciaux. Ainsi une garde nationale bourgeoise, la bourgeoisie en armes, imposera le respect des décisions des États-Généraux.

La bourgeoisie engendrera elle-même les États-Généraux. Les membres du Grand Conseil de l'État, parmi lesquels seront élus obligatoirement les députés aux États-Généraux, seront nommés par les Chambres du Parlement et cours souveraines sur des listes que dresse-

1. Ceci n'est pas sans rappeler quelque peu le régime de la Constitution de 1791.

2. *Ouvr. cité*, p. 48.

3. *Ouvr. cité*, p. 370 et 488.

4. *Ouvr. cité*, p. 387.

5. *Ouvr. cité*, p. 388.

ront des censeurs réformateurs. Il n'y aura pas de nomination royale¹.

Le Roi sera assisté, pour l'exercice du pouvoir exécutif, d'un Conseil ordinaire pris dans le Grand Conseil. Le Conseil ordinaire sera divisé en quatre sections, Police, Justice, Armées, Finances, qui porteront le nom de Bureaux de la Cour. Chacun comprendra des Secrétaires. Ceux-ci seront spécialisés au lieu d'être chargés d'une zone géographique. Du Conseil ordinaire sera tiré un Conseil étroit et privé. Il comptera neuf membres : le Grand Justicier, les quatre grands officiers de la Couronne, quatre autres conseillers. Les grands officiers de la Couronne seront le chancelier, le connétable, le trésorier, chacun dirigeant un bureau ; le conservateur et général réformateur de la police qui dirigera le Bureau de Police subdivisé en quatre sous-bureaux : police, charité, marchands, domaine. Le Roi ne fera rien sans son Conseil ordinaire. Mais, après l'avoir consulté, il décidera seul². Il sera tenu de justifier ses « procédures extraordinaires » quand il sera contraint de commettre pour le bien de l'État des violences qui auront l'apparence d'iniquité³. Sa vie privée sera surveillée par les États-Généraux. Une Cour souveraine, composée d'officiers amovibles, recevra les appels des Parlements provinciaux⁴.

Le royaume sera divisé en dix sénéchaussées ou gouvernements ou provinces, aussi égaux que possible en étendue. Chacun aura son sénéchal ou gouverneur ; chacun sa capitale : Paris, Rouen, Rennes, Poitiers, Bordeaux, Toulouse, Grenoble, Lyon, Dijon, Troyes ; chacun ses quatre bureaux de police. Le recteur du Bureau de Police proprement dit veillera à l'instruction de la jeunesse et à sa formation militaire, inscrira les citoyens dans la classe de leur choix à l'âge de vingt ans, les incitera au travail, réprimera le luxe, formera les armées « populaires ». Le recteur du Bureau de Charité fera des prêts aux artisans et aux laboureurs, entretiendra les veuves, les orphelins et les invalides, poursuivra les mendiants, luttera contre les épidémies, les incendies, les inondations. Le recteur du Bureau des Marchands réglera les négoce, les trafics, les foires, les marchés, l'exercice des arts, le travail des artisans. Le recteur des Domaines surveillera les biens fonciers, les acquisitions, les aliénations, les héritages, les biens du Roi. L'administration économique et sociale deviendra ainsi la principale branche de l'administration.

1. *Ouvr. cité*, p. 392-393.

2. *Ouvr. cité*, p. 477-482.

3. *Ouvr. cité*, p. 51.

4. *Ouvr. cité*, p. 29.

Chaque sénéchaussée aura aussi un bureau du Domaine et Finances avec quatre trésoriers généraux et un bureau provincial des guerres avec quatre commissaires des guerres commandant les compagnies d'ordonnance. Les quatre recteurs des Bureaux de Police, les quatre trésoriers généraux, les quatre commissaires des guerres, avec des juges amovibles, un procureur du Roi, des greffiers, des notaires, formeront le Parlement. Les officiers de police avec des juges constitueront des présidiaux et des châtelainies. Les justices subalternes seront supprimées.

Recteurs, trésoriers généraux, commissaires des guerres seront tous pris parmi les membres du Grand Conseil. Ils seront tous « agripossesseurs ». La grande bourgeoisie administrera donc la France, comme elle exercera le pouvoir législatif et contrôlera l'exécutif. L'État sera son instrument ¹.

* * *

Tous les traits de ce plan social et politique font penser irrésistiblement à la philosophie des lumières, bien des traits évoquent l'œuvre des assemblées bourgeoises de la Révolution française. Cependant, il y a aussi en Mayerne du « monarchomaque ». Les monarchomaques, ces calvinistes français, ont formé leurs idées après la Saint-Barthélemy. Les huguenots français groupés autour du prince d'Orange professent leurs théories politiques avant la pacification de Gand (1576). Duplessis-Mornay, qui est sans doute l'auteur des *Vindiciae contra tyrannos*, est en relations constantes avec eux. Leurs grandes œuvres, la *Franco-Gallia* d'Hotman, les anonymes *Vindiciae contra tyrannos*, sont respectivement de 1573 et de 1579. Les ligueurs catholiques, qui, contre Henri III et Henri IV, ont emprunté leurs idées politiques aux calvinistes et sont aussi des monarchomaques, écrivent jusqu'à une date avancée. Boucher publie le « De justa Henrici tertii abdicatione e francorum regno » en 1589, Rose son « De justa reipublicae christianae in reges impios et haereticos autoritate », en 1592 ².

1. Ouvr. cité, p. 16-28, 184-207.

2. R. TREUMANN, *Die Monarchomachen*, Leipzig, 1895. — W. A. DUNNING, *The monarchomachs, Political Science Quarterly*, juin 1904. — A. ELKAN, *Die Publizistik des Bartolomäus Nacht und Mornays « Vindiciae contra tyrannos »*, Heidelberg, 1905. — JANET, *Histoire de la science politique*, Paris, 1872. — G. WEILL, *ouvr. cité*. — HAROLD J. LASKI, *A defense of liberty against tyrants : a translation of the vindiciae contra tyrannos, by Junius Brutus, with an historical introduction*, Londres, 1924, in-8°, 229 p. — CH. MERCIER, *Les théories politiques*

Or les idées de Mayerne ont été conçues et mises en forme au temps des monarchomaques. Son « Épître au Roy présentée à Sa Majesté au mois d'octobre 1591 » à Tours, chez Jamet Mettayer, imprimeur ordinaire du Roi, 1592, nous donne le sommaire d'un traité sur la « Réformation de la France... dont j'ay escrit trois livres assez amples ». Or, les idées exprimées dans la première partie de ce sommaire sont identiques à celles de la Monarchie aristodémocratique de 1611, qui devait avoir trois livres dont le premier seul est paru. Les idées de la deuxième partie du sommaire sont celles du « Traité des Négoces et traffiques » publié en 1599 par un ami de Mayerne, et que l'éditeur anonyme nous déclare être une partie d'un traité général rédigé par Mayerne « pendant les fureurs civiles », présenté au Roy en 1591, mais ensuite négligé par l'auteur. Enfin, la préface de l'*Histoire générale d'Espagne*, rédigée par Mayerne en 1586, nous montre qu'il avait dès cette époque ses idées fondamentales sur la noblesse, la bourgeoisie et les pouvoirs du Roi¹. Les dates de conception de ses théories et de composition de ses ouvrages le ramènent donc au temps des monarchomaques.

De plus, un certain nombre de ses idées les plus importantes sont aussi celles des monarchomaques et allaient devenir le bien commun de John Locke et des Philosophes français. Les ressemblances sont particulièrement frappantes avec les *Vindiciae contra tyrannos*, et il y aurait lieu de rechercher les relations qui ont pu exister entre Mayerne, Duplessis-Mornay et les autres monarchomaques. Mayerne a une méthode semblable à celle de l'auteur des *Vindiciae* : des faits dégager les lois naturelles des sociétés humaines, se fonder non seulement sur la Bible, mais sur l'expérience, connaître la loi de Dieu, mais aussi la loi de nature. Mayerne partage avec l'auteur des *Vindiciae* et les autres monarchomaques la certitude de la souveraineté du peuple. Il professe, comme tous les monarchomaques, la théorie du double contrat, d'origine calviniste, tirée de l'Ancien Testament, l'idée du contrôle du Roi et de la résistance éventuelle par les magistrats choisis dans tous les ordres de la nation. Comme eux, il voit dans le Roi un simple exécutant des lois, un simple magistrat.

Mais chez Mayerne s'accusent des traits qui sont bien plutôt ceux de l'ère des lumières. L'on peut se demander si Mayerne, qui avait

des calvinistes en France au cours des guerres de religion, Bull. de la Soc. de l'hist. du prot. franc., LXXXIII, 1934, p. 225-260, 381-415.

1. LOYS TURQUET DE MAYERNE, *Histoire générale d'Espagne comprins en XXVII livres*, Pour Jean de Tournes, Imprimeur de Roy, à Lyon, 1687, Épître au Roy de Navarre, du 15 août 1586.

la volonté d'être chrétien, n'était pas atteint d'une forte tendance au déisme. Il est tout de même frappant qu'un homme qui parle de Dieu presque à toutes les pages ne parle des chrétiens que quelquefois, cite Jésus-Christ, sauf omission, *une seule fois*. Il cite à plusieurs reprises l'Ancien Testament, parle en différents endroits du dieu des armées. Mais l'esprit de son livre est celui-ci : il y a un Dieu, il a posé des lois naturelles, nous devons les rechercher. N'est-ce pas plutôt du déisme ?

Mayerne prise les mathématiques autant que le XVIII^e siècle et leur assigne le même rôle que les Philosophes et les Encyclopédistes. Certes, bien des auteurs contemporains se servent de comparaisons mathématiques. L'auteur des *Vindiciae* aussi. Il emploiera, dit-il, la méthode géométrique qui du point passe à la ligne, de la ligne à la surface, de la surface au corps, il ira du simple au composé, des degrés au faite, des effets et des conséquences aux causes et aux lois¹. Bien d'autres font de même au XVI^e et au XVII^e siècle, Le Bret, qui, dans son traité *De la souveraineté du Roi* (1632), déclare que la souveraineté n'est non plus divisible que le point en la géométrie, Philippe de Béthune, qui, dans son *Conseiller d'État* (1632), proclame qu'« En l'imposition des charges onéreuses et nécessaires pour le soutènement de l'État, l'on y gardera la proportion géométrique²... ». Mais ce sont là simples souvenirs de collège chez des gens qui n'avaient pas complètement oublié leur deuxième année de philosophie où l'on étudiait la « sphère » et la géométrie, et ces réminiscences ne vont pas bien loin. Tandis que Mayerne considère les mathématiques comme la *méthode* par excellence de l'esprit humain pour atteindre la vérité et c'est bien là l'idée que les hommes de l'ère des lumières s'en sont faite³.

Chez Mayerne s'amplifie aussi un caractère d'abstraction. La différence avec Loyseau, avec Le Bret, est frappante. Au lieu de considérer l'ensemble de la société qu'il a sous les yeux dans sa vie réelle, Mayerne isole par la pensée un élément, ici la famille, en dégage des caractères, en forme un système coordonné et le transpose, l'étendant à toute la société et à tout l'État. N'y-a-t-il pas là un procédé favori des théoriciens de l'ère des lumières ?

Mais surtout, ce qui paraîtra sans doute le plus proche de la pensée des philosophes, ce sont les conceptions de la bourgeoisie classe domi-

1. *Vindiciae contra tyrannos*, préface, éd. 1580.

2. Édition de 1645, Paris, chez Michel Bobin, in-4°, p. 178.

3. Voir *Monarchie aristodémocratique*, introduction, p. 94, 150.

nante, du commerce et de l'industrie bases de la société et de l'État bourgeois. Ici, par exemple, les textes de Voltaire seraient innombrables à rapprocher de ceux de Mayerne, et il est bien inutile d'effectuer cette opération : la mémoire de chacun en fournira aisément.

Notre auteur apparaîtra donc sans doute comme anachronique, déplacé en son temps, « en avance sur son époque ». Et ainsi se posera pour nous le problème de l'origine de ses idées. Revenons à sa conception des mathématiques. Il n'a pas pu la prendre chez les savants du xviii^e siècle qui fondèrent la physique mathématique et créèrent le mécanisme. Le livre de Mayerne a été rédigé au plus tard en 1591. C'est en 1604 que Galilée trouve la loi de la chute des corps. En 1611, lorsque paraît la monarchie aristodémocratique, Descartes n'est encore qu'un écolier. Alors, Mayerne a-t-il été touché par ce grand mouvement néo-platonicien et néo-pythagoricien du xvi^e siècle qui fit penser à Copernic et au jeune Galilée que l'univers devait être décrit en termes de relations mathématiques, mieux, que l'être de l'univers est mathématique? Il est certain qu'un texte de Mayerne sur les mathématiques n'est pas sans un parfum platonicien : « Et pour ayder à s'eslever par degrés opportuns à cette sapience divine, sur laquelle doit être pris le patron de bien gouverner, il convient les instruire [les enfants des princes et des nobles] aux disciplines mathématiques, non pas superficiellement pour les attacher à la terre et aux matières, mais pour les profiler jusque dans leurs intimes secrets qui sont grands. Par ce qu'en la contemplation d'icelles se trouvent les fondements et racines de la justice et tempérance qui consistent en nombre, mesure, proportion et harmonie, propres subjects de ces sciences nobles et libérales; accompagnans toujours, et même du commencement, la Théorie avec la Pratique¹. » Évidemment, c'est du VII^e livre de la *République*. Mais tous les gens instruits l'avaient lu et il est tout de même curieux que Mayerne ne parle jamais ni de Platon, ni de Pythagore, ni d'Archimède, dont le nom est toujours cité avec les épithètes les plus laudatives par les néo-pythagoriciens et par Galilée. J'accorde que Mayerne est un huguenot, pour qui le Livre est la Bible. J'incline cependant à penser que Mayerne était resté à l'écart du mouvement scientifique néo-platonicien et néo-pythagoricien. Mais, alors, songeons à Werner Sombart lisant les conseils pratiques de Leone-Battista Alberti, bourgeois florentin du xv^e siècle, de Jean Savary, bourgeois français du xvii^e, de Daniel Defoe et de Benjamin Franklin, bourgeois anglais et bourgeois américain du

1. *Ouvr. cité*, p. 510.

xviii^e siècle, trouvant chez tous les mêmes habitudes fondamentales et les mêmes tournures d'esprit essentielles qu'ils doivent à leur vie bourgeoise, et pouvant décrire le Bourgeois, ce bourgeois qui, notamment, traduit tout en chiffres et en relations numériques¹. Songeons à la naissance de la science démographique au xvii^e siècle. Ce n'est pas en France, pays de Descartes, ni en Italie, pays de Galilée, que la science mécaniste aurait rendu aussi capables de cette découverte que le pays de Newton, qu'elle apparaît, mais en Hollande, en Angleterre, régions les plus capitalistes de l'époque, où, après 1660, de Witt, Halley, Petty, Davenant, formulent la première loi démographique, la croissance de la population en raison géométrique et où Mathieu Hales fixe la période de doublement à vingt-cinq ans. La science démographique sort de l'esprit capitaliste et des besoins des assurances sur la vie². Rapprochons ces constatations du cas Mayerne. La conception que se fait Mayerne des mathématiques ne viendrait-elle pas de ses origines et des activités bourgeoises de sa famille? Élargissons l'hypothèse. Toutes les idées de Mayerne ne lui auraient-elles pas été suggérées par les activités, le genre de vie, le rang social et l'élévation progressive de sa famille? Il est curieux de constater que Mayerne se représente le type de l'ascension sociale d'une famille dans la société future, dans la société parfaite, comme un reflet de l'ascension sociale de sa propre famille; que, pour Mayerne, la classe dirigeante de la société idéale sera composée d'agriposseurs, comme le sont devenus les Mayerne. Les idées de Mayerne seraient une projection du genre de vie et du devenir d'une famille bourgeoise, beaucoup plus encore qu'une transcription des exemples fournis par les sociétés et les États d'Italie, des Provinces-Unies et d'Angleterre. Et nous comprendrions alors comment il s'est trouvé si proche des écrivains bourgeois de l'ère des lumières sur des points essentiels : c'est que le bourgeois, du fait même de son mode de production, de son activité économique, de ses relations sociales, tendrait toujours à concevoir les mêmes idées fondamentales. Il n'y aurait plus de différence entre les époques des temps modernes, quant à leurs idées dominantes, que selon le nombre et la force des bourgeois.

Le livre de Mayerne n'a remporté qu'un succès d'estime. Les bourgeois étaient en France encore insuffisamment nombreux et insuffisamment riches. Leur idéal ne pouvait pas se répandre, s'imposer, deve-

1. W. SOMBART, *Le bourgeois*, trad. Jankélévitch, Paris, Payot, 1926.

2. R. MOUSNIER, *Études sur la population de la France au XVII^e siècle*. « xvii^e siècle », *Bull. de la Soc. d'Étude du XVII^e siècle*, 1952, n° 16, p. 527-543.

nir celui de la société. En chacun d'eux, d'ailleurs, l'idéal bourgeois restait combattu par l'idéal du gentilhomme et subordonné à celui-ci qui restait l'idéal dominant de la société tout entière. Des livres comme celui de Mayerne étaient, d'autre part, de nature à dresser le Roi contre les bourgeois. Peut-être, la croissance de la bourgeoisie au siècle précédent, les idées des monarchomaques et celles de Mayerne, expliquent-elles au moins autant que le ralentissement de la hausse puis la baisse des prix, avec toutes leurs conséquences économiques, sociales et politiques, que la monarchie maintienne au *xviii*^e siècle un certain équilibre entre noblesse et bourgeoisie. Certes, le Roi continue à soutenir et à utiliser les bourgeois contre les nobles, mais, en réservant à la noblesse des fonctions et des honneurs, les plus grands honneurs, le Roi contribuait à maintenir la vie noble comme l'idéal de la société, à détourner ainsi les capitaux et les efforts du commerce, des manufactures et de l'agriculture pratiquée en vue du commerce, à freiner ainsi l'évolution de la bourgeoisie et à entraver une évolution sociale qui, autrement, à ne considérer que ses conditions économiques, aurait dû être, peut-on croire, beaucoup plus rapide. Peut-être une condition essentielle de l'existence de la monarchie absolue était-elle l'équilibre entre ces classes rivales, la noblesse et la bourgeoisie¹? L'étude des idées politiques de Louis Turquet de Mayerne nous ouvre donc de vastes champs d'hypothèses et de recherches.

Roland MOUSNIER,

Professeur à l'Université de Strasbourg.

1. Sur tout ceci, voir R. MOUSNIER, *Les XVI^e et XVII^e siècles, Histoire générale des civilisations*, t. IV, livre I, ch. 2 et 4, livre II, ch. 1 et 2.

MÉLANGES

PROBLÈMES MILITAIRES EN ÉGYPTE ET DANS L'EMPIRE A LA FIN DU IV^e SIÈCLE

A propos d'un personnage apparemment peu connu, Gaius Valerius Eusebius, nous voudrions évoquer quelques problèmes militaires qui ont concerné l'Égypte et l'Empire à la fin du iv^e siècle. Les uns, posés par la défense de la vallée du Nil, semblent avoir été résolus à Alexandrie. Les autres, à l'échelle de l'empire, ont été étudiés à Antioche ou à Constantinople; les solutions qu'ils ont reçues ont eu des répercussions en Égypte et y ont, peut-être, compromis l'effet des décisions alexandrines.

Aux abords immédiats de la voie Canopique, la grande rue de l'ancienne Alexandrie, dans le quartier central où se trouvaient le Serapeum, le Dikasterion et le Paneum, les fouilles ont livré une grande base cubique de marbre blanc. Il n'est pas sûr qu'elle ait jamais porté une statue de l'empereur Valentinien, mais nous y lisons la dédicace suivante :

*Aeternum imperatorem — virtute ac pietate — praestantem —
Fl(avium) — Valentinianum — perpetuum augustum — Gaius .
Valerius . Eusebius — v(ir) c(larissimus) com(es) . ord(inis) .
prim(i) — ac — per orient(em) —*¹

L'examen des titres d'Eusebius permet de dater cette dédicace avec une relative précision. Le personnage est *comes per Orientem* : il s'agit probablement, nous en aurons plus loin la confirmation, du fonctionnaire militaire qui, dans la *pars Orientis*, collabore avec le *comes per Thraciam*, le *c. per Illyricum* et les deux *praesentales*, il serait donc un *magister militum*. Telle est du moins l'organisation que révèle la *Notitia*². Ce système,

1. S. DE RICCI, dans *Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions* (1905), p. 159-160 = E. BRECCIA, *Alexandria ad Aegyptum*, p. 153, n° 92. Cette base (1^m50 × 1^m15 × 0^m50) a été trouvée dans les fondations de la maison Lifonti à sept mètres de profondeur. Non loin de là ont été également exhumées une statue de Marc Aurèle (BRECCIA, *op. cit.*, p. 207) et une statue colossale d'Hercule (*ibid.*, p. 190). La base est plus ancienne que l'inscription : Eusebius a fait marteler une inscription antérieure pour graver sur la même face, mais renversée, la dédicace nouvelle. Pareillement, un autel d'Athribis de la XXVI^e dynastie porte une dédicace à Valentinien, Valens et Gratien (*O. G. I. S.* 722); un autel de granit d'Antinoë a d'abord été utilisé par un épistratège de Thébaïde (*O. G. I. S.* 700), puis pour une inscription en l'honneur de Valentinien, Théodose et Arcadius (*O. G. I. S.* 723).

2. Cf. E. STEIN, *Geschichte des spätromischen Reiches*, I, p. 186-187, 366 et suiv.; W. ENSSLIN,

inauguré au temps de Constantin par la création des deux *praesentales* (infanterie et cavalerie) attachés à la personne de l'empereur¹, se compléta et se compliqua, de Constantin à Théodose I^{er}, par l'apparition de grands commandements subalternes². Ainsi l'inscription d'Alexandrie prouverait l'existence du *comes per Orientem* dès le règne de Valentinien I^{er}, plus précisément même entre la date de son avènement (26 février 364) et le moment où la loi de Trèves, *C. Th.* VI, 7, 1, modifia la hiérarchie des titres (5 juillet 372)³.

Car, si ce *comes per Orientem* est *comes ordinis primi*⁴, rang qui correspond normalement à ses fonctions, il est aussi *vir clarissimus*. Il appartient donc à la classe sénatoriale, qui est celle, depuis Constantin, de tous les chefs des services centraux, dans l'ordre hiérarchique : préfet de la ville et préfets du prétoire, proconsuls, comtes de première classe, etc.⁵... C'est en 372 que Valentinien altéra cette hiérarchie en introduisant les titres d'*illustris* et de *spectabilis* au-dessus des *clarissimi*. Le *comes per Orientem* a désormais rang d'*illustris*⁶. Il semble donc possible de conclure que G. V. Eusebius, *vir clarissimus comes ordinis primi ac per Orientem*, a fait cette dédicace à Valentinien entre 364 et 372⁷.

Peut-on, à l'intérieur de ces limites, préciser davantage ? A quelle occasion cette inscription a-t-elle été gravée ? Requiert-elle même la présence à Alexandrie d'Eusebius ? Ces questions ne sont pas vaines. Ainsi la dédicace de *O. G. I. S.* 723, à Antinoé, est datée par le *praeses* de Thébaïde Fl. Septimius Eutropius qui a occupé ce poste entre le 14 juin 388 au plus tôt⁸ et le 19 septembre 390 au plus tard⁹, qui était en fonction en tout cas en novembre-décembre 389¹⁰ : c'est donc vers cette année 389 que Fl. Eutolmius Tatianus, préfet du prétoire d'Orient, fait à Antinoé une dédicace aux empereurs. Est-il prudent d'imaginer, à cette date, un séjour de Tatianus en Égypte ? Ne faut-il pas plutôt supposer qu'après sa nomination à la

Zum *Heermeisteramt des spätröm. Reiches*, dans *Klio*, XXIV (1930), p. 306, et XXV (1931), p. 102. Voir aussi la bibliographie groupée par A. PIGANIOL, *L'empire chrétien*, p. 327, n. 1.

1. Lydus, *De Mag.* II, 10 ; III, 40.

2. Les *mag. in praes.* précèdent dans la hiérarchie les autres *magistri* et exercent sur eux un certain contrôle, non toutefois au point de violer le principe de la coopération (*C. J.* XII, 35, 18). Sur cette question, cf. A. PIGANIOL, *op. cit.*, p. 331 et suiv.

3. Le *comes per Illyricum* existe en 364.

4. A. PIGANIOL, *op. cit.*, p. 313, n. 68. La division des comites en trois classes ne se rencontre qu'après 330.

5. *Ibid.*, p. 351.

6. *Ibid.*, p. 188, et *C. Th.* VI, 7, 1.

7. Sur l'existence de dédicaces aux empereurs en dehors des provinces qui dépendent directement d'eux, voir aussi l'inscription de DESSAU, *I. L. S.* 779, dédiée à Valentinien II par le gouverneur de Tripolitaine.

8. A cette date *P. Lips.* 63 donne le nom de Fl. Eutolmius Arsenius.

9. Fl. Asklepiadès Hésychius d'après *P. Lips.* 38.

10. *P. Lips.* 38, I, 4-5.

préfecture d'Orient, entre mars et juin 388¹, l'administration égyptienne, thébaine en particulier, a voulu saluer la brillante carrière d'un ancien *praeses* de Thébaïde et préfet d'Égypte², et qu'elle a fait graver en son nom une dédicace aux empereurs sur les lieux mêmes où cette carrière a commencé³? Mais ce raisonnement s'appliquerait difficilement au cas d'Eusebius qui, autant que nous le puissions savoir, n'a pas occupé de poste en Égypte. Aussi préférons-nous rapprocher l'inscription qui porte son nom de *O. G. I. S.* 722, qui commémore la construction d'un portique par la curie d'Athribis, et qui est une dédicace aux empereurs à l'occasion des *decennalia*, ἐν τῇ εὐτυχιστάτῃ αὐτῶν δεκαετηρίδῃ. Pareillement, la dédicace d'Eusebius n'aurait-elle pas été gravée pour célébrer les *quinquennalia* de Valentinien (26 février 369)? Elle serait à rapprocher des travaux d'embellissement d'Alexandrie, qui datent de la préfecture de Tatianus (367-370)⁴. A rapprocher surtout de plusieurs mesures prises à ce moment, concernant directement ou indirectement l'armée, et qui ne sauraient être toutes attribuées à l'activité de Tatianus⁵, car certaines ne sont pas de la compétence d'un préfet. Ces mesures pourraient avoir été décidées à la suite d'une enquête, d'une mission en Égypte du *comes per Orientem* Eusebius : nous savons l'envoi en Bretagne du comte des domestiques Severus, du maître de la cavalerie Jovinus, de Théodose⁶, en Égypte même, plus tard, de Cynegius.

Et, comme Cynegius en 386, Eusebius aurait eu à s'attaquer à des problèmes de politique religieuse et d'organisation militaire, ces deux points étant d'ailleurs liés l'un à l'autre. Car Alexandrie est troublée par les querelles désolantes des patriarches et les malheureuses interventions de Byzance. Jovien a tenu à l'écart l'arien Lucius, et favorisé plutôt Athanase. Valens, qui est arien, veut reprendre la politique de Constance et ordonne le bannissement des évêques jadis exilés par cet empereur et rappelés par Julien : l'édit vise Athanase (5 mai 365)⁷. Athanase se cache dans la banlieue de la ville. Les autorités sont indécises : Athanase ayant été aussi chassé, ensuite, par Julien, le préfet Flavianus demande des instructions complémentaires qui se font attendre. Pour en finir, le préfet et le duc cherchent à s'emparer du patriarche à son domicile, quand, le 31 janvier

1. Entre la mort de Cynegius en mars 388, d'après *Chron. Min.* I, 224, et le 16 juin 388, d'après *C. Th.* XVI, 4, 2.

2. Tatianus est *praeses* de Thébaïde, dans *C. I. G.* 4816, à une date inconnue, et préfet en 367-370. Voir H. HÜBNER, *Der Praefectus Aegypti*, p. 10.

3. Cf. aussi *C. I. G.* 4693.

4. H. HÜBNER, *op. cit.*, p. 45 ; W. ENSSLIN, dans *P. W. R. E.* IV, A, 2 S, 2464. Cette politique d'urbanisme est à comparer aux travaux de restauration des villes africaines, à la même époque, sur lesquels on consultera la bibliographie réunie par A. FÉDANOL, *op. cit.*, p. 181, n. 73.

5. HÜBNER, *op. cit.*, p. 39.

6. Ammien, XXVII, 8.

7. *Hist. Aceph.* 15 ; LARSON, *Festbr.*, p. 42.

366, un ordre de Valens rappelle Athanase¹. Le calme n'est pas rétabli pour autant. Car, en septembre 367, l'arien Lucius revient secrètement et tente de faire valoir ses droits. La foule alexandrine le menace : il faut que le nouveau préfet Tatianus, en plein accord avec le duc Trajanus, intervienne en sa faveur, l'emprisonne pour le protéger, et assure son départ, tandis qu'Athanase finit ses jours en paix².

En eux-mêmes, ces événements ne valaient guère une enquête. Mais ils exigeaient que fussent réglés, sur place peut-être, les délicats rapports du préfet et du duc, des pouvoirs civils et militaires, dont l'étroite collaboration était indispensable. Dioclétien avait confié l'autorité militaire à un *dux*, qui reçut plus tard le titre de *comes*, indépendant du préfet, soumis seulement au *magister militum*³. Ses rapports avec le préfet investi des seuls pouvoirs civils n'allaient pas toujours sans frictions : s'ils ne provoquaient pas celles-ci, les patriarches en profitaient du moins⁴. Précisément, le retour du candidat arien posait de nouveau la question de ces rapports. Celle-ci a reçu une heureuse réponse : pour la protection et le renvoi de Lucius préfet et duc ont collaboré sans dissentiment aucun⁵. Et à la même époque, entre 367 et 370, sans qu'il soit possible de préciser davantage, un édit du préfet Tatianus (*P. Oxy.* 1101) traite aussi des rapports entre pouvoirs civils et militaires.

Un des points difficiles était de séparer les deux juridictions. Appuyé sur une enquête sérieuse (lignes 1-5), l'édit de Tatianus établit une nette délimitation⁶ : c'est illégalement que la population civile a envahi les tribunaux militaires des *κατὰ τόπον προκρίσεις* (lignes 9-10)⁷ ; les procès entre civils sont du ressort de la justice civile ; le recours aux tribunaux militaires, réservés à l'armée, n'est permis aux civils que lorsque ceux-ci sont en contestation avec des militaires.

On avait donc souci de libérer l'armée d'une besogne qui n'était pas la sienne, de la sauvegarder dans son indépendance et à l'abri des confusions. On prenait au même moment des décisions propres à assurer le bon fonc-

1. *Socr.*, *H. E.* IV, 20 ; *Sozom.*, *H. E.* VI, 19.

2. *Hist. Aceph.* 18 ; *Larsow, Festbr.*, p. 44. En général, voir E. R. HARDY, *Christian Egypt : Church and People*, p. 68-9, 219.

3. HÜBNER, *op. cit.*, p. 5, 82 ; D. VAN BERCHEN, *L'armée de Dioclétien et la réforme constantiniennne*, p. 59, 113. Un peu plus tard, la menace blemmye suscita la réunion des pouvoirs civils et militaires, en Thébaïde du sud, entre les mains du *comes* et *dux limitis Thebaici*. Ce dernier voisina alors avec le *comes Aegypti* et le *dux Libyarum* (cf. *N. D.*, *or.* I, 36, 40, 41 ; GELIER, *Studien*, p. 17).

4. En 356 par exemple, le préfet retarde l'exécution des mesures militaires que veut prendre le duc Syrianus (HARDY, *op. cit.*, p. 62) ; en 412 au contraire, c'est le *comes Abundantius* qui intervient en faveur de Cyrille, et l'hostilité du patriarche et du préfet Oreste se terminera par l'assassinat du dernier (voir H. I. BELL, *Juden und Griechen im römischen Alexandria*, p. 47).

5. Cf. HÜBNER, *op. cit.*, p. 26.

6. Cf. *C. Th.* II, 1, 9 ; et dans le domaine fiscal *C. Th.* I, 14, 1.

7. HÜBNER, *op. cit.*, p. 63 ; *C. J.* I, 46 (*de officio iudicum militarium*), *C. J.* II, 7, 13.

tionnement, administratif et économique, de cette machine militaire.

La répartition des hommes et des produits à fournir à l'armée, la levée de ces recrues comme la perception de ces impôts, la charge d'acheminer les futurs soldats et le ravitaillement reposent en grande partie sur les municipalités des villes. On organise donc la chasse aux curiales¹. Tel est l'objet de la loi du 10 mai 367, adressée à Tatianus, qui enjoint au préfet d'empêcher les curiales, *iudiciario... vigore*, de s'installer à la campagne en abandonnant les cités². Mais, comme dans l'Égypte d'alors il est plus sûr de s'installer dans le désert où les monastères offrent un bon refuge, la loi du 1^{er} janvier 370 ordonne de ramener de force à la ville les curiales qui se cachent parmi les moines³. Ces curiales, un texte (*P. Oxy.* 2110) nous les montre tenant à la curie d'Oxyrhynchos leur séance du 6 octobre 370 : vingt-quatre d'entre eux ont été chargés par Tatianus à la fois des offices de *conductores* du *cursus velox* et des fonctions de *praepositi pagi*, et même l'un de ces vingt-quatre doit s'occuper en plus de la *vestis militaris*. La dignité du compte rendu de la séance rend plus saisissant encore le retour incessant des mots *εχλησις* et *βαρυτάτη λειτουργία*. Au point qu'un peu plus tard, la gestion municipale exigeant de l'État une surveillance plus directe et serrée, l'Heptanomie sera détachée de l'Augustamnique pour former l'Arcadie⁴.

Au renforcement de l'autorité militaire, à l'amélioration des services de l'annone, à l'accroissement des effectifs (si l'on en juge par la fréquence de la *στρατολογία* dans les textes contemporains des *P. Lips.*) correspond l'installation de corps de troupes nouveaux dans le limes de Thébaïde.

Cette région constitue, avec le secteur de Babylone, un pilier de la défense du pays : sur elle prennent appui, au sud, les deux arcs de troupes auxiliaires, dont l'un, à l'ouest du Nil, fait face aux pistes du désert et dont l'autre, à l'est du fleuve, monte la garde à la sortie des ravins montagneux, ces deux arcs rejoignant, à la pointe du delta, les forces de Memphis et de Babylone. En outre, à la fin du iv^e siècle, le limes thébain est le secteur le plus exposé. Il possède une légion à Philai (*I Maximiana*), des détachements de la *III Diocletiana* (Omboi et Thèbes), de la *II Trajana* (Apollonopolis), des *equites* dans la boucle thébaine du Nil, quelques corps auxiliaires dans cette boucle et à Syène-Éléphantine.

Jugé insuffisant, ce dispositif a été renforcé : à l'extrême sud, Syène a reçu les *militēs miliarenses*⁵ ; à Hermonthis la *legio II Valentiniana* a sur-

1. Remarquons que l'édit de Tatianus menace le délinquant de la déportation s'il est simple citoyen (*δημοστικῆς ὧν τύχης*), de la confiscation de ses biens s'il est curiale (*ἐκ τῆς βουλευτικῆς*).

2. *C. Th.* XII, 18, 1.

3. *C. Th.* XII, 1, 63 (en 370 ou 373).

4. Cf. A. H. M. JONES, *The Cities of the Eastern Roman Provinces*, p. 338 et suiv.

5. S. DE RICCI, dans *C. R. Acad. Inscr.* (1909), p. 148 : c'est une dédicace à Valentinien, Valens et Gratiens.

veillé les pistes venant de Kharga ; à Coptos la *I Valentiniana* a gardé le débouché des wadi par lesquels la vallée du Nil communique avec le cœur du désert arabe et la mer Rouge¹. Ce renforcement du limes thébain n'a pu être décidé qu'après un examen des forces chargées de le défendre, et aussi des menaces qui pesaient alors sur lui. Cela peut justifier la mission supposée du comte Eusebius².

Car ce n'est probablement pas à Byzance, mais sur place, que les chefs militaires pouvaient comprendre et mesurer les dangers courus à cette époque par la frontière du sud. Le statut de cette dernière avait été réglé par Dioclétien : Rome abandonne la Nubie, les Nobades sont écartés des pistes qui, à l'ouest du fleuve par Dunqul ou Kurkur, conduisent à l'oasis de Kharga, ils sont installés dans la vallée du Nil (ἀπὸ ποταμὸν Νεῖλου), ils reçoivent les villes et les terres qui s'y trouvent, de Primis à Philai, ils en éloigneront les Blemmyes plus remuants et dangereux, recevront pour cela des subsides, ainsi d'ailleurs que les Blemmyes à condition qu'ils se tiennent tranquilles. C'était là un accord comparable aux traités byzantins et aux baqt arabes, de bon voisinage et de commerce sans doute³. Il fut solennellement scellé par l'institution à Philai d'un culte commun à Rome et aux Barbares⁴.

Tout alla bien pendant une cinquantaine d'années, et peut-être, au temps des *tricennalia* de 336, une ambassade blemmye est-elle allée rendre visite à Constantin⁵. Mais, vers la fin du siècle, la situation est en train de se modifier profondément : les Blemmyes prennent aux Nobades la vallée que Dioclétien avait confiée à ces derniers ; de Primis à Philai, ils occupent les villes, Phoinikôn, Chiris, Taphis, Talmis ; ils entassent dans leurs cimetières royaux les produits de leur art et de leurs razzias ; en un mot, ils organisent une sorte de royaume *μὲλλην μὲσοβάρως* avec son (ou ses) roi, ses phylarques, prophètes, tyrans, sous-tyrans⁶. Désormais, l'expulsion des Nobades les rejette dans le désert de l'ouest et les ramène à leurs tentations violentes sur Kharga et ses pistes⁷. La formation de la puissance blemmye se traduit par une pression sur le verrou de Philai et des menaces au débouché des wadi arabiques.

1. D. VAN BERCHEM, *op. cit.*, p. 63. Le renforcement du limes se poursuivra par l'installation des *equites felices Honoriani* à Asphynis, de la coh. *I felix Theodosiana* à Éléphantine, et par la création d'un *comes* et d'un chargé de sa défense.

2. A la même époque, Valens fortifie la Dobroudja, Valentinien le Rhin, et on crée en Bretagne la province appelée *Valentia* (cf. A. PIGANIOL, *op. cit.*, p. 157, 177-180).

3. Sur cette question des traités conclus par Byzance avec les Barbares, voir en particulier P. LEMERLE, *Invasions et migrations dans les Balkans depuis la fin de l'époque romaine jusqu'au VIII^e siècle*, dans *Revue historique*, CCXI, 2 (avril-juin 1954), p. 279, n. 2. Sur les baqt arabes, cf. *P. Apol. Ano* 15, introd.

4. Procope, *B. P.* I, 19.

5. Eusèbe, *Vita Const.* IV, 7.

6. Cf. les témoignages d'Olympiodore (*F. H. G.* IV, 66, 37), de Priscus (*F. H. G.* IV, 21) et du papyrus publié par Wilcken dans *Chrest.* 7.

7. Procope, *ibid.*

En outre — c'est là un point auquel a dû être sensible la piété blemmye et que Maximinus, en 451, n'a pas négligé — l'accord était scellé par le culte de Philai commun à l'Empire et aux Barbares : mêmes dieux, mêmes temples et mêmes autels, clergé pour moitié romain pour moitié barbare. Ce traité n'était-il pas caduc dès lors que l'Empire abandonnait le paganisme et que l'île de Philai se couvrait d'églises¹?

Telles étaient les inquiétudes de l'Égypte au temps de Valentinien, Valens et Gratien. Je ne sais si elles pouvaient être conçues ailleurs que dans le pays même. En tout cas, on l'a vu, des précautions ont été prises. L'Empire s'est soucié de défendre son grenier à blé. Le signe de ce souci, je le verrais dans la dédicace gravée à Alexandrie par le comte Eusebius. Mais les événements vont bientôt justifier les inquiétudes. Les précautions auront été insuffisantes. En grande partie parce que l'Égypte est directement concernée par une politique malheureuse, réglée loin d'elle, par des décisions prises à Antioche. Là encore nous retrouvons le comte Eusebius.

* * *

En vérité, comparée à la révolte de Procope ou aux incursions des Goths, entre 364 et 370², la menace blemmye ne pesait guère, encore qu'elle pût compromettre l'*αἰοία ἐμεολή*³. Valens et Théodose ont souvent pensé que les soldats et les recrues d'Égypte seraient plus utiles ailleurs que dans la vallée du Nil, à tort apparemment puisque la vallée fut profondément envahie et que cette politique a conduit à de regrettables malentendus. Quoi qu'il en soit, à cette époque plus que jamais peut-être, on constate l'envoi hors d'Égypte de soldats et de *νεόλαστοι*⁴. Ainsi, à l'automne de 373, de jeunes recrues d'Hermoupolis se trouvent à Hiérapolis de Syrie, d'où Valens dirige contre la Perse de courtes et victorieuses opérations⁵.

Le document qui retiendra notre attention est une circulaire envoyée d'Antioche par le *comes per Orientem* G. V. Eusebius. Un papyrus nous l'a conservée, *P. Lips. inv. 281* = *Wilcken, Chrest. 469* = *Select Papyri II, 228*. En voici la traduction :

Gaius Valerius Eusebius aux riparii des diverses cités, depuis la Thébàide

1. Sur la piété blemmye, voir les inscriptions de Philai recueillies par Wilcken dans *Archiv. I*, p. 405-406 ; les témoignages de Marinus dans la *Vita Procli*, 16 (éd. Boissonnade, p. 109) et de Priscus. Les églises de Philai et leur évêque sont mentionnés dans *Wilcken, Chrest. 6*, en 425-450.

2. C. PRÉAUX, dans *Les raisons de l'originalité de l'Égypte* (*Museum Helveticum*, vol. 10, fasc. 3-4, 1953), p. 218, écrit que l'Égypte n'a jamais connu « cette impression de fin du monde » qu'ont souvent éprouvée d'autres provinces de l'Empire.

3. Sur les invasions des Goths, on consultera maintenant l'étude de M. P. LEMERLE citée précédemment.

4. J. MASPERO, *Organisation militaire*, p. 126-127, en fait la remarque.

5. *P. Lips. inv. 281* et 35 ; Zosime, IV, 13 ; Ammien, XXIX, 1 ; WILCKEN, dans *Archiv.*, III, 563, et IV, 187.

jusqu'à Antioche. Des recrues vont être envoyées du diocèse d'Égypte : recevez-les de ceux qui font la levée, passez-les vous de mains en mains, achetez-les ainsi, à vos risques et périls, jusqu'à la cité d'Antioche. Sachez que, si l'une d'elles vient à s'enfuir, le responsable dont la négligence, preuve faite, aura permis cette fuite ne s'en tirera pas sans punition : il sera tenu de présenter soit le déserteur lui-même soit un remplaçant, et en outre il passera en justice pour sa négligence.

La transmission hiérarchique de cet ordre, en Égypte, est assez claire. Elle est du ressort de l'administration civile dont dépendent à la fois les agents recruteurs et la police des *riparii*¹. Le comte Eusebius a envoyé l'ordre au préfet augustal ; celui-ci en a établi des copies pour les praesides (Thébalde et Augustamnique, le préfet ayant sans doute les fonctions de praeses dans l'Ægyptus) ; les praesides l'ont ensuite transmis aux diverses cités de leurs éparchies ; enfin dans chaque cité la curie a prévenu les malheureux responsables. C'est cette dernière note, concernant peut-être Hermoupolis, que nous avons ici : à gauche de la circulaire nous lisons le mot προπομποί, suivi du nom des deux *riparii*, et la phrase terrible ὑπεύθυνοι ἐσθε τῇ ἀπειληθείσῃ ὑμῖν τιμωρίᾳ.

N'ayant pas songé à l'inscription publiée par Ricci, les éditeurs successifs du papyrus se sont demandé qui était Eusebius, et l'ont identifié soit à l'Eusebius connu par la correspondance de Libanius, qui, vers 388-390, reçoit une haute charge à la cour d'Arcadius² ; soit au préfet augustal de ce nom, présent en Égypte vers 385-386³ ; soit aux deux. Il ne s'agit peut-être ni de l'un ni de l'autre. Mais, à coup sûr, il s'agit du *comes per Orientem* dont nous avons parlé.

L'envoi de cette circulaire au diocèse d'Égypte est nécessairement postérieur au 17 mars 380, date à laquelle l'Égypte ne forme pas encore officiellement un diocèse (*C. Th.* XII, 1, 80 et XV, 1, 20), mais peut être antérieur au 14 mai 382, date à laquelle nous trouvons la première mention officielle de la réforme (*C. Th.* VIII, 5, 37)⁴. Il est permis de supposer, en tout cas, que l'ordre donné par Eusebius n'est postérieur à 380 que d'assez

1. HÜBNER, *op. cit.*, p. 89 ; G. ROUILLARD, *Administration civile*, p. 161 et suiv. ; CÉREL, *Liturgie*, p. 284. De même dans *P. Oxy.* 1101, Tatianus charge les *riparii* du soin de faire appliquer son édit.

2. Cf. SEECK, dans *P. W. R. E.* VI, 18, 1369, n° 14 ; *Die Briefe des Libanius*, p. 145 (en particulier la lettre 766). L'identification est possible.

3. BAUER, *Alex. Weltchron.*, p. 54. A moins de supposer une disgrâce, il est impossible que l'illustre comte soit devenu, en 385-6, un respectable augustal.

4. HÜBNER, *op. cit.*, p. 2-3, 14-5 ; GELZER, *Studien*, p. 7. En réalité, il faut distinguer la constitution de l'Égypte en diocèse, d'une part, de la modification du titre porté par le préfet, d'autre part. C'est seulement cette modification que nous pouvons dater entre 380 et 382. Il n'est pas certain que la création du diocèse ait eu lieu exactement au même moment. Et, s'il y a eu décalage, il est assez probable que c'est la création du diocèse qui est antérieure. Cf. A. FIGANIOL, *op. cit.*, p. 322, n. 144, et le témoignage fuyant des textes littéraires.

peu, si l'on en juge par la date que nous avons cru devoir attribuer à la dédicace d'Alexandrie, 364-372, peut être 369.

Ce départ de *νέοι* pour Antioche est assurément à mettre en rapport avec les guerres de la *pars Orientis*, comme l'envoi, en 386-387, de soldats égyptiens en Afrique est en relation directe avec la guerre de Théodose contre Maxime¹. N'oublions pas toutefois que ce ne sont pas des soldats exercés, mais de jeunes recrues qu'il serait téméraire d'exposer sans apprentissage à des Goths.

Aussi sommes-nous tenté de rapprocher ce papyrus d'un passage de l'histoire de Zosime, IV, 30-31. L'épisode raconté se place après la proclamation de Théodose à Sirmium le 19 janvier 379 (IV, 24), son installation à Thessalonique en juin de la même année (IV, 25), l'accord conclu avec le transfuge goth Moradès et le massacre des barbares qui le suivit à l'automne de 379 (IV, 25)². A cette époque, Théodose réside à Thessalonique (IV, 27-29) et n'a pas encore fait son entrée à Constantinople (en novembre 380, le 24 probablement)³. C'est donc apparemment au cours de l'année 380, au moment où se pressent les lois sur l'armée⁴, que se place l'épisode raconté par Zosime, un appel aux Égyptiens.

L'empereur se trouve devant le difficile problème de reconstituer ses effectifs : il recrute donc des Goths en masse, mais, par crainte de « barbariser » à l'excès son armée, il décide d'envoyer une partie de ces Goths en Égypte et de les remplacer par des Égyptiens, *μέρος τι τούτων τοῖς στρατιωμένοις κατὰ τὴν Αἴγυπτον ἀναμῖξαι μέρος δὲ τῶν τὰ ἐκείσε τάγματα πληροῦντων ὡς αὐτὸν ἀναγεῖν*. L'échange a lieu. Goths et Égyptiens, faisant route en sens contraire⁵, se croisent à Philadelphie de Lydie. Un incident éclate qui dégénère en sanglante tuerie, les Égyptiens étant passés, comme il leur arrive souvent, de la pitié au brusque accès de colère. On se sépare et chacun poursuit son chemin. Arrivés en Macédoine, les Égyptiens sont fondus dans l'armée. Il en résulte sans doute quelque confusion, *ταραχὴ*, aggravée encore par l'indiscipline des Barbares.

Les Goths qui habitent au nord du Danube l'apprennent, en profitent et font une incursion en Macédoine et en Thessalie : il y a des moments

1. P. Lips. 63.

2. La nouvelle de la victoire a été connue à Constantinople le 17 novembre (Idace, *Cons. Const.*, ann. 379). C'est cette année-là que Zosime (IV, 26) place le massacre des enfants goths détenus en Asie comme otages. Cependant le livre d'Ammien qui raconte l'affaire (XXXI, 16, 8) ne va pas au delà de l'année 378.

3. Socr., V, 6.

4. C. Th. VII, 13, 8, et 22, 9.

5. Grâce au récit d'Éthérie, à P. Ryl. 627 et au papyrus géographique publié par C. A. Noor-degraaf dans *Mnemosyne*, 3 ser., VI (1938), p. 273-310, on peut retracer l'itinéraire suivi par les Égyptiens, Péluse, Ostracine, Rhinocoloura, Raphia, Gaza, Ascalon, Lydda, Césarée, Tyr, Sidon, Apamée, Antioche, Mopsueste en Cilicie ; à partir de là, ils ne prennent pas la route du diocèse du Pont, en direction d'Ancyre, par la Cappadoce, la Galatie et la Bithynie ; mais celle du diocèse d'Asie, à travers l'Isaurie, jusqu'à la route qui relie Éphèse à Constantinople.

difficiles, une fois même Théodose est en danger. Enfin, las de parcourir les campagnes et faute de pouvoir s'emparer des villes, les Barbares se retirent au delà du Danube. Théodose établit aussitôt des garnisons, revient à Constantinople et écrit à Gratien pour l'informer des événements et lui demander des secours¹. Il y a quelque confusion dans cette fin du récit : en réalité, Théodose n'écrit pas à Gratien, mais a une entrevue avec lui à Sirmium où sa présence est attestée le 8 septembre², et ce n'est qu'après cette entrevue qu'il entre à Constantinople, en novembre ; d'autre part, Zosime parle de l'envoi par Gratien d'Arbogast et Bauto (IV, 33), décidé au cours de l'entrevue de Sirmium, avant de mentionner le raid d'Alatheus et Saphrax, raison de l'appel au secours.

En tenant pour exacte la chronologie, parfois incertaine, de l'historien, et en supposant, il est vrai, que la création du diocèse d'Égypte remonte à l'année 380, on peut penser que la narration de Zosime et la circulaire d'Eusebius concernent le même fait. Dans les deux cas, il s'agit exclusivement d'Égyptiens : car, si l'ordre du *comes* s'adresse aux *riparii* de toutes les cités comprises entre la Thébàide et Antioche, les hommes qu'ils ont mission de convoyer viennent exclusivement du diocèse d'Égypte. Ils sont déjà recrutés, reste seulement à les envoyer sur le Danube en passant par Antioche, et le voyage ne dure guère que trois mois³. D'autre part, si la concordance chronologique est inacceptable, la création du diocèse d'Égypte n'ayant eu lieu qu'après 380 ou Eusebius ayant écrit la circulaire longtemps après cette création, si par suite le récit et le papyrus ne concernent pas le même envoi de renforts, rien ne prouve qu'il n'y en eut qu'un ; il est possible qu'il y en ait eu plusieurs, Zosime (qui ailleurs raconte deux fois l'épisode de Promotus, en 381/3 et en 386)⁴ n'en mentionnant qu'un, et le papyrus ayant trait à un autre, nécessairement postérieur. Dans cette hypothèse, et au reste de toute manière, un des responsables du chassé-croisé des Goths et des Égyptiens dont il est question dans Zosime est encore le comte Eusebius à Antioche, puisque nous l'y trouvons quand l'Égypte est devenue un diocèse⁵. Une difficulté subsiste : Zosime ne parle

1. Zosime, IV, 32.

2. C. TA. VII, 22, 11.

3. Théophanès, grand personnage qui s'arrête en route pour aller au concert et au théâtre, met vingt-cinq jours, du 9 avril au 2 mai, pour se rendre de Nikiou, dans le delta, à Antioche (P. Bsl. 627). Après la sédition d'Antioche des derniers jours de janvier 387, la commission d'enquête envoyée par Théodose arrive dans la ville le 22 février. Le voyage d'Égypte à Constantinople ne dure guère qu'une cinquantaine de jours. Pour des hommes faisant route dans des conditions d'inconfort nous comptons trois mois.

4. IV, 35 et 39-39.

5. Quelle que soit la valeur de nos hypothèses, étant donné que si le papyrus n'est pas contemporain du récit de Zosime il ne peut lui être que postérieur, il est vrai, dans tous les cas, que : 1° Eusebius était *comes per Orientem* à Antioche au moment où s'est effectué l'échange des Goths et des Égyptiens ; 2° cet échange a nécessité de la part d'Eusebius l'envoi de circulaires plus ou moins analogues à *Wilcken, Chrest.* 469.

pas de recrues. Il ne parle pas non plus de soldats, mais d'Égyptiens, ou d'incorporés, τῶν τὰ ἐκείσε τάγματα πληροούντων, il loue leur discipline στρατιωτικὴ εὐταξία. Eût-il été assez précis pour faire une distinction entre des στρατιῶται et des στρατιῶται νεόλεκτοι? En outre, depuis Antioche, ces convois devaient être encadrés non plus par des *riparii*, mais par des officiers et d'authentiques soldats.

Cet échange pratiqué entre des Égyptiens et des Goths est intéressant à plusieurs titres. Il apporte un élément nouveau au débat qui a commencé avec Themistius et Synesius et qui se poursuit encore aujourd'hui¹. La solution dont Eusebius n'est certes pas l'inventeur, mais à laquelle il a sans doute prêté son concours, représente un moyen terme. Fut-il heureux?

Le recrutement puise à la fois dans les Barbares goths, ἐκ τῶν προσκυόντων... βαρβάρων, et dans les paysans d'Égypte, ἐκ τῶν ἐν τοῖς ὑπὸ Παλαιούς ἔθνεσι γεωργῶν². Les premiers sont d'excellents soldats, mais dangereux, surtout à proximité de leurs frontières d'origine; les seconds sont de piètres recrues³. Cet amalgame (ἀναμίξις) perfectionné, à la fois racial et, pourrait-on dire, géographique, paraît devoir aguerrir les Égyptiens au contact des Goths, en Macédoine comme sur le Nil, et assimiler les Goths soit en les noyant en Égypte, soit en leur inculquant, sur les bords du Danube, par l'exemple des Égyptiens le sens de la discipline. A première vue, cette solution semble écarter bien des dangers et ne comporter que des avantages. Cependant les difficultés ne faisaient que commencer, en Égypte du moins. Nous ne savons rien de ce qui s'est passé en Macédoine, si ce n'est qu'il y eut quelque confusion.

On a dit qu'on ne trouvait nulle part en Égypte trace des Goths⁴. Nous ne tirerons pas argument du nom de ΚΟΤΘΟC donné par les textes coptes à un peuple nordique et barbare⁵, ni de la mention dans des papyrus du VI^e siècle des παιδάριαι ἑθελῶν καὶ γυναικας, bucellaires et messagers au service d'Apion⁶: ils ont pu arriver tardivement par infiltration pacifique ou par déportation à la suite des guerres de Justinien⁷.

Mais il est un document beaucoup plus significatif qui atteste la présence au V^e siècle, dans la région d'Antinoé, d'une communauté de Goths

1. Cf. P. LEMERLE, *op. cit.*, p. 278-9; A. PIGANIOL, *op. cit.*, p. 214, 328, 420-1.

2. Zosime, IV, 42.

3. Voir J. MASPERO, *op. cit.*, p. 55-6, 126. Mais ils fourniront les équipages des flottes de Justinien et des Koursa arabes (Procopé, *B. V. I*, 11; *P. Apol. Ano* 28 et 83).

4. JOHNSON et WEST, *Byzantine Egypt*, p. 217-218.

5. La traduction par « Goths » est celle de W. E. CRUM, *Catalogue of the Coptic Manuscripts in the British Museum*, p. 64. On hésite entre « Goths » et « Scythes ». Reste à savoir quelle différence les écrivains coptes faisaient entre les deux peuples. Cf. J. SCHWARTZ, ΚΟΤΘΟΙΑ : *Scythie* ou « Gothie », dans *Bull. de la Soc. d'arch. copte*, XII (1946-1947), p. 17-23.

6. *P. S. I.* 953; 956; *P. Oxy.* 1903.

7. Jérôme, *Epist.* VII; Procopé, *B. G. II*, 19.

chrétiens, ariens probablement : c'est un parchemin qui nous a conservé des fragments de l'Évangile de Luc en latin (XXIII, 2-6; XXIV, 13-17) et en gothique (XXIII, 11-14; XXIV, 5-9), dans la version d'Ulphilas¹. Quand ces Goths installés en Égypte lisaient ou écoutaient leur Bible bilingue, il y avait peu de temps qu'ils avaient quitté les Balkans, entre Danube et Haemus, région où l'on parlait outre le gothique le latin et non le grec².

Faute de documents du v^e siècle, nous ne savons pas quels purent être les rapports de ces Barbares avec le peuple égyptien; nous ne pouvons que les imaginer à la lumière de papyrus postérieurs qui nous parlent des relations entre paysans et bucellaires germaniques : la population souffre de ces Barbares, τὸν ἀλλότριον πόνον οὐκ εἶον κέρδος νομίζοντες³. Zosime leur reproche le même comportement à Philadelphie de Lydie : καὶ ἐπειδὴ τῶν ἐν ἀγορᾷ τις ὧν ἀνέδοτο δοθῆναι τιμὴν ἤτησεν, ὁ δὲ βάρβαρος τὸ ξίφος ἐπέγαγεν.

Quant à la vaillance dont ces Goths ont pu faire preuve contre les Blemmyes au v^e siècle, nous n'en pouvons rien dire.

• • •

Plus malheureux incontestablement que l'introduction de Goths en Égypte a été l'envoi hors du pays de recrues indigènes. Cette décision s'explique par la volonté de considérer l'Empire comme une unité, en défiant la longueur des routes et le sentiment des hommes, par une « croyance en la valeur de palladium de l'unité romaine⁴ ». Cette obstination a de la grandeur; mais elle fut inefficace et même néfaste.

Elle était à courte vue. Même compensé par l'arrivée des Goths, le départ des recrues était une imprudence à l'heure où les menaces blemmyes et nobades laissaient à prévoir que l'Égypte aurait bientôt besoin de tous ses soldats, et même de nouveaux soldats puisqu'il a fallu peu après renforcer le limes de Thébaïde. Cette circulaire d'Eusebius n'allait-elle pas un peu à l'encontre de la politique de défense évoquée au début de cette étude?

Cette obstination était dispendieuse. On saisit sur le vif le gaspillage de forces que suscite cette politique militaire conçue de Constantinople en fonction d'une unité impériale qui n'est plus guère, peut-être, qu'une mystique et une réaction d'impuissance. On imagine l'immense somme de tra-

1. P. GLAUE et H. HELM, *Das gothisch-lateinische Bibelfragment der Universitätsbibliothek zu Gießen*, dans *Zeitschr. f. N.-T. Wiss.*, XI (1910), p. 1-38; cf. P. COLLART, *Les papyrus littéraires latins*, dans *Rev. de Phil.* XV (juill.-oct. 1941), p. 115.

2. Voir le texte de Priscus, *Exe. de leg.*, p. 123 et suiv., cité par BURY, *History of the Later Roman Empire*, I, p. 271, n. 1, et 283 et suiv.

3. *P. Masp.* 67089 R, 12-16; *P. S. I.* 872; *P. Flor.* 295; *B. G. U.* 836. Notons à ce sujet l'assimilation dans le langage populaire du soldat au barbare. Une mère dit de son fils parti pour l'armée ἀπῆλθεν ὅςιν μετὰ τῶν βαρβάρων (*P. Lond.* II, p. 298).

4. C. PRÉAUX, *Les raisons de l'originalité de l'Égypte*, p. 218.

vail improductif qu'exige l'envoi de ces recrues : pour la seule Égypte, il suffit d'additionner à la circulaire envoyée à l'augustal celles qu'il expédie aux praesides, celles que ces derniers font parvenir aux quelque soixante-dix cités du diocèse, les ordres enfin qui doivent atteindre les convoyeurs. A cette besogne de copie ajoutons les séances des curies et les litiges, la longueur de la route, le ravitaillement des hommes et les formalités multiples qu'il suppose d'étape en étape. Et tout cela peu de temps après les tentatives pour rendre plus efficaces l'administration militaire et ses auxiliaires civils. Cette audace théorique d'un Empire qui ne veut pas vieillir — ou s'adapter — ne saurait faire oublier que, dans le domaine militaire comme dans celui de l'économie, l'autarcie eût été plus rationnelle, et que l'envoi des recrues égyptiennes au *φοῦρίον* de Philai eût été plus sage et moins coûteux.

D'autant moins coûteux que, si certaines sont finalement arrivées en Macédoine, beaucoup d'autres se sont sans doute enfuies en cours de route, selon les prévisions pessimistes d'Eusebius. Ces déserteurs étaient autant de soldats, de contribuables, de paysans perdus pour l'Empire. Vain était donc l'effort pour maintenir les curiales à leur poste si le peuple, sans lequel ils ne pouvaient rien, faisait défaut.

La désertion a été de tout temps et surtout en Égypte une tentation explicable. Nous en avons des exemples dans la première moitié du IV^e siècle¹. Mais il est certain que le mouvement s'est considérablement amplifié à la fin du siècle, pour plusieurs raisons dont trois nous paraissent décisives. C'est d'abord la répulsion pour le départ vers l'étranger et l'inconnu où sont appelés, souvent à l'époque, les jeunes Égyptiens (Syrie, Danube, Afrique). Ce sentiment est attesté dans une lettre envoyée au *praefectus castrorum* Abinneus en faveur d'un soldat : *ἐὰν δὲ πάλιν στρατευθῇ ἵνα συντηρήσῃς αὐτὸν ἵνα μὴ ποῇ ἔξω μετὰ τῶν ἐγγεγραμμένων εἰς κοιμιδαῖον*². Cette peur de l'étranger s'explique non seulement par des raisons sentimentales, mais aussi par une certaine pauvreté d'esprit : l'imagination des paysans ne dépasse guère l'horizon familial du village, si ce n'est pour de pieuses fictions, elle n'a pas les moyens d'atteindre l'universel, de saisir dans son ensemble le mouvement des Barbares qu'elle réduit à un combat singulier entre Théodose et l'un d'entre eux « grand et puissant » : « ... lorsqu'il vit ce Barbare venir sur lui, Théodose prit peur et s'enfuit en arrière; on nous a assuré que le Barbare parcourut tout le peuple des Romains, courant de-ci de-là, cherchant le roi avec une grande violence³. » Ce duel n'était pas l'affaire des paysans d'Égypte.

Plus tard, aux environs de 492, le philosophe Horapollon accuse sa femme d'avoir fui πόρρω τῆς ἡμῶν πατρίδος, d'avoir quitté le sol natal, τῆς πατρίδος;

1. Citons pour mémoire *P. Gen.* 54; *P. Lond.* II, 417, p. 299.

2. *P. Gen.* 51; cf. WILCKEN, dans *Archiv.* III, p. 399.

3. Panégyrique de Macaire de Tkow, dans AMÉLINEAU, *Monuments pour servir à l'histoire de l'Égypte chrétienne aux IV^e et V^e siècles*, *M. M. A. F.* IV, p. 130-131.

ἀπαρτίος γέγονεν¹. Car à l'appréhension devant l'étranger inconnu se mêle l'amour de la patrie égyptienne, sentiment qui alors s'exaspère. Nous n'insisterons pas sur ce réveil du nationalisme qui fait sentir plus lourd le joug de la domination romaine et accroît la force du refus².

Enfin, tandis qu'autrefois la désertion était un risque et une fuite authentique, elle est maintenant devenue plus facile et s'est transformée en vocation. Le désert s'est peuplé de moines. Dès le règne de Constantin, les monastères y apparaissent et s'y multiplient, offrant au déserteur une sûre retraite et la gloire du combat religieux. C'est alors que se modifie le sens du mot « anachorète³ » qui désigne désormais non un fugitif, mais celui qui « a méprisé les menaces et les tortures » et s'est « réfugié dans l'endurance du combat⁴ ». On peut dire que l'Église d'Égypte a non seulement facilité le refus de l'armée, mais encore qu'elle a eu pour lui une indulgence infinie, et même qu'elle l'a encouragé⁵.

Les conséquences sont connues, une série de rapports difficiles entre les monastères et les autorités militaires. La loi de Valens en 370⁶, la tentative de 377 pour contraindre les moines de Nitrie à la *militia*⁷, la velléité de Théodose⁸ représentent les vains efforts de l'administration. L'armée inspecte les couvents, mais trouve des moines en train de prier, de tresser, de soigner les malades ou de combattre les démons. Les moines résistent, préfèrent mourir en luttant contre l'armée plutôt que tomber en se battant à ses côtés⁹. Les textes coptes ont conservé le souvenir de ces perquisitions rudement menées : « (Le duc) ordonna à ses soldats d'examiner toutes les maisons des frères ; ils les examinèrent et ne trouvèrent personne¹⁰... »

Cependant les monastères cachaient les déserteurs. Sans anticiper sur l'édition prochaine de ces documents et sur le commentaire qui l'accompagnera¹¹, qu'on nous permette de transcrire simplement quelques graffiti

1. *P. Masp.* 67295 I, 21.

2. S'il faut citer une référence sur ce point, rappelons l'étude déjà citée de C. PRÉAUX.

3. HARDY, *op. cit.*, p. 93 ; H. I. BELL, *Egypt from Alexander the Great to the Arab Conquest*, p. 108-112 ; du même auteur, *Cults and Creeds in Graeco-roman Egypt*, p. 99-100.

4. Sermon de l'évêque d'Hérakléopolis, fol. XLIV v° et XLV v°, dans *Bibl. d'Études coptes*, tome I (publ. de l'I. F. A. O. Le Caire, 1919).

5. Cf. *P. Lond.* II, 417 (p. 299), lettre par laquelle un prêtre de village intercède en faveur d'un déserteur d'Abinneus.

6. *C. Th.* XII, 1, 63.

7. Jérôme, *Chron.*, ann. 377.

8. *C. Th.* XVI, 3, 1-2.

9. *Socr.*, *H. E.* IV, 21-2, 24, 36 ; *Sozom.*, *H. E.* VI, 12, 19-20 ; cf. H. G. EVELYN-WHITE, *The Monasteries of the Wadi'n Nitrun*, p. 77-83.

10. Fragments des vies de Pachôme et Théodore, dans AMÉLINEAU, *op. cit.*, p. 605 ; cf. L. LÉFORT, *Les vies coptes de saint Pachôme*, p. 198. Ces conflits entre l'armée et le clergé indigène laissent supposer qu'au IV^e siècle et pendant une partie du V^e, l'armée d'Égypte a compté dans ses rangs beaucoup de soldats non égyptiens. Cette hypothèse semble confirmée par la lettre déjà citée (*P. Lond.* II, p. 298), dans laquelle il est dit d'un jeune homme devenu soldat qu'il est « parti avec les Barbares ».

11. MIRRIE BOUTROS GHALI BEY, *Note sur la découverte du Monastère de Phoebammon*

(iv^e/v^e siècle) relevés dans le *topos* de Saint-Phoibammon, au cœur de la montagne thébaine :

- N° 1 : καταρχήσωμεν περί τῶν τυρόνων ἕως ἂν ἐλέησεν ἡμῖν ὁ Θεός καὶ ἐξάγαγῃ ἡμᾶς ἐν σωτήριον χωρὶς ἁμαρτιῶν καὶ σώσωμεν πάντας.
- N° 2 : . . . οσαυ. τα στρατιώτης δοῦξ, εἰσπρόδωμεν περί αὐτοῦ, κατεδικρίνατο ἡμᾶς, ἀναχωροῦμεν εἰς ὧδε.
- N° 3 : ἐκρύπτωμεν ὧδε περί Σκορντίνου δοῦξ.
- N° 4 : (en copte) *le jour où j'ai été poursuivi par les soldats est le 25 phar-mouthi, dans ce topos.*

Ainsi l'idée mystique de l'unité romaine, au nom de laquelle les soldats égyptiens sont conviés de force à la défense de l'Empire, aboutit finalement à élargir le fossé qui sépare l'Égypte de l'Empire, à provoquer des incidents entre l'armée — expression matérielle de la puissance romaine — et l'Église d'Égypte, symbole et force essentielle du pays. L'unité se défait davantage.

Certes, au v^e siècle, dans la lutte contre les Blemmyes, les monastères ont été souvent d'actifs postes de combat et l'âme de la résistance nationale¹; collaborant avec l'armée romaine contre l'ennemi commun, ils ont parfois retrouvé inconsciemment le sens de l'unité impériale². Mais ce n'étaient là que de brèves rencontres, l'hostilité et le refus de coopérer étaient plus forts.

On suit les étapes de ce refus : il y eut un temps où l'hagiographie admettait que le saint fût militaire et quittât l'Égypte, comme les soldats de la légion thébaine martyrisés à Agaunum³; plus tard, si le saint consent à être mobilisé, il se refuse à sortir d'Égypte, si l'on en juge par une des vies coptes de saint Pachôme⁴; vient enfin le moment où le saint considère comme une souillure l'habit militaire. Nous citerons un texte copte caractéristique où il s'agit d'un échange de propos au sujet du saint : « ... un visage où il n'y a aucune honte. — Mais n'as-tu pas remarqué sur son front la trace d'un coup d'épée? — Oui je l'ai vue. J'imagine qu'avant de devenir moine il a été soldat, qu'il est parti à la guerre et qu'il y fut blessé. — Je pense plutôt, quant à moi, que c'est un signe hérité de son père, qui lui est apparu ». Cette dernière hypothèse était la vraie⁵.

dans la montagne thébaine (communication présentée le 26 juillet 1948 au XXI^e Congrès International des Orientalistes à Paris; publiée en brochure au Caire en 1948); C. BACHATLY, *Le monastère de Phoibammon*, dans *Chron. d'Ég.* 49 (janv. 1950), p. 167-169.

1. Corpus Scriptorum Christianorum Orientalium, Scriptorum Coptici, Series Secunda III, *Sinuthii Opera* 21-22.

2. AMÉLINEAU, *op. cit.*, p. 58-59, 70-71. Il faut signaler aussi l'intéressant panégyrique du praeses de Thébaïde par Shenouti publié par G. Zoega dans son catalogue des mss. Borgia (n° CXCV).

3. Voir É. MÂLE, *La fin du paganisme en Gaule*, p. 35.

4. L. LEFORT, *op. cit.*, p. 82-83.

5. Ce récit appartient à la vie d'Archellidès, conservée dans le Synaxaire arabe (P. O. II,

Quant à l'attitude de l'armée à l'égard des moines, elle se devine au récit d'une perquisition faite par le duc de Thébaïde dans un couvent de Pheboou : « ... il ordonna à tous ses hommes de prendre leurs flèches de combat, de monter sur leurs chevaux, afin d'aller au monastère des frères. Et, lorsqu'ils furent parvenus au monastère, il le fit entourer par son armée entière... ; il entra, il s'assit au milieu du couvent dans un grand orgueil, une hache à la main, tandis que des gardes et des archers l'entouraient, se tenant debout¹... ». Non moins caractéristique est la réaction du solitaire de l'*Histoire lausiaque* qui aperçoit un cavalier : καὶ προσδοκήσας αὐτὸν εἶναι στρατιώτην ὤρμησεν ἕως τοῦ σπηλαίου².

Cette défiance et cette hostilité réciproques semblent avoir eu parfois, au début du v^e siècle, de pénibles conséquences. Nous songeons à un épisode de l'invasion blemmye et nobade qui eut Syène pour théâtre, c'est-à-dire le lieu même que l'on fortifiait au temps de Valentinien, Valens et Gratien en y installant les *militēs miliarenses* (présence attestée par une dédicace à ces empereurs, S. de Ricci, dans *C. R. Acad. Inscr.*, 1909, p. 148). Par crainte des incursions imprévisibles de l'ennemi, les habitants s'abritent dans les églises. Car, soit parce qu'ils sont installés dans des temples désaffectés, soit parce qu'ils sont construits sur des hauteurs, soit simplement parce qu'ils sont plus solidement bâtis que les demeures paysannes, couvents et églises, dans le pays parcouru par les Barbares, servent de forteresses : le Couvent blanc de Schenouti à Sohag par exemple³, ou les établissements de Thébaïde⁴. Pour des raisons sentimentales aussi, la population s'y réfugie. Et l'évêque Appion de Syène est ainsi responsable de tous ceux qui sont venus se placer sous sa protection, τοῖς αὐταῖς (ses églises) προσφεύγουσιν (*P. Leid. Z = Wilcken, Chrest.* 6, en 425-450)⁵. Cependant ces églises ne sont pas protégées, ni à Syène, ni à la Nouvelle Syène, ni à Éléphantine, noyées dans le flot des Blemmyes et des Nobades. Il y a pourtant, sur place, des soldats : il suffit pour s'en convaincre de consulter la *Notitia* ou de se rappeler l'installation des *militēs miliarenses*. D'ailleurs, dans sa supplique aux empereurs, l'évêque Appion reconnaît la présence de soldats, τῶν παρ' ἡμῶν στρατιωτῶν. Mais aucun d'eux ne monte la garde aux églises, οὐδενὸς στρατιώτου προεισταμένου τῶν ἡμετέρων τόπων. Cet abandon de *topoi* où sont abrités des réfugiés pourrait être la suite malheureuse des incidents qui ont opposé l'armée aux couvents. Aussi

551 et suiv., 13 Tybi) et dans un fragment copte de Vienne, K 9438 = TILL, *Koptische Heiligen- und Martyrlegenden*, Orient. Christ. Analecta 102 (Rome 1935), p. 25 et suiv.

1. AMÉLINEAU, *op. cit.*, p. 605.

2. PALLADIUS, *Hist. laus.* XXXVI, 2-3.

3. Témoignage de l'inscription d'une porte. Cf. U. M. DE VILLARD, *Les couvents près de Sohag*, ch. 1; A. BADAWY, *Les premières églises d'Égypte jusqu'au siècle de Saint Cyrille*, dans *Études variées à l'occasion du XV^e centenaire de saint Cyrille* (Le Caire, 1947, p. 31).

4. CRUM, *Coptic Ostraca*, p. XII; JOUGUET, dans *Mé. Capart*, p. 235-236. On sait que Justinien utilisa plusieurs monastères comme forteresses.

5. Voir HARDY, *op. cit.*, p. 119.

l'évêque ne demande-t-il pas aux empereurs d'envoyer des troupes, il prie que les soldats présents reçoivent l'ordre de veiller sur les saintes églises, et, par crainte des conflits d'autorité que risquerait de susciter entre lui et les officiers la respective défiance, il souhaite que les corps de garde soient placés sous son commandement, suggérant en outre que de lourdes sanctions frappent ceux qui oseraient désobéir aux décisions impériales¹.

Cette requête de l'évêque est une réponse amère à l'inscription par laquelle les soldats de Syène affirmaient leur présence. Il nous paraît aussi que les deux textes mentionnant Eusebius se répondent. La dédicace d'Alexandrie évoque plutôt les mesures prises en Égypte pour la défense du pays ; le papyrus suggère une politique appliquée à l'Égypte, mais décidée à Constantinople ou à Antioche, en fonction de l'unité impériale, politique dont les conséquences compromettent cette unité, affaiblissent la défense de l'Égypte, amoindrissent l'effet des décisions d'Alexandrie. Cette contradiction caractérise souvent l'action de Byzance en Égypte.

N'aurait-il pas fallu être plus près de ce pays et surveiller ses réactions ? C'est un empereur qui l'avoue, on ne sait pas à Byzance ce qui se passe sur le Nil, ... *ὥστε μὴδὲ ὁ τι πράττεται κατὰ χώραν ἐνταῦθα γινώσκουσιν*². Moins d'ignorance, moins de mépris — les empereurs traitèrent de plus en plus l'Égypte comme la province perdue de leur empire, celle dont ils n'avaient à attendre que les dissensions religieuses et le blé — plus d'imagination aussi auraient aidé à assouplir l'idée de l'unité impériale, conçue trop exclusivement comme une uniformisation monétaire, fiscale, administrative, linguistique, dogmatique ; auraient ainsi amené l'Empire à faire au nationalisme égyptien des concessions raisonnables.

Une unité moins formelle aurait pu être recherchée. Il y avait tout de même, contre l'ennemi commun, un terrain d'entente : l'Empire peut prendre à son compte l'expression dont les Égyptiens désignent les Barbares, *οἱ ἀλλοτρίοι Βάρβαροι*³. Je vois là deux points de rencontre. C'est d'abord la commune foi chrétienne, non pas certes la commune soumission à une théologie imposée comme un édit, mais la solidarité qui a su parfois rapprocher les soldats égyptiens de leurs compagnons d'armes étrangers⁴, réunir coptes et orthodoxes dans la canonisation de Jean l'Aumônier⁵, allier le duc de Thébaïde Théodore à son homonyme l'évêque de Philai pour la défense de l'île⁶. L'autre point est la conscience de n'être pas un barbare, de n'être pas, selon la définition donnée dans une lettre

1. Schenouti dit de même que ses réfugiés avaient été abandonnés par « les comtes grecs » (*Sinuthii opera, ibid.*, 22).

2. *Édit XIII, préf.*

3. *Wilcken, Chrest.* 6 ; *P. Masp.* 67002 III, 22 ; 67009 I, 22, et II, 17.

4. LEFORT, *A propos de Macaire de Tkow*, dans le *Muséon* 65 (1952), 5-9 ; fait semblable à propos de Pachôme cité dans HARDY, *op. cit.*, p. 70.

5. J. MASPÉRO, *Histoire des Patriarches d'Alexandrie*, p. 328.

6. J. MASPÉRO, *Théodore de Philae*, dans *Revue de l'histoire des religions*, LIX (1909), p. 299 et suiv.

privée, ἀνέστροφος¹ : et c'est un type nouveau d'homme qui apparaît alors, façonné par le christianisme, en marge de la tradition gréco-latine, mais s'en souvenant, hors du cadre de la cité, un homme pauvre et populaire, quelle que soit la classe sociale à laquelle il appartient ; ses modes d'expression, un peu partout dans l'Empire, sont à peu près identiques, indigents et naïfs, que les moyens mis en œuvre soient coûteux ou non. Les mêmes animaux symboliques se prennent aux entrelacs de feuillage dans le calcaire du couvent d'Apa Jérémie à Saqqara et dans l'ivoire du Trône de Ravenne. Origène, saint Ambroise, saint Augustin pensent par allégorie comme Apa Stéphane, évêque d'Hérakléopolis.

Il y avait peut-être là le germe d'une unité moins superficielle et plus vaste que l'ancienne unité des élites cultivées. Les Égyptiens auraient pu y trouver place. Mais, pour cela encore, il eût fallu être proche d'eux. Or, l'empereur est un personnage lointain, abstrait, arbitraire, qui, depuis Constantin, ne visite plus l'Égypte².

R. RÉMONDON.

1. *P. Oxy.* 1681.

2. Sur les conséquences en Égypte de cette abstraction et de cet éloignement, voir W. SCHUBART, *Das Gesetz und der Kaiser in griechischen Urkunden*, dans *Klio*, 30 (1937), p. 54-69. A propos du voyage, d'ailleurs incertain, de Constantin, cf. *P. Oxy.* 1261 ; 1626 ; et WILCKEN, dans *Archiv*, VII, p. 94.

L'ÉTAT ACTUEL DES TRAVAUX CONCERNANT L'HISTOIRE ANCIENNE DU MEXIQUE

L'étude du passé précortésien du Mexique est actuellement en plein devenir. Rien n'est plus difficile que de décrire une science qui évolue rapidement ; à vouloir fixer en un tableau immobile un état de choses qui se modifie constamment, on risque de tomber dans de grossières inexactitudes. Toute description est en danger de se trouver dépassée au moment même où elle est publiée. C'est sous ces réserves que j'entreprendrai de donner une idée des travaux en cours, des conclusions provisoires auxquelles ils conduisent, des perspectives qui s'ouvrent aux chercheurs.

Un premier fait mérite d'être souligné. C'est qu'aujourd'hui l'étude du passé du Mexique est pour une très large part conduite — et avec grand talent — par des savants mexicains. Sans doute, il y a toujours des spécialistes, nord-américains, allemands, français, qui travaillent sur ces problèmes. Mais le Mexique a su former ses propres chercheurs, sous la direction de savants éminents tels que le Dr Alfonso Caso ou M. Marquina. Des institutions de recherches et d'enseignement, comme l'Institut national d'anthropologie et d'histoire avec son Musée, permettent d'ouvrir à de nombreux jeunes la carrière archéologique et historique. On est frappé, lorsqu'on retourne au Mexique après une longue absence, par la vitalité de ces institutions, par le nombre des étudiants et par le sérieux et l'ardeur qu'ils apportent à leurs travaux. Sauf imprévu, la recherche historique semble destinée à recruter d'excellents éléments, et il n'y a pas lieu de redouter que le courant actuel ne tarisse dans un proche avenir.

Les caractères propres à cette recherche au Mexique s'expliquent par deux ordres de considérations. D'une part, la documentation précortésienne écrite est relativement rare en raison des destructions systématiques opérées par les Espagnols ; la prodigieuse richesse du pays en vestiges de l'antiquité, les découvertes souvent « sensationnelles », le fait que des régions difficilement accessibles s'ouvrent aujourd'hui aux nouvelles routes ou à l'avion, tendent à placer l'accent sur l'archéologie *stricto sensu*. L'étude des céramiques, de l'architecture, des formes de l'art, l'emporte très largement sur l'analyse des faits économiques et sociaux : c'est d'ailleurs inéluctable lorsqu'on a affaire à une civilisation comme celle des Maya de l'Ancien Empire ou à plus forte raison celle des Olmèques ; il n'en est pas de même lorsqu'on étudie les Mexicains proprement dits, les Aztèques de la période précédant immédiatement la conquête, car, ici, les sources écrites sont, malgré tout, abondantes. Or, même dans ce dernier domaine, il reste énormément à faire pour extraire des textes connus — par

exemple de l'œuvre de Sahagún — tout ce qu'ils contiennent, en s'aidant des ressources diverses de l'archéologie et de l'ethnologie.

D'autre part, la recherche historique au Mexique est passée par des phases qui ne sont pas sans analogie avec celles des sciences historiques de l'ancien monde. Au siècle dernier et au début de celui-ci, elle a souffert d'un excès d'assurance et d'une naïve et littérale adhésion aux textes autochtones ; de notre compatriote Brasseur de Bourbourg aux Mexicains Batres ou Chavero, on a bâti de brillantes hypothèses, tenues pour des réalités certaines, sur des traditions où l'élément mythique était cependant très important et évident. L'archéologie étant encore peu développée, on a construit des chronologies fondées sur des listes dynastiques d'une valeur discutable et sans rapports avec les vestiges matériels des civilisations.

Une réaction était inévitable et salutaire. L'école mexicaine d'anthropologie, d'archéologie et d'histoire s'est « posée en s'opposant » et a mis tout son soin à se livrer à des travaux exacts et minutieux, selon une méthode rigoureuse. Le support matériel de l'archéologie, celui que fournit au Mexique la survivance des langages, des coutumes et des croyances chez des millions d'Indiens ont permis à cette école d'associer étroitement diverses disciplines. Des noms comme ceux de Manuel Gamio, de Pablo Martínez del Río, de González Casanova, illustrent cette union de l'archéologie, de l'ethnographie et de la linguistique, qui a été et demeure extrêmement féconde.

Il fallait cet assainissement des méthodes et les succès qu'il a permis de remporter, pour qu'on puisse envisager de poser de nouveau les problèmes proprement historiques un moment délaissés. Ce mouvement de retour de l'archéologie à l'histoire se manifeste dans l'œuvre même d'Alfonso Caso, qui a commencé par les retentissantes découvertes de Monte Albán, exemple mémorable de fouilles bien conduites et bien interprétées, puis, fort des certitudes accumulées pendant ces recherches, est passé à l'analyse des manuscrits dynastiques, et prépare un ouvrage sur les structures sociales aztèques. Parmi les « jeunes », Wigberto Jiménez Moreno est de ceux dont on peut attendre des synthèses historiques de grande valeur.

Du même coup, les sources traditionnelles, un instant dépréciées par la réaction hypercritique qui avait suivi les excès dont on a parlé plus haut, reprennent leur importance, mais sous un éclairage différent. A beaucoup d'égards, on y trouve moins des faits que des témoignages, d'autant plus précieux qu'ils sont involontaires : telle anecdote édifiante que raconte Tezozomoc ne nous intéresse pas comme événement, mais comme le signe d'un certain état de la société. L'histoire sociale du Mexique commence à peine. Des travaux prometteurs sur certaines catégories sociales ou sur l'organisation politique de l'État aztèque ont déjà été publiés (Moreno, Acosta Saignes), mais il faut se convaincre que nous avons là, ouvert devant

nous, un domaine presque inexploré, d'une richesse comparable à celui qu'exploitent les spécialistes du monde indo-européen. C'est à ce genre de problèmes que nous-même avons déjà consacré depuis deux ans nos recherches et notre enseignement à l'École des Hautes Études.

Dans leur état actuel, nos conceptions sur l'histoire du Mexique se caractérisent par leur constant élargissement, à la fois géographique et chronologique, et par leur complexité croissante. Nous en sommes à cette phase où l'on pose beaucoup plus de problèmes que l'on n'en peut résoudre. Le cadre relativement simple dans lequel on enfermait, il y a une vingtaine d'années, l'histoire des diverses civilisations autochtones éclate de toutes parts.

Relativement simple, en effet, était ce schéma dans lequel on classait sous la rubrique « archaïques » tous les peuples de la pré- et de la proto-histoire ; les grandes civilisations faisaient leur apparition avec les Tolèques, identifiés le plus souvent avec les bâtisseurs de Teotihuacán, puis l'irruption des tribus du Nord sur le plateau central à partir du XIII^e siècle donnait naissance aux cités récentes dont la dernière en date par sa fondation était Mexico-Tenochtitlán. L'ensemble maya demeurait énigmatiquement isolé au sud-est, les civilisations mixtèque et zapotèque de l'Oaxaca n'étaient considérées, assez vaguement, que comme des « intermédiaires ». Il n'est que juste d'ajouter que tous les chercheurs se rendaient parfaitement compte du caractère essentiellement provisoire et insuffisant de ces hypothèses de travail. Les fouilles de George Vaillant dans la vallée de Mexico ont montré dès le début quelle complexité réelle se dissimulait sous l'étiquette de « l'archaïque ». Aujourd'hui, une véritable préhistoire tend à se constituer à la fois dans la vallée centrale et dans d'autres régions du Mexique telles que le Coahuila : la découverte de l'homme fossile de Tepexpan, celle de grands animaux tels que le mammouth et le cheval, l'étude des cavernes funéraires du Nord et des matériels lithiques trouvés dans de nombreux sites permettent à cette nouvelle branche de la recherche de commencer son existence autonome (travaux d'H. de Terra, P. Martínez del Río, Aveleyra A. de Anda, etc...). L'application de la méthode de détermination des dates par la radio-activité du carbone 14 (Willard F. Libby, Université de Chicago) à des spécimens provenant de sites mexicains tels que Tlatilco, Teotihuacán, Tilantongo, Monte Albán, n'a pas encore fourni, nous semble-t-il, de résultats très sûrs. L'interprétation de ces données est délicate. Mais l'impression d'ensemble qu'on retire des études déjà faites par ce moyen, c'est que notre chronologie du Mexique central pourrait bien être amenée à « glisser vers le haut » si j'ose employer cette expression : je veux dire par là que le niveau archaïque de Zacatenco I serait fixé au milieu du deuxième millénaire avant notre ère et la pyramide de Cuicuilco, correspondant à l'archaïque récent, serait datée du V^e siècle av. J.-C. environ.

Les fouilles pratiquées à Tlatilco et dont j'ai pu voir quelques-uns des

résultats avec Miguel Covarrubias nous amènent, d'autre part, à reviser notre idée de l'archalque supérieur lui-même. Dans les mêmes tombes, côte à côte, on a trouvé des figurines caractéristiques de cette période — souvent d'un raffinement et d'une originalité extrêmes, comme une certaine statuette bicéphale qui est un véritable chef-d'œuvre — et d'autres qui sont typiquement « olmèques ». Ici nous abordons le problème olmèque, dont la complexité est telle qu'il ne sera pas possible de faire autre chose ici que d'en indiquer brièvement les grandes lignes.

Le terme aztèque *olmeca*, « ceux du caoutchouc », était appliqué au ^{xvi}e siècle par les Mexicains du haut plateau aux peuples civilisés des terres tropicales de l'Orient, au bord du golfe et sur les pentes de la Sierra Madre. On les appelait souvent aussi *nixtotin*, « ceux de l'eau salée », en raison de leur habitat maritime. En même temps, la tradition décrivait les Olmèques comme ayant séjourné très anciennement sur la *meseta* centrale dans la région de Cholula, Tecamachalco, etc...

A partir de 1933, les fouilles de Matthew Stirling dans la région côtière des États de Veracruz et de Tabasco (La Venta, Tres Zapotes, Cerro de Las Mesas) ont rendu toute son actualité à la question des Olmèques et posé en même temps celle des pré-Maya. En effet, on a vu apparaître dans ces localités les vestiges d'une civilisation élaborée, comportant des monuments de pierre, des sculptures d'un style très caractéristique, le travail du jade poussé jusqu'à une perfection extraordinaire. C'est à cette civilisation qu'on a appliqué, à tort ou à raison, le qualificatif d'« Olmèque », qui est maintenant entré dans l'usage. Or, deux conclusions provisoires peuvent être maintenant soutenues :

1. — Les « Olmèques », ou tout au moins des traits caractéristiques de leur culture (par exemple la figuration typique de l'homme-félin et celle de l'enfant probablement divin), ont rayonné, à une époque contemporaine de l'archalque supérieur, d'une part sur le plateau central, d'autre part sur l'Oaxaca. La première période d'occupation de Monte Albán, il y a en gros deux millénaires, présente des bas-reliefs « olmécoides ». Il apparaît donc que la région côtière du golfe, aujourd'hui presque désertée et déjà très « marginale » à l'époque aztèque, a été au contraire un foyer culturel extrêmement agissant avant le début de notre ère.

2. — Certains faits amènent à soupçonner que cette même région aurait vu se développer une civilisation « pré-maya » dont l'existence rendrait compte du mystère jusqu'à présent insoluble que constitue l'apparition de la civilisation maya surgissant au ^{iv}e siècle dans les forêts du Petén avec tous ses éléments essentiels, son architecture, son calendrier, son écriture, etc... Matthew Stirling a découvert à Tres Zapotes une stèle portant une date en écriture maya correspondant au *baktun* 7 (7. 16. 16. 16. 18 = 21 avant J.-C.). Malheureusement, cette lecture demeure discutable en raison du mauvais état de la stèle, et le grand mayisant Morley en nie formellement

l'exactitude. C'est aussi de la même région que provient la célèbre statuette de jade dite « de Tuxtla » qui porte la date 8. 6. 4. 2. 17 = 162 de notre ère ; là encore, Morley conteste la valeur de cette pièce en s'appuyant surtout sur les caractères stylistiques de la figurine. On ne saurait toutefois rejeter la possibilité, généralement admise aujourd'hui par les archéologues mexicains, que cette zone du sud de Veracruz, avec les parties adjacentes de Tabasco, Oaxaca et Chiapas, ait été un centre de diffusion d'où se sont répandus au Mexique et dans le nord de l'Amérique centrale des traits fondamentaux de culture. Les peuples du haut plateau (Toltèques), ceux de l'Oaxaca, les Maya eux-mêmes auraient reçu de ce foyer les éléments communs de leurs civilisations.

Les considérations qui précèdent amènent à poser de façon nouvelle les questions relatives aux populations de l'Est. On sait que la moitié nord de l'État actuel de Veracruz était peuplée, lors de la conquête espagnole, par les Totonagues (azt. *Totonaca*), dont la capitale était la ville très mexicanisée de Cempoala. Mais les preuves abondent d'une floraison culturelle antérieure. A El Tajin, les travaux de José García Payón montrent que la ville, d'une extension considérable, a connu une phase de prospérité, marquée par l'érection de grands monuments aux colonnes sculptées, entre le VII^e et le IX^e siècle de notre ère. Était-ce alors une ville « totonaque » ? Rien ne permet de l'affirmer. Les analogies — par exemple l'écriture hiéroglyphique — entre El Tajin et les cités du haut plateau sont en tout cas frappantes.

Dans une autre direction, les fouilles systématiques d'Alfonso Caso et de son école dans l'Oaxaca ont permis de reconstituer toute l'évolution de la civilisation zapotèque et de sa voisine, celle des Mixtèques, depuis la période « olmécoïde » antérieure au début de notre ère jusqu'à la conquête aztèque puis espagnole. En outre, ces travaux et d'autres études portant notamment sur les styles des manuscrits indigènes et sur les peintures murales (par exemple celles de Tizatlán, dans l'État de Tlaxcala) ont permis de parvenir à la notion très importante du « complexe Mixteca-Puebla ». Il s'agit d'un ensemble de traits culturels, religieux, stylistiques, etc..., qui s'est développé dans la région intermédiaire entre la vallée de Mexico et les montagnes mixtèques de l'Oaxaca, et qui a été un des éléments essentiels de la renaissance mexicaine du XV^e siècle sur le plateau central.

Quant à ce plateau central lui-même, son histoire apparaît comme de plus en plus complexe. Bien qu'on en discute encore (un récent article de M^{me} L. Séjourné revient à la charge sur ce thème), il semble bien que la Tula historique des traditions relatives aux Toltèques ne se confond pas avec Teotihuacán, mais avec la Tula archéologique dont des fouilles récentes ont montré la grande importance. La période florissante de Teotihuacán (civilisation « vieille-toltèque » ?) peut être fixée entre le VII^e et le IX^e siècle, celle de Tula (« néo-Toltèques » ?) au X^e. D'autre part, l'évidente similitude de l'architecture et de la sculpture de Tula et de Chichén-

Itzá au Yucatan conduit à considérer le « mythe » de Quetzalcoatl, le roi-dieu « serpent à plumes », comme recélant une large part de réalité historique. La « mexicanisation » partielle du pays maya yucatèque vers l'an mille est maintenant corroborée par un faisceau convaincant de faits archéologiques et par les sources autochtones.

La période post-tolèque du plateau central, marquée par les invasions successives de tribus nordiques, l'élévation et la décadence de plusieurs cités-États (Colhuacán, Azcapotzalco) et enfin l'hégémonie tardive de Mexico, débouche sur l'histoire mondiale. Là, les documents écrits deviennent nombreux et souvent d'une réelle valeur. L'étude et la traduction des manuscrits aztèques se poursuivent (signalons à ce propos l'édition de Annales historiques de la nation mexicaine par Ernst Mengin, celle du texte aztèque du Codex florentin par Anderson et Dibble, celle de la *Crónica Mexicayotl* par l'Institut d'histoire de Mexico) et doivent fournir encore bien des matériaux importants. Comme nous l'avons dit plus haut, on peut et on pourra de plus en plus, grâce au travail de documentation qui continue, entreprendre l'analyse à la fois historique et sociologique des États mexicains du xv^e siècle et du début du xvi^e. Dans certains domaines spécialisés tels que les arts plastiques (Salvador Toscano) ou l'histoire de la littérature (Garibay), on est parvenu à des synthèses extrêmement intéressantes. Les premières publications de Robert Barlow, prématurément disparu, ont apporté une vive lumière sur la croissance et l'organisation de l'empire aztèque; leur valeur provient précisément du fait que les conclusions de Barlow étaient toujours fondées sur une connaissance approfondie des sources autochtones.

Le monde maya de l'ancien Empire (iv^e au ix^e s.) semble au premier abord comme figé dans un splendide isolement. Cependant, ce n'est peut-être là, en partie au moins, qu'une illusion. Les admirables fouilles conduites à Palenque par Alberto Ruz Lhuillier démontrent que cette ville — située il est vrai à l'extrême limite occidentale de l'aire maya — a été longtemps en lutte contre des peuplades de la plaine côtière et finalement submergée. Mais les figurations de captifs sur la fameuse stèle 12 de Piedras Negras nous frappent par la similitude de leur type physique non-maya avec celui des prisonniers représentés à Palenque sur le « panneau des esclaves ». Que savons-nous, d'autre part sur les relations entre les cités maya elles-mêmes, sur leurs guerres, leurs ligues, leurs alliances? Les fresques découvertes il y a peu à Bonampak concordent avec certaines sculptures de Piedras Negras pour nous conduire à repousser l'idée trop facilement admise d'une civilisation maya uniformément pacifique. Comme les cités grecques, les cités maya semblent bien s'être tantôt fédérées, tantôt combattues. Mais, ici, nous nous heurtons au mur de l'écriture hiéroglyphique; nous n'en avons déchiffré jusqu'à présent que la partie chronologique, arithmétique et astronomique. Bien que, périodiquement, certains prétendent avoir découvert « la clé » idéographique ou phonétique de cette écriture — le der-

nier essai est celui, peu convaincant, du savant soviétique Knorozov — la grande masse de l'épigraphie maya demeure pour nous un livre fermé.

On remarquera que l'ouest et le nord du Mexique n'ont pas encore été mentionnés dans cette brève revue. Si les steppes septentrionales ont surtout servi d'habitat aux nomades « barbares » que l'on englobait sous le terme générique de *Chichimeca*, des civilisations originales ont grandi au pays *yopi* (entre Guerrero et Oaxaca), dans le royaume tarasque du Michoacán et dans les principautés montagneuses du Nayarit et de Colima, où s'est développé un art raffiné de la céramique. Nos connaissances sur ces domaines, comme sur les problèmes que posent les relations entre le Mexique proprement dit et les cultures du sud des États-Unis (Pueblo, vallée du Mississipi), sont encore très fragmentaires. La Société mexicaine d'anthropologie a eu l'heureuse idée d'organiser, en 1943 et en 1948, deux congrès de « Table Ronde » au cours desquels les savants mexicains et étrangers ont fait le point. On en est encore, dans ces régions, à l'exploration. Ce qui est certain, c'est que le pays *yopi* de la côte pacifique et des montagnes voisines a exercé une influence sur le haut plateau, comme le démontre le culte du dieu Xipe Totec pratiqué par les Nahuatl de la vallée centrale ; et aussi, que les civilisations du plateau ont rayonné très loin vers l'Ouest : c'est ce que prouve la découverte dans la région d'Iguala-Mezcala de figurines de pierre dure de style « olméco-teotihuacán » (Covarrubias).

Un dernier caractère des travaux historiques actuels au Mexique doit être souligné : c'est le rôle qu'y joue l'ethnologie. Des noyaux très importants de Nahuatl, d'Otomi, de Zapotèques, de Totonèques, de Maya, etc..., subsistent dans tout le Mexique. L'étude de leur langage, de leur organisation sociale, de leurs croyances, de leurs coutumes, apporte un précieux concours aux recherches sur l'antiquité. C'est ainsi, par exemple, que les travaux de R. J. Weitlaner chez les Chinantèques de l'Oaxaca ont permis de retrouver, encore en usage, des formes anciennes du calendrier typique des civilisations de l'Amérique moyenne. Les recherches que notre compatriote Stresser-Péan a entreprises chez les Huastèques depuis plusieurs années doivent apporter une contribution très importante à nos connaissances sur ce rameau détaché de la famille maya. L'intérêt que la jeune école mexicaine porte à ce qu'on pourrait appeler les convergences de l'ethnologie et de l'histoire ne saurait être séparé du nom de l'excellent spécialiste allemand Paul Kirchhoff, dont l'enseignement au Mexique a exercé une profonde influence sur les étudiants et les chercheurs.

La recherche historique au Mexique se présente donc comme une science vivante, en progrès, s'attaquant à la fois sur tous les fronts à une masse énorme de problèmes au moyen de toutes les méthodes valables. Archéologie, linguistique, ethnologie, sont enrôlées à son service. Dans la phase actuelle, il serait vain de s'attendre à des synthèses qui soient autre chose que des instruments de travail. La chronologie générale établie par Ignacio Marquina dans son magistral ouvrage sur l'architecture préhispanique

est une de ces synthèses : elle permet, au moins provisoirement, de comparer et d'articuler les uns aux autres les développements des civilisations du plateau, du golfe, de l'Oaxaca et du pays maya. Il est d'ailleurs frappant d'observer combien sont concordantes les « grandes époques », malgré les distances, par exemple à Teotihuacán et dans l'ancien empire maya. Que ces résultats doivent être révisés au fur et à mesure que la recherche apportera des faits nouveaux, c'est l'évidence. Mais il est également certain qu'on marche maintenant sur un terrain solide et que l'histoire du Mexique ancien se fonde sur des ensembles de faits sérieusement établis.

Jacques SOUSTELLE,

Directeur d'études à l'École pratique des Hautes-Études.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE AU MOYEN AGE

(V^e-XV^e SIÈCLES)

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1947-1953

(2^e partie¹.)

IV. — ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

Nous réunirons sous ce titre les cadres ainsi que les conditions juridiques et matérielles de la vie des hommes, les classes et les expressions de leur mentalité : traits inséparables sur lesquels les auteurs mettent inégalement l'accent. Si bien que la tâche du critique est délicate, des ouvrages pouvant figurer à diverses places sans en occuper entièrement aucune.

A). VUES GÉNÉRALES. — Industriel de profession et archéologue, Édouard SALIN a fouillé des sépultures de l'époque franque, notamment en Lorraine, soumis les objets trouvés à de patients travaux de laboratoire, étudié la technique du fer et ses réalisations². Deux volumes nouveaux s'ajoutent à ses publications antérieures. Il y consigne les résultats de ses expériences, les confronte avec les textes littéraires, la toponymie, l'anthroponymie, l'archéologie, la numismatique et décrit « la civilisation mérovingienne »³. Entendons par là l'occupation du sol et l'habitat, l'aspect des Barbares, l'alimentation et le costume, les croyances, les réalisations artistiques. Entendons aussi les courants de circulation — donc les routes, les échanges, les monnaies — et, de proche en proche, les peuples qui entretenaient des relations avec la Gaule. Un cortège de « rappels historiques » accompagne l'exposé. Avouons qu'il est parfois lassant⁴. Ce sera la seule critique adressée à une œuvre

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCXII, 1954, p. 61-98.

2. Voir — en collaboration avec Albert FRANCE-LANORD — *Rhin et Orient*. T. I : *Le haut Moyen Age en Lorraine d'après le mobilier funéraire. Trois campagnes de fouilles et de laboratoire* ; t. II : *Le fer à l'époque mérovingienne ; étude technique et archéologique*. Paris, Geuthner, 1939 et 1943 (cf. *Rev. histor.*, t. CCII, 1949, p. 120-121).

3. *La civilisation mérovingienne d'après les sépultures, les textes et le laboratoire*. Première partie : *Les idées et les faits*. Paris, Picard, 1950, in-8°, 531 p., 13 pl. h. t., 3 cartes, 150 fig. Un compte-rendu ayant déjà paru dans la *Rev. histor.* (t. CCIX, 1953, p. 118-120), nous rappelons seulement les grandes lignes du livre. Le tome II — non reçu — a pour titre *La civilisation mérovingienne*. Deuxième partie : *Les sépultures*. Paris, Picard, 1952, in-8°, 417 p., 10 pl. h. t., 160 fig., 3 tableaux.

4. La liste des rois mérovingiens, par exemple, est aussi inutile que celle des ancêtres de la famille carolingienne.

qui précise beaucoup de traits, apporte maintes révélations de détail. Quelques exemples. Selon l'auteur, l'habitat franc ne fut pas aussi concentré, même à ses débuts, qu'on le croit communément. En outre, les groupes barbares furent moins nombreux, à l'ouest et au sud de la frontière linguistique, que ne le laissent à penser les noms de lieux et d'hommes, ou les rites funéraires et le costume¹. Car ces noms et ces modes furent adoptés souvent par des Gallo-Romains. L'influence exercée par les envahisseurs sur la civilisation des pays conquis n'est pas nécessairement fonction de leur nombre². Ici trouée de larges brèches, là rongée ou ébranlée par les infiltrations germaniques, ailleurs restée intacte, la population gallo-romaine ne fut pas partout contaminée en même temps, ni au même degré, par les Barbares. En de nombreuses contrées, elle resta fidèle à ses traditions jusqu'au VII^e ou au VIII^e siècle³. L'auteur suit à la piste les traces laissées par les Gallo-Romains et par les peuples barbares d'après les cimetières, le mobilier et les rites funéraires, eux-mêmes héritages ou reflets de coutumes germaniques et asiatiques. Il assiste à la fusion progressive des envahisseurs et des anciens habitants. Il différencie sur le terrain la villa du village et décrit le misérable habitat de ce temps : petites agglomérations encloses, domaines entourés de maigres défenses, cabanes de bois abritant les paysans.

S'agit-il du commerce? M. Salin relève la continuité des échanges inter-méditerranéens depuis l'époque romaine jusqu'au VIII^e siècle. Après quoi, ils ont sensiblement diminué sans toutefois subir l'interruption imaginée par Pirenne. Arles, par exemple, est restée un carrefour commercial; et les sépultures contiennent encore, après les conquêtes arabes, des objets importés d'Orient. Mais les grandes routes sont ailleurs : avant tout les voies intercontinentales par où vinrent les envahisseurs barbares et, plus tard, les arts industriels et les décors animaliers de la steppe eurasiatique. Les Frisons jouent alors un rôle prédominant dans les échanges, dont le centre de gravité s'est déplacé vers les côtes de la Manche, de la mer du

1. M. Salin donne à *fara* le sens de famille ou de race (p. 266). Disons plutôt clan, lignage.

2. Sur le peuplement de la Gaule septentrionale et sur les influences réciproques entre Barbares et Gallo-Romains, voir deux importants articles de Jean DRONDT, *Essai sur l'origine de la frontière linguistique* (*L'antiquité classique*, XVI, 1947, p. 261-286); *Note sur l'origine de la frontière linguistique* (*Ibid.*, XXI, 1952, p. 107-122). Du même auteur, en collaboration avec J. DE LAET et HOMBERT, *Quelques considérations sur la fin de la domination romaine et les débuts de la colonisation franque en Belgique* (*Ibid.*, XVII, 1948, p. 133-156). Sur ces problèmes en Hainaut, J. DE LAET, Jean DRONDT, Jacques NENQUIN, *Les « laeti » du Namurois et l'origine de la civilisation mérovingienne* (*Études d'histoire et d'archéologie namuroises*, Gembloux, Duculot, 1952, p. 149-172). Les modalités de l'établissement des Francs entre le Rhin et la Loire retiennent toujours l'attention passionnée des historiens allemands (de Fr. PETZ par exemple, dans *Rheinische Vierteljahrsblätter*, XV-XVI, 1950-51, p. 39-86).

3. Ce que tendent aussi à prouver les recherches en cours de François HIMLY, archiviste adjoint du Bas-Rhin, sur l'Alsace mérovingienne, qui aurait conservé, bien après les invasions, des traditions celtiques et romaines.

Nord et de la Baltique, ainsi que vers les pays rhénans. Le développement des arts mérovingiens traduit ces liaisons et ces influences¹...

Plus que ces dernières observations, ce sont les remarques intéressantes sur le peuplement, l'habitat et les coutumes de la Gaule qui forment la partie originale de l'ouvrage. Il est peu de livres dont on puisse dire qu'ils font date dans le mouvement de nos études. L'éloge peut être décarné sans hésitation à la *civilisation mérovingienne* de M. Salin².

B). LE DROIT. — M. OLIVIER-MARTIN semble avoir eu le pressentiment que son *Histoire du droit français des origines à la Révolution* serait son chant du cygne³. Il y noue sa gerbe, soumet à ses lecteurs le fruit de ses réflexions sur les rapports politiques et juridiques entre l'État et les « forces sociales » — ou groupements intermédiaires entre le roi et les masses. — Une longue introduction retrace la genèse de ces rapports pendant le haut Moyen Age ; une première partie montre « l'apparition des institutions françaises », du ^xe siècle au ^{xiii}e ; et une seconde, qui occupe près des deux tiers de l'ouvrage, relate le développement du pouvoir royal et des institutions jusqu'à la Révolution.

Les difficultés de l'entreprise sautent aux yeux. Elle exige d'immenses lectures, une longue familiarité avec les textes, l'esprit de synthèse. Ces qualités, l'auteur en apporte la preuve, même si le sens profond des sociétés, le don de pénétration et de divination qui font les grands livres sont absents de l'ouvrage, inférieur à ce chef-d'œuvre : l'Histoire de la coutume de Paris, qui fit la juste réputation de M. Olivier-Martin.

Trait assez rare chez les auteurs de manuels, celui-ci se refuse à demeurer impersonnel. Par là, un contact humain est établi entre un érudit qu'on sent convaincu, passionné, et ses lecteurs. Une thèse est soutenue, notamment dans la seconde partie du livre : la précellence de la royauté, l'état de perfection — ou presque — des institutions monarchiques sous l'effet du « dualisme constitué par le roi, représentant l'État, et par la nation organisée qu'il dirige ». Les causes profondes et la signification de la Révolution ont échappé à l'auteur. Ce ne serait pas forcer sa pensée que de dire, en paraphrasant une formule célèbre de M. Piganiol sur la chute de l'Empire ro-

1. L'auteur a tiré un excellent parti des trouvailles monétaires. Mais des travaux récents sur leur interprétation, des hypothèses aussi sur les courants d'échanges internationaux pendant le haut Moyen Age lui ont échappé — tels les articles de Lombard, de Lopez, de M^{me} DOZHAUD, analysés plus bas. D'autres lacunes d'information pourraient être relevées. M. Salin paraît ignorer un travail de P. COURCELLE, *Histoire littéraire des grandes invasions germaniques*. Il ne rend pas entièrement justice aux œuvres de Vincent et de von Wartburg.

2. Au moment d'achever notre rédaction, nous recevons *Études mérovingiennes. Actes des journées de Poitiers*, 1^{er}-3 mai 1952. Paris, Picard, 1953, in-8°, xxii-320 p., 17 pl. et cartes h. t. Le peuplement, la civilisation chrétienne, le droit et les classes sociales y figurent en bonne place.

3. Paris, éd. Domat-Montchrétien, 1948, in-8°, xvi-757 p. (réédité en 1951). Le texte méritait mieux que l'affligeant papier-journal, aux tons gris, sur lequel il est imprimé. Nous regardons d'un œil jaloux les éditions d'ouvrages étrangers qui offrent à leurs lecteurs une présentation au moins honorable.

main : « L'Ancien Régime n'est pas mort de sa belle mort, il a été assassiné. »

Les pages sur le Moyen Age n'appellent pas les mêmes réserves. L'époque, en effet, est familière à M. Olivier-Martin qui consacre d'excellents paragraphes aux sources du droit, aux origines vassaliques et féodales, à la seigneurie, aux classes sociales¹. D'autres traitent de l'Église, des villes et surtout de l'ascension monarchique. L'auteur procède à des mises au point concises. Il se meut avec aisance parmi les thèses nombreuses, et parfois contradictoires, de ses devanciers. C'est dire l'intérêt de l'ouvrage et les services qu'il est appelé à rendre².

En langage de diplomate, l'« acte privé » désigne non seulement les actes juridiques émanés de particuliers, mais « tous actes ressortissant au droit privé », par contraste avec ceux de gouvernement et d'administration. Alain de BOUARD l'étudie dans un ouvrage qui forme le tome II de son *Manuel de diplomatique française et pontificale*, dont la première partie avait paru en 1929³. Il justifie d'abord sa terminologie et ses conceptions — qui ne sont pas celles des juristes, pour qui les actes notariés par exemple

1. On peut discuter quelques points. Ainsi le bénéfice n'est pas assez clairement défini. Surtout, affirmer que les principautés et les châtellenies furent les héritières des droits régaliens, les gardiennes de l'idée d'État et de la notion d'intérêt public, c'est enjoliver les faits et ne point tenir compte assez des réalités essentielles. Enfin, ne joue-t-on pas sur les mots en disant que la monarchie n'a jamais été féodale et qu'avec Hugues Capet « c'est un féodal qui devient roi, ce n'est pas un roi féodal » ?

2. Mentionnons ici un important article de Jean YVER, *Les caractères originaux du groupe de coutumes de l'ouest de la France* (*Rev. histor. de Droit français et étranger*, 1952, p. 18-79). Dès le XI^e siècle, la Normandie et surtout l'Anjou ont formé deux centres de cristallisation du droit et deux foyers d'influence. M. Yver discerne des traits communs dans leurs coutumes — par exemple un puissant droit d'aînesse au sein des familles nobles ; au regard des fiefs, l'exclusion des filles nobles dotées ; le « système parentélaire » chez les roturiers. — Il insiste sur le « conservatisme » de ces coutumes et sur leur archaïsme. Chemin faisant, il relève les nuances ou les oppositions entre les diverses contrées. L'étude, fort suggestive, invite à des recherches sur l'application des usages et la mesure de leur efficacité non seulement dans l'ouest de la France, mais au sud de la Garonne.

Cette observation vaut aussi pour le livre où, se fondant principalement sur les coutumes de la région parisienne, de la Bretagne et du nord-ouest de la France, et faisant appel à Beaumanoir, Jean DE LAPLANCHE définit les règles qui imposaient aux hommes des XIII^e et XIV^e siècles le devoir d'assistance envers leurs proches et les astreignaient à l'obligation alimentaire — entendue dans un sens plus large qu'aujourd'hui. — Il examine leurs applications juridiques dans le droit familial et voit en elles « un des précédents de l'Assistance publique moderne ». Il insiste sur leur rôle dans le régime successoral des fiefs, car une « légitime », inspirée en partie du droit romain, s'est juxtaposée à la réserve coutumière dans le but d'assurer aux enfants un « minimum vital ». Bien conduite, cette étude juridique doit être complétée par la lecture des testaments, des actes de partage, des enquêtes et des sentences des tribunaux. (*La « soutienance » ou « pourvéance » dans le droit coutumier français aux XIII^e et XIV^e siècles*. Paris, Recueil Sirey, 1952, in-8°, 146 p.).

3. Paris, A. Picard, 1948, in-8°, 317 p. Deux albums comprenant chacun dix-sept planches de documents inédits (en phototypie et avec fascicules de transcription) sont venus après coup illustrer l'exposé. L'acte le plus ancien est de 840, le plus récent de 1481 (transferts de biens fonciers et de rentes, aveux et dénombrements). Paris, Picard, 1949 et 1952.

relèvent du droit public. — Après avoir dit brièvement de quelle manière l'étude diplomatique de l'acte privé a conquis un domaine vaste et complexe, il entreprend son histoire. Les actes privés du haut Moyen Age reflétant une certaine persistance des traditions romaines, l'auteur remonte à l'époque impériale et à l'Italie byzantine. Puis il examine l'acte germanique en Gaule, du IV^e au XII^e siècle, dans sa forme, sa fonction juridique, sa valeur probante, passe en revue ses divers aspects en pays de droit écrit et de droit salique, le suit jusqu'à sa fin comme moyen de preuve¹. Dans une seconde partie, M. de Boüard expose le développement du notariat public en Italie, mère de l'institution, et en France méridionale. Il montre comment, en pays coutumiers, les échevinages et surtout l'Église, agissant par ses tribunaux d'officialité, ont fait germer des fonctions notariales que les pouvoirs civils monopolisèrent finalement sous l'action du roi et des grands seigneurs. Peu à peu un rapprochement s'est opéré entre les pays de droit coutumier et ceux de droit écrit. La Révolution a achevé l'unification.

Ce schéma ne saurait donner une idée nette de la riche matière contenue dans un ouvrage qui échappe à l'analyse. Son austérité voulue, l'absence à la fin de chaque chapitre, comme au terme du livre, de conclusions ramassant les données principales en rendent la consultation assez ardue. L'histoire de l'acte privé n'est pas assez rattachée aux transformations du milieu humain ; les hommes s'effacent quelque peu derrière les institutions. L'auteur a eu pour propos l'étude des actes dans leur technique et leur portée, puis celle des organismes qui les ont dressés. Son travail ne vaut pas seulement pour lui-même. Il représente une base fondamentale pour les historiens qui, se haussant des institutions aux sociétés, s'attachent aux notaires et aux tabellions dans leur recrutement, leur formation intellectuelle, l'exercice de leur profession².

C). LA VIE AGRICOLE. LES PAYSANS ET LEURS MAÎTRES³. — Malgré le titre donné à leur ouvrage, Roger GRAND et Raymond DELATOCHE ne

1. Renvoyons, à ce propos, à un vivant article de J.-F. LEMARIGNIER, fondé sur l'étude de vingt-trois actes de Saint-Bertin (VII^e siècle-fin du XI^e). L'auteur relève la persistance du droit romain dans les actes de l'époque mérovingienne, puis leur déclin. Il fournit de bonnes indications sur les clauses de tradition, la précaire et le bénéfice, le grand domaine et la petite propriété, enfin l'évolution du droit, reflet de la vie sociale (*Les actes de droit privé de Saint-Bertin au haut Moyen Age. Survivances et déclin du droit romain dans la pratique franque* (Rev. internat. des Droits de l'Antiquité, V, 1950, p. 35-72.)

2. Dans un ouvrage menu, mais où sont condensés de très utiles renseignements, Georges TESSIER présente une histoire de la diplomatique — définition, transmission, forme et élaboration des actes publics et privés. — Le livre est un des meilleurs de la collection *Que sais-je?* (*La diplomatique*, Paris, Presses Universitaires, 1952, in-16°, 127 p.).

3. Les publications de documents ont été rares, dans ce domaine, depuis 1947. Historiens et philologues accueilleront avec le même intérêt le Supplément donné par Clovis BRUNEL à son édition de chartes provençales, qui date de 1926 (*Les plus anciennes chartes en langue provençale. Recueil des pièces originales antérieures au XIII^e siècle. Supplément*, Paris, Picard, 1952, in-8°, xxxix-277 p.). Il comprend 191 actes allant du XI^e siècle au début

font pas une histoire totale de l'agriculture pendant les douze cents années qui vont des grandes invasions à la fin du XVI^e siècle¹. Le livre concerne surtout la France et l'Angleterre. Il laisse dans l'ombre des images attendues : terroirs, dessins des champs. En revanche, une large place est faite sinon aux conditions d'existence de l'agriculteur, cependant esquissées — logement, nourriture, vêtement — du moins aux caractères généraux de la civilisation rurale, aux classes et à leurs cadres : domaines et seigneuries, villages et paroisses, communautés, groupements professionnels. De même la vie agricole proprement dite est longuement analysée — défrichements et amendements, nature des cultures, élevage, pêche et chasse.

Le sujet est traité par matières, plutôt que par périodes : ainsi « l'homme, du IV^e au XVI^e siècle », puis le domaine, les modes d'existence, les techniques durant la même époque, reprise chaque fois à son début. Il en résulte des redites et une certaine dislocation de traits qui auraient gagné à demeurer assemblés dans le livre comme ils le furent dans la vie. Désireux, d'autre part, de ne point dresser des barrières entre l'histoire générale et celle de l'agriculture, les auteurs ne reculent pas devant les digressions. Était-il nécessaire de décrire l'atmosphère des invasions, de se demander à quel moment commence le Moyen Age, de revenir sur les thèses de Pirenne, d'exalter le génie organisateur de Charlemagne, d'insister sur la formation de la noblesse? Mieux eût valu approfondir les caractères de l'économie, de l'artisanat, des échanges et ne point exécuter un raid fulgurant à travers le XVI^e siècle².

du XIII^e. La plupart sont des donations ou des ventes de biens aux Templiers de Sainte-Eulalie (arr. de Saint-Affrique) et à des abbayes du Rouergue. Alleux et tenures, droits seigneuriaux, prêts sur gages, composition de quelques fortunes y sont mentionnés. La consultation du recueil est facilitée par un excellent index des noms de lieu et de personne, un glossaire et une table chronologique.

Fort utile aussi la publication, par Jacques DE FONT-RÉAUX, du *Cartulaire de l'évêché de Saint-Paul-Trois-Châteaux, avec une notice sur le Tricastin au XIII^e siècle* (Valence, Archives départementales, 1950, in-8°, 271 p.). L'auteur reproduit des extraits des actes, les analyse, décrit le pays, le diocèse, l'organisation seigneuriale, l'économie et les sociétés.

Enfin, *Le polyptyque illustré, dit « Veil Rentier », de Messire Jehan de Pamele-Audenarde (vers 1275)*, a été commenté et somptueusement édité par les soins de Léo VERRIEST (Bruxelles, chez l'auteur, 1951, in-4°, cxiv-376 p., 2 pl. h. t., nombreuses illustrations; cf. *Rev. histor.*, t. CCXI, 1954, p. 426-427).

Le bureau de la *Revue* n'a pas reçu un important travail de Jacques STIENNON, *Étude sur le chartier et le domaine de l'abbaye de Saint-Jacques de Liège (1015-1029)*. Paris, Les Belles-Lettres, 1951, in-8°, xiv-495 p., 40 pl. h. t. (*Bibl. de la Faculté de Philologie et Lettres de Liège*, fasc. CXXIV).

1. *L'agriculture au Moyen Age de la fin de l'Empire romain au XVI^e siècle*. Paris, de Boccard, 1950, gr. in-8°, 740 p. (coll. fondée par Émile Savoy, t. III).

2. Des formules ou des jugements sont discutables. Nous ne croyons pas à « l'asphyxie soudaine de l'économie méridionale » à partir du VII^e siècle ni à la raison invoquée : l'écrasement de l'Aquitaine par les armées franques. On ne saurait dire sans abus de langage que « le noble romain du V^e siècle, dans sa villa, est déjà un seigneur féodal ». Charlemagne n'a pas « officiellement instauré le régime féodal » par un capitulaire de 805, ni autrement. Le capitulaire *De Villis* ne saurait être « attribué » à la région nord du Poitou. L'essor urbain

Ne gâtons pas davantage notre plaisir. Le livre n'est pas seulement une mine prodigieuse de renseignements glanés à travers les documents manuscrits, les traités de droit ou d'agriculture des XIII^e-XVI^e siècles, le glossaire de Du Cange et de récents travaux de première main. C'est aussi un ouvrage plein de charme et qui se fait volontiers évocateur. Qu'on lise par exemple les pages décrivant la création des villages, ou les forces « accumulées dans le calme des manoirs, pendant la nuit féconde de l'époque barbare ». On retrouve ici l'enthousiasme et la sincérité qui animaient les « *Paix d'Aurillac* ». Les deux auteurs sortent de l'École des chartes — où M. Grand fut aussi professeur. — Le maniement de la documentation n'a pas de secret pour eux. Mais on ne saurait leur reprocher d'avoir labouré uniquement dans les textes. Ils possèdent, en effet, une expérience directe des choses de la terre ; ils ont gardé contact avec les paysans et leurs champs. L'ouvrage tire son prix de cette double formation.

Voici maintenant l'organisation seigneuriale proprement dite. L'ère des brûlants débats s'est close, provisoirement espérons-le, sur un ouvrage de M. VERRIEST dont nous avons parlé dans un précédent Bulletin¹. Mais les recherches régionales ou locales se poursuivent : études de Fr. L. GANSHOF sur de grands domaines du nord et du nord-ouest de la France², de Charles HIGOUNET sur le Rouergue³, et de Gabriel FOURNIER sur la Basse-Auvergne⁴,

à partir du X^e siècle fut conditionné beaucoup moins par la prospérité des domaines que par la renaissance du commerce international et l'accroissement démographique. Il est inexact que les manoirs anglais soient tous « au même titre dépendants du roi, suzerain direct de chacun d'eux ». Et l'opposition entre les seigneurs français qui recherchent la puissance politique — donc l'inféodation — et les seigneurs anglais, intéressés surtout par l'activité économique, semble forcée. Il n'y a pas lieu d'établir de trop étroites relations entre les formes de l'habitat et la nature du sol, ni de penser que les Cisterciens « seraient à l'origine de l'assolement triennal » — attesté bien avant la fondation de Clteaux.

1. *Institutions médiévales... Mons et Frameries*, 1946 (cf. *Rev. histor.*, 1949, t. CCII, p. 85-90). Quelques vues générales dans A. THALAMAS, *La société seigneuriale française, 1050-1270*. Paris, Marcel Rivière, 1951, in-8°, 267 p. Mais le livre peine à suivre le mouvement de nos études (cf. notre compte-rendu dans *Annales, E. S. C.*, 1952, n° 4, p. 527-528).

Les événements ont retardé jusqu'en 1949 la publication des communications présentées dix ans plus tôt à la Société JEAN BODIN sur *Le domaine*, qui forme le t. IV de ses Recueils (Wetteren, éd. Scaldis, 1949, in-8°, 299 p.). Notre *Revue* a été oubliée dans la distribution de l'ouvrage. C'est fâcheux.

2. *Manorial organization in the Low Countries in the seventh, eighth and ninth centuries* (*Transactions of the Royal Society*, 4th series, vol. XXXI, 1949, p. 29-59). Du même auteur, cf. *Le domaine gantois de l'abbaye de Saint-Pierre au Mont-Blandin à l'époque carolingienne* (*Rev. belge de Philologie et d'Histoire*, XXVI, 1948, fasc. 4, p. 1021-1041) ; *Le avatars d'un domaine de l'église de Marseille à la fin du VII^e et au VIII^e siècle* (*Studi in onore di Gino Luzatto*, Milan, 1949, p. 55-66). — Utiles renseignements aussi sur la composition d'un fief du X^e siècle, dans Jacques SOYEN, *Le donatio d'Ingré, en Orléanais, par Hugues le Grand, duc des Francs, à l'église N.-D. de Chartres (946)* (dans *Mélanges d'histoire orléanaise, 1944-1948*, Orléans, 1950, in-8°, p. 37-51).

3. *Observations sur la seigneurie rurale et l'habitat en Rouergue du IX^e au XIV^e siècle* (*Annales du Midi*, 1950, p. 121-134).

4. *La seigneurie en Basse-Auvergne aux XI^e et XII^e siècles, d'après les censiers du cartu-*

qui, toutes, définissent la seigneurie et le manse, multiplient les exemples concrets; note de Lucien MUSSET sur une tenure rurale normande qui témoigne, à sa manière, des influences exercées sur la Normandie par les pays anglo-scandinaves¹; notes, enfin, d'Henri DUBLED sur le sens des mots *mansus*, *allodium* et *villa* en Alsace².

Il y a beaucoup d'inexpérience dans l'ouvrage de Robert JEANCARD, *Les seigneuries d'outre-Saône, du XIV^e au XVI^e siècle*. C'est pourquoi nous n'insisterons pas³. Est-ce l'effet d'une heureuse jeunesse — et de ses péchés? La *Seigneurie de l'abbaye de l'Ile-Barbe*, proche de Lyon, est l'objet grâce à Joseph PICOT d'un petit livre qui sent l'exercice d'école, mais qui dégage, par sa fraîcheur, un charme inattendu⁴. Péché de jeunesse encore, j'imagine, mais moins savoureux que le précédent, est un travail de Luc DUBAR sur les offices de l'abbaye de Corbie, les fonctions de ses agents, la gestion du temporel⁵. L'auteur ne se pose guère de questions et ne recourt à l'histoire générale que dans sa bibliographie.

Peu de problèmes restent aussi neufs que ceux des justices médiévales. Certes, de nombreux travaux leur ont été consacrés. Avouons que nous les abordons avec une sorte de répugnance. Car ils s'expriment souvent dans un langage hermétique. Ils font la part trop belle aux abstractions, montrent assez mal les tribunaux, les juges, les justiciables. Auteur d'un laborieux et savant article, M. KOCH n'a pas toujours évité cet écueil, et nous relevons dans sa démarche des obscurités et quelques contradictions⁶. On lui saura gré, pourtant, d'avoir cherché à classer et à définir les justices seigneuriales : justice foncière et basse justice — qu'il laisse

laire de Saucillanges (dans *Mélanges Louis Halphen*, p. 239-245). Sur l'unité d'exploitation appelée ouche — qui présente des analogies avec le bordage manseau et le mas limousin — voir une note de l'auteur, *Cartulaire de Saint-Martin-des-Aloches* (*Rev. d'Auvergne*, 1951, n° 3-4, p. 85-98).

1. *Un type de tenure rurale d'origine scandinave en Normandie. Le mansloth* (dans *Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen*, 1952, p. 359-367).

2. *Encore la question du manse* (*Rev. du Moyen Âge latin*, 1949, p. 203-210); « *Allodium* » dans les textes latins du Moyen Âge (*Le Moyen Âge*, 1951, p. 241-246); *Quelques observations sur le sens du mot « villa »* (*Ibid.*, 1953, p. 1-9).

3. Cannes, éd. Robaudy, 1952, in-8°, 294 p., illustr. La présentation matérielle, fort remarquable, contraste avec la pauvreté d'un texte rempli de digressions et d'erreurs — par exemple sur « le seigneur... éternel usufruitier du domaine utile, et conservant le domaine éminent : la souveraineté ». — La dernière partie de l'ouvrage est un pêle-mêle où fraternisent, sous la forme d'addenda, le cheptel, la population, les clercs, les engins de pêche et la peste noire. Une préface héroï-comique d'Hubert Dumézil dessert involontairement l'auteur, présenté comme « un méthodique, un scientifique patient, un infatigable démaillleur d'anchois », à l'exemple d'un de ses ancêtres, qui fut pêcheur.

4. Lyon, éd. Desvigne, 1953, in-8°, 116 p., 9 pl. h. t., carte et illustr.

5. *Recherches sur les offices du monastère de Corbie jusqu'à la fin du XIII^e siècle*. Paris, Picard, in-8°, 194 p., 3 cartes h. t. (*Bibl. de la Soc. d'Histoire du Droit des pays flamands, picards et wallons*, XXII).

6. A. C. F. KOCH, *L'origine de la haute et de la moyenne justices dans l'ouest et le nord de la France* (*Rev. d'Histoire du Droit*, 1953, p. 420-458).

à leur sort — grande, haute et moyenne justices. M. Koch rappelle que chaque région usait de dénominations particulières, qui ont changé avec le temps, pour désigner les divers types de juridiction. Il refait l'histoire de ces mots lourds de sens : *vicaria, comitatus*. Il montre comment à l'ancienne justice de composition s'est substituée une justice de répression qui, dans l'esprit du roi et des princes territoriaux, devait contribuer au rétablissement ou au maintien de la paix publique. D'où les changements apportés à la hiérarchie des pouvoirs. L'ancienne grande justice a été refoulée au second plan par la formation d'une haute justice qui s'est réservée les cas criminels les plus importants. Les vues de M. Koch ne sont pas toutes convaincantes. Mais elles apportent des données nouvelles et encouragent à revenir sur les justices de l'époque féodale, qui ne sont pas sorties tout armées des causes majeures et mineures de la période carolingienne.

La plupart des auteurs précédents projettent quelque lumière sur les classes rurales, bien qu'elles ne soient pas au centre de leurs préoccupations. Léo VERRIEST s'intéresse à l'une d'elles : le servage, et traite de la condition servile en Flandre avec sa pénétration et sa combativité coutumières¹.

Un article d'Hubert RICHARDOT servira de transition entre la seigneurie rurale et la féodalité². Assez souvent à partir du XIII^e siècle, une censive est transformée en fief et son possesseur en vassal. Le censitaire remet sa terre au seigneur, puis la reçoit contre l'hommage. Par là, le dépendant s'élève dans l'échelle sociale, sans toutefois accéder à la noblesse. De son côté, le seigneur lui réclame ordinairement une « satisfaction pécuniaire ». L'exemple illustre à sa manière la grande souplesse des systèmes de subordination.

D). LA FÉODALITÉ. LES SOCIÉTÉS NOBILIAIRES³. — Dans ce domaine aussi, les synthèses ont fait place à l'examen de questions particulières. Le livre le plus neuf nous vient de l'étranger. Walther KIENAST suit les efforts des rois et des princes territoriaux — notamment en France et dans l'Angleterre normande — pour obtenir des arrières-vassaux soit une réserve de fidélité en leur faveur, soit un serment. Recourant aux documents et discutant les thèses érudites, il fournit un apport essentiel à l'histoire du droit féodal comme à celle des relations entre les royautes et le monde vassalique⁴.

1. *Le servage en Flandre, particulièrement au pays d'Alost* (Rev. histor. de Droit français et étranger, 1950, p. 35-66).

2. *Quelques textes sur la reprise de censive en fief* (Ibid., 1950, p. 338-350). Du même auteur, voir les articles analysés page suivante.

3. Sur ce thème, comme sur l'histoire d'une principauté territoriale envisagée sous ses divers aspects, voir l'important travail de Charles HIGOUNET, *Le comté de Comminges de ses origines à son annexion à la couronne*. Toulouse et Paris, Privat-Didier, 1949, in-8°, 2 vol. de LXX-745 p. (cf. Rev. histor., t. CCV, 1951, p. 120-123).

4. *Untertaneneid und Treuvorbehalt in England und Frankreich*. Weimar, H. Böhlau Nachfolger, 1952, in-8°, XII-356 p.

Le jugement par les pairs est examiné par B. C. KERNY dans une étude qui vaut surtout

D'autres études, moins amples, fournissent cependant des indications substantielles¹. Avec M. BRUNEL, nous assistons au développement des institutions de paix en Gévaudan. Elles furent bienfaisantes, mais n'empêchèrent pas les guerres privées, admises par les règles féodales². M. GANSHOF, quant à lui, s'attache aux jeux complexes du droit féodal. Son efficacité fut parfois médiocre dans les hautes sphères de la société où l'on vit des comtes se placer dans la vassalité peu astreignante d'une église avec l'arrière-pensée d'éluder leurs obligations envers l'empereur ou le roi³. De son côté, M. PERROY revient sur les rivalités qui mirent aux prises, pendant les dernières années du XIII^e siècle, le roi et de grands seigneurs à propos des taxes d'amortissement sur les fiefs tombés en main religieuse, comme des taxes de franc-fief sur les terres nobles tombées en main roturière. Il souligne l'importance documentaire du dossier que le comte de Forez fit rassembler dans le dessein d'échapper à l'application de l'Ordonnance de 1291⁴. Guidé par des préoccupations du même ordre, M. RICHARDOT se penche sur la situation des roturiers acquéreurs de fiefs⁵. Pendant la plus grande partie du XIII^e siècle, un tel achat ne faisait pas de son bénéficiaire un noble. Mais il lui conférait certains privilèges de la noblesse, cependant que le fief, tout en gardant sa qualité, se voyait exempté des services féodaux que seul un noble pouvait remplir. Il devenait un franc-fief. Quand ils ne coïncident pas, le statut de la personne et le statut de la terre réagissent l'un sur l'autre. Ils créent des conditions mixtes. Le droit féodal n'a pas encore le caractère « réel » qu'il a pris au XIV^e siècle, lorsque l'entrée

pour l'Angleterre. « Le continent » est expédié en quelques pages peu démonstratives (*Judgment by Peers*. Cambridge, Mass., Harvard Univ. Press, 1949, in-8°, XII-191 p. *Harvard Historical Monographs*, XX. Cf. *Rev. histor.*, t. CCIII, 1950, p. 300).

1. Afin de ne pas abuser davantage de l'hospitalité de la *Revue historique*, nous citerons sans les commenter deux travaux que nous avons analysés dans *Annales*, E. S. C., 1951, n° 4, p. 547-548; 1952, n° 4, p. 528-530 : J. BALON, *L'organisation judiciaire des marches féodales* (Gembloux, Duculot, 1951, in-8°, 74 p.); Henri NAVEL, *Recherches sur les institutions féodales en Normandie, région de Caen* (*Bull. de la Soc. des Antiquaires de Normandie*, t. LI, et, à part, Caen, Bigot, 1951, in-8°, 176 p. 2 cartes h. t.). Sur la féodalité normande encore, un *Aveu et dénombrement du comté d'Harcourt vers 1380*, publié par Pierre DARDEL, met le lecteur en contact avec la structure territoriale d'un grand fief. L'aveu est suivi d'un *Compte de Gautier du Bois, vicomte d'Auge, pour la Saint Michel 1312* — publié par Henri de FRODEVILLE — et de l'édition critique, par Dom J. LAPORTE, des *Premières Annales de Fontenelle, 841-872* (*Soc. de l'hist. de Normandie, Mélanges*, 15^e série, 1951, in-8°, 93 p.).

2. Clovis BRUNEL, *Les juges de la paix en Gévaudan au milieu du XI^e siècle* (dans *Bibl. de l'Ecole des chartes*, t. CIX, 1951, p. 3-12).

3. Fr. L. GANSHOF, *Note sur le rattachement féodal du comté de Hainaut à l'église de Liège* (*Miscellanea Gessleriana*. Anvers, 1948, p. 508-521).

4. Édouard PERROY, *Le Cartulaire des amortissements du Forez. Composition, date, sources* (*Le Moyen Age*, 1949, n° 3-4, p. 261-279).

5. Hubert RICHARDOT, *Note sur les roturiers possesseurs de fiefs nobles* (*Annales de la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence*, 1950, n° 3, p. 3-15); *Francs-fiefs : essai sur l'exemption totale ou partielle des services de fief* (*Rev. d'Histoire du Droit*, 1949, p. 28-63 et 229-273).

dans la noblesse s'est faite plus étroite. Souhaitons que M. Richardot élargisse l'enquête et qu'il rattache à l'étude des coutumes celle des actes de la vie privée.

Féodalité, chevalerie, noblesse ont des origines et des caractères différents. Mais elles furent si souvent associées dans la vie que leurs images s'imbriquent et parfois se confondent¹. Que la noblesse ait existé en fait avant d'être reconnue en droit, qu'elle ait donc formé un groupe social avant de devenir une classe juridique, parée d'un statut privilégié et héréditaire : telle est la thèse ordinairement soutenue. Pourtant des incertitudes planent sur le point de départ et les étapes de ces transformations. En tant que classe juridique, la noblesse est-elle issue principalement de la vassalité militaire ou, mieux, de la chevalerie, au cours des XI^e-XIII^e siècles ? Ou bien est-elle née, plus anciennement, de la fortune foncière et des pouvoirs de commandement conférés par la seigneurie rurale ? Y a-t-il eu d'abord, par conséquent, une noblesse étrangère à la chevalerie, et plus tard une autre noblesse — celle des armes — qui s'est superposée à la précédente, puis substituée à elle au point de former finalement une classe où seuls furent admis les chevaliers et leurs descendants — même non adoubés ? — Grandes questions sur lesquelles de récents articles de M. GÉNICOT fournissent l'occasion de revenir².

L'auteur est persuadé à juste titre qu'elles ne peuvent recevoir partout les mêmes réponses, que les enquêtes doivent avoir des bases locales, qu'il faut examiner les cas individuels et revenir aux généalogies. Donnant l'exemple, il prend le comté de Namur pour cadre et s'attache à plusieurs destins familiaux au prix d'une patience et d'une ingéniosité qu'apprécieront ceux qui savent combien de semblables recherches sont délicates, parfois décevantes. Retenons quelques conclusions. Dès le XII^e siècle, peut-être plus tôt, il existe en Namurois des nobles qui ne sont pas chevaliers et qui pourtant se transmettent héréditairement un statut privilégié. Leurs ancêtres furent reconnus nobles parce qu'ils possédaient d'importants domaines — dont beaucoup étaient allodiaux — et parce que, sans occuper une position féodale éminente, ils menaient un genre de vie différent de celui du commun³. Ils se juxtaposent, sans se mêler à eux, aux nobles qui ont été adoubés.

1. Souvent repris depuis les grands travaux de Guilhaume, le problème des liaisons entre ces groupes sociaux et ces institutions a connu un vif regain d'intérêt grâce aux enquêtes publiées dans les *Annales d'Histoire économique et sociale* entre 1936 et 1939. — Voir, en outre, Fr. L. GANSHOV, *Qu'est-ce que la chevalerie?* (*Revue générale belge*, n° 25, 1947).

2. Léopold GÉNICOT, *Sur les origines de la noblesse dans le Namurois. Premiers jalons* (*Rev. d'Histoire du Droit*, t. XX, 1952, p. 143-156) ; *Le destin d'une famille noble du Namurois. Les Noville aux XII^e et XIII^e siècles* (*Ann. de la Soc. archéol. de Namur*, t. XLVI, 1953, p. 157-232) ; *De la noblesse au lignage. Le cas des Boneffe* (*Rev. belge de Philologie et d'Histoire*, t. XXXI, 1953, p. 39-53).

3. Selon M. Génicot, un autre élément aurait accentué la distinction entre les nobles et les autres classes laïques. Après Guilhaume, en effet, il pose l'équation *liber = nobi-*

Pendant la seconde moitié du XIII^e siècle, l'optique change. On tend à restreindre la qualité nobiliaire aux chevaliers et à leurs descendants — à condition que ces derniers se conforment à certaines règles de vie. — Pour rester dans la noblesse, les descendants des anciens nobles non adoubés doivent recevoir la chevalerie. Sinon, ils s'en excluent progressivement sans perdre cependant tous ses avantages et conservent un statut mixte. Si les pénétrantes observations de M. Génicot trouvent en d'autres régions leurs prolongements, nous devons admettre que la noblesse, sous ses étiquettes sociales et ses aspects juridiques, a eu des origines à la fois plus anciennes et plus diverses qu'on ne le croit généralement¹.

La représentation littéraire du chevalier dans les chansons de gestes, les œuvres de Chrétien de Troyes, la lecture de poèmes et de traités définissant les règles du code chevaleresque ont constitué un délassément pour M. COHEN qui, entraîné par son sujet et sa fougue naturelle, sacrifie parfois au ton héroïque².

L'esprit chevaleresque a duré beaucoup plus longtemps que la chevalerie. Témoin les nombreux ordres laïques qui ont fleuri du XIV^e siècle au XVI^e et, parmi eux, la Jarretièrre, créée par Édouard III en 1348, puis l'Étoile, que Jean le Bon institua en 1351. En termes sobres et précis, Yves RENOARD étudie la formation, la structure et le caractère de chacun de ces deux ordres, les met en relation avec les événements du milieu du XIV^e siècle et les changements de l'organisation politique et sociale — déclin de la féodalité, souci chez les rois de resserrer leurs liens avec la noblesse³. — L'ordre de l'Étoile fut emporté par les désastres de la seconde moitié du XIV^e siècle. Consolidé par les victoires anglaises de ce temps, revêtu d'une signification dynastique et nationale, paré enfin d'un caractère international, l'ordre de la Jarretièrre s'est perpétué jusqu'à nous.

Si nous voulons pénétrer dans l'atmosphère du XIV^e siècle finissant, comprendre l'idéal guerrier de la noblesse chevaleresque, savoir quelle conception elle se faisait du droit, de la justice et de l'action de la providence, lisons l'*Arbre des batailles*, d'Honoré BONET. Rédigée en français

lis. Les textes et les références qu'il cite sont trop rares pour rendre vie, même en Hainaut, à une théorie défunte. En de nombreuses régions, les petits alleutiers des XI^e et XII^e siècles sont libres sans être nobles le moins du monde.

1. Dans sa thèse sur la société mâconnaise — que nous analyserons ultérieurement — Georges DUVY conclut que, dès la fin du X^e siècle, la noblesse est devenue « une classe véritable », ayant son statut particulier. Mais, comme Guilhiermoz, il explique le fait par le développement de la chevalerie et croit à l'identité entre elle et la noblesse nouvelle.

Le destin d'une famille noble du XIV^e siècle, en même temps que certains changements dans les liens féodaux, donnent lieu sous la plume d'Henri MORET à un article très instructif, qu'on voudrait plus résolument comparatif (*Jean de Labasthe et la Maison d'Armagneac*, dans *Annales du Midi*, 1949, p. 275-310).

2. Gustave COHEN, *Histoire de la chevalerie en France au Moyen Âge*. Paris, Richard-Masse, 1949, in-8°, vi-225 p., 8 pl. h. t.

3. *L'ordre de la Jarretièrre et l'ordre de l'Étoile (Le Moyen Âge)*, 1949, p. 281-300.

vers 1387, écrite dans un style simple et familier, l'œuvre a été très répandue en Europe parmi les dynasties princières et les milieux nobiliaires. L'auteur a puisé ses sources d'information dans ses propres expériences, comme dans des traités et des chroniques des XIII^e et XIV^e siècles, s'inspirant parfois d'auteurs anciens. Avant de donner la traduction anglaise du livre, un professeur de l'Université de Liverpool, M. COOPLAND, présente en termes heureux Honoré Bonet — qui fut prieur de Salon, en Provence — et l'ouvrage¹.

En même temps que la noblesse prend conscience d'elle-même, elle se raidit dans ses principes de vie et ses attitudes, attache une importance grandissante à des signes extérieurs qu'elle a considérés finalement comme une partie intégrante de ses privilèges. Plusieurs auteurs définissent les usages héraldiques, analysent leurs éléments, projettent quelques lueurs sur la mentalité nobiliaire².

E). ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉ URBAINES³. — Les aspects généraux de l'économie urbaine, les grands courants d'échanges, le développement des villes et des bourgeoisies ont sollicité les efforts diligents et fructueux des chercheurs.

1^o. *Aspects généraux*. — Saluons d'abord la publication du volume où des disciples et des amis d'Henri PIRENNE ont réuni ses études économiques

1. G. W. COOPLAND, *The Tree of Battles of Honoré Bonet. An English version with a hitherto unpublished historical interpolation*. Liverpool, Univ. Press, 1949, gr. in-8°, 316 p., 1 pl. h. t. L'interpolation — dont Bonet fut peut-être l'auteur — est publiée par M. Cooplant dans son texte français. — Pour la période antérieure, utiles observations de B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Pierre Mauclerc et l'esprit du XIII^e siècle (Annales de Bretagne, t. LVI, 1949)*.

2. Geneviève d'HAUCOURT et Georges DURIVAUT, *Le blason*. Paris, Presses Universitaires, 1949, in-16, 135 p., illustr. (coll. *Que sais-je?* n° 336); Théodore VETRIN-FORRER, *Précis d'héraldique*. Paris, Larousse, 1951, in-16, 187 p., 16 pl. h. t., illustr. (coll. *Arts, styles et techniques*).

3. Plusieurs comptes-rendus déjà publiés dans la *Revue historique* déblaient devant nous une voie fort encombrée.

a) S'agit-il des échanges? M^{me} Renée DOENHAERD avait publié et commenté, dès 1941, près de 1,900 documents recueillis dans les archives notariales de Gênes et intéressant les relations commerciales de cette ville avec les pays flamands et wallons, l'Angleterre et l'Empire entre 1200 et 1342. Délaissant la seconde moitié du XIV^e siècle, l'auteur, associé à M. Ch. KERREMANS, édite aujourd'hui des textes se rapportant à la période 1400-1440 (*Les relations commerciales entre Gênes, la Belgique et l'Outremont d'après les archives notariales génoises, 1400-1440*. Bruxelles et Rome, 1952, in-8°, xxix-700 p., pl., cartes et tableaux h. t. — *Institut historique belge de Rome, Études d'histoire économique et sociale*, vol. V). Des éloges mérités ont été décernés à cette grande entreprise, qui comprend maintenant quatre volumes (*Rev. histor.*, t. CXCIV, 1945, p. 70-72; t. CCII, 1949, p. 103; t. CCXI, 1954, p. 111-113).

b) Sur les villes et les bourgeoisies, rappelons : Régine PERNOUD, *Les villes marchandes aux XIV^e et XV^e siècles. Impérialisme et capitalisme au Moyen Age*. Paris, éd. de la Table ronde, 1948, in-8°, 314 p., 7 pl. h. t. (coll. *Les grandes forces historiques*) (cf. *Rev. histor.*, t. CCIII, 1950, p. 332-335). Le bureau de la *Revue* n'a pas reçu J. LESTOCQUOY, *Les villes*

et sociales¹. Des articles de premier ordre y ont leur place — ainsi *Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme*, puis *Les vins de France*. — On y retrouve également son chef-d'œuvre : les pages sur *La civilisation occidentale au Moyen Age*, parues dans le t. VIII de la collection Glotz. Le recueil permet de distinguer plusieurs étapes dans la pensée de Pirenne et de mesurer le chemin parcouru depuis sa mort, en 1936².

Le t. I de la *Cambridge Economic History*, consacré à la vie agraire, date de 1941. Voici, onze ans plus tard, le t. II sur les échanges et l'industrie dans l'Europe médiévale³. Les circonstances ont entravé la tâche de ceux qui ont mis leur science et leur dévouement au service d'une grande entreprise. La guerre et ses suites, la mort d'Eileen Power, de Sir John Clapham et de plusieurs collaborateurs ont obligé MM. Postan et Habakkuk à modifier la structure de l'ouvrage. Ainsi le commerce est placé entre la production agricole, étudiée dans le volume précédent, et certaines formes

de Flandre et d'Italie sous le gouvernement des patriciens, XI^e-XV^e siècle. Paris, Presses Universitaires, 1952, in-8°, 248 p.

c) Sur le mouvement communal, Charles PETIT-DUTAILLIS, *Les communes françaises. Caractères et évolution des origines au XVIII^e siècle*. Paris, Albin Michel, 1947, in-8°, XXII-400 p. (coll. *L'évolution de l'Humanité*, n° 44) (cf. *Rev. histor.*, t. CCI, 1949, p. 45-54).

d) Marseille a bénéficié de travaux qui, sans scruter tous ses horizons, sans suivre ses marchands sur toutes les routes, apportent néanmoins sur son activité commerciale des renseignements inégalés. Aucune ville française ne s'est vu élever un pareil monument, même s'il n'est pas sans lézarde, même si son architecture est imparfaite et l'information puisée trop exclusivement dans les archives du sud-est de la France. Nous songeons à une histoire publiée par la Chambre de commerce de Marseille sous la direction de Gaston RAMBERT, et dont trois volumes ont paru : *Histoire du commerce de Marseille*. T. I, *Antiquité*, par Raoul BUSQUET ; *Moyen Age jusqu'en 1291*, par Régine PERNOUD ; t. II (le plus important et le plus neuf) : *De 1291 à 1423*, par Édouard BARATIER ; *De 1423 à 1480*, par Félix REYNAUD ; t. III, *De 1480 à 1599*, par Raymond COLLIER et Joseph BILLIQUOD. Paris, Plon, 1949 et 1951, in-8°, xx-387 p. ; x-927 p. ; 563 p., cartes et pl. h. t. (cf. *Rev. histor.*, t. CCIX, 1953, p. 318-320). Sur la même ville, voir Raoul BUSQUET, *Histoire de Marseille*. Paris, Laffont, 1945, in-8°, 476 p., 46 pl. h. t. (cf. *Rev. histor.*, t. CC, 1948, p. 111-115) ; et l'étude — non reçue — de Georges LESAGE, *Marseille angevine. Recherches sur son évolution administrative, économique et urbaine, de la victoire de Charles d'Anjou à l'arrivée de Jeanne I^{re}, 1284-1348*. Paris, de Boccard, 1950, in-8°, 196 p., cartes (*Bibl. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, fasc. 168).

1. *Histoire économique de l'Occident médiéval*. Bruges, Desclée de Brouwer, 1951, in-8°, 668 p. Dans sa préface, Émile COORNAERT rend un juste hommage à l'historien.

2. Les traits fondamentaux des civilisations urbaines et rurales, principalement de nos jours, les liens qui les unissent, les croyances, les structures familiales et, de façon générale, les rapports entre les hommes et le milieu ont suscité d'intéressants échanges de vues au cours de la deuxième semaine sociologique qui s'est tenue à Paris en mars 1951. La matière des débats a été réunie en un volume publié sous la direction de Georges FRIEDMANN : *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*. Paris, A. Colin, 1953, xxiv-480 p., cartes et pl. h. t.

3. *Trade and industry in the Middle Ages* (sous la direction de MM. POSTAN et RICH, avec la collaboration de GORDON CHILDE, F. W. WALBANK, STEVEN RUNCINMAN, R. S. LOPEZ, MISS E. CARUS-WILSON, J. U. NEV, G. P. JONES). Cambridge, The University Press, 1952, in-8°, xvi-604 p., 4 pl. et 11 cartes h. t.

de l'activité industrielle, qui occupent la seconde moitié du tome II. La trilogie classique conserve les mêmes thèmes, mais disposés selon un ordre assez déroutant.

D'autre part, en dépit de l'ingéniosité des éditeurs, plusieurs collaborateurs ont creusé chacun leur sillon sans tendre assez la main à leurs voisins. Reconnaissons cependant, qu'un effort heureux a été tenté pour combattre le morcellement excessif de l'ouvrage et souder ses éléments. Deux chapitres considérables en forment le cœur : commerce de l'Europe du Nord, par M. Postan, de l'Europe méridionale, par M. Lopez. Ils font suite à trois études traitant des activités commerciales et industrielles pendant la période préhistorique, puis dans l'Empire romain d'Occident et l'Empire byzantin. Ils en précèdent trois autres sur la laine, les mines et la métallurgie, les constructions en pierre. L'étendue des investigations personnelles, le choix judicieux des sources imprimées et des principaux travaux, l'art de dresser le bilan de nos connaissances, de poser les problèmes : tout concourt à faire de ce volume un grand manuel et un excellent instrument de travail dont on chercherait vainement ailleurs, par exemple en langue française, l'équivalent.

2°. *Échanges à longue distance et monnaies.* — Il est trop tôt pour mesurer la portée des études récentes sur l'économie commerciale et les villes du haut Moyen Age. Car ce sont surtout des prises de position préluant à de grands ouvrages, des mises au point partielles ou des sondages. Sous nos yeux se prépare une histoire dont les protagonistes avancent leurs pièces sur l'échiquier.

Pirenne a ouvert trop largement la Méditerranée avant les invasions arabes ; il l'a trop fermée après elles. Ses perspectives furent « occidentales ». Il eût fallu appeler en témoignage Byzance, l'Islam, les pays slaves, l'Extrême-Orient. Mais il a suscité la recherche, ouvert un débat qui, dix-neuf ans après sa mort, conserve un puissant intérêt. Les auteurs sont légion qui à propos d'un article ou d'un compte-rendu ont nuancé ou corrigé ses thèses, présenté un état des questions¹. D'autres, sans prendre nécessairement le contre-pied de ses doctrines ni voir en elles comme un pôle répulsif, se sont dégagés de leur hantise et ont commencé à bâtir leur propre édifice. Contacts entre l'Occident, l'Orient et l'Extrême-Orient depuis le VIII^e siècle ; importance particulière attachée au rôle des métaux précieux dans l'essor urbain — la renaissance des villes se rythmant, à beaucoup d'égards, sur leur potentiel monétaire ; — à l'origine de cet éveil, rayonnement du monde musulman, rôle d'excitant universel joué par

1. Il faudrait citer, depuis 1935, outre des articles de Sabbe, Marc Bloch, Ganshof, Bratiani, Lambrecht, une importante étude de R. S. Lopez, qui a ouvert la première grande brèche dans le système de Pirenne (*Mohammed and Charlemagne : a revision*, dans *Speculum*, XVIII, 1943, p. 14-38). Il faudrait rappeler ensuite une précieuse recension de Vercauteren, revenir sur les travaux de Dupont, Gênicot, Latouche et Salin, mentionner ceux de Dennet, Cipolla, Dölger, Riising...

lui grâce à l'or qui s'écoule du monde islamique vers l'Occident et, de là, vers Byzance d'où il regagne ses lieux d'origine en même temps qu'il alimente les foyers d'Extrême-Orient ; donc rentrée de l'Europe chrétienne, notamment des pays mosans et de l'Italie du Nord, revigorés par « les injections d'or musulman », dans un énorme circuit d'échanges : voilà quelques traits puisés dans quatre articles de Maurice LOMBARD, qui ouvrent des perspectives immenses sur les économies commerciales et les civilisations¹. Ses recherches accroissent l'impatience où nous sommes de voir paraître son ouvrage sur la Méditerranée musulmane du VIII^e au XI^e siècle. C'est là que sa démonstration prendra toute son ampleur et qu'il fournira ses preuves. Et c'est alors que nous pourrions dresser en connaissance de cause le bilan de ses efforts, juger l'œuvre et l'ouvrier².

1. *L'or musulman du VII^e au XI^e siècle* (Annales, E. S. C., 1947, n° 2, p. 143-160); *Mahomet et Charlemagne : le problème économique* (Ibid., 1948, n° 2, p. 188-199); *L'évolution urbaine pendant le haut Moyen Âge* (Association Marc Bloch, Toulouse, 1950-1951, n° 2, p. 7-22); *La route de la Meuse et les relations lointaines des pays mosans entre le VIII^e et le XI^e siècle* (dans *L'Art mosan*. Recueil de travaux publiés par Pierre FRANCATEL. Préface de Lucien FEBVRE. Paris, A. Colin, 1953, in-8°, 220 p., 32 pl. et 1 carte h. t. *Bibl. gén. de l'École des Hautes Études*, VI^e section). Relevons l'originalité de ce recueil, qui rassemble les communications présentées par de nombreux auteurs aux Journées d'études sur l'art mosan, organisées par M. Francatel à Paris, en février 1952, au moment où étaient offerts à l'admiration des connaisseurs de magnifiques trésors d'art de la vallée de la Meuse. Le foyer mosan n'est pas seulement étudié en lui-même, dans ses techniques et ses réalisations si diverses — arts du métal, ivoires, manuscrits et miniatures, architecture et sculpture, émaux et vitraux... Il l'est aussi dans ses relations internationales, sources de ses activités économiques et artistiques.

2. Les remarques de M. Lombard ont déjà subi le feu de la critique (M. POSTAN, dans *IX^e Congrès international des Sciences historiques*, 1950, I, *Rapports*, p. 230; F. LOT, *La fin du monde antique et les débuts du Moyen Âge*, 2^e éd., 1951, p. 513-514). Présentons à notre tour trois observations — que l'auteur a certainement prévues pour le jour où il développera ses arguments.

a) « L'or musulman, écrit-il, commence à affluer en Occident et à y jouer le rôle de monnaie dominant le grand commerce dans la seconde moitié du VIII^e siècle » (Annales, E. S. C., 1948, p. 190). Même affirmation, pour la même époque, chez M. LOPEZ : « Les monnaies arabes eurent une circulation abondante partout en Europe » (*Le problème des relations anglo-byzantines du VII^e au X^e siècle*, dans *Byzantion*, XVIII, 1946-1948, p. 150); enfin, chez M^{me} DOENARD : « Les monnaies musulmanes affluent, par Venise, par le Midi de la France et par l'Espagne » (dans *Annales*, E. S. C., 1952, p. 16). Il reste à donner des preuves de cet « afflux », dont MARC BLOCH avait suggéré l'existence — sous la forme d'hypothèses plutôt que de certitudes (*Le problème de l'or au Moyen Âge*, *Ann. d'hist. écon. et soc.*, 1933, p. 1-34). — Il serait bon aussi de définir l'« Occident », de ne point attribuer au VIII^e siècle ce qui pourrait dater du X^e, de distinguer entre les régions où l'or musulman circula en abondance et celles où aucun dinar ne vint s'égayer. Les recherches que poursuit François HIMLY sur l'activité monétaire et ses bases économiques en Europe occidentale et septentrionale du VIII^e au X^e siècle — recherches dont il a bien voulu nous entretenir — ne confirment pas celles des auteurs précédents. Selon lui, entre 750 et 900, peu de pièces d'or musulmanes, authentiques ou de contrefaçon, ont été données en paiement dans les limites de l'Empire carolingien — Lombardie, Septimanie et Catalogne exceptées. — Des monnaies d'or musulmanes, désignées par les textes sous le nom de *maneus*, ou inventoriées dans les trouvailles,

Pétillants d'intelligence, plusieurs articles de R. S. LOPEZ traitent aussi des échanges et des questions monétaires. Ils échappent en grande partie à notre cadre géographique et donc à notre analyse. Du moins tenons-nous à conseiller leur lecture¹.

Également originales sont les observations de Renée DOEHAERD sur les réformes monétaires carolingiennes². Les tentatives de Charlemagne pour assainir et renforcer la monnaie d'argent seraient la conséquence non seulement de préoccupations intérieures, mais d'une politique commerciale visant à développer les échanges avec l'Espagne musulmane et surtout à établir une relation entre le poids du nouveau denier carolingien et le poids du dirhem musulman, lui-même calculé en fonction du dinar. Comme un rapport existait aussi entre le dinar arabe et le nomisma byzantin, le système monétaire carolingien aurait été rattaché aux deux principaux monnayages de l'Orient à l'époque où se préparait la fondation de l'Empire d'Occident. Hypothèse séduisante, et discutable dans la mesure où elle est le fruit de l'imagination créatrice. Elle suppose que l'Islam exerçait au VIII^e siècle une véritable hégémonie monétaire. Sans partager cette euphorie panislamique, nous convenons que les arguments de M^{me} Doehaerd méritent réflexion. Des brèches se creusent dans les systèmes bien assis qui présentaient l'Occident des VIII^e et IX^e siècles comme un monde vivant en économie fermée : un monde seul, immobile, sans regards sur l'extérieur et fait de multiples cellules barrées par de hautes cloisons³.

Chargés de documents, les derniers siècles du Moyen Age n'ont pas l'at-

appartenaient à des trésors. D'autres étaient soit des pièces sorties de pierres précieuses, tenant lieu de bijoux, soit des pièces agencées en bracelets. Les monnaies d'argent et d'or — celles-ci très rares — qui circulaient dans l'Empire étaient pour la plupart carolingiennes... Les études à venir rapprocheront peut-être des points de vue actuellement inconciliables.

b) M. Lombard revient plusieurs fois sur « les injections d'or musulman » qui ont permis la renaissance urbaine. Le trait fait image. Mais il demande à être nuancé. Injecter de l'or à une ville mal préparée au remède n'eût servi à rien : l'or aurait été thésaurisé. C'est aux villes qui avaient déjà les moyens d'un grand commerce que le métal précieux est venu apporter un élément nourricier, un instrument d'expansion. L'« injection » semble avoir été conséquence avant de devenir cause.

c) Il y aurait lieu, croyons-nous, de ne point abaisser Byzance de toute la hauteur donnée à l'Islam et, à un autre point de vue, de mettre davantage en relief le rôle international de l'argent, ce grand méconnu.

1. *La politique commerciale au Moyen Age* (Annales, E. S. C., 1949, p. 389-405); *The dollar of the Middle Ages* (The Journal of Econ. history, t. XI, n° 3, 1951, p. 209-234); *Harmonopoulos and the downfall of the besant* (Université de Thessalonique, 1951, Recueil Harmonopoulos, p. 111-125); *An aristocracy of money in the early Middle Ages* (Speculum, 1953, n° 1, p. 1-43).

2. *Annales, E. S. C.*, 1952, n° 1, p. 13-20.

3. De Renée DOEHAERD également, article très suggestif sur la liaison entre les économies domaniale et urbaine (*Au temps de Charlemagne. Ce qu'on vendait et comment on le vendait dans le Bassin parisien*. Annales, E. S. C., 1947, n° 3, p. 268-280).

D'autre part, une note de Lucien MUSSET apporte des précisions sur le butin des Vikings

trait mystérieux ni les séductions de la haute époque. Situé à l'intérieur de l'étroit couloir qui mène d'Orbe à Pontarlier à travers le Jura plissé, le bourg de Jougue a vu passer, au pied du verrou sur lequel il était hissé, beaucoup d'hommes et de marchandises empruntant « un des lieux privilégiés où se consommèrent les noces fécondes du Nord et du Midi ». La phrase est de Lucien Febvre qui, dans l'introduction à un ouvrage de MM. CHOMEL et EBERSOLT¹, place les problèmes sur le plan international. Les auteurs ont eu accès au riche chartrier d'Arlay, ont fait des sondages dans les archives de Turin, du Doubs et du Jura. Les actes de concession de droits de péage à Jougue, les tarifs et les comptes, les procès, enfin les enquêtes opérées par des seigneurs concurrents auprès des marchands, des voituriers et des habitants de Pontarlier leur ont permis de décrire l'organisation péagère, de reconstituer les itinéraires des marchands, de suivre l'évolution du trafic entre le XIII^e et le XVIII^e siècle. Ils ont mis la courbe des droits de péage en rapport avec les variations des échanges et le déplacement des courants commerciaux unissant les Pays-Bas à l'Italie, puis assisté à la décadence de ces tarifs, comme de Jougue lui-même. L'enthousiasme bien sympathique de tout auteur digne de ce nom pour son sujet les entraîne parfois à faire de Jougue un balcon d'une exceptionnelle importance. Leur étude n'a rien de « local ». Nous croyons même qu'elle ne l'est pas assez et qu'en outre elle eût gagné à être mieux ordonnée, mieux instruite aussi des systèmes monétaires alors en usage. Elle fournit néanmoins de bons renseignements sur une histoire routière et un important trafic de marchandises — laine et draps notamment.

Un commerce est à l'honneur grâce à Yves RENOUD, qui voit dans le Moyen Age « la grande période de l'histoire du vin, celle où sa consommation a été la plus forte² ». Faute d'indispensables statistiques, nous hésitons à partager les vues optimistes de l'éminent doyen bordelais, qui ont leur écho dans un autre article de l'auteur sur *La capacité du tonneau bordelais au Moyen Age*³. Utilisant les travaux de Brutails ainsi qu'une documentation recueillie principalement dans le Livre des coutumes de Bordeaux, les comptes de l'Archevêché et plusieurs registres de douanes conservés au Public Record Office, M. Renouard assigne au tonneau une contenance

en Occident et sur *Les relations extérieures de la Normandie du IX^e au XI^e siècle*, d'après quelques trouvailles monétaires récentes (dans *Annales de Normandie*, 1954, n° 1, p. 31-38). L'auteur fait état de recherches personnelles, puis des importants travaux de Pierre LE GENTILHOMME, *Le monnayage et la circulation monétaire dans les royaumes barbares en Occident* (Paris, 1946), et de Jean LAFABRIE, *Le trésor monétaire du Puy* (*Rev. numismatique*, 1952, p. 59-169).

1. Vital CHOMEL et Jean EBERSOLT, *Cinq siècles de circulation internationale vue de Jougue. Un péage jurassien du XIII^e au XVIII^e siècle*. Paris, A. Colin, 1951, 216 p. (Centre de Recherches historiques. Série Ports, routes, trafics). Des cartes remarquables, des tableaux et des graphiques dessinés par Jacques BRATIN illustrent l'ouvrage.

2. *Le grand commerce du vin au Moyen Age* (*Rev. histor. de Bordeaux*, 1952, p. 5-18).

3. *Annales du Midi*, 1953, p. 395-403.

de neuf cents litres et à l'exportation des vins gascons, pendant le premier tiers du XIV^e siècle, une moyenne annuelle de 747.000 hectolitres — proche « du chiffre actuel de l'exportation de l'ensemble des vins de France » : 900.000 hectolitres en 1950. — Chiffre énorme, qui pose bien des problèmes. Problèmes de production : les vins gascons — entreposés à Bordeaux principalement — étaient ceux du Bordelais, du Périgord et des pays de la moyenne Garonne : riches contrées de vignobles, mais où la vigne était loin d'être une monoculture. Problèmes de transport et de prix également. Le vin était cher et donc acheté surtout par une clientèle aisée. Même si la capacité de consommation des contemporains était hors de pair, nous ne croyons pas, à tort peut-être, que la demande se soit haussée aux chiffres retenus par M. Renouard¹.

3^e. *Les foires*. — « Rassemblements importants et organisés, à périodicité régulière et espacée, de marchands venant de régions éloignées », les foires ont été mises en 1951 au programme d'études de la SOCIÉTÉ JEAN BODIN, et les communications consignées dans un volume qui fait suite aux recueils sur les immunités, les liens de dépendance seigneuriaux et féodaux, enfin le domaine². Dans ce livre comme dans les précédents, un ordre de questions est proposé à une équipe d'érudits. Mais l'histoire comparée n'apparaît guère que dans la conclusion de John Gilissen sur la notion de foire. L'ensemble est fait de juxtapositions.

Ni l'Égypte ancienne, selon Jacques PIRENNE, ni l'Empire romain, d'après Jean GAUDEMET, ni la Chine, aux dires d'Étienne BALAZS, ni, semble-t-il, le Japon, suivant André GONTHIER, n'ont connu les foires. Elles ne sont pas attestées nettement dans le monde musulman. Mais peut-être, si l'on en croit Henri BRUNSCHWIG, faut-il accuser les déficiences de l'information. Bien entendu, ce sont les pays où l'institution a reçu son plein épanouissement qui font l'objet des articles les plus nourris : Allemagne et Suisse aux XIV^e et XV^e siècles, dont parle Hektor AMMAN ; Belgique ancienne, Pays-Bas septentrionaux, Scanie, étudiés respectivement par J. A. van HOUTTE, Robert FEENSTRA et Aksel CHRISTENSEN ; Venise, présentée par Gino LUZZATTO. Puis un bond dans le temps et l'espace nous conduit au Sénégal, avec Vittorio FRANCHINI, aux États-Unis avec Richard CUMMINGS.

Dans le volume, les foires de Champagne occupent à juste titre une place de choix. Robert BAUTIER ne revient pas, en ce qui les concerne, sur l'organisation juridique et le droit, sur les techniques commerciales et les opérations de crédit. Son propos est de retracer les origines des foires, les étapes

1. En fait, le tonneau bordelais était tantôt un vaisseau vinaire contenant effectivement 900 litres, tantôt un simple fût, de capacité variable. Il y avait — il y a encore, dans le langage courant — de grands et de petits tonneaux. Les historiens du commerce bordelais ont enregistré ces variations et formulé des conclusions qui, loin de se contredire, répondent au double sens donné au tonneau par les contemporains.

2. T. V, *La foire*. Bruxelles, Librairie encyclopédique, 1953, in-8°, 343 p.

de l'évolution, les causes du déclin. Il le fait sous une forme originale grâce à sa connaissance étendue d'archives françaises et italiennes où il a découvert des textes anciens dont il tire admirablement parti. Contrairement à l'opinion traditionnelle, ce n'est pas le dessin du réseau routier qui a localisé les foires à Troyes, Provins, Bar-sur-Aube et Lagny — ce dessin étant peut-être une conséquence plutôt qu'une cause des foires. — Elles ne sont pas nées des ressources de la contrée, de sa situation entre les Pays-Bas et l'Italie du Nord, de la réunion en Champagne des marchands de ces deux pays. La jonction des courants commerciaux flamands et italiens s'est faite non à la fin du XI^e siècle, comme le croyait Pirenne, mais à la fin du XII^e. Et les marchands italiens ne semblent pas être venus aux foires avant 1172. Or, elles existaient antérieurement, sous la forme de marchés locaux ou régionaux : à Troyes, par exemple, dès l'époque romaine, à Provins dès le X^e siècle. Elles ont grandi au début du XII^e siècle avec l'accroissement de la population et des besoins. Des marchands du Nord, des Picards, des Normands, des Bourguignons les fréquentent à ce moment. Elles étaient déjà prospères lorsque les Italiens ont commencé à s'y rendre : fréquentation qui a décidé de leur fortune internationale.

Mais pourquoi leur fixation dans quatre villes, selon un rythme qui déplace leur siège d'un centre urbain à l'autre — comme dans les Flandres, qui paraissent avoir suivi plutôt que précédé l'exemple champenois? — M. Bautier y voit l'action des comtes de Champagne qui, dès le XII^e siècle, ont décidé du choix des villes, pris les négociants sous leur protection, assuré leur sécurité, réglementé le droit des foires et créé une juridiction propre aux marchands et à l'exécution des contrats. Peu à peu, les marchands s'organisent; des colonies étrangères ont leur consulat, se constituent en « Sociétés et universités ». D'abord marché international de la draperie jusqu'au milieu du XIII^e siècle, les foires deviennent ensuite — sans perdre ce caractère — le centre des règlements internationaux, la grande place de change.

Dans leur décadence, M. Bautier distingue deux phases : déclin commercial après 1260 — mais essor, à cette date encore, en tant que marché financier; — déclin général après 1320. Les causes? La guerre entre le roi de France et le comte de Flandre, la navigation directe des Italiens vers Bruges ont joué un rôle, mais il ne fut pas déterminant. Les causes profondes sont ailleurs : « industrialisation » de l'Italie, bouleversement du marché des métaux précieux et désorganisation des compagnies financières devant le rôle grandissant de l'or, attraction de Paris sur les Italiens. Une observation seulement, mais importante, ne nous a pas convaincu dans la remarquable étude de M. Bautier : l'action, selon lui décisive, des comtes de Champagne dans la fixation du siège assigné aux foires. C'est prêter un rôle excessif au fait du prince sans que soient élucidées, faute de documents, les raisons véritables du choix¹.

1. Sur les foires méridionales aux XIV^e et XV^e siècles, MM. GOURON, WOLFF et COMBES

40. *Les villes : topographie, superficie, population*¹. — Ferdinand Lot s'est donné jusqu'à sa mort à une des tâches qui lui tenaient le plus à cœur : ses *Recherches sur la population et la superficie des cités remontant à l'époque gallo-romaine*. Deux volumes, en effet, ont suivi celui qu'il avait publié en 1945 sur les cités du sud-est de la France. L'un concerne les deux Aquitaines, l'autre la Novempopulanie². On connaît le plan de l'auteur pour chaque ville : aperçu historique du Bas-Empire à nos jours, topographie et population, esquisses sur les institutions, l'économie et les sociétés. L'information est fournie par des documents d'archives, des monographies, des enquêtes auprès des érudits locaux. Ce labeur minutieux a été conduit avec une patience inlassable. Les historiens des villes trouveront ici rassemblés des matériaux jusqu'alors éparpillés dans un nombre infini de publications.

Rattachons à cette entreprise, bien que son objet et sa démarche soient différents, un petit livre de René CROZET sur les villes d'entre Loire et Gironde depuis l'époque celtique jusqu'à nos jours³. N'y cherchons pas une étude de la population ni de la vie économique. Mais, après une esquisse discrète des origines, M. Crozet définit plusieurs familles de villes en fonction de leur traits communs — cadre, site, topographie. — Il décrit les traits originaux de chaque cité, assiste aux changements de leur « visage architectural ». De nombreuses illustrations — notamment des photographies aériennes des villes bâties à l'ombre d'une forteresse ou d'une abbaye — augmentent l'intérêt du livre⁴.

ont présenté de bonnes observations aux *Journées de Carcassonne*, de mars 1952 (*Congrès régional des Fédérations historiques de Languedoc*. Carcassonne, imprimerie Gabelle, 1952, in-8°, p. 59-96).

1. Grâce à plusieurs récits des IX^e-XII^e siècles sur la physionomie de Paris et de ses environs immédiats à l'époque des invasions normandes, Roger DION commente la topographie de l'île de la Cité et de ses abords. Il identifie les lieux atteints par les Normands, opère des rapprochements entre le Paris d'alors et divers éléments du site actuel... (*Paris, dans les récits historiques et légendaires du IX^e au XII^e siècle*. Tours, Arrault, 1949, in-16, 52 p.) — Sur la population, les classes roturières et les quartiers de Paris au début du XIV^e siècle, utiles indications dans l'ouvrage — non reçu — de Karl MICHAËLSSON, *Le livre de la taille de Paris, l'an de grâce 1313*. Göteborg, Acta Universitatis Gotoburgensis, 1951, in-8°, xxx-351 p., 1 pl. h. t.

2. Paris, Champion, 1950, in-8°, 611 p. — non reçu — ; 1953, in-8°, 368 p. (*Bibl. de l'École des Hautes Études, Sciences historiques et philologiques*, fasc. 296 et 301). Plusieurs notices sur les villes de Novempopulanie sont dues à Emile HOUTET et à Raymond LIZOT. M. GANAROF publiera les études relatives aux cités du nord-est et du nord-ouest. Nous espérons qu'un index général accompagnera le dernier volume et qu'un fascicule de cartes et de photographies des plans urbains caractéristiques illustrera les étapes du développement de quelques villes-témoins.

3. Paris, Presses Universitaires, 1949, in-8°, 133 p., 15 pl. h. t., 24 fig. dans le texte (*Publications de l'Université de Poitiers, Sciences de l'Homme*, n° 11).

4. Sur les villes dont le noyau — sinon l'origine — fut une forteresse et sur leur développement au Moyen Age, voir J. LESTOCQUOY, *Les origines de Montreuil-sur-Mer* (*Rev. du Nord*, 1948, p. 184-196), et Ch. HIGOUNET, *Le développement urbain et le rôle de Marmande au Moyen Age* (Agen, Laborde, 1952, in-8°, 15 p., 1 pl. h. t. Société « Les amis du vieux

5°. *Les villes : associations et droit urbain ; aspects économiques et sociaux.* — Plusieurs études régionales ou locales requièrent l'attention. Presque toutes concernent le nord du royaume de France et les terres d'Empire voisines, lieux d'élection de semblables recherches¹. Vers 1127, le comte de Flandre accorda des franchises à plusieurs villes : d'où une première étape dans l'histoire du droit urbain flamand. Les privilèges concédés, surtout en matière de juridiction et de commerce, la condition des personnes et le régime des biens, l'importance des facteurs économiques dans l'origine des institutions urbaines, la prise de conscience des communautés dès le premier tiers du XII^e siècle sont mis en bonne lumière par M. GANSHOF².

M. COORNAERT donne aussi une étude qui vaut par les renseignements qu'elle apporte et par la méthode, par le plan de recherches qu'elle présente aux travailleurs. Il les invite à souligner les relations entre l'activité économique et le droit urbain, à dégager les caractères communs des villes flamandes et l'originalité de chaque centre urbain³.

Voici maintenant des monographies dont l'esprit et les intentions varient avec les auteurs. René van SANTBERGEN s'attache à plusieurs métiers liégeois — organisation corporative et administrative, réglementation, rapports avec les pouvoirs publics⁴. — Si les hommes et leurs activités économiques demeurent à l'arrière-plan, et si l'ouvrage est trop exclusivement liégeois, il s'impose en revanche par le recours constant aux textes, par les liens qu'il établit entre les parties d'une documentation fort dispersée, par l'étude des métiers en tant que collèges politiques et associations professionnelles.

Les institutions sont faites pour les hommes en société et pour les individus. Elles sont à beaucoup d'égards un reflet de leur mentalité et de

Marmande »). Deux érudits locaux ont étudié la ville de Mende et sa région des origines à nos jours. L'information est trop exclusivement locale, et le récit sans attache suffisante avec l'histoire générale du mouvement urbain (Marius BALMELLE et Suzanne POUCHET, *Histoire de Mende*. Paris, Librairie Saint-Germain, 1947, in-8°, 160 p.).

1. L'une d'elles, cependant, nous ramène sur les bords de la Garonne par les soins d'Yves RENOUARD, qui scrute avec ingéniosité le premier texte des « Établissements de Bordeaux » — éléments originels, date de la rédaction finale (1253-1254 pour l'essentiel), circonstances de l'élaboration (*La date des « Établissements de Bordeaux »*, dans *Le Moyen Age*, 1947, nos 1-2, p. 61-82).

2. FR. L. GANSHOF, *Le droit urbain en Flandre au début de la première phase de son histoire (1127)* (*Rev. d'Histoire du Droit*, XIX, 1951, p. 387-416).

3. Émile COORNAERT, *Draperies rurales, draperies urbaines. L'évolution de l'industrie flamande au Moyen Age* (*Rev. belge de Philologie et d'Histoire*, t. XXVIII, 1950, p. 59-96); *L'origine des communautés de métiers* (*Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1952, n° 3, p. 1-10). Bien que le bureau de la *Revue* n'ait pas reçu l'ouvrage, mentionnons G. DE POERCK, *La draperie médiévale en Flandre et en Artois. Technique et terminologie* (avec des Compléments par M. DUBOIS et une Introduction par H. VAN WERVEKE). Bruges, De Tempel, 1951, in-8°, 3 vol. de 342 p., xiv-254 p., 194 p.

4. *Les bons métiers des meuniers, des boulangers et des brasseurs de la cité de Liège*. Liège, 1949, in-8°, 376 p., 19 pl. h. t. (*Bibl. de la Fac. de Philologie et Lettres de l'Université de Liège*, fasc. CXV).

leurs besoins. Des érudits oublient quelque peu ces vérités premières. Tel Marcel MOEDER qui, ayant pris pour sujet *Les institutions de Mulhouse au Moyen Age*, les envisage trop exclusivement à notre gré sous l'angle du droit et des statuts juridiques¹. La lumière de l'histoire est ici leur indécise. Cette réserve faite, il faut louer la science et le soin avec lesquels l'auteur étudie la condition des habitants, l'organisation politique, administrative, judiciaire et financière, ainsi que les institutions économiques de Mulhouse. Il a fouillé des fonds d'archives inexplorés et mis au jour des documents inconnus.

Léo VERRIEST revient à la fois sur la ville d'Ath et sur de grands problèmes urbains : origines des villes neuves créées à partir du xiii^e siècle, rapports entre elles et le milieu rural d'où leurs habitants sont en partie issus, statut juridique des terres où les maisons furent bâties — d'où les questions de seigneurie foncière, de fief et d'alleu qui furent soulevées à leur propos. — L'exposé est vivant, instructif².

Les trois ouvrages précédents, qui traitent de villes étrangères au royaume de France, n'ont pu se voir accorder qu'une brève mention. Un autre, en revanche, nous appartient entièrement. Laissant les problèmes généraux et les hypothèses exposés dans ses ouvrages antérieurs, Georges ESPINAS commente le *Livre des usaiges de la comté de Guisnes* dont le texte est édité, dans ce même volume, par M. CAROLUS-BARRÉ³. Il examine les instruments de l'économie urbaine, les rapports entre cette dernière et l'économie rurale, les règlements pesant sur la production et sur la vente des produits, les statuts des métiers et des travailleurs, l'assistance. Il insiste sur l'économie dirigée de cette petite ville pendant la seconde moitié du xv^e siècle, sur l'assujettissement des producteurs « à la législation en faveur de la communauté », qui prévoit, règle, sanctionne, se perd dans l'infiniment petit. Si bien que le *Livre des usaiges* est « une réunion d'ordres et de défenses ». Toutefois, si le maître doit se plier aux règles concernant la production et la répartition des produits, ainsi que les rapports avec le personnel, pour le reste il peut diriger son exploitation à sa guise. « Indépendant dans le fond, il est dépendant dans la forme vis-à-vis de la ville. » Ces observations dépassent le cadre local. La législation économique de Guisnes s'inspire, en effet, des principes qui se retrouvent dans le régime imposé à de nombreuses cités flamandes et artésiennes. Jusqu'à ses derniers jours, M. Espinas a bien servi l'histoire urbaine.

6^e. *Les villes : types de sociétés urbaines et de grands marchands*. — Alors qu'en de nombreuses villes d'Occident les luttes sociales du xiv^e siècle ont

1. Strasbourg et Paris, Le Roux, 1951, in-8°, 304 p. (*Publications de l'Institut des Hautes Études alsaciennes*, VI).

2. *Nouvelles études d'histoire urbaine*. Gembloux, Duculot, 1948, in-8°, 233 p., 1 pl. h. t.

3. *Les origines du capitalisme*, IV, *Le droit économique et social d'une petite ville artésienne à la fin du Moyen Age*. Guisnes (Ouvrage posthume publié par les soins de Louis CAROLUS-BARRÉ). Lille, E. Raoust, et Paris, Picard, 1949, in-8°, 286 p.

revêtu la forme d'une opposition entre les grands bourgeois et les gens de métier, à Strasbourg la situation fut plus complexe, car la partie se joua entre la noblesse, la haute bourgeoisie et les corporations. Les deux premières avaient des points communs. L'une se recrutait partiellement, par anoblissement, au sein de l'autre ; toutes deux se livraient à des opérations commerciales et financières, représentaient la classe dirigeante et formaient « le patriciat ». Mais celui-ci fut déchiré à plusieurs reprises par des rivalités d'intérêts. En 1332, la fraction bourgeoise du patriciat s'allia aux gens de métiers pour briser la prépondérance des nobles ; en 1349, ces derniers s'unissent aux métiers pour renverser le gouvernement bourgeois. Après quoi, une solidarité étroite reste nouée entre la noblesse et la haute bourgeoisie. Mais leur politique à courtes vues a laissé finalement le pouvoir aux corporations. Les villes du Rhin supérieur offrent le même spectacle.

L'histoire est contée par Philippe DOLLINGER dans deux articles de portée générale¹. On sait que le terme « patriciat » prête à objections. Emprunté à l'Antiquité, il évoque l'image d'une classe sociale homogène, hostile aux corporations. Or, M. Dollinger démontre avec éclat que son patriciat était formé d'éléments divers et parfois rivaux. Pourtant, il conserve l'expression. Sa démarche n'est paradoxale qu'en apparence, et il tient victorieusement la gageure. Dans le patriciat, en effet, la conscience de classe a persisté malgré des rivalités internes et des oppositions passagères. Le mot répond donc à certaines réalités.

En plein essor commercial depuis le XIII^e siècle, Bordeaux a accueilli des Italiens qui, venus surtout de Florence et de Gênes, se sont livrés à des opérations commerciales sur lesquelles Yves RENOARD attire l'attention². A la même époque, Cahors jouait aussi un rôle international demeuré assez énigmatique et au sujet duquel Philippe WOLFF propose un plan de recherches séduisant³.

« Du nouveau sur Jacques Cœur » : ainsi pourrait-on qualifier l'édition intégrale, grâce à Michel MOLLAT, du Journal tenu par le procureur Jean Dauvet entre le 2 juin 1453 et le 5 juillet 1457⁴. Serviteur dévoué de la

1. *Patriciat noble et patriciat bourgeois à Strasbourg au XIV^e siècle* (Rev. d'Alsace, 1950-1951, p. 52-82) ; *Le patriciat des villes du Rhin supérieur et ses dissensions internes dans la première moitié du XIV^e siècle* (Schweizerische Zeitschrift für Geschichte, t. III, 1953, p. 248-258).

2. *Le rôle des hommes d'affaires italiens à Bordeaux au cours du Moyen Âge* (Studi in onore di Gino Luzzatto. Milan, A. Giuffrè, 1949, p. 47-54).

3. *Le problème des Cahorsins* (Annales du Midi, 1950, p. 229-238).

4. *Les affaires de Jacques Cœur. Journal du Procureur Dauvet*. Paris, A. Colin, 1952-1953, 2 vol. in-8° de XXIV-696 p. (Centre de Recherches historiques. Série Affaires et Gens d'affaires). M. Mollat s'est assuré la collaboration d'Anne-Marie YVON-BRIAND, d'Yvonne LAMBERS et de Constantin MARINESCO, auxquels se sont jointes, pour le t. II, Micheline BAULANT et Alice GUILLEMAIN. L'ouvrage est accompagné de deux bons index et d'un glossaire. Mais le manuscrit est publié sans l'habituel et précieux appareil de notes et de réfé-

monarchie, Dauvet fut chargé par Charles VII d'appliquer l'arrêt confiscant les biens de Jacques Cœur en France, de procéder à l'inventaire, au séquestre et à la vente. Connue de longue date, son Journal n'a été utilisé que superficiellement. M. Mollat en souligne la portée. Il vaut pour l'histoire administrative et politique de la France au milieu du xv^e siècle, comme pour l'histoire des prix. Il prouve que Jacques Cœur a cumulé « toutes les formes caractéristiques de la richesse à son époque » : biens immeubles, rentes foncières, créances... Nous avons là un témoignage de son extraordinaire activité, de ses relations avec tous les milieux sociaux, de la dispersion de ses intérêts à travers la France. Il a des résonances qui ne manquent pas d'émouvoir — détresse des enfants de Jacques Cœur, refus du roi de Sicile d'extrader Jean de Village, enquêtes auprès des commis et des associés de l'homme d'affaires, menaces de poursuites, chantages déguisés. — Le cas de Jacques Cœur, loin d'être unique, est « l'expression d'une époque et d'une société ». Si la formation et la gestion de sa fortune sont passées sous silence, si l'on ne peut évaluer encore la valeur du capital investi et le total des liquidités dont Jacques Cœur disposait — et qui étaient insuffisantes, ce qui explique en partie ses difficultés et sa chute — du moins ces questions seront-elles abordées par M. Mollat et M. Marinesco au cours d'études ultérieures, que nous appelons de tous nos vœux¹.

7^o. *Synthèses urbaines.* — Toutes les images d'une ville, tous les aspects de son activité se succèdent dans une monographie du chanoine Paul BERTIN, consacrée à Aire-sur-la-Lys². Voici d'abord le site et le cadre primitifs,

rences. Des cartes, enfin, auraient été les bienvenues — répartition des biens fonciers de Jacques Cœur, contrées où s'exerçaient ses principales activités commerciales et financières. — M. Mollat et ses collaborateurs ont dû proportionner leur effort aux crédits qui leur étaient alloués. Ne leur marchandons pas les éloges pour un résultat qui leur fait honneur.

1. De M. MOLLAT encore, voir *Les affaires de Jacques Cœur à Bruges* (*Rev. du Nord*, 1949, p. 241-247); *Une équipe : les commis de Jacques Cœur* (*Hommage à Lucien Febvre*, Paris, A. Colin, 1953, t. II, p. 174-185). Et, de M. MARINESCO, *Du nouveau sur Jacques Cœur* (*Mélanges Louis Halphen*, p. 491-499); *Jacques Cœur et ses affaires aragonaises, catalanes et napolitaines* (*Rev. histor.*, t. CCV, 1951, p. 224-237); *Nouveaux renseignements sur Jacques Cœur* (*Hommage à Lucien Febvre*, t. II, p. 163-174); *Alfonse le Magnanime, protecteur d'un rival du commerce catalan, Jacques Cœur. Pourquoi?* (*Estudios de historia moderna*, III, 1953, p. 27-63). A cette dernière question, l'auteur répond que certaines mesures de Jacques Cœur — le monopole de l'importation des épices, par exemple — ont porté préjudice au commerce catalan, mais qu'il ne faut pas exagérer leurs effets sur le déclin de Barcelone pendant la seconde moitié du xv^e siècle.

D'autre part, un récent ouvrage d'Henri DE MAN donne sur Jacques Cœur et son temps un récit agréable et richement illustré. Destiné au grand public, il répond d'assez loin aux exigences de l'histoire (*Jacques Cœur, argentier du roi*. Paris et Bourges, Tardy, 1951, in-8°, 271 p., 40 pl. h. t.). Le livre a d'abord été publié en allemand (*Jacques Cœur, der königliche Kaufmann*. Berne, A. Francke Ag. Verlag, 1950, in-8°, 258 p., 40 pl. h. t.).

2. *Une commune flamande-artsienne, Aire-sur-la-Lys des origines au XVI^e siècle*. Arras,

au croisement d'une route et d'une rivière navigable. Un castrum y est né, qui a accueilli dans ses limites une église collégiale ; à ses pieds, un bourg a grandi, — peuplé de marchands et d'artisans qui ont gardé contact avec la campagne toute proche ; une enceinte les a protégés. Les bourgeois s'unissent pour la défense de leurs intérêts. Ils constituent une société, l'Amitié, basée sur le serment. Reconnue et confirmée par le comte de Flandre en 1188, elle est le germe de la commune. Une gilde, en même temps, s'est formée. L'Amitié a sa juridiction sur la ville et la banlieue. Elle se détache peu à peu des agents du comte, choisit ses propres échevins et, mettant à profit les rivalités du comte et du roi, acquiert de nouvelles franchises pendant le premier tiers du XIII^e siècle. L'auteur retrace l'histoire des rapports, parfois tendus, de la commune avec le roi et ses agents, puis avec les autorités ecclésiastiques, jusqu'à la fin du Moyen Age. Il examine ensuite l'administration de la ville, l'exercice de l'autorité échevinale en matière de justice, de police et de finances, la condition des personnes et des biens. La dernière partie traite de la législation et de l'activité économiques, des groupes professionnels et des classes sociales : autant d'analyses détaillées qui défont tout résumé.

Ville de draperie, de commerce du blé et des bestiaux, Aire a connu tour à tour prospérité et déclin ; commune, elle a gardé une autonomie plus apparente que réelle devant le comte et le roi. Le chanoine Bertin ne cherche pas à exalter le rôle de ce « centre moyen, urbain autant que rural », qu'il compare aux autres villes flamandes du même ordre et dont il relève aussi les originalités. L'ouvrage est parfois compartimenté. Il ne résout pas toutes les questions sur les origines des marchands et des artisans du XII^e siècle, se laisse un peu trop gagner, dans les chapitres du début, par les rayons et les ombres de Pirenne. Broutilles que tout cela ! L'auteur a su commenter les documents et exposer de façon remarquable la condition des bourgeois, le droit urbain, l'activité économique.

Gagnons Saint-Germain-des-Prés. Nous ne songeons pas au quartier général de l'existentialisme et de certaines allures excentriques ; pas davantage au faubourg dont les hôtels somptueux, les couvents, les cercles littéraires et les rendez-vous mondains assurèrent la célébrité du XVI^e au XVIII^e siècle ; ni enfin à l'abbaye du IX^e siècle. Mais nous pensons au « bourg » ramassé autour du monastère et à son histoire depuis le milieu du XII^e siècle où des chartes de franchises furent accordées à ses habitants. Comment s'est-il formé et quelles furent ses destinées jusqu'au déclin du Moyen Age ? Pour répondre à ces questions, M^{lle} LEHOUX met en œuvre les ressources de son érudition, alliées à une parfaite connaissance des lieux et à une puissance d'évocation qui lui fait voir les aspects d'autrefois. « Rien n'a changé depuis des siècles. Pour peu qu'on se trouve là à l'heure de l'An-

gelus de midi ou de celui du soir, le bourdon de Saint-Sulpice achève le mirage¹.

L'étude topographique du bourg, qui remplit plus de cent pages, est la meilleure partie du livre. M^{lle} Lehoux en suit les limites jusqu'à l'enceinte de Philippe-Auguste, qui le sépare de la capitale. Puis elle parcourt ses quartiers et ses rues. Avec elle, nous entrons dans les maisons, signalées par leurs enseignes, dans les vergers ou les jardins profonds ; nous saluons les habitants par leur nom ; nous connaissons leur profession et leur carrière, parfois leurs ancêtres ; nous glissons dans les eaux sales des rues non pavées où se traînent vaches, moutons, pourceaux, animaux de basse-cour ; nous esquivons « les pots de grosse et menue matière » vidés par les fenêtres. A la belle saison, l'odeur des vignes en fleur et des foin coupés triomphe des relents dégagés par la rue de la Boucherie. Voulons-nous respirer à pleins poumons l'air des champs ? Il faut gagner le Pré-aux-Clercs, pousser jusqu'à la Seine.

Le bourg est petit : 350 hectares — terroir rural compris. — A la fin du xiii^e siècle, il abrite 600 à 800 habitants. La population augmente jusqu'en 1350, fléchit ensuite, s'accroît entre 1380 et 1418, retombe jusqu'à la seconde moitié du xv^e siècle sous le poids des guerres et des crises économiques. Après quoi, le bourg se repeuple. Finalement, la suppression des murs d'enceinte a fait de lui un faubourg de Paris. Plusieurs couches sociales peuvent être distinguées. Aux côtés de la population active — faite de paysans, d'artisans et de marchands — des clercs, des officiers royaux, de grands seigneurs et de gros bourgeois de Paris recherchent à Saint-Germain une existence paisible. Ils ont là, en effet, des « propriétés d'agrément » où ils viennent se détendre, parfois se réfugier. L'exploitation agricole est, selon l'auteur, assez peu importante — exception faite pour la vigne. — Elle l'est moins, en tout cas, que l'artisanat, le commerce et la banque qui occupent des gens de métier groupés en corporations depuis la fin du xiii^e siècle et surtout le xiv^e.

Sur tout ce monde plane l'ombre de l'abbaye, seigneur du lieu. Avant 1159, où le bourg est mentionné pour la première fois dans une bulle pontificale, l'histoire des habitants s'est confondue avec celle de l'abbaye. Déjà, cependant, ils se sentaient solidaires. De son côté, le monastère achevait d'obtenir de la Papauté, vers le milieu du xii^e siècle, des privilèges d'exemption qui le soustrayaient à la juridiction épiscopale et lui conféraient la juridiction spirituelle sur les habitants. Maître chez lui, il a pu à son tour se montrer généreux envers ses hommes, reconnaître un statut propre, une personnalité morale à leur collectivité.

L'évolution s'est accomplie en plusieurs étapes. Deux furent décisives : en 1174, l'abbaye concède une charte de coutumes aux habitants, libres ou

1. Françoise LEHOUX, *Le bourg Saint-Germain-des-Près depuis ses origines jusqu'à la fin de la guerre de Cent ans*. Paris, chez l'auteur, 1951, gr. in-8°, xviii-475 p., 2 cartes h. t.

serfs, domiciliés dans le bourg; en 1250, elle affranchit tous les serfs du bourg et ceux qui, y étant nés, résident au dehors. Mais elle n'a jamais concédé de véritables libertés communales. En outre, si tous ses hommes sont libres, tous demeurent dépendants. L'abbaye exerce sur eux la justice, lève redevances et taxes. La condition des personnes et des terres, l'évolution des droits seigneuriaux font l'objet d'une étude attentive. Le livre se clôt sur un court chapitre relatif à la vie religieuse et aux œuvres d'assistance.

Je ne sais si dans cette ébauche l'auteur reconnaîtra son enfant. Car nous n'avons pas suivi son plan ni respecté dans leur ordre ses intentions¹. M^{lle} Lehoux soutient que l'abbaye de Saint-Germain « a donné naissance » au bourg, puis favorisé son développement. Ce bourg fut une ville. Donc Pirenne s'est trompé en affirmant que les monastères furent tout au plus le noyau de quelques centres urbains, non point leur germe. La démarche de M^{lle} Lehoux et, dans une certaine mesure, la conception de l'ouvrage sont influencées par le dessein qu'elle nourrit de prendre le contre-pied de cette thèse. Elle étudie moins le bourg Saint-Germain que l'influence exercée par le monastère sur ses origines et son destin. Mieux eût valu oublier les batailles d'historiens et ne songer qu'à l'histoire. Pirenne fut enclin à répandre sur le monde le type urbain des Flandres. Ses thèses sont si connues que des auteurs les schématisent et les déforment, qu'ils font confiance à ses commentateurs plus qu'à son texte. Mais lisons M^{lle} Lehoux : « Le bourg était en germe dans les siècles antérieurs au xiii^e. » Il l'était, dirons-nous, en raison du voisinage de Paris et de la Seine, de ses modestes fonctions économiques et de la formation d'une collectivité d'habitants dont l'abbaye a finalement reconnu l'existence et qu'elle a ensuite tenue en laisse. Nier le rôle du monastère serait absurde. Mais les privilèges d'exemption accordés à l'abbaye n'eurent pas le contre-coup que M^{lle} Lehoux imagine sur la naissance du bourg. D'autres facteurs, d'ordre économique et démographique, furent beaucoup plus décisifs. L'abbaye a consacré un état de fait. Elle ne l'a pas créé.

Autre remarque. Ce bourg, M^{lle} Lehoux peine à le définir — comme les contemporains eux-mêmes qui lui ont donné différents sens. — Ce fut une ville, répète-t-elle, si on entend par là toute « réunion de bourgeois

1. La topographie, le peuplement et les fonctions économiques du bourg auraient dû être présentés avant les chartes de liberté, données ici comme des causes, alors qu'elles furent plutôt, au début, des conséquences. La condition des biens et les modes d'exploitation sont séparés de l'exercice des droits seigneuriaux — eux-mêmes offerts pêle-mêle aux lecteurs et de façon si étrange que la juridiction sur les métiers, par exemple, est étudiée avant leur formation. D'autre part, en prenant le xii^e ou le xiii^e siècle pour point de départ de plusieurs chapitres, conduits isolément jusqu'au xv^e, l'auteur se condamne à des répétitions, marque insuffisamment les liaisons entre les faits, ainsi que les étapes de l'évolution générale. Le terme du livre — fin de la guerre de Cent ans — se justifie, mais nous souhaitons que l'auteur poursuive ses investigations jusqu'à la formation du faubourg Saint-Germain.

jouissant d'une certaine autonomie et dotés de privilèges » contenus dans une charte. Formule inacceptable ! Combien d'agglomérations minuscules ; à l'échelle du hameau par exemple, pourraient être appelées des villes si l'on s'en tenait à des critères juridiques de ce genre. D'ailleurs, lorsqu'elle prend contact avec les réalités, M^{lle} Lehoux hésite ou tâtonne. Et nous pourrions jouer avec elle comme le chat avec la souris. Le bourg Saint-Germain est « un type parfait de ville ecclésiastique » (p. 400). Il est comme « un bigorneau collé à son rocher » (p. 46). C'est un « heureux village » (p. 130). Nous y voilà : c'est un centre mi-rural mi-urbain, accroché à l'enceinte d'un Paris énorme, un lieu de résidence pour nobles et bourgeois en vacances ou fatigués, un nid de moines ayant la justice et les droits éminents sur un petit territoire peuplé en permanence de paysans, d'artisans et de marchands aiguillonnés par la proximité de la capitale et les besoins des religieux. Nous ne voyons pas assez Paris dans l'œuvre de M^{lle} Lehoux, ni les autres centres du même type que Saint-Germain¹. Nous ne sommes pas certain qu'elle soit très familiarisée avec l'origine des noms de personnes, ni avec les questions économiques et surtout monétaires — à propos desquelles les vénérables travaux du vicomte d'Avenel sont ressuscités. — Enfin, des formules surprennent : « Il fut un temps, vers le x^e siècle, où toute vie économique était rurale... » « L'abbaye avait protégé le bourg contre la dangereuse expérience de la liberté. »

Il reste à l'actif de l'auteur d'excellents chapitres : topographie et peuplement, statuts personnels, condition des biens, modes d'exploitation... La sobriété du style, la fraîcheur qui se dégage de nombreuses pages, la mise en œuvre, faite avec soin et compétence, d'une documentation considérable qui accompagne l'exposé sans l'encombrer : telles sont les qualités de cette thèse très honorable. Une autre conception, un autre éclairage, parfois une flamme plus vive auraient fait de l'ouvrage un grand livre.

F). LES CRISES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES². — Les deux derniers siècles du Moyen Age ont connu des moments de profonde dépression économique. En certaines contrées, la guerre de Cent ans fut un des facteurs premiers du ralentissement de la production et des échanges. La peste noire et les mutations monétaires ajoutèrent à ses tourments. Mais, envisagé dans son ensemble, le désarroi a des origines antérieures au grand conflit franco-anglais. Et, en France, en Angleterre, dans les Pays-Bas, il a revêtu deux aspects qu'Édouard PERROY met en lumière : dépressions brutales et courtes de l'économie — les crises proprement dites ; — affaissement presque

1. L'auteur aurait pu multiplier les comparaisons. La bibliographie même est trop exclusivement locale, ne tient pas compte assez des travaux généraux ou régionaux les plus récents.

2. Nous avons présenté une mise au point de quelques questions sous le titre *Les dévas-tations des campagnes pendant la guerre de Cent ans et la reconstruction agricole de la France* (Publ. de la Faculté des Lettres de Strasbourg, fasc. 106, *Mélanges 1945*, III, *Études historiques*, p. 127-163).

continu¹. Selon l'auteur, la conjoncture est demeurée favorable jusqu'aux premières années du xiv^e siècle. Ni le déclin des foires de Champagne, ni les mutations monétaires de Philippe le Bel — ces dernières, conséquences plutôt que causes du déséquilibre commençant — ne signifient un renversement général. Toutefois, l'augmentation de la population depuis le xi^e siècle n'ayant pas été suivie d'un accroissement proportionnel de la production, les masses rurales et artisanales voient peser sur elles une menace grandissante. Il y a surpeuplement. La première crise est celle des subsistances. Témoin les famines de 1314-1315, suivies d'épidémies et d'une hausse des prix agricoles. Ces derniers s'effondrent après les bonnes récoltes des années suivantes, alors que les salaires et les produits industriels continuent à monter. D'où, entre les secteurs agricole et industriel, un décrochage qui a placé l'économie rurale en état de moindre résistance et entraîné une contraction de très longue durée². Puis vient la crise financière et monétaire de 1335-1345, — et ses conséquences : déclin de la production et des échanges ; pénurie monétaire ou thésaurisation afin d'échapper à des charges fiscales écrasantes ; enfin, à l'échelon des États, qui ont besoin pour la guerre de ressources que le recours à l'emprunt ne suffit pas à leur donner, frappe de monnaies nouvelles et dévaluations. Autre crise aiguë, la peste noire, qui a emporté le tiers des habitants et aggravé le marasme³.

Mais, selon le rude langage des économistes, la population s'étant « décongestionnée », la production a mieux répondu aux besoins qu'à l'époque antérieure en dépit d'un ralentissement inévitable, dû à la diminution de la main-d'œuvre. Les salaires demeurent plus élevés, proportionnellement, que les prix agricoles qui, après une montée en flèche, ont baissé à partir de 1370. Les artisans et les manouvriers sont donc moins atteints que les possesseurs du sol. De nouveaux contrastes sociaux s'esquissent dans un monde soumis à une véritable torpeur, qu'il secouera seulement au cours de la seconde moitié du xv^e siècle. M. Perroy enquête sur des pays où la dépression n'eut pas toujours au même moment des causes identiques et

1. *A l'origine d'une économie contractée : les crises du XIV^e siècle* (Annales, E. S. C., 1949, p. 167-182). Cf. aussi les observations présentées par MM. CIPOLLA, DRONDT, POSTAN et WOLFF au IX^e Congrès international des Sciences historiques, 1950, t. I, *Rapports*, p. 67-69 et 225-241). De Philippe WOLFF également, *Les luttes sociales dans les villes du Midi français, XIII^e-XV^e siècles* (Annales, E. S. C., 1947, p. 443-454) ; *Un problème d'origines : la guerre de Cent ans* (Hommag. à Lucien Febvre, t. II, p. 141-148).

2. Contraction également étudiée par M. HILTON dans l'article analysé ci-après, qui s'attache moins aux formes particulières des crises qu'à la dépression prolongée de l'économie.

3. Sur ce fléau, voir en dernier lieu Yves RENOARD, *Conséquences et intérêt démographique de la peste noire de 1348* (Population, 1948, n° 3, p. 459-466). M. Renouard croit que la peste a élargi le fossé entre les riches, qui concentrèrent entre leurs mains les biens de leurs parents décédés, et les pauvres. D'où l'aggravation des troubles sociaux. L'observation vaut surtout, croyons-nous, pour des cas d'espèce.

ne s'accomplit pas sur le même rythme. Par souci de mesure, n'a-t-il pas restreint quelque peu la portée des signes qui annonçèrent les premières crises, ou qui en furent le reflet? Des études ultérieures le diront. L'auteur s'est haussé à des vues générales, a soumis les problèmes à un nouvel examen et tracé des chemins tout neufs dans un ordre de recherches singulièrement délicates.

Malgré le titre de son article, ce n'est pas de la féodalité, prise comme institution ou comme société, que R. H. HILTON nous entretient¹. Le mot éveille en lui les types d'économie et de structure sociale qui ont pris place, avec des changements de forme, entre la fin de l'Antiquité et la naissance du capitalisme — retardée jusqu'au xvi^e siècle. — « Féodalité » est donc ici une étiquette passe-partout, collée sur un assemblage immense et disparate. Il y a des langages qui se ferment volontairement aux lumières projetées par des générations de chercheurs et qui restent seuls dans leurs bastions...

Arrêtons là cette poussée de fièvre. Car la brève étude de M. Hilton sort, comme la précédente, des sentiers battus. Aux origines du déclin de la « civilisation féodale » à partir du xiv^e siècle, l'auteur place la dépression économique, déjà sensible avant la peste noire — diminution des espaces cultivés, ralentissement de l'activité industrielle et des échanges, régression démographique. — Il y a « marasme de la productivité », car la société est paralysée par l'accroissement des dépenses non productives des classes dirigeantes. En définitive, « la crise générale » du monde d'alors a pour cause principale « l'incapacité de l'économie féodale à engendrer l'investissement par l'amélioration technique ». Développé selon les règles d'une logique rigoureuse, l'article est trop riche d'idées et de conjectures pour être discuté en quelques lignes². Il faut le lire et le méditer.

G). L'ENSEIGNEMENT ET LES FOYERS DE CULTURE. — Les anniversaires des institutions sont, comme ceux des individus, l'occasion d'un hommage. Le septième centenaire de la fondation, par Robert de Sorbon, chapelain et confesseur de saint Louis, du collège qui prit son nom, a suscité des études estimables. Les unes rappellent ce que nous savons du fondateur³. Les

1. *Y eut-il une crise générale de la féodalité?* (*Annales*, E. S. C., 1951, p. 23-30).

2. Nous ne croyons pas que le « marasme technique » ait pesé d'un poids aussi décisif que l'auteur l'imagine sur les destinées de la société des xiv^e et xv^e siècles. « Les habitudes de la noblesse terrienne, dit-il encore, n'admettaient pas l'extension de la production. » Formule sommaire! Nous avons relevé le contraire en d'assez nombreux cas. Est-il raisonnable de laisser à l'arrière-plan, parmi les facteurs de la crise et du déclin démographique, ce petit fait : la guerre de Cent ans?

3. Astrik L. GABRIEL, *Robert de Sorbonne* (*Rev. de l'Université d'Ottawa*, 1953, p. 473-314); *The Spiritual Portrayal of Robert de Sorbonne* (*The Septicentennial Celebration of the founding of the Sorbonne College*,... publié par *The University of North Carolina*, Chapel Hill, 1953. *Proceedings and Papers*, p. 13-32. Dans cette même brochure, voir notamment, par René HARDÉ, *A Brief History of the University of Paris and of the Sorbonne*, p. 3-12).

autres retracent avec science et agrément *Les aspects de l'Université de Paris*¹. Mais c'est à Pearl KIBRE que nous devons le travail le plus fouillé sur Paris comme sur Bologne et, secondairement, sur diverses Universités de France, d'Italie, d'Espagne et du nord de l'Europe². Nous voyons se former les groupes de maîtres et d'étudiants originaires d'un même pays, puis naître les nations, les Facultés, les Universités au sein de milieux où l'esprit corporatif fut très poussé, surtout aux origines. L'auteur expose les droits et les privilèges de ces groupes, leur organisation, leurs querelles, les rapports qu'ils entretenaient avec la Papauté, les monarchies et les communes. Il décrit la vie des étudiants³. Le récit est sec, discursif, morcelé. Mais Pearl Kibre traite avec compétence de questions qui n'ont pas encore révélé tous leurs secrets⁴.

H). GENRES DE VIE ET MODES D'EXPRESSION. — Des auteurs retracent à grands traits les conditions de l'existence, surtout aux XIII^e et XIV^e siècles, décrivent la journée et l'année, ainsi que le rythme de la vie⁵. D'autres s'installent à Londres, puis à Paris, zigzaguent à travers les rues, regardent les maisons et les costumes. Un tour à la campagne leur permet d'entrer

1. Paris, Albin Michel, 1949, in-8°, 267 p. Pour la période médiévale, L. HALPHEN a étudié les origines, P. GLORIEUX la Faculté de Théologie, G. DUPONT-FERRIER celle des Arts, G. LE BRAS celle de Droit et Ch. SAMARAN la vie des étudiants. — Mentionnons également un utile ouvrage de René GANDILHON, *Sigillographie des Universités de France*, Paris, Delmas, 1952, in-8°, 129 p., 23 pl. h. t.

2. *The nations in the Mediaeval Universities*, Cambridge, 1948, in-8°, XII-240 p. (*Mediaeval Academy of America*, fasc. 49, Cambridge, Mass.).

3. Sur les Anglais de l'Université de Paris, voir également A. L. GABRIEL, *English Masters and Students in Paris during the XIIIth century* (*Analecta Praemonstratensia*, XXV, 1949, fasc. 1-2; et, à part, Anvers, imprim. Saint-Norbert, 49 p.).

4. Au moment de terminer ce Bulletin, nous recevons de Christopher DAWSON *Medieval Essays*, Londres et New-York, Sheed and Ward, 1953, in-8°, 271 p. Le recueil contient, outre des études publiées antérieurement, quatre essais inédits, de caractère très général. Les trois premiers concernent la culture chrétienne dans le monde médiéval, le dernier traite des poèmes épiques chrétiens dans la société féodale.

En dernière heure aussi nous parvient un important travail de Paul RENUCCI, *L'aventure de l'humanisme européen au Moyen Age (IV^e-XIV^e siècle)*, Paris, Les Belles-Lettres, 1953, in-8°, 266 p. (*Les classiques de l'Humanisme*). Trois chapitres sont consacrés à l'histoire de la culture classique en Occident. Le premier est surtout une mise au point — telle la vue cavalière sur la Renaissance carolingienne. — Les deux autres, notamment le chap. III, associent à d'immenses lectures le fruit de recherches personnelles dont l'ampleur apparaîtra mieux dans la thèse que l'auteur vient de publier sur *Dante disciple et juge du monde gréco-latin*.

5. Geneviève D'HAUCOURT, *La vie au Moyen Age*, Paris, Presses Universitaires, 2^e éd., 1947, in-16, 128 p. (coll. *Que sais-je?* n° 132). « Transition entre la Romania et l'Europe », écrit l'auteur à propos du Moyen Age. Qu'est-ce qu'une transition d'un millénaire?

L'illustration d'un ouvrage de Joan EVANS sur le vêtement témoigne d'un choix judicieux et d'un goût très sûr. Elle exerce autant d'attrait que l'exposé même qui, sous une forme agréable, décrit les éléments du costume et leurs transformations du XI^e siècle à la Renaissance (*Dress in Mediaeval France*, Oxford, The University Press, 1952, XVI-94 p., 85 illustr. h. t., 11 fig. dans le texte).

dans les églises, les châteaux, les demeures paysannes. L'imagination fait le reste¹.

Ce ne sont pas seulement le décor et les conditions matérielles de la vie au ^{xv}^e siècle qui retiennent Marcelin DEFOURNEAUX, mais la mentalité des chevaliers et des bourgeois, le sentiment religieux, les misères et les joies des hommes de ce temps². L'ouvrage est de seconde main, mais de bonne vulgarisation, bien documenté et bien écrit.

Brodant sur les chroniqueurs et les poètes, Gustave COHEN campe plusieurs *Scènes de la vie en France au Moyen Age* : expéditions militaires, tournois, fêtes et banquets, représentations théâtrales, épisodes de la vie de Jeanne d'Arc³. Charmants récits, qui enjolivent l'imagerie d'Épinal dont notre Moyen Age est orné.

L'histoire des sociétés trouve davantage à glaner dans un autre ouvrage de M. COHEN : son précieux *Recueil de farces françaises inédites du XV^e siècle*⁴. Composées dans les milieux de l'Université de Paris et des clercs de la basoche, récitées ou chantées devant un public qui n'était pas seulement formé d'étudiants et d'hommes de loi, elles sont croustillantes et gaillardes. Les cocus y tiennent une place d'honneur, devant les ivrognes et les sots — qui se rencontrent parfois dans les mêmes personnages, — devant aussi les pédants et les vantards. Certains types comiques n'annoncent pas seulement un genre appelé à fleurir dans les farces italiennes du ^{xvi}^e siècle, mais des caractères, des « types qui anticipent ceux du ^{xvii}^e siècle, ... et probablement les engendrent ».

C'est à la musique médiévale que nous ramène Jacques CHAILLEY avec un livre où les inventions musicales et la succession des principaux thèmes sont rattachées aux phases de l'évolution humaine du premier siècle de notre ère à la fin du ^{xv}^e⁵. Bien informé, il apporte une bonne contribution non seulement à l'histoire des techniques musicales, mais à celle de la pensée religieuse, des genres littéraires et artistiques, des foyers de civilisation⁶.

Décidément, le rythme des publications de qualité sur l'économie et les sociétés médiévales se fait chaque année plus rapide. Aucun travail d'équipe,

1. U. T. HOLMES, *Daily living in the twelfth century*. Madison, The University of Wisconsin Press, 1952, in-8°, xiv-337 p., illustr.

2. *La vie quotidienne au temps de Jeanne d'Arc*. Paris, Hachette, 1952, in-8°, 314 p. (coll. *La vie quotidienne*).

3. Abbaye de Saint-Wandrille, éditions de Fontenelle, 1950, in-4°, xiv-143 p., illustr.

4. *The Mediaeval Academy of America*. Cambridge, Mass., 1949, in-4°, xxxii-459 p. (avec introduction, notes, index et glossaire).

5. *Histoire musicale du Moyen Age*. Paris, Presses Universitaires, 1950, in-8°, 356 p. (cf. *Rev. histor.*, t. CCIX, 1953, p. 313-316).

6. Les autres genres artistiques — architecture, sculpture, peinture... — devraient figurer à cette place pour eux-mêmes et comme expression des sociétés dont ils traduisent la mentalité, les aspirations et les croyances. Malheureusement, la *Revue historique* n'est pas inscrite au service de presse des ouvrages publiés sur ces grandes questions.

et pourtant un esprit commun ; des curiosités nouvelles, ou des sujets renouvelés ; moins d'attrait que jadis pour les tours de force bibliographiques ou la critique formelle des textes, mais une observation aussi scrupuleuse des lois qui sont celles de toute science. L'histoire ne se définit plus comme au temps de nos pères. Élargie, renouvelée, elle est devenue plus humaine et s'est rapprochée de nous¹.

Robert BOUTRUCHE,

Professeur à l'Université de Strasbourg,
Directeur à l'École des Hautes-Études, Paris.

Août 1954

1. Ce *Bulletin* sera complété par l'analyse, dans les *Mélanges* de la *Revue historique*, de quatre récentes thèses de doctorat : Georges DUBY, *La société aux XI^e et XII^e siècles dans la région mâconnaise* (Paris, A. Colin, 1953) ; Jean SCHNEIDER, *La ville de Metz aux XIII^e et XIV^e siècles* (Nancy, imprim. Georges Thomas, 1950) ; Philippe WOLFF, *Commerces et marchands de Toulouse, vers 1350-1450* (Paris, Plon, 1954) ; Michel MOLLAT, *Le commerce maritime normand à la fin du Moyen Age* (Paris, Plon, 1952).

HISTOIRE DE LA GRANDE-BRETAGNE

(2^e partie¹.)

(PÉRIODE MODERNE)

XIX^e ET XX^e SIÈCLES

Après un agréable volume consacré aux filles de George III (t. CXCVIII, p. 111), Miss STUART a voulu tracer un portrait du Régent². A son avis, les historiens, influencés par les whigs, dont le Prince avait déçu les ambitions, l'ont injustement traité. Le livre n'est pas entièrement convaincant, ne nous montrant que les meilleures années du futur George IV, celles de sa régence. Le plan n'est pas toujours clair. L'auteur entame un récit qu'elle interrompt pour dépeindre les relations du Prince avec sa famille, puis avec les écrivains et les artistes. Mais on doit reconnaître que ses terribles frères, son extraordinaire femme, le mariage de sa fille ont causé au Prince bien des soucis, qu'il s'est montré un fils et un frère plein d'attentions. Bien que les références ne soient pas indiquées, l'auteur est évidemment très documenté et connaît fort bien la société qu'on voit revivre dans un tableau très brillant.

Voici encore une biographie essentiellement « écrite », avec tous les artifices et souvent tous les charmes d'une œuvre littéraire, qui se veut aussi brillante que son sujet l'exige³. Des portraits aussi curieux que des gravures de modes, comme celui du charmant (et trop ignoré en France) Zofany, flatteurs et ressemblants comme ceux de Lawrence et rappelant parfois la verve sarcastique de Rowlandson. Le « fonds » de la toile, c'est l'Angleterre de 1762 à 1823 ; mais l'histoire politique n'est là que pour fournir des points de repère. Miss LESLIE s'attarde plus volontiers sur le détail des costumes et des cérémonies ou sur les fastes du Pavillon de Brighton que sur le rôle des whigs ou des tories. Sa bibliographie ignore les travaux de Namier. Néanmoins, l'ouvrage est une biographie de bon aloi, non sans valeur informative sur la civilisation de l'Angleterre.

Miss GLYNN GRYLLES, auteur d'une biographie de Mary Shelley, ne nous raconte pas seulement la vie de Godwin, mais celle de tous ceux qui l'ont entouré⁴. Mary Wollstonecraft et, plus tard, Shelley y tiennent une grande

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCXII, p. 327.

2. Dorothy Margaret STUART, *Portrait of the Prince Regent*. Londres, Methuen, 1953, in-16, XII-240 p. Prix : 18 s.

3. Doris LESLIE, *The Great Corinthian, a portrait of the Prince Regent*. Londres, Eyre et Spottiswoode, 1952, in-8°, XI-251 p. Prix : 15 s.

4. Rosalie GLYNN GRYLLES, *William Godwin and his World*. Londres, Odham press, 1953, in-8°, 256 p. Prix : 21 s.

place. Le récit, bien qu'un peu romancé, suit fidèlement le Journal de Godwin et ne nous cache pas les faiblesses d'un homme qui comprendrait mal son temps, qui a mal jugé l'Évangélisme et le Radicalisme, qui aurait été une victime si des amitiés désintéressées et aussi la force de son égoïsme ne l'avaient pas préservé. Le récit vaut par la justesse et la perspicacité des observations psychologiques ; il s'accompagne de portraits inédits, de caricatures suggestives. A noter, p. 67, des renseignements curieux sur la vie de quelques Anglais en France pendant la Révolution.

Les archives de la famille Dunlop¹ couvrent une longue période et le troisième volume publié contient beaucoup de lettres du pasteur William Dunlop, placé en 1688 à la tête de l'Université de Glasgow. Mais le lecteur français lira surtout avec intérêt le journal pittoresque tenu par John Dunlop au cours de voyages en France en 1828 et 1845.

Le professeur BAUMGARDT donne une analyse poussée de la morale benthamienne² et tente avec succès une réhabilitation de l'utilitarisme, dont il indique l'importance vis-à-vis des théories éthiques contemporaines. On lira avec curiosité ce qu'il dit des relations de Bentham avec la philosophie française et, en particulier, le chapitre consacré à l'adaptation par Dumont du *Traité de législation civile et pénale*. Le livre pose des problèmes (l'ascétisme en politique ; « Wolf and Shepherd morality ») intéressants. Ouvrage copieux d'une érudition remarquable et dont la clarté pourra rendre de grands services.

Les Anglais ont toujours aimé faire défiler sous leurs yeux la série de leurs Premiers Ministres et trois des volumes que nous avons reçus s'y emploient. Voici une galerie complète de portraits écrits par des spécialistes pour la revue : « History to-day³. » Lord Norwich nous les présente non sans malice, remarquant « combien nous devons nous estimer heureux d'avoir été gouvernés par ces médiocrités bienveillantes, ces hommes honnêtes... et d'avoir échappé à ceux qu'on appelle des surhommes, qui ont fait le mal sur une échelle gigantesque ». C'est aux Premiers Ministres de la reine Victoria que M. Algernon CECIL a limité son ouvrage⁴. L'auteur, qui appartient à la famille Salisbury, les connaît bien. Son livre est fort bien écrit, mais moins par un historien que par un gentleman « victorien » lui-même. De là une manière d'affirmation tour à tour malicieuse, courtoise, grave et toujours logique avec elle-même, d'une conception de la vie et de la politique victorienne face au monde présent, que M. CECIL n'estime guère.

1. *The Dunlop Papers*. T. III : *Letters and Journals, 1663-1889*. Londres, Butler et Tanner, 1953, in-8°, xv-365 p.

2. David BAUMGARDT, *Bentham and the ethics of to-day*. Princeton University press, 1952, in-8°, xiv-584 p.

3. *British Prime Ministers. A portrait gallery introduced by DUFF COOPER*. Londres, Wingate, 1953, in-8°, 177 p. Prix : 15 s.

4. Algernon CECIL, *Queen Victoria and her Prime Ministers*. Londres, Eyre et Spottiswoode, 1953, in-8°, vii-356 p. Prix : 25 s.

La solidité de l'information dans l'anecdote contraste avec la partialité admise sur les questions plus vastes. Très différent est le volume de M. PARK, qui a voulu que les Premiers Ministres se présentent eux-mêmes à nous et a réuni une série de textes¹. Sauf un discours de Gladstone à l'Université de Glasgow, tous sont empruntés aux débats parlementaires. Donc source unilatérale d'informations. On notera les idées de Peel sur les fonctions de Premier Ministre et celles de Gladstone sur le Gold Standard.

Le livre de M. ASPINALL sur la presse² est le résultat d'une vaste enquête menée, non seulement dans les dépôts publics de Londres et de Dublin, mais dans de nombreuses archives privées (Devonshire, Wellington, Lansdowne...). Il nous apporte quantité d'informations nouvelles présentées, il est vrai, selon un plan méthodique dont l'ordre n'est pas toujours clair. La disparition de la censure (1695), la publication des débats parlementaires (1771), l'attribution au jury des procès (1792) ont permis la croissance d'une presse assez libre, malgré les mesures restrictives prises pendant et au lendemain des guerres napoléoniennes. Mais la diffusion des journaux est limitée par des causes multiples que le livre précise : insuffisances techniques, nombre d'illettrés, difficultés de transports, taxation. Bien que le même exemplaire eût souvent de nombreux lecteurs, cette faible diffusion rend possible au gouvernement d'agir sur la presse par des subsides tirés des fonds secrets, par la distribution de nouvelles et de publicité. Mais le nombre des ventes augmente, lentement entre 1815 et 1835, très vite dans les années suivantes. Les journaux, qui, sauf le *Times*, étaient pauvres, deviennent prospères. Il coûterait, dès lors, trop cher au gouvernement de les acheter et ils ont plus d'intérêt à ménager le public qu'à satisfaire le pouvoir. Aussi, en 1830, le gouvernement ne trouve-t-il dans la presse aucun appui. Le livre ne satisfait pas entièrement notre curiosité. Limité aux rapports de la presse avec les partis politiques, il nous renseigne peu sur ses rapports avec le public. Mais l'histoire, dont voici les lignes directrices, nous est présentée avec une abondance de détails et de précisions extrêmement instructive.

La belle étude de M. NASH rejoint et prolonge celles consacrées aux institutions politiques de la fin du XVIII^e siècle³. Portant sur les conséquences de la réforme électorale de 1832, elle la replace dans un long processus de transformations qui la précède et qui continuera pendant une vingtaine d'années au moins. L'auteur définit d'abord l'attitude des deux partis à l'égard de la Réforme, dont les conservateurs prévoient mieux la portée,

1. Joseph PARK, *British Prime Ministers of the XIXth Century*, New-York, 1950, in-8°, xii-377 p.

2. A. ASPINALL, *Politics and the Press, 1780-1850*. Londres, Home et Van Thal, 1949, in-8°, xv-511 p. Prix : 42 s. — L'auteur a aussi donné à l'*English Historical Review* (avril 1948, avril et juillet 1950) beaucoup d'informations sur la taxation des journaux.

3. Norman NASH, *Politics in the Age of Peel. — A Study in the Technique of Parliamentary Government, 1830-1850*. Londres, Longmans, 1953, in-8°, xxi-496 p. Prix : 45 s.

dont les libéraux comprennent mieux la nécessité. Ceux-ci veulent adapter les institutions aux nouvelles conditions économiques, partager le pouvoir avec la bourgeoisie industrielle, éduquer le peuple. L'auteur décrit en détail le régime électoral mal connu de l'Écosse et de l'Irlande et conclut que les lois de 1832 donnèrent le droit de vote à un électeur sur cinq mâles adultes en Angleterre, un sur huit en Écosse, un sur vingt en Irlande. Avec un quart de la population de l'Angleterre, les pays du Nord n'eurent qu'un huitième des sièges. L'importance économique, plus que la population, fut le critère pour l'attribution de nouveaux sièges.

La Réforme ne fait pas entrer au Parlement beaucoup d'hommes d'affaires, qui n'ont pas le temps de faire une carrière politique, et les dissidents ne cherchent pas à avoir leurs propres représentants. Les frais des candidats, décrits en détail, restent très lourds. Une cinquantaine de bourgs dépendent encore d'un grand propriétaire et très peu de ceux-ci renoncent, comme lord Ashley, à dicter le vote de leurs tenanciers. Bien des bourgs pourris subsistent et deux seulement seront supprimés avant 1867. Entre 1832 et 1847, la moitié des élections ne sont pas « contestées », un accord préalable ayant été conclu sur place entre les candidats.

Quelles sont donc les forces qui dirigent les élections parlementaires au milieu du siècle? L'influence de la Couronne, déjà restreinte, cesse de s'exercer par la sagesse du prince Albert. Melbourne et Peel ont créé très peu de pairies et n'ont pas subordonné les nominations épiscopales à des intérêts politiques. Les ministres, surtout Peel et Graham, s'abstiennent d'intervenir dans les bourgs où la Trésorerie et l'Amirauté faisaient la loi. D'ailleurs, le « patronage » ne leur permet plus de distribuer des fonctions importantes et, pour les nombreux emplois secondaires, ils adoptent l'usage de les offrir aux députés de la circonscription sans distinction de partis. Une influence des partis commence, d'autre part, à s'exercer, bien qu'ils ne soient pas encore organisés. Les conservateurs se groupent au Carlton Club et les whigs, à l'instigation des radicaux, fondent à leur tour le Reform Club. Dans ces lieux de contact entre politiciens de mêmes tendances apparaissent des agents électoraux qui travaillent avec les ministres et les « chief whips » : Bonham pour les conservateurs, Parkes pour les libéraux. Les clubs tiennent provisoirement la place qui sera plus tard celle des bureaux centraux et des conférences annuelles. Ainsi la Réforme de 1832 n'a pas bouleversé la vie politique. Mais l'opinion publique a peu à peu trouvé le moyen d'exercer sa force et les gouvernements ont eu la sagesse de ne pas contrecarrer ses progrès. Le livre nous fait bien mieux comprendre l'apparition progressive du régime parlementaire.

On réalise souvent mal en France l'importance des transformations qui, au milieu du XIX^e siècle, ont créé une administration moderne en Angleterre. Bien qu'Halévy nous ait révélé l'inventeur et le prophète que fut Bentham, ses disciples ont peu retenu notre attention. En Angleterre même, où les réformes des services d'assistance et la formation des services de santé

ont été étudiées, l'homme qui fut à l'origine de ces progrès, Chadwick, n'avait pas encore eu de biographe. Deux livres viennent, enfin, nous le présenter. Nous n'avons pas reçu celui de M. ELLIS. Consacré surtout à l'œuvre de l'hygiéniste, il paraît plus limité que celui de S. E. FINER, qui suit toute la carrière de Chadwick¹. L'auteur, comme son frère, Herman, qui l'avait montré dans ses traités de droit constitutionnel, est un remarquable érudit. Il nous apporte une masse imposante de documents, parmi lesquels les manuscrits de Chadwick, conservés, avec ceux de Bentham, à University College (Londres), se détachent.

Chadwick débute comme avocat, s'instruisant auprès du vieux Bentham et vivant de sa plume. Un projet de création d'une police qu'il donne à la *Westminster Review* le fait connaître. Il apporte à la Commission chargée d'amender la Loi des Pauvres toute sa documentation et presque toutes les idées qui inspirent la loi de 1834. Aussi devient-il le secrétaire permanent de la nouvelle Commission des pauvres. Il le restera jusqu'en 1841, où les commissaires, sans cesse entraînés, bousculés par lui, obtiennent du Parlement son renvoi. Mais il s'est déjà lancé sur d'autres voies, car les charges d'assistance seraient réduites par une amélioration de l'hygiène. Il réclame à la fois de multiples réformes : suppression des cimetières urbains, réseau d'égouts, adduction d'eau... et finit par obtenir le vote de la loi de la Santé publique (1848) et la direction d'un Comité de la Santé. Mais il se heurte à tous les intérêts privés qu'il menace, aux ingénieurs dont les progrès des chemins de fer augmentent l'influence, au Parlement que la naissance d'une bureaucratie inquiète, au public auquel une centralisation à la française déplaît. On se débarrasse de lui en supprimant le Comité de Santé (1854). L'auteur nous raconte la fin de sa vie qui se prolongera jusqu'en 1890, mais son rôle public est terminé. On en saisit toute l'importance. Si Chadwick manquait totalement de tact et d'humour, il était un administrateur d'une efficacité et d'une fertilité inouïes. Le livre le met, enfin, en valeur et, par tout ce qu'il nous apprend sur ses rapports avec les hommes politiques, il met aussi en lumière le jeu des institutions parlementaires au milieu du siècle.

M. WHITE a écrit un chapitre important d'histoire municipale², qu'on pourra comparer au livre sur Manchester déjà signalé (t. CCI, p. 100). Après avoir dressé le tableau économique et social de Liverpool en 1835, il suit les améliorations apportées aux conditions vraiment « terrifiantes » de la vie des classes ouvrières : constructions ouvrières, « parcs pour le peuple », bibliothèque municipale, la meilleure d'Angleterre, et superbe musée. La population est transformée par l'immigration irlandaise, qui pose un grave problème religieux, et par le départ de la bourgeoisie qui s'installe en ban-

1. S. E. FINER, *The Life and Times of Sir Edwin Chadwick*. Londres, Methuen, 1952, in-8°, xii-555 p. Prix : 42 s.

2. Brian D. WHITE, *A History of the Corporation of Liverpool, 1835-1914*. Liverpool University Press, 1951, in-8°, 211 p. Prix : 20 s.

lieue. Les libéraux bénéficient aussi de l'appui que leur prêtent les syndicats avant la fondation du Labour Party ; mais un remaniement des circonscriptions rend, en 1900, la municipalité aux conservateurs. L'auteur suit jusqu'en 1914 les problèmes de la santé, du logement et de l'éducation, si importants dans une ville et un port en croissance continue. Son livre n'est pas toujours clair, ni bien ordonné ; mais une bonne conclusion le termine. On regrette pourtant qu'aucune carte, aucun graphique ne vienne aider le lecteur. M. FOSTER retrace l'histoire municipale d'une des villes cotonnières du Lancashire depuis cent ans¹.

L'autobiographie de R. Owen, celle laissée par son fils et surtout les progrès réalisés dans l'histoire du syndicalisme permettent à M^{me} COLE d'écrire une nouvelle biographie d'Owen après celles, excellentes, que d'autres historiens, parmi lesquels son mari, avaient déjà publiées². Elle a mis beaucoup d'adresse à faire comprendre la carrière de cet homme étrange, qui fut un si bon homme d'affaires et pourtant un visionnaire et un prophète. Elle dit bien son rôle capital à l'origine du syndicalisme et du mouvement coopératif, son invention de sociétés communistes et sa découverte des problèmes de l'urbanisme moderne. Avec les renseignements très maigres que nous possédons sur sa jeunesse, elle réussit à nous montrer l'adresse et l'audace qui firent son succès. Son échec s'explique plus facilement, et sans doute M^{me} COLE a-t-elle raison de penser que ses idées irrégulières, qui l'isolaient parmi ses contemporains, y eurent une grande part.

Les soldats anglais des guerres napoléoniennes n'ont à peu près rien dit de leur vie aux historiens. D'où l'intérêt des lettres du « private » Wheeler, qui combattit de Walcheren à Navarin³. Celles écrites pendant les guerres du Portugal et d'Espagne et dans la campagne de Waterloo apportent le témoignage d'un homme qui dit très simplement ce qu'il a vu et fait. Elles montrent l'emprise de Wellington sur ses soldats.

Sir Francis TUKER a pu rassembler les fragments dispersés du journal d'un simple soldat⁴ pendant le siège de Lucknow en 1857. Le récit fait ressortir le courage des soldats de l'infanterie victorienne.

Miss DUNBAR utilise les journaux, les rapports parlementaires et les mémoires pour décrire la vie des femmes dans les premières vingt années du

1. George F. FOSTER, *Ashton under Lyne*, Ashton, 1947, in-4°, 131 p. — Mc Gowan GRADON suit l'histoire d'une ligne de chemin de fer local longtemps restée indépendante (*Furness Railway. Its Rise and Development*, 1946, in-4°, 109 p.). — M. H. St George SAUNDERS raconte celle d'un des grands hôpitaux londoniens (*The Middlesex Hospital, 1745-1945*, Londres, 1945, in-8°, 100 p.).

2. Margaret COLE, *Robert Owen of New Lanark, 1771-1858*, Londres, The Blatchworth Press, 1953, in-8°, 231 p. Prix : 12 s. 6 d.

3. *The Letters of Private Wheeler, 1809-1828*, publiées par LIDELL-HART. Londres, Michael Joseph, 1951, in-8°, 287 p. Prix : 18 s.

4. *The Chronicle of Private Henry Metcalfe*, publiée par Sir Francis TUKER. Londres, Cassel, 1953, in-12, 117 p. Prix : 10 s. 6 d.

règne de Victoria¹. Elle nous les présente d'abord dans leurs familles et leurs occupations domestiques et dépeint ensuite l'activité que certaines d'entre elles ont eue en dehors de leur « home ». Le rôle qu'elles commencent à tenir, dans les lettres et dans les œuvres sociales, nous est montré par une série d'exemples. Le livre vaut par la multiplication des détails pittoresques et nous fait réaliser que la position subordonnée où la loi maintenait encore les femmes victorienne ne les a pas empêché de prendre dans la société une place importante.

Lord Bessborough a publié le journal tenu par sa grand-mère, Lady Charlotte Guest², pendant les années de son premier mariage (1833-1852). La belle collection de céramique qu'on admire au musée Victoria-et-Albert perpétuait déjà sa mémoire. Elle avait épousé John Guest, l'un des plus grands métallurgistes anglais. Cette « mésalliance » ne l'empêcha pas de mener à Londres et dans son domaine du Dorset une brillante vie mondaine. Mais elle fit, en outre, de fortes études qu'attestent sa connaissance des langues étrangères et l'édition savante de textes gallois. Lady Charlotte était aussi étroitement associée au travail de son mari, dont elle était la secrétaire, et dont elle sut même diriger les affaires au lendemain de sa mort. Personnalité remarquable et sans doute exceptionnelle, mais qui nous invite à tenir grands cas des victorienne.

Joséphine Butler, dont le petit-fils nous raconte avec élégance et dévotion la vie³, fut une victorienne que son sens humanitaire et l'ardeur de sa foi firent s'attaquer à un scandale auquel ses contemporaines osaient à peine penser, la réglementation policière de la prostitution. Elle s'éleva contre la loi de 1869 qui l'avait subrepticement établie. Par la plume et la parole, elle fit seule campagne. Elle réussit à s'imposer à une commission d'enquête et finit par obtenir en 1886 la suppression de la loi. Alors, elle aborda le même problème à l'étranger, vint secouer notre préfet de Police, lutta en Suisse, en Italie. Pourtant cette femme redoutable restait modeste et discrète dans sa vie privée. On notera ses entrevues avec Gladstone.

Le directeur du *News Chronicle*, M. CRUIKSHANK, qui connaît à merveille l'œuvre de Dickens, en a tiré un tableau vivant et pénétrant de la société victorienne des *Pickwick Papers* (1837) à la mort du romancier (1870)⁴. Il faut, pour lire ce livre, bien connaître cette œuvre ; on en suivra alors avec un vif intérêt les détails et les idées qui s'en dégagent. L'auteur voit bien ce qui a manqué aux Victoriens, qui n'ont pas eu de charme et qui

1. Janet DUNBAR, *The Early Victorian Woman. Some aspects of Her Life, 1837-1857*. Londres, Harrap, 1953, in-8°, 192 p. Prix : 15 s.

2. Earl of Bessborough, *The Diaries of Lady Charlotte Guest. Extracts from her Journals, 1833-1852*. Londres, Murray, 1950, in-8°, x-309 p. Prix : 18 s.

3. A. S. G. BUTLER, *Portrait of Joséphine Butler*. Londres, Faber, 1954, in-8°, 222 p. Prix : 21 s.

4. R. J. CRUIKSHANK, *Charles Dickens and Early Victorian England*. Londres, Pitman, 1949, in-8°, xii-308 p. Prix : 20 s.

furent, à vrai dire, des Philistins. Mais il admire leur courage, leur énergie, leur bonté, la grandeur d'un âge où croyants et incroyants avaient le sens de la dignité humaine, le goût de l'action, qui a fait de tels progrès matériels et a vu le triomphe des classes moyennes. Au lendemain de la guerre de 1914, les Anglais pensaient, avec ironie et presque avec mépris, à l'ère victorienne ; ils apprécient mieux aujourd'hui sa force, sa confiance en soi et, dans leurs difficultés présentes, ils trouvent à la regarder un réconfort. Ce livre est ainsi le témoignage d'une intéressante évolution. D'abondantes illustrations et de bonnes statistiques accompagnent le texte.

C'est à un victorien, de la fin du règne, que M. CROWELL consacre une étude, Austin¹, qui succéda, comme « poète lauréat », à Tennyson, qui fit aussi carrière dans le journalisme comme rédacteur du *Standard* et fondateur de la *National Review*. Après avoir tracé sa biographie, l'auteur étudie certains aspects de son œuvre : influence de Byron, critique littéraire, opinions conservatrices. Austin, qui débuta dans son rôle officiel par un éloge du raid de Jameson, fut très critiqué et *Punch* ne l'a pas épargné. L'auteur ne cache pas l'ennui qui se dégage de ses poèmes, de son interminable « Tragédie humaine ». Il n'en a pas moins analysé son œuvre avec une conscience scrupuleuse, dont une longue bibliographie témoigne.

M. YOUNG donne une édition nouvelle de sa conclusion aux volumes : *Early Victorian England*, dont il avait dirigé la publication (t. CCI, p. 89), et il l'étend à l'ensemble de l'ère victorienne². Tableau peut-être trop riche, trop chargé d'observations perspicaces ; mais tableau magistral où l'on retrouve avec joie le talent bien connu de l'auteur. C'est une étude d'opinion ou de mentalité, décrivant, non les événements, mais ce que le peuple anglais en a pensé. Dans la première moitié du siècle se marquent l'influence de l'Évangélisme et du Radicalisme, puis la menace de troubles sociaux. La politique budgétaire de Peel aurait pu, en conjurant celle-ci, amener des transformations profondes, si la crise irlandaise n'était pas survenue. C'est surtout la seconde partie du règne qui retiendra l'attention. Age de mécontentement, de protestation qu'expriment Ruskin et Eliot, les agnostiques et les romantiques. Il est vrai qu'entre la crise du libre-échange et celle du Home Rule aucun événement n'a secoué tout le pays. Pourtant, l'incertitude, l'irritation se reflètent dans l'évolution politique et sociale, dans l'impérialisme. Seules les institutions représentatives et familiales ne sont pas ébranlées. Malgré la splendeur des jubilés, la fin du règne est sombre. Ce qui manque à ce moment, c'est, au fond, le « public victorien » si longtemps « alerte, masculin et sensible ». La grandeur victorienne était faite du contraste entre une avance intellectuelle et matérielle rapide et l'évolution tranquille des idéaux moraux et sociaux. Aussi peut-on se demander si le

1. Norton B. CROWELL, *Alfred Austin Victorian*. The University of Mexico Press, 1953, in-8°, x-296 p.

2. G. M. YOUNG, *Victorian England. Portrait of an Age*. Oxford University Press, 1953, in-8°, vii-219 p.

victorianisme n'est pas devenu rapidement « un mythe ». En tout cas, M. YOUNG réussit à nous montrer la variété de ses phases et de ses tendances.

La nouvelle biographie de Macaulay par M. S^t AUBYN¹ n'utilise pas d'inédit et ne prétend pas faire de découverte ; mais elle se lit avec plaisir. La vie de Macaulay y est fort bien résumée. Les conditions dans lesquelles il écrivit ses ouvrages sont bien montrées. Les mérites de l'historien sont bien mis en lumière, bien que les principales critiques qui ont été formulées, notamment par Churchill et Strachey, soient aussi clairement indiquées.

Le livre posthume de J. L. HAMMOND sur Gladstone, que M. FOOT a terminé, nous apporte le jugement d'un grand historien sur l'homme d'État qu'entre tous il a le plus admiré². On peut en contester certains points, mais il est bon de le méditer. Ce petit livre résume la longue carrière de Gladstone avec une concision, une lucidité remarquables. Il nous dit, non seulement ce que Gladstone a fait, mais ses tendances et ses projets. Gladstone fut un conservateur qui devint un libéral par son tempérament audacieux et sa confiance dans le bon sens du public. Il ne comprit pas le radicalisme de Chamberlain et resta un disciple de Peel avec lequel ses conceptions de réforme financière s'étaient formées. Mais il eût peut-être réalisé l'œuvre qui fut accomplie par le ministère libéral de 1905, si Dilke était resté auprès de lui. L'auteur de la grande fresque « Gladstone et l'Irlande » (t. CCI, p. 92) met naturellement l'accent sur la question irlandaise ; mais la politique du Home Rule s'insère dans les vues et les aspirations d'un Européen, d'un esprit international qui, dès la guerre de Crimée, voulait assurer en Orient la protection de la société européenne et espérait une entente franco-anglaise réalisant le libéralisme commercial et maintenant la paix continentale. Dans ses vues impériales, enfin, depuis qu'en 1840 s'était posé le problème canadien, il s'inspirait de l'idée que les intérêts de l'Europe ne s'opposaient pas à ceux du monde.

Miss RAMM a publié la correspondance échangée entre Gladstone et Lord Granville³ de 1868 jusqu'à la crise orientale de 1876 ; elle mènera cette publication jusqu'à 1885. Une intéressante préface nous renseigne sur les archives dont ces lettres ont été extraites, les *Gladstone Papers* et les *Granville Papers*, déposés respectivement au British Museum et au Record Office. On y trouverait notamment la correspondance de Granville avec la Reine, qui compléterait celle de Gladstone, publiée par Guedalla, les mémoires et les notes de Gladstone préparant les séances hebdomadaires du Cabinet et relatant leurs résultats. Les lettres des deux ministres sont forcément incomplètes, puisqu'ils se rencontraient chaque jour après le lunch et séjournaient l'été souvent l'un chez l'autre. Elles n'en contiennent pas

1. Giles S^t AUBYN, *Macaulay*. Londres, Falcon Educational Books, 1952, in-16, 111 p. Prix : 7 s. 6 d.

2. J. L. HAMMOND et M. R. D. FOOT, *Gladstone and Liberalism* (Teach yourself History). Londres, English Universities Press, 1952, in-16, vi-219 p. Prix : 7 s. 6 d.

3. Agatha RAMM, *The Political Correspondence of Mr. Gladstone and Lord Granville, 1868-1876*. Londres, Royal Historical Society, 1952, 2 vol. in-8°, xix-518 p.

moins une multitude d'informations et nous font constater combien Gladstone suivait de près le détail des dépêches diplomatiques.

Un professeur hollandais, M. GOSSES, étudie fort bien la manière dont la politique extérieure britannique a été conduite de 1880 à 1914¹. Son premier volume ne décrit pas encore le rôle du Foreign Office, mais seulement celui du *Foreign Secretary* dans ses rapports avec le Parlement, la Couronne et le Cabinet. Au début du xx^e siècle, le contrôle du Parlement, qui est moins renseigné, est moins efficace. Après Victoria, la Couronne intervient moins dans le détail de la correspondance diplomatique. Balfour et Grey nous avertissent de ne pas exagérer dans ce domaine le rôle d'Édouard VII. Bien que beaucoup de dépêches soient communiquées aux membres du Cabinet, ils peuvent ignorer des faits importants, comme les conversations des états-majors franco-anglais en 1906. Mais le *Foreign Secretary* travaille en relations étroites avec le Premier Ministre. Il est, enfin, moins un politicien et plus un expert que ne le sont ses collègues. Un appendice consacré au sous-secrétaire d'État des Affaires étrangères montre son importance depuis que Grey et Curzon ont exercé ces fonctions.

Les lecteurs d'Halévy, sachant l'influence que l'amiral Fisher exerça sur la politique britannique au début du xx^e siècle, s'intéresseront à cette excellente édition des lettres qu'il écrivit de 1859 à 1904². Ce grand marin « constructeur, organisateur et créateur d'énergie » (Churchill) trace un remarquable tableau des préoccupations tactiques, stratégiques, voire politiques, de l'Amirauté britannique. Personnalité audacieuse, entière et enthousiaste qui fut violemment critiquée et vigoureusement défendue. On notera avec intérêt la tactique à employer contre la France en cas de guerre.

Grâce aux manuscrits légués à l'Université de Sheffield, M. ARMITAGE retrace la carrière de Mundella, grand patron dans la bonneterie, devenu député de Sheffield³. Il travaille à instaurer une procédure d'arbitrage industriel, à assurer le statut légal des syndicats. Dans le ministère libéral de 1880, il s'attache aux réformes de l'éducation, développe l'enseignement technique, impose aux autorités locales l'obligation de créer des « school-boards ». Dans les cabinets Gladstone de 1886 et 1892, il préside le « Board of Trade », restant fidèle à son chef, alors que ses tendances sont plus proches du radicalisme de Chamberlain. Il mène une dure lutte pour obtenir des Compagnies de chemin de fer une réduction de leurs tarifs. Le mécontentement qu'elle excite a-t-il contribué au morcellement du parti libéral? Ce point a été contesté. Peut-être l'auteur s'exagère-t-il l'importance du personnage. Mais ce « Fabien d'avant la lettre » est curieux et nous fait constater la croissance du travaillisme à l'intérieur du parti libéral.

1. F. GOSSES, *The Management of British Foreign Policy before the first World War, 1880-1914*. Traduction anglaise. Loyde, 1948, in-8°, 172 p.

2. A. J. MARDEN, *Fear God and Dread Nought. The Correspondence of Admiral of the Fleet, Lord Fisher of Kilverstone*. Londres, Cape, 1952, in-8°, 377 p. Prix : 30 s.

3. W. H. G. ARMITAGE, *A. J. Mundella, 1825-1897. The Liberal Background to the Labour Movement*. Londres, Benn, 1951, in-8°, 386 p. Prix : 30 s.

Miss WEDGWOOD a écrit une biographie intéressante et chaleureuse de son oncle, Josiah Wedgwood, issu de la célèbre famille des potiers du Staffordshire¹. Ce non-conformiste, libéral de tradition, amoureux de son Parlement, où il siégea pendant quarante ans, se rallia au Labour party et entra dans ses ministères. Combatif, ironique, généreux, animé d'une haine vigoureuse pour l'« autorité », passionné de justice et d'humanité, il soutint des vues souvent justes et parfois exagérées sur le sionisme, l'indépendance de l'Inde, l'impôt unique... Il servit activement son pays dans la guerre du Transvaal et dans les guerres mondiales. Il écrivit aussi une remarquable histoire des poteries. Cette figure très caractéristique de l'Angleterre intéressera le lecteur français. Il souhaitait que sa biographie fût « un coup de clairon contre les constructeurs d'une société où la sécurité serait fondée sur l'injustice », et son désir a été réalisé.

Ramsay Macdonald, dont la carrière fut si discutée, ne retient plus beaucoup aujourd'hui l'attention. Est-ce injustice? M. SACKS, qui le croit, nous présente des extraits de ses écrits ou ses discours portant sur une série de problèmes : structure politique, problèmes impériaux, etc...². Ce plan, qui ne fait aucune place à la chronologie et qui, d'ailleurs, omet les vues de Macdonald sur le socialisme, donne à cet ouvrage l'aspect d'un dictionnaire. On ne peut pas y suivre la carrière, ni l'évolution de la pensée de l'homme d'État. Mais il faut reconnaître que M. SACKS a très bien fait son travail et que d'utiles bibliographies accompagnent chacun de ses chapitres.

M. SOMERVELL fait un brillant exposé de la politique britannique dans la première moitié du xx^e siècle³. Il s'occupe peu de la politique extérieure et, dans ce qu'il en dit, se montre assez peu favorable à la France, sans doute sous l'influence des idées de Keynes. Il passe vite sur les années de guerre. La politique intérieure est traitée en elle-même, sans la placer dans le milieu social où elle intervient. Malgré ces réserves, ce livre, fort intelligent, rendra de réels services. Il contient des portraits pénétrants des principaux acteurs, de Baldwin et de Macdonald surtout, et pourtant le récit nous montre des événements qui dépassent les hommes — Churchill excepté. L'auteur juge sévèrement les fautes commises par tous les partis entre les deux guerres mondiales. Il est dans l'ensemble un bon guide. On s'instruira surtout en lisant les pages qui concernent le ministère libéral d'avant 1914, dans lequel le rôle d'Asquith est bien montré, et celles consacrées au gouvernement de coalition de Lloyd George.

L'historien de l'âge d'Élisabeth, M. ROWSE, réunit en volume des articles publiés de 1919 à 1936⁴. Il menait alors campagne dans les rangs des

1. C. V. WEDGWOOD, *The Last of the Radicals, Josiah Wedgwood M. P.* Londres, Cape, 1951, in-8°, 252 p. Prix : 16 s.

2. Benjamin SACKS, *J. Ramsay Macdonald in Thought and Action*. University of Mexico Press, 1952, in-8°, xviii-591 p.

3. D. C. SOMERVELL, *British Politics since 1900* (Twentieth Century Histories). Londres, Andrews Dakers, 1950, in-8°, 265 p.

4. A. L. ROWSE, *The End of an Epoch. Reflections on contemporary History*. Londres, Macmillan, in-8°, vii-323 p. Prix : 15 s.

Travailleurs. On notera sa clairvoyante sympathie pour la France avant et après 1940, la polémique engagée dans le *Times*, en 1936, contre la « politique d'apaisement », d'intéressantes réflexions sur Keynes dans ses rapports avec le Libéralisme et le Socialisme. Un long article sur l'Église anglicane montre son attitude à l'égard de l'État, son irritation d'être empêchée par le Parlement d'opérer une réforme du culte, mais la crainte que l'éventualité d'une « séparation » lui inspire.

Lord CAMPION, haut fonctionnaire des Communes, avec une équipe excellente de spécialistes, nous donne une série d'études sur le Parlement, ses partis, ses rapports avec les Cours de justice, le Service Civil¹. Lui-même se demande comment le Parlement peut tenir son rôle, malgré la masse écrasante de ses fonctions, la croissance de la bureaucratie, la discipline imposée par les partis. Il observe que la démocratisation du Parlement est plus lente que celle du pays. En 1950, les Communes comptent encore 223 députés sortis des « Public Schools », 185 des Universités. Les partis ne sont pas devenus des partis de classes. Mais c'est par des réformes de procédure que le Parlement peut suffire à sa tâche. Aussi a-t-il multiplié les mesures de procédure d'urgence et les comités permanents, en prenant garde pourtant de ne pas les spécialiser ni leur permettre d'assumer des pouvoirs qu'il doit lui-même conserver. Dans l'exercice du contrôle budgétaire et, plus récemment, celui des entreprises nationalisées, comme dans l'usage des « questions », le Parlement a eu la sagesse de renoncer à un contrôle technique, en maintenant un contrôle administratif efficace.

Un volume parallèle, que publie l'Institut d'administration publique, décrit les transformations survenues depuis 1918 dans le gouvernement britannique². Le Cabinet, doté par Lloyd George d'un secrétariat, a, d'autre part, institué des comités groupant, avec certains de ses membres, les ministres de plus en plus nombreux qui ne font pas partie du Cabinet. Outre le comité de Défense impériale et ses nombreux sous-comités, les ministères s'intéressant à la politique intérieure se sont réunis sous la présidence du Lord Président, les ministères économiques sous celle du Président des Board of Trade. Le Foreign Office, en même temps, est en train d'étendre son contrôle sur le ministère des Colonies et celui du Commonwealth. D'autres changements importants ont eu lieu dans la « structure de l'administration centrale » depuis qu'un comité, présidé par Haldane, avait, en 1918, montré la voie. La création capitale du ministère de la Santé en 1919 en a été le point de départ. Haldane prévoyait un organisme central de recherche et un « Département de recherche scientifique et industrielle » a été formé, ainsi que d'autres bureaux spécialisés. Mais la résistance des ministères ne leur a pas permis de prendre tout le développement souhaitable.

1. Lord CAMPION, *Parliament. A Survey*. Londres, Allen et Unwin, 1952, in-8°, vi-296 p. Prix : 22 s. 6 d.

2. *British Government since 1918*, publié par *The Institute of Public Administration*. Londres, Allen et Unwin, 1950, in-8°, 232 p. Prix : 16 s.

Ces deux volumes aident beaucoup à comprendre comment les institutions britanniques fonctionnent aujourd'hui.

Une société d'éducation politique, la *Hansard Society*, fondée après la guerre, publie, avec un périodique, des monographies fort intéressantes. Celle consacrée au Système des Partis¹ donne, entre autres, sur leur organisation des précisions curieuses. Le leader conservateur a des pouvoirs très étendus ; il nomme les principaux agents du parti et n'est pas lié par les décisions de la « Conférence annuelle », réunion trop nombreuse pour être efficace. Le leader travailliste, au contraire, reçoit de sa Conférence annuelle des instructions et doit compter avec l'Exécutif qu'elle élit. Or, le mode de suffrage adopté par la Conférence assure la prépondérance des grands syndicats. Mais le *Labour party* ne veut pas être un parti de classe et reconnaît que le leader désigné par ses députés, surtout s'il prend le pouvoir, ne doit être responsable que devant le Parlement. En conclusion, Sir Ernest BARKER relève l'avantage du système des deux partis, car leur multiplication risque d'engendrer la tyrannie d'une « cabale » formée par leurs chefs.

Au lendemain de sa retraite, Sir George TREVELYAN nous apporte encore un précieux volume de mélanges². Il contient l'autobiographie d'un historien formé par la lecture et par des voyages à pied, des réflexions sur l'histoire complétant celles présentées dans son volume, *Clio*. On notera son admiration pour l'impartialité de Carlyle, qui ne juge pas, mais explique, son jugement sur la philosophie, qui ne doit pas « être extraite » de l'histoire, mais lui être « apportée ». Un chapitre sur l'« Angleterre romaine », qui n'a pas été compris dans son « Histoire sociale » est ici publié. Des notices nécrologiques sur ses amis : Clapham, Winstanley, et une conférence donnée à Oxford sur le système des deux partis complètent le volume.

Sir Ernest BARKER nous apporte les souvenirs d'un grand universitaire³, au cours d'une carrière qui le vit tour à tour enseignant l'histoire à Oxford, directeur d'un grand collège à Londres, professeur de Science politique à Cambridge. La riche moisson d'expériences faite par un maître qui exerça sur ses élèves une profonde influence nous est présentée avec ardeur, bonne grâce et sérénité. Il évoque les visages de bien des jeunes qui furent ensuite éminents et compare avec perspicacité la vie menée dans les trois principales universités d'Angleterre.

Les non-conformistes des « trois vieilles dénominations » — presbytériens, baptistes, indépendants — fondèrent en 1732 pour la défense de leurs intérêts un comité qui existe encore. Ses procès-verbaux, conservés au Guildhall,

1. Sidney D. BAILEY, *The British Party System*. Londres, Hansard Society, 1952, in-8°, xii-211 p. Prix : 6 s.

2. Sir George TREVELYAN, *An Autobiography and other Essays*. Londres, Longmans, 1949, in-8°, 237 p. Prix : 12 s. 6 d.

3. Sir Ernest BARKER, *Age and Youth*. Oxford University press, 1953, in-8°, ix-347 p. Prix : 21 s.

ont permis à M. MANNING de suivre son histoire¹. Comité uniquement londonien, mais qui veillait sur les dissidents de tout le pays, il chercha beaucoup moins qu'on ne l'a cru à faire peser sur les whigs du XVIII^e siècle le poids de son influence électorale. Mais il s'employa assidûment à protéger ses commettants des désavantages qu'entraînait une législation partielle, des inconvénients qu'amenait le monopole de l'état civil et la levée des dîmes accordées à l'Église établie. Quand survint l'« émancipation » des catholiques, les dissidents n'en bénéficièrent pas automatiquement. Il leur fallut beaucoup de prudence et d'adresse pour obtenir d'être affranchis de la loi du Test. Lord John Russell prit leur cause en main et ils désarmèrent l'hostilité des conservateurs en acceptant que ceux d'entre eux qui exerceraient des fonctions publiques s'engagent à ne pas porter atteinte aux privilèges de l'Église anglicane. Cette victoire du comité ne mit pas fin à sa tâche. Il continua à surveiller toute mesure qui risquerait de nuire au non-conformisme, exerçant spécialement sa vigilance sur les réformes de l'enseignement. Le récit n'est souvent pas impartial. On le voit par les jugements portés sur les lois scolaires de 1870 et 1902. L'auteur nous dit peu de choses des hommes qui siégeaient à ce comité, des milieux où il se recrutait. Mais il apporte une contribution très neuve et importante à l'histoire religieuse et politique de l'Angleterre.

La vie de Newman par le Père BOUYER, oratorien², nous montre un homme différent du poète, de l'« isolé volontaire » et de l'« inadapté égotiste » qu'avait vu l'abbé Brémond. L'auteur, qui a travaillé en Angleterre, utilise, avec le Journal récemment publié et la Correspondance que la nièce du cardinal n'a pas fidèlement reproduite, les inédits que le Père Tristram fera paraître. Son livre met finement en lumière les années de formation et l'influence exercée sur le jeune fellow par ses amis d'Oxford. Les années qui mènent à sa conversion sont traitées avec beaucoup de délicatesse et d'impartialité, sans masquer les difficultés rencontrées, les illusions et les déceptions éprouvées plus tard. Sans doute le récit ne donne-t-il pas une vue complète du Mouvement d'Oxford, dont la conversion de Newman apparaît trop comme la conclusion inévitable. Ceux de ses amis qui ne l'ont pas suivi s'éloignent trop de nous. Mais les étapes de cette conversion et surtout la manière dont Newman en vint à penser que l'Église anglicane ne pouvait pas remplir la mission d'une Église dont la catholicité doit être universelle, sont mises en évidence. Le théologien, en même temps que l'artiste, nous sont présentés de façon saisissante.

Les thèses du Père BIVORT DE LA SAUDÉE commentent avec sagacité des inédits de grand prix, spécialement les manuscrits de Lord Halifax concernant les Conférences de Malines, qui ont tenté un rapprochement de l'Église

1. Bernard Lord MANNING, *The Protestant Dissenting Deputies*. Cambridge University Press, 1952, in-8°, ix-497 p. Prix : 50 s.

2. Louis BOUYER, *Newman. Sa vie. Sa spiritualité*. Paris, Éditions du Cerf, 1952, in-8°, 488 p.

anglicane avec Rome au lendemain de la première guerre mondiale¹. Le père de l'actuel Lord Halifax a lui-même raconté l'histoire d'une première tentative que Léon XIII avait vivement encouragée, mais dont l'hostilité des catholiques d'Angleterre avait entraîné l'échec. Rome avait alors nié la valeur des ordinations anglicanes. Pourtant, en 1920, la Conférence anglicane de Lambeth marquait son désir de réaliser l'union des Églises, semblait même accepter, dans ce but, que l'épiscopat anglican reçoive de nouvelles ordinations. Le cardinal Mercier acceptait de présider des conférences qui se tinrent à Malines à cinq reprises, de 1921 à 1926. L'auteur en donne un récit détaillé et publie, dans sa thèse complémentaire, les documents du débat. Histoire émouvante et dramatique par la valeur des personnalités réunies, l'esprit qui les anime, la grandeur de la mission qu'ils veulent accomplir. Après avoir discuté de problèmes administratifs, on en vint aux questions doctrinales, à la primauté du Saint-Siège, auquel les Anglicans ne voulaient reconnaître qu'une sorte de « leadership ». L'archevêque de Canterbury s'était montré réservé et, si Pie XI manifestait une réelle sympathie, il s'abstenait de toute déclaration publique et n'envisageait, en réalité, qu'un retour des Anglicans à l'Église romaine. Il est naturel que l'auteur ait la même attitude. Il nous donne sur les tendances exprimées en Angleterre bien des informations intéressantes. Il garde l'espoir d'une réunion future. Il nous montre une Haute Église divisée entre des Anglo-catholiques, dont Lord Halifax fut le chef, et des Anglicans influencés par un modernisme qui les met sur la défensive. Quel est au fond son espoir? Les conversions individuelles au catholicisme ne font pas de progrès sensibles. Seul le retour des Anglo-catholiques à Rome apporterait une solution. Je crains que l'auteur ne s'illusionne sur les liens qui les retiennent à l'Anglicanisme. Mais on lui saura gré de nous avoir, en nous disant une telle histoire, apporté beaucoup d'observations très fines et beaucoup de renseignements neufs.

Nous n'avons reçu que le second volume de l'Histoire de l'Église anglicane au xx^e siècle du chanoine LLOYD². Il embrasse les années d'entre les deux guerres mondiales. Après avoir décrit l'état moral et religieux de l'Angleterre au lendemain de la première, il nous guide avec fermeté à travers les mouvements si variés qui se sont produits dans le sein de l'Église. Il nous montre l'échec d'un protestantisme libéral sous l'influence, entre autres, de Sir Edwyn Hookyns à Cambridge. Il insiste sur le rôle social de l'Église, qui s'affirme dans les groupes et les réunions provoqués par l'évêque Gore et l'archevêque Temple. Il nous décrit la croisade du pasteur Jellicoe, un abbé Pierre anglais, pour l'amélioration des logements ouvriers. Le christianisme social rend sa place dans le culte à l'Eucharistie, présentée comme une affirmation de solidarité humaine. Il encourage les pèlerinages aux

1. J. DE BIVORT DE LA SAUDÈRE, *Anglicans et Catholiques. Le problème de l'Union anglo-romaine, 1833-1933*. Paris, Plon, 1943, 2 vol. in-8°, 272 et 283 p.

2. ROGER LLOYD, *The Church of England in the Twentieth Century*. Vol. II : 1919-1939. Londres, Longmans, in-8°, x-322 p. Prix : 18 s. 6 d.

cathédrales, dont le prestige aux yeux des fidèles s'accroît. L'Église anglicane, d'autre part, aspire au rétablissement de l'unité dans le sein d'une Église universelle, cherche un rapprochement avec Rome et les chrétiens orthodoxes. Cette tendance à l'unité est, avec le sens de la liberté humaine, la caractéristique de la vie de l'Église anglicane depuis un demi-siècle. Les fortes convictions, les idées arrêtées de l'auteur ne lui permettent pas de nous apprendre tout ce que nous voudrions savoir. Il ne nous dit pas quelle est la place que l'Église a pu conserver dans le pays, dans les différentes classes sociales, dans ses rapports avec les autres milieux ecclésiastiques, ni ce que sont devenus ses rapports avec l'État. Son tableau n'en est pas moins très instructif.

Les recensements officiels de la population ne commencent en Écosse qu'en 1801, mais Alexandre Webster en a fait un en 1755, dont le texte est publié par M. KYD¹. Les hautes fonctions qu'il exerçait dans l'Église écossaise ont permis à Webster de rassembler beaucoup de renseignements sûrs, d'établir que la population (1,265,000) était alors le cinquième de celle de l'Angleterre. La moitié des Écossais vivaient encore dans les Highlands. M. KYD pousse ensuite son étude jusqu'en 1951 et nous donne des statistiques établies par comtés pendant deux siècles.

Pas de recensement en Irlande avant 1821. Pourtant, M. CONNELL parvient à conclure que, malgré une émigration déjà forte, la population irlandaise s'est beaucoup accrue de 1780 à 1845. L'augmentation de quatre millions n'est pas due, comme celle de l'Angleterre, à une baisse de la mortalité, mais à une forte natalité avec de jeunes mariés. L'importance de la pomme de terre depuis le milieu du XVIII^e siècle, la mise en culture des herbes qu'entraîne la guerre napoléonienne contribuent à l'expliquer. Mais surtout le régime de la propriété incite les cultivateurs à s'assurer une main-d'œuvre familiale nombreuse, seule protection contre la misère de la vieillesse. Aussi est-ce dans les régions les plus pauvres que l'accroissement est le plus marqué².

Préparant une histoire des réformes politiques en Écosse au XIX^e siècle, M. SAUNDERS consacre un premier volume au milieu social et intellectuel dans lequel elles s'accomplissent³. Analyse très poussée, même trop touffue, mais qui utilise une masse imposante de sources variées, qu'une bibliographie très riche énumère. L'auteur nous montre d'abord la Gentry, que la hausse des prix agricoles entraînée par la guerre a enrichie, qui administre la société et l'Église, qui forme seule un corps électoral très restreint (soixante et onze électeurs par comté). L'impôt foncier établi sous Charles II

1. Y. G. KYD, *Scottish Population Statistics including Webster's Analysis of 1755*. Edimbourg, Constable, 1952, in-8°, xxxix-107 p.

2. K. H. CONNELL, *The Population of Ireland, 1750-1845*. Oxford, Clarendon press, 1950, in-8°, xi-293 p. Prix : 18 s.

3. LAWRENCE J. SAUNDERS, *Scottish Democracy, 1815-1840*. Edimbourg, Oliver et Boyd, 1950, in-8°, 444 p. Prix : 21 s.

est bien plus léger qu'en Angleterre. Pas de dîme, pas de charges d'assistance. Les propriétaires s'appuient sur des fermiers et des valets qui les servent fidèlement. Pourtant, la révolution industrielle fait grandir les villes, qui, en 1840, groupent le quart de la population. Édimbourg grandit moins que Glasgow et les ports du nord-est, dont les progrès nous sont décrits. M. SAUNDERS est alors en mesure d'étudier les conditions des riches et des pauvres écossais et il consacre ensuite la dernière partie de son ouvrage à la vie intellectuelle du pays. Un millier d'écoles publiques, créées dans les paroisses depuis une loi du ^{xviii}^e siècle, instruisent plus de cinquante mille enfants sous la direction des propriétaires et des pasteurs. Des écoles privées en ont attiré cent mille. Il n'y a presque pas d'illettrés dans les Lowlands. Les villes ont des écoles secondaires de garçons et de filles. Les maîtres, bien qu'ils soient nommés par l'Église, jouissent, s'ils sont capables, d'une assez grande liberté. Vers 1830, beaucoup d'initiatives sont prises pour répandre l'instruction par la composition de manuels, par des bibliothèques circulantes et des cours du soir. Les universités diffèrent beaucoup de celles d'Angleterre. Leurs étudiants sont bien plus nombreux, plus jeunes, moins fortunés et ils retournent pendant six mois travailler dans leurs fermes. Les professeurs ont à diriger des classes trop nombreuses et trop jeunes, dont ils s'occupent activement, leur revenu étant surtout constitué par les versements de leurs élèves. L'Université d'Édimbourg revendique son indépendance auprès de la municipalité, mais celle de Glasgow, qui la possède, est mal administrée par ses professeurs. Ces conditions rendent difficiles le progrès des hautes études, la création de chaires nouvelles qui seraient peu rémunératrices. Pourtant le besoin s'en fait sentir et des changements sont en cours.

Le Chartisme eut en Écosse des caractères originaux que M. WRIGHT est le premier à étudier¹. Le prolongement de la Révolution industrielle et une loi des pauvres, dont les vices avaient été un peu corrigés, contribuent à expliquer que les Chartistes écossais aient été modérés, faisant appel à la « force morale », plutôt qu'à la « force physique ». C'est dans ce sens que leur influence s'exerça à la Convention de 1839. Après son échec, le Chartisme écossais fut affaibli par des divisions qui opposèrent l'Est à l'Ouest, Édimbourg à Glasgow. Il eut aussi un caractère religieux avec des prédicateurs et même des églises chartistes. La campagne menée par le pasteur Sturge de Birmingham pour un « suffrage complet » y trouva beaucoup d'adeptes. Mais la propagande libre-échangiste fit au Chartisme une forte concurrence, et, après la disparition de ses journaux et l'échec des grèves de 1842, le Chartisme écossais parut terminé. Il devait, comme en Angleterre, reparaitre en 1848 avec un fort apport d'immigrés irlandais déjà associés aux Chartistes dans une action commune pour des réformes sociales. Après

1. Leslie C. WRIGHT, *Scottish Chartism*. Édimbourg, Oliver et Boyd, 1953, in-8°, 242 p. Prix : 21 s.

l'échec des Chartistes à Londres en avril, il y eut encore en Écosse une vive agitation, des émeutes de la misère. M. WRIGHT ne nous montre pas assez les personnages dont il nous parle, ni même les groupements qui participaient au mouvement chartiste. Nous assistons à des querelles entre des gens et des groupes qui ne nous sont pas bien connus. Mais, dans un champ vierge, il a fait une riche moisson d'informations intéressantes.

Nombreuses sont les publications intéressant l'histoire de l'Irlande contemporaine qui, pour la plupart, émanent d'historiens irlandais. Ils se sont groupés pour faire paraître une série d'études sur O'Connell au centenaire de sa mort¹. Celles-ci embrassent toute sa carrière, montrent bien sa formation et sa réputation en Angleterre, comme sur le continent. Les plus instructives sont sans doute celles qui retracent la campagne pour le « Repeal », avec l'ingéniosité des méthodes de propagande inventées à ce propos et, d'autre part, le conflit du tribun avec la « Jeune Irlande ». M. GWYNN, qui le raconte, s'applique à justifier O'Connell, dont la force physique, certes, était brisée et sur lequel son fils avait pris trop d'influence, mais qui ne voulait pas dominer les jeunes gens rebelles. Il chercha passionnément à les regagner. Le même historien consacre à la Jeune Irlande un autre volume très neuf, parce qu'il utilise, avec les livres de Duffy, les manuscrits de Smith O'Brien, son ancêtre². Il peut ainsi récrire l'histoire de l'Irlande en 1848, expliquer le calme de l'opinion et l'échec des révolutionnaires.

M. O'HEGARTY nous offre une ample histoire de l'Irlande de 1801 à 1922, pendant toute la période où elle fut « unie » à la Grande-Bretagne³. Pas de références ni de bibliographie. Pas de sources manuscrites. Mais les connaissances étendues de l'auteur, sa compréhension des problèmes irlandais, sa bonne foi manifeste, comme le nombre des textes qu'il nous présente, donnent une grande valeur à son ouvrage. Il nous présente seulement l'histoire *politique* de l'Irlande, estimant qu'elle est seule importante ; mais il le fait d'une manière originale. Les deux « traditions », héritées du passé : tradition d'un peuple celtique et tradition coloniale de ses envahisseurs, ont été réunies, alors que les coloniaux ne cherchaient plus qu'à maintenir une « garnison » en pays conquis, par O'Connell et par la Jeune Irlande, qui, en réalité, prolongea son action. Le vote du Home Rule en 1922, malgré la crise qu'il suscita, marque une conclusion parce qu'il rendit nécessaire le morcellement — peut-être faudrait-il dire la transformation — de l'Empire Britannique.

Les souvenirs de John J. MORGAN⁴ sont aussi d'un vif intérêt par la part

1. *Daniel O'Connell. Nine Centenary Essays*, edited by Prof. Michael TIERNNEY. Dublin, Brown et Nolan, 1949, in-8°, 206 p. Prix : 15 s.

2. Denis GWYNN, *Young Ireland and 1848*. Cork, University Press, 1949, in-8°, 325 p. Prix : 17 s. 6 d.

3. P. S. O'HEGARTY, *A History of Ireland under the Union, 1801-1922*. Londres, Methuen, 1952, in-4°, xii-809 p. Prix : 50 s.

4. John J. MORGAN, *Parnell to Pease. Some recollections and reflections*. Dublin, Brown et Nolan, 1949, in-8°, viii-359 p. Prix : 15 s.

qu'il a prise au mouvement irlandais dans la région de Cork, où déjà son père luttait auprès de Parnell. L'auteur ne prétend pas être impartial ; mais il est clairvoyant et ne ménage pas ses reproches à ses compatriotes. Ses souvenirs nous apportent, entre autres, sur Parnell et ensuite sur Redmond, avec beaucoup de précisions, des impressions vivantes et dramatiques.

Miss MACARDLE a donné une nouvelle édition de son histoire de la République irlandaise de 1911 à 1925¹. Son livre, préfacé par M. de Valéra, est, en quelque sorte, une histoire officielle du Sinn Féin. Il défend un parti et, sans doute, un pays, sans prononcer sur lui le jugement de l'histoire. Mais l'abondance et la précision des détails qu'il nous fournit en font pour l'historien une source indispensable à consulter.

M. SHEARMAN a publié, avec un bon manuel d'histoire irlandaise², une étude des relations anglo-irlandaises³. L'auteur est un Anglais qui, insistant sur la période postérieure à 1870, fait ressortir les efforts des Anglais pour arriver à une entente. Très sévère pour Redmond, il est sympathique au gouvernement de Cosgrave et comprend mal l'intransigeance de Valéra. Mais il voit aussi les fautes commises par Lloyd George. Il nous renseigne bien sur l'Ulster. Il nous rend surtout le service de nous apporter un exposé précis et clair d'événements si déconcertants, dont il suit le récit jusqu'en 1945.

Les archives du Vatican et la correspondance de la légation britannique en Toscane, dont un agent résidait à Rome, font connaître l'attitude du Saint-Siège à l'égard du mouvement irlandais de « Repeal ». Alors qu'en Belgique et en Pologne il décourageait les tendances révolutionnaires, il se montra sympathique à l'« agitation » irlandaise, qui se voulait pacifique. Il ne chercha pas à empêcher le clergé irlandais de prendre part à la campagne d'O'Connell. S'il eut soin d'abord de ne pas nommer d'évêque qui pût déplaire à l'Angleterre, il ne voulut pas se laisser dicter ses choix et ne craignit pas de donner l'archevêché de Tuam à un prélat hostile aux Anglais. Alors que Metternich eût voulu obtenir de lui une condamnation publique du nationalisme irlandais, il ne consentit qu'à recommander confidentiellement au clergé la prudence⁴.

Paul VAUCHER,
Professeur à la Sorbonne.

1. Dorothy MACARDLE, *The Irish Republic*. Dublin, Irish Press, in-8°, 1,045 p.

2. Hugh SHEARMAN, *Modern Ireland*. Londres, Harrap, 1952, in-16, 176 p. Prix : 7 s. 6 d.

3. Hugh SHEARMAN, *Anglo-Irish Relations*. Londres, Faber, 1948, in-8°, 288 p. Prix : 16 s.

4. John F. BRODERICK, *The Holy See and the Irish Movement for the Repeal of the Union with England, 1839-1847*. Rome, Analecta Gregoriana, vol. LV, 1951, in-8°, xxvii-237 p.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

J. E. VAN LOHUIZEN-DE LEEUW. *The « Scythia » Period, an approach to the history, art, epigraphy and palaeography of North India from the 1st Century B. C. to the 3rd Century A. D.* Leiden, E. J. Brill, 1949; in-4°, XII-437 pages, 29 fig. dans le texte, 1 frontispice, XL pl. contenant 72 fig.

La période où une puissance scythe venue de Haute-Asie s'est établie en Bactriane, au pied du mur opposé par la puissance parthe, et a dérivé vers l'Indus pour dominer finalement toute l'Inde du Nord-Ouest, est une des grandes périodes non pas seulement de l'histoire de l'Inde, de l'Iran et de l'Asie centrale, mais de l'histoire universelle. L'empire indo-scythe, en effet, a jeté un pont entre l'Inde et la Haute-Asie liée à la Chine. C'est grâce à lui que l'expansion de la civilisation indienne, avec celle du bouddhisme, a commencé vers l'Extrême-Orient; or, cette expansion est un fait d'intérêt historique mondial, pendant de l'expansion de l'hellénisme et du christianisme en Occident. Malheureusement, de grandes difficultés chronologiques embarrassent depuis le XVIII^e siècle les historiens de cette période.

De maigres renseignements grecs et latins, des données plus étendues des Annales chinoises, avaient déjà permis, dès 1759, à Deguignes de commencer l'étude de la question. Bien d'autres sources d'information nous sont venues depuis : des textes légendaires, des monnaies, des monuments archéologiques, sculptures, objets d'art et des inscriptions, même des inscriptions datées. Les monnaies et les documents archéologiques témoignent d'influences occidentales très importantes qu'on s'efforce de dater par comparaison avec les modèles occidentaux probables. Ces influences sont d'autant plus importantes qu'elles attestent une activité d'échanges entre Occident et Orient indianisé bien plus considérable qu'on ne le supposerait d'après les données des sources littéraires occidentales (Reinaud, dès 1863, a été un des rares savants à déceler dans ces sources des traces négligées de l'importance de ces échanges). Les inscriptions datées, qui sont habituellement gravées sur des sculptures et mentionnent des souverains, devraient tout à la fois donner des repères chronologiques pour les formes artistiques et des précisions sur la localisation des règnes dans le temps. Mais elles sont datées en des ères que nous ne parvenons pas à identifier avec certitude et la fixation des points de départ de ces ères entraîne d'interminables discussions sans issue.

En attendant qu'une découverte nous livre la clé véritable du problème, M^{me} van Lohuizen a rendu un service considérable en faisant une soigneuse mise au point critique de la question. Son travail est sur cette question un précieux et clair rapport général. Il est désormais l'instrument indispensable d'orientation dans la foule incohérente des mémoires antérieurs, tous bien examinés, à l'exception de

quelques-uns parmi ceux qui sont parus pendant la préparation du livre et n'ont pu parvenir à l'auteur en temps utile.

Un premier chapitre étudie la question cruciale des ères, tendant à assimiler, comme on l'a déjà fait souvent non sans vraisemblance, mais aussi sans preuve décisive, l'ère de Kanishka, le plus important des souverains indo-scythes, à l'ère indienne bien attestée, dite *çaka*, qui commence en 78 de J.-C. Les chapitres II à IV traitent de l'art du Nord-Ouest, de l'art indo-scythe de Mathurâ et de l'art postindo-scythique de Mathurâ également. Le chapitre V examine les inscriptions de la période postindo-scythique et les deux derniers retracent, à la lumière des résultats précédents, l'histoire de la même période et celle du nord de l'Inde, du I^{er} siècle avant au III^e après J.-C. L'ouvrage, admirablement présenté et illustré, se termine par des appendices paléographiques, une bibliographie et un index.

J. FILLIOZAT.

Jeannine AUBOYER. *Le trône et son symbolisme dans l'Inde ancienne.* Paris, Presses Universitaires de France, 1949; in-8°, 228 pages, 11 pl.

Une monographie sur le symbolisme du trône dans l'Inde ne se rattache pas strictement à l'histoire, mais, outre que le répertoire des formes par lequel débute le livre est ordonné selon la chronologie historique, les conclusions tendent à préciser la conception indienne de la royauté et cette conception intéresse directement notre représentation de l'organisation monarchique dans toute la civilisation indienne et dans les pays d'Indochine et d'Indonésie qui ont adopté cette civilisation.

La partie documentaire et descriptive de l'ouvrage est soigneusement traitée et très clairement illustrée. Elle constate historiquement l'évolution des formes et des ornements, d'après les représentations iconographiques des monuments et les monnaies (mais celles-ci auraient pu être plus largement utilisées comme témoignages datés), exceptionnellement d'après des trouvailles de fouilles. A cette première partie documentaire se rattachent un appendice sur les noms des trônes et sièges dans les textes et sur leurs mensurations, ainsi qu'une bibliographie et un lexique des termes indiens utilisés dans les exposés.

La seconde partie est d'interprétation symbolique, d'après des hypothèses partant des idées de J. Przyluski sur le lieu saint dans les conceptions indiennes et sur son évolution en lieu de symbolisme cosmique. Le trône, confondu avec un autel et se chargeant du symbolisme des éléments primitifs du lieu saint (arbres, rochers, eaux et pierres, constituant les éléments d'un paysage qui est un microcosme), deviendrait symbole cosmique en même temps que fondation de la souveraineté universelle pour celui qui le possède. L'hypothèse est richement appuyée par l'examen de nombreux textes et de témoignages multiples et elle est ajustée d'une façon fort cohérente aux faits constatés. Elle cadre de plus avec l'usage bien attesté du symbolisme cosmique dans les spéculations indiennes. Elle est donc, dans son ensemble, très vraisemblable et méritera d'attentives discussions. Il faut toutefois se garder d'attacher trop d'importance aux symbolismes secondaires des décorations du trône. Ces décorations peuvent manquer, comme on le voit sur les monnaies Gupta où souvent le trône se réduit à une banquette avec cadre simple pour dossier.

J. FILLIOZAT.

Jean-Jacques HATT. *Strasbourg au temps des Romains*. Strasbourg et Paris, Compagnie des arts photomécaniques, 1953 ; petit in-8°, 82 pages, 32 pl. dans le texte.

Dédié à la mémoire de Robert Forrer, dont on connaît le rôle dans la reconstitution du passé archéologique de Strasbourg (Argentorate), cet opuscule apporte, sous un format modeste, beaucoup de faits nouveaux et des indications fort précieuses pour la chronologie. — Argentorate était un poste militaire, un bastion, et à part les vestiges de ses enceintes, il n'offre pas à l'étude, jusqu'ici, de grand monument antique, apparent encore ou dégagé du sous-sol. De plus, le terrain, au confluent de voies d'eau, était humide, voire marécageux, et les Romains ont dû l'assainir, le surélever de trois mètres environ. Même ainsi, l'aire exhaussée se prêtait mal aux entreprises constructives des Anciens. Les humanistes alsaciens, du xvr^e au xviii^e siècle, ont commencé courageusement la tâche ardue que poursuit l'archéologie moderne.

Cité des marches de l'Est, Strasbourg a souvent pâti de la guerre. Mais les catastrophes lui ont apporté aussi certaines compensations historiques rétrospectives, en permettant, hélas ! l'étude plus approfondie d'un site dont la stratigraphie présente comme repères les effets des destructions et des incendies. Selon M. J.-J. Hatt, « le destin tourmenté de la ville romaine, ainsi qu'une partie du destin même de l'Empire romain sont inscrits dans le sous-sol ».

On reconnaît aux origines l'emplacement du camp militaire et les quartiers « civils » d'habitation, avec leurs modestes boutiques (*canabae*). L'île centrale avait été vraisemblablement occupée dès l'âge du Bronze, puis le site fut abandonné de 400 à 800 environ ; réoccupé, enfin, par les Celtes qui ont baptisé Argentorate, semble-t-il, et furent les premiers bâtisseurs. César écarta le péril germanique en battant Arioviste en Haute-Alsace, en 58 av. J.-C. — En l'an 44 de notre ère, après la conquête du glaciis des Champs decumates, Vespasien unit par un tracé de route Germanie et Rhétie. On dut ensuite défendre le *limes* construit, ce qui se fit sans recul jusqu'au temps de Gallien à Honorius, où il y eut un repli sur le Rhin, avec organisation défensive de la barrière du fleuve (cf. p. 8). Dès le principat de Tibère, le camp romain de Strasbourg pouvait abriter une légion et fit l'importance de la cité, avant d'être détruit et incendié — car il était bâti seulement de terre et de bois — dans l'insurrection du Batave Civilis ; puis il fut reconstruit sous Vespasien. Des graphiques (p. 10) montrent les agrandissements. Les recherches archéologiques ont permis de tirer de l'ombre des faits mal connus : le soulèvement d'une légion sous Nerva, réprimé par Trajan ; de détailler l'histoire des fortifications de Trajan, etc. On a aussi précisé fort utilement la suite des incursions germaniques, à partir de la fin du II^e siècle de notre ère, avec les destructions et reconstructions qu'elles provoquèrent jusque sous les Sévères. — Nous voyons beaucoup plus clairement l'état du rempart, constitué par un mur de pierre, chaîné de briques, après l'incendie de 97, muni intérieurement de plates-formes quadrangulaires, pour l'établissement des pièces de siège et des machines. En 375, on le doubla d'une nouvelle fortification, qui comportait alors des tours extérieures demi-circulaires et des tours rondes aux quatre angles (pl. III, fig. 16).

Le lecteur est ici savamment guidé dans une promenade difficile à travers Strasbourg, à hauteur des sous-sols ; visite qui eût été rendue bien impossible sans le conducteur si autorisé qu'est aujourd'hui M. J.-J. Hatt, héritier de la science

et du zèle de Forrer ; on voit qu'il ne néglige aucun indice. Que n'apprenons-nous pas sur le camp et les faubourgs, sur l'armée romaine à Strasbourg, et les travaux de la population civile ; sur la religion et les sanctuaires (mithraeum de Königshoffen) ; sur les nécropoles et les usages funéraires ?

On a trouvé, en effet, des vestiges des casernes et des maisons — celles-ci petites et édifiées en matériaux légers — bois, pisé — peu confortables, semble-t-il, pour le chauffage et l'adduction des eaux. Elles servaient à un artisanat assez humble. Aux forgerons, serruriers, charrons, etc., s'associaient d'ailleurs des orfèvres, des émailleurs, par exemple, des maîtres verriers (pl. 24-26). Certaines de leurs productions, et d'autres importées, nous sont montrées tour à tour. Il y avait aussi des mosaïstes, des fresquistes. Sur la couverture de la plaque, un fragment reproduit en couleur — découvert sur la place Kléber, et qui serait de la fin du I^{er} siècle — montre le reste d'un Dionysos couronné de raisins, près duquel un curieux personnage tient entre ses lèvres des épis symboliques. Il ne s'agit certainement pas, quoi qu'on dise, d'une « Bacchante » (p. 73). Le Dionysos de la pl. 30, figure d'applique en bronze, pourrait venir d'une *kliné*, ou d'un char funéraire. A noter le mélange des cultes, romains, celtes, orientaux (p. 57 et suiv.).

Le cataclysme de 235 a marqué le début du déclin ; et, en 355, il y a eu destruction totale, malgré les efforts de Valentinien, qui fit rétablir l'enceinte ; Argentorate n'a plus retrouvé ensuite sa fortune, qu'elle avait due aux Romains et déjà au labeur de ses habitants, bien entendu.

Ch. PICARD.

I. — Edith ENNEN. *Frühgeschichte der europäischen Stadt*. Bonn, Ludwig Röhrscheid Verlag, 1953 ; in-8°, XL-324 pages, 2 cartes.

II. — Hans PLANITZ. *Die deutsche Stadt im Mittelalter von der Römerzeit bis zu den Zunftkämpfen*. Graz-Köln, Böhlau Verlag, 1954 ; in-8°, xvi-520 pages, 45 plans, 18 illustrations.

Il est certes peu de problèmes qui passionnent autant les médiévistes que celui de l'origine et du premier développement des villes du Moyen Age. Depuis un siècle, il a donné naissance à une masse formidable de travaux, à des théories multiples, en Allemagne surtout, à des polémiques retentissantes. Et cet engouement n'est pas près de fléchir : la parution presque simultanée de ces deux ouvrages d'ensemble, dus à des spécialistes éminents de l'histoire urbaine, ne manquera pas de le stimuler encore, s'il est possible.

S'ils se recouvrent en partie, les deux livres diffèrent par leur conception et leur but. Le premier a pour sujet même le devenir de la ville européenne, depuis l'Antiquité jusqu'au XII^e siècle. Aussi la discussion des thèses relatives à la question tient-elle une large place, l'auteur prenant soin même de faire des citations étendues d'historiens allemands, italiens, belges et français. M^{lle} Ennen distingue les deux grands groupes de villes qu'il est classique d'opposer l'un à l'autre, celui de la zone méditerranéenne — Italie, France du Sud, Espagne — et celui du Nord, entre Seine et Elbe. Au premier abord, à vrai dire, le plan de l'ouvrage et le déséquilibre des développements consacrés aux deux groupes de villes sont un peu déconcertants. Dans une première partie introductive, l'auteur caractérise brièvement chacune des civilisations urbaines de l'antiquité, depuis celles de la Mésopotamie jusqu'à celle de Rome. Même cette dernière n'a droit qu'à quelques lignes,

alors que pourtant la continuité entre la ville antique et la ville médiévale du Midi est l'un des thèmes fondamentaux de l'ouvrage. Par contre, un chapitre plus long étudie les établissements commerciaux des Germains au haut Moyen Age, la conclusion étant cependant que la ville médiévale ne leur doit à peu près rien. On s'attendrait, ensuite, à ce que la seconde partie traite de la ville méditerranéenne au Moyen Age, M^{lle} Ennen soulignant la précocité de son développement, la priorité de nombre de ses institutions par rapport à celles de la ville du Nord et les influences exercées sur celle-ci : or, elle est consacrée, au contraire, à la ville du Nord plus tardive, la ville du Midi faisant l'objet d'une dernière partie, beaucoup plus courte d'ailleurs que la précédente. Ce paradoxe, il est vrai, s'explique lorsqu'on discerne le véritable but du livre, dont le titre ne rend pas compte exactement : il s'agit moins d'exposer dans son ensemble l'évolution des villes européennes que de décrire minutieusement la genèse de la ville du Nord, de montrer ce que celle-ci doit au milieu où elle s'est formée et ce qu'elle a emprunté à la ville du Midi, de dégager son originalité par des comparaisons poussées avec d'autres types de villes (méditerranéen, hongrois, russe, etc.). Ainsi considéré, cet ouvrage, solidement documenté, est une contribution de premier ordre au problème des origines tant débattu, et le souci constant de la comparaison en est l'un des plus grands mérites.

Le livre de M. Planitz, quant à lui, est consacré exclusivement aux villes du Reich médiéval, y compris, par conséquent, celles du nord de la France et des Pays-Bas situées à l'est de l'Escaut. Il est divisé en deux parties à peu près égales, la première traitant des origines jusqu'au xii^e siècle, la seconde exposant l'essor des villes au xiii^e et au xiv^e siècle. L'auteur s'est donné pour tâche essentielle de présenter un tableau concis, mais aussi complet que possible des principaux aspects du développement urbain, insistant notamment sur les variétés régionales. Aussi, tout en signalant les interprétations différentes de la sienne, il ne s'attarde pas à en faire une longue discussion. La précision et la clarté sont les qualités dominantes de ce livre, ce qui n'est pas un mince mérite lorsqu'on songe à la complexité du sujet. Ainsi M. Planitz a eu l'heureuse idée, dans la première partie, de faire un exposé d'ensemble de la ville allemande pour chacune des périodes considérées : romaine, mérovingienne, carolingienne, saxonne, milieu du xi^e à fin du xii^e siècle. Le texte est étayé par une masse considérable de notes, remplissant plus de cent cinquante pages — malheureusement rejetées à la fin du volume — et référant autant aux sources qu'aux travaux des historiens. Ce livre constitue donc un véritable répertoire, désormais indispensable à toute étude d'histoire urbaine et qui remplace pour l'essentiel — enfin ! — l'ouvrage vénérable mais bien vieilli de G. L. von Maurer, *Geschichte des Städteverfassung in Deutschland*, dont les quatre volumes datent de 1869-1871.

Si l'auteur s'est attaché à étudier de façon approfondie les aspects essentiels de son sujet, il a dû se résigner à en sacrifier d'autres, surtout dans la seconde partie, ainsi qu'il le rappelle dans sa préface. De l'histoire politique, il a supprimé les ligues de villes ; de l'économie, la production et les échanges ; des institutions, les attributions et le rôle des fonctionnaires seigneuriaux. Il s'est concentré avant tout sur trois aspects de l'histoire urbaine : les groupements sociaux, notamment le patriciat, qu'il appelle d'abord *Meliorat*, sans s'expliquer sur la différence qu'il fait entre les deux termes ; le développement de l'autonomie urbaine, particulièrement la naissance du Conseil (*Rat*), apparu pour la première fois à Spire, vers

1190, l'institution étant importée d'Italie, sur le modèle du consulat, par Henri VI. Enfin, l'aspect topographique a été étudié avec prédilection et de façon remarquablement concrète, grâce aux très nombreux plans publiés ; l'ouvrage abonde en notations intéressantes sur le site, l'extension des faubourgs et des enceintes, la forme quadrangulaire ou triangulaire du marché, le tracé des rues et son remaniement selon des besoins nouveaux, la fusion de villes doubles, etc. Par rapport aux synthèses antérieures de l'histoire des villes allemandes, cet aspect topographique est sans doute le plus original et le plus instructif de ce livre magistral.

Les deux ouvrages s'attaquent l'un et l'autre au grand problème du devenir de la ville au nord des Alpes, qui se place entre le x^e et le xii^e siècle. Il est intéressant de constater que, malgré la littérature énorme consacrée à ce sujet, l'unité de vues est loin d'être réalisée, et de relever certaines divergences d'interprétation entre nos deux auteurs.

Et d'abord se pose la question, fort à la mode en Allemagne, de la continuité entre l'Antiquité et le Moyen Age. Les villes romaines du Nord, profondément déchues, survivance anachronique dans un monde exclusivement rural, contiennent-elles ou non, à l'époque carolingienne, des germes de renouveau ? M. Planitz, comme la plupart des historiens allemands d'aujourd'hui, insiste sur l'effacement des institutions municipales, la disparition de toute personnalité juridique, la transformation complète de l'économie pour conclure que la ville médiévale s'est créée sur des bases entièrement nouvelles, d'essence germanique.

M^{lle} Ennen, au contraire, sans nier la décadence, estime qu'il serait inexact de considérer les villes comme des restes moribonds d'une civilisation disparue : certains éléments, hérités de l'Antiquité, sont créateurs d'un ordre nouveau. Ainsi mainte ville conserve une fonction politique et administrative : au ix^e siècle, Laon et Ratisbonne font figure de capitale royale, à Soissons, à Cambrai et ailleurs, le comte est fixé à demeure. Le rôle de l'Eglise est particulièrement important ; non seulement les sièges des évêchés, mais aussi le culte des reliques ont été formateurs de villes : le cas de Liège, né des pèlerinages effectués au tombeau de saint Lambert, est particulièrement instructif. Enfin, les murailles romaines, si branlantes qu'elles aient été, ont servi de modèle aux places fortes et aux châteaux édifiés après les invasions normandes et hongroises : le mur de pierre est un élément romain et méditerranéen, adopté par les Germains qui ne pratiquaient jusqu'alors que les levées de terre et les palissades. Sans aller aussi loin que Dopsch, M^{lle} Ennen se range donc parmi les champions de la continuité. En outre, elle remarque que le berceau de la ville du Nord ne se situe ni dans les régions foncièrement germaniques, ni dans les régions nettement romanes, mais à leur contact, au cœur du pays franc, entre Meuse et Escaut : preuve que les deux mondes ont participé à cette création.

Les deux auteurs sont d'accord pour souligner le rôle décisif des marchands et de leur gilde dans la formation de la ville. Les marchands au long cours du haut Moyen Age tendent à devenir sédentaires depuis le x^e siècle, à se fixer dans un quartier propre (*portus, suburbium, Wik*) au voisinage d'une place forte (*civitas, castrum, Burg*). Cette juxtaposition de deux agglomérations, à l'origine entièrement distinctes, n'a pas d'équivalent dans le Midi : c'est la grande originalité des pays du Nord et la ville est née de la fusion topographique et juridique de ces deux éléments. M^{lle} Ennen s'est spécialement penchée sur la question de l'emmuraille-

ment du quartier marchand, étape importante du développement urbain. La carte qu'elle a dressée montre que les cas les plus anciens sont ceux de Ratisbonne, Namur, Cologne et Verdun au x^e siècle ; mais, tandis que le phénomène demeure longtemps isolé dans la région danubienne, il se multiplie en Flandre et en Brabant dès le xi^e . Si le facteur économique a joué un grand rôle, l'auteur remarque cependant qu'il n'a pas toujours été déterminant : des entrepôts commerciaux prospères au haut Moyen Age, comme Dursteede, Haithabu et Birka, n'ont pas donné naissance à des villes.

Au point de vue juridique et social, le problème majeur de la création de la ville est la formation de la communauté urbaine, c'est-à-dire d'un groupe organisé d'habitants, celui des bourgeois, solidaires et dotés de prérogatives administratives plus ou moins étendues. Tandis que la communauté urbaine s'était maintenue dans les villes italiennes depuis l'Antiquité, elle avait été balayée dans le Nord après les invasions, et sa réapparition, depuis la fin du x^e siècle, est un des aspects marquants de la renaissance urbaine. M^{lle} Ennen a eu l'idée intéressante de suivre la progression du mot même de *burgensis*. Tandis qu'en pays germanique, celui-ci signifiait souvent habitant du château, de la place forte (*Burg*), en pays roman il désigne l'habitant du « bourg », c'est-à-dire du quartier marchand, et dès lors le bourgeois. Dans ce sens, on le rencontre d'abord, dans la deuxième moitié du x^e siècle, dans le secteur Meuse-Escaut, à Saint-Omer, à Huy, à Cambrai ; il gagne l'Allemagne au xii^e siècle — on le trouve le plus anciennement à Fribourg en 1120 — où il élimine l'ancien sens et concurrence même le terme de *civis* propre aux villes épiscopales. On peut se demander pourtant si la terrible imprécision du vocabulaire médiéval permet de suivre avec une telle netteté l'expansion vers l'Est de la notion de bourgeois.

Pour M. Planitz, la communauté urbaine s'est réalisée partout sous la forme de l'association jurée, dont les membres de la gilde marchande auraient été les promoteurs. Il en décrit le processus à Cambrai, où, formée illégalement par les bourgeois en 1076, la *conjuratio* fut reconnue par l'évêque en 1101 et à Cologne, où elle prit naissance avec l'appui de la royauté en 1106 et fut acceptée par l'archevêque en 1112. Il s'efforce de montrer qu'elle s'est imposée de la même façon dans les autres régions allemandes, tout en étant obligé de reconnaître que le processus est moins net en Souabe, et plus incertain encore dans les villes saxonnes. Chose plus grave, on ne trouve pas trace d'association jurée ni de gilde dans les deux villes où une communauté urbaine est le plus anciennement attestée, à Huy et à Dinant, après le milieu du x^e siècle. Dès lors, peut-on croire que la communauté urbaine implique nécessairement l'association jurée ? M^{lle} Ennen ne le pense pas. Adoptant les vues de Franz Steinbach, elle admet que des communautés urbaines se sont formées à l'image de communautés rurales — dont l'existence, cependant, demeure problématique — soit spontanément, soit par privilège seigneurial, en empruntant leurs organes aux institutions judiciaires de la monarchie franque : ainsi, dans toute la zone franque, l'échevinat se serait imposé comme assemblée administrative et ne se serait renforcé que postérieurement par l'association jurée. L'hypothèse semble acceptable et compléter heureusement la thèse un peu trop exclusive de la *conjuratio*.

Quels furent les éléments sociaux qui constituèrent la communauté urbaine ? Selon M. Planitz, celle-ci a été réalisée principalement par l'union entre les marchands, qui en furent le groupe dirigeant, et les gens de métier, en majeure partie

serfs — l'auteur rejoint ici certaines affirmations de l'ancienne théorie de l'origine domaniale des villes. Au XI^e siècle, les seigneurs urbains, particulièrement les évêques, cherchant à étendre leur domination, se seraient efforcés d'accentuer cette dépendance des artisans et même d'y contraindre les marchands libres. D'où l'alliance entre les deux groupes, d'autant plus naturelle que, économiquement, les gens de métier étaient de plus en plus étroitement liés aux marchands, et la formation entre eux, par serment, de la communauté urbaine. « Tous les artisans, écrit M. Planitz, sont *cives* ou *burgenses*, ou *urbani*, c'est-à-dire bourgeois. » A quoi l'on peut objecter qu'au moins au début le droit de bourgeoisie paraît avoir été lié à la possession d'une propriété assez importante, que la majorité des artisans était assurément incapable d'acquérir. Ce n'est que plus tard, au XIII^e siècle sans doute, avec l'amélioration de leur niveau de vie et le renforcement de leur organisation, qu'ils ont pu accéder à la bourgeoisie. Il ne faut donc pas, semble-t-il, concevoir la formation de la communauté urbaine comme un mouvement de masse, mais comme l'œuvre d'un groupe de privilégiés assez restreint, qui s'élargit ensuite jusqu'à comprendre la plus grande partie des habitants de la ville.

Bien d'autres aperçus de ces deux livres si riches mériteraient, est-il besoin de le dire, qu'on s'y arrête. Contentons-nous en terminant de relever certains traits qui leur sont communs. D'abord, la multiplicité des éléments mis en œuvre pour expliquer la renaissance des villes. Le temps est définitivement révolu des grandes théories qui s'efforçaient de faire dériver les « constitutions urbaines » d'un seul principe, généralement juridique ; la complexité et l'entre-croisement des facteurs les plus divers, la place prise par l'aspect topographique du problème font mesurer le chemin parcouru depuis un siècle. Notons ensuite l'importance donnée aux influences méridionales exercées sur la ville du Nord ; sensible surtout dans l'ouvrage de M^{lle} Ennen, qui discerne des courants venus d'Espagne autant que d'Italie, elle n'est pas absente de celui de M. Planitz. Il est, enfin, intéressant de constater comme une résurgence d'explications très anciennes : continuité entre la ville antique et la ville médiévale, même dans le Nord, parenté entre la communauté urbaine et la communauté rurale, importance de la population soumise au droit domanial. Assurément, ces interprétations, sous leur forme nouvelle et très nuancée, diffèrent sensiblement des théories simplistes d'autrefois. Il n'en est pas moins curieux d'enregistrer la vitalité de ces dernières, alors qu'après leur heure de célébrité au XIX^e siècle, elles semblaient avoir été intégralement rejetées.

Ph. DOLLINGER.

Augustin RENAUDET. *Dante humaniste*. Paris, « Les Belles-Lettres », 1952 ; in-8°, 576 pages.

Voici longtemps que le livre de M. Renaudet m'a été remis, et je m'excuse de mon retard auprès de l'auteur comme auprès des lecteurs de la *Revue*. Mais c'est un peu le sort commun des Sommes longuement pensées, comme l'est cette œuvre capitale, de susciter, avec l'admiration, des réflexions et, souvent, de respectueuses controverses qui, à les reprendre et à les retourner, diffèrent un compte rendu au delà des limites de la décence et bien près de celles de l'ingratitude.

Un livre de M. Renaudet ne pouvait être qu'un grand livre. Celui-ci l'est de bien des manières. Le titre, et le dessin, en est beau, mais promet au lecteur deux

sujets difficiles, et qu'une abondante littérature n'a point ordinairement contribué à éclaircir. Or, ici, Dante sort des détails de l'érudition et nous le voyons à la fois penser et vivre, dans un récit d'une telle richesse et d'une telle sympathie intérieure que, à propos d'un aspect seulement de son génie, c'est tout l'homme qui est évoqué. On ne s'étonnera pas que la notion, si complexe, d'humanisme reçoive de M. Renaudet une des meilleures définitions qui en ait été donnée. Non pas exaltation de l'homme qui, tel qu'il est généralement, ne peut être toujours exalté. Mais « création d'une éthique de la noblesse humaine » (p. 103), et le mot est répété plusieurs fois (p. 535 et 555). Et la notion d'humanisme rejoint ici la notion d'honneur, dont l'on souligne surtout (comme l'a fait Lucien Febvre à propos de Calvin) les origines féodales. Ici aussi, on sent le chemin accompli par l'ancien humaniste qu'était le Réformateur, lorsqu'il passa de l'honneur humain à l'honneur de Dieu.

Les humanistes ainsi attachés à promouvoir la noblesse humaine crurent trouver dans l'Antiquité des exemples et un climat qui leur auraient manqué. On est un peu étonné de cette méconnaissance de leur propre temps, et du fait que c'étaient les modalités et les circonstances les plus « médiévales » de ce temps qui créaient en eux un tel idéal. Les lettrés étaient « humanistes » parce que les gentilshommes étaient, depuis longtemps, « chevaleresques » : les qualités de *virtù* qu'apprécieraient les humanistes italiens du *xv^e* siècle n'étaient point différentes de la « générosité » dont un Orderic Vital, au *xii^e* siècle, faisait l'attribut nécessaire des nobles. L'exemple de l'Antiquité n'était d'ailleurs pas plus à ressusciter. Une note de M. Renaudet rappelle la grande familiarité que le Moyen Age montrait à un Virgile légendaire. Je ne suis, il est vrai, pas tout à fait convaincu que, ainsi qu'il le dit (p. 95), « la légende médiévale avait grandi Virgile, l'avait élevé au-dessus du niveau commun des hommes », tandis qu'elle « s'était parfois emparée » d'Aristote « pour le rendre un peu ridicule ». A Naples, tout au moins, — M. Renaudet le sait bien, s'il n'y pense pas ici, — elle avait agi de même avec le poète réduit à être un enchanteur chargé d'épouiller la ville, et soumis parfois aux caprices humiliants des belles.

Il faut donc faire remonter l'humanisme et le souci de l'Antiquité, disons la Renaissance, fort avant Dante, et personne ne songera à l'apprendre à l'auteur du présent livre. Du moins a-t-il montré que Dante connaissait l'Antiquité tout aussi bien que la plupart des gens de la Renaissance des manuels, celle du *xv^e* siècle. Sans prétendre en faire la démonstration exhaustive, M. Renaudet y a consacré presque tout son ouvrage. Tour à tour, il nous montre Dante en présence des philosophes et des savants de l'Antiquité, puis interprétant les religions antiques et leurs mythes, divins (les grands dieux, l'un après l'autre, et de moindres) et héroïques (les Argonautes, Hercule, la Crète, Thèbes, Troie, Énée), enfin méditant sur la cité antique, Rome et l'Empire. Il y a là abondance de détails et de points de vue, qui étaient dans l'œuvre de Dante, mais sans qu'on les y cherchât beaucoup, et qui, grâce à M. Renaudet, vont enrichir désormais toutes les études consacrées à l'étude de ces mythes.

Dante humaniste. Oui, la démonstration est faite de manière magistrale, avec une clarté parfaite et avec la richesse dont j'ai dit que bien des sujets plus ou moins connexes en profiteraient. Et je ne peux oublier de parler ici du style qui achève de la rehausser. Car il ne s'agit pas ici seulement d'agrément. Commentant le passage où Dante gravit avec Stace et Virgile « l'étroit couloir qui monte au Paradis

terrestre » (*per quel poco vedea io le stelle Di lor solere e più chiare e maggiori*), M. Renaudet rappelle le *Songe de Scipion* (*Erant autem eae stellae quas numquam ex hoc loco vidimus et eae magnitudines omnium quas esse numquam suspicati sumus*) ; mais, ne croyant point trop, semble-t-il, à un emprunt, il écrit : « Un lecteur français pense au Mont-Saint-Michel, à la nuit tombant sur la solitude infinie des grèves. La montée, durement encaissée dans la roche, ne permet qu'une vue rétrécie ; mais le peu de ciel ainsi aperçu laisse voir les étoiles plus lumineuses et plus larges qu'elles ne paraissent de la terre. » Ce n'est pas seulement paraphrase de critique esthétique, et je suis reconnaissant à l'auteur de rappeler — ce qui est si méconnu dans l'histoire du sentiment religieux — qu'il faut faire une place aussi grande à la redécouverte spontanée qu'à l'imitation ou à la transmission textuelle.

Donc, Dante humaniste. Mais le premier chapitre du livre est un « Problème de l'humanisme chrétien » et le dernier paragraphe un « Retour sur le problème de l'humanisme chrétien ». Or, si je vois bien en quoi Dante fut humaniste, il ne m'apparaît guère ici qu'il ait été un humaniste chrétien. Le chrétien se définit par son attachement aux Écritures et aux vérités qu'elles contiennent. Qu'en est-il pour Dante, pris dans son œuvre ?

« La théologie de Dante, instruite par la Bible », écrit M. Renaudet (p. 481). Or, les passages de la Bible qu'il cite sont assez peu nombreux et sans grande signification profonde. Je ne tirerai pas argument de ce que l'on n'a pas cru devoir en dresser l'index, alors qu'il y en a un des passages d'auteurs antiques connus de Dante : on nous dit que la partie de l'index qui aurait porté sur la foi religieuse, la prophétie, la mystique de Dante a dû être sacrifiée. En tout cas, la table des citations bibliques n'aurait pas été longue et n'aurait pas renvoyé à quelque 213 pages de l'ouvrage comme celle des centons antiques. Pour l'Ancien Testament, j'ai relevé (et l'on m'excusera de ne pas reclasser cela) : une imitation très nette de Job (p. 119), des expressions empruntées à l'Exode (p. 133), une mention d'Ézéchias prise dans le livre des Rois avec rappel d'Isaïe (p. 204), le nom de *Natan profeta* (p. 271), des textes liturgiques provenant des Psaumes (p. 287-289), le *Veni, sponsa de Libano*, du Cantique des cantiques (p. 288) ; la lamentation de David sur les monts de Gelboé, qui est du II^e livre des Rois (p. 334), une allusion à l'arc-en-ciel du Déluge (p. 347), l'utilisation du songe de Nabuchodonosor dans le mythe du vieillard de Crète (p. 405-408), la femme de Putiphar (*la falsa ch'ac-cusò Giuseppe*), des souvenirs des Macchabées (p. 481, 486), l'arbre de la science du Paradis terrestre (p. 525). Et j'oubliais la citation du *Convivio* : « Ce fut en un même temps que David naquit et que Rome naquit » (p. 469).

Du Nouveau Testament sont cités : pour la vie du Christ, la salutation angélique (p. 341), la Passion (p. 196, 521, 522), les disciples d'Emmaüs (p. 418) ; de son enseignement, deux passages des Évangiles contre les traditions ecclésiastiques et la richesse de l'Église (p. 233, 235) ; des Actes des Apôtres, l'épisode d'Ananias et de Saphira (p. 460) ; des Épîtres, quelques allusions à celles de Paul (p. 52, 86, 304, 473). Enfin l'Apocalypse, dont on croirait qu'elle est constamment utilisée, l'est relativement peu, du moins avec précision (p. 132, 200, 292, 374, 416), et le second de ces passages témoigne d'une singulière exégèse, puisque l'Aigle « malfaisante et néfaste » du livre prophétique devient chez Dante, nous dit M. Renaudet, « l'Aigle romaine..., force bienfaisante, qui soutient parmi les hommes la cause de l'équité ».

Sans doute mon dépouillement n'est-il pas complet, et l'auteur du présent livre n'a-t-il pas voulu rendre le sien exhaustif¹, son dessein n'ayant pas été d'étudier spécialement comment Dante a utilisé la Bible. Mais, au total, tandis que l'on peut parler de l'« immense érudition antique » de l'Alighieri, on voit mal qu'il reconnaisse « l'autorité véritable à l'Écriture » (p. 103). J'entends bien qu'il n'est pas Milton ; il était libre de soutenir, dans le *De Monarchia*, « une vive discussion contre certaines écoles de théologiens et de canonistes, obstinés à n'alléguer que la Bible et les Pères » (p. 135). Mais vraiment, étant donné le sujet de la *Comédie*, la Bible est bien lointaine. Et c'est pour moi une raison de plus de ne pas voir en Dante un hérétique : ceux de son temps, comme ceux du xvi^e siècle, avaient une autre pratique des Écritures.

Mais il y a plus grave. Un chrétien, humaniste ou non, professe certaines vérités et participe de certaines expériences, qui le définissent. Qu'en est-il de Dante ? Qu'est sa piété ?

Ici, M. Renaudet distingue l'auteur du *Convivio* et l'auteur de la *Comédie*, postérieure. A propos du premier, on parle (p. 51) du « caractère intellectualiste de sa religion, à laquelle il demande avant tout une théorie du monde et une éthique, mais où manque, de façon assez frappante, cet attendrissement aux souffrances du Christ qui forme l'essence de la piété franciscaine, étrangère à Dante, malgré son culte pour saint François ». Ailleurs, il est question du « christianisme qui, à travers les quatre traités » du *Convivio*, « demeure sous-entendu, rarement formulé » (p. 87) et (p. 89) d'« une connaissance toute intellectuelle du divin », d'« un système du monde », où le Christ « apparaît essentiellement sous les aspects du Verbe », mais où « l'action rédemptrice du Christ, son humanité douloureuse, sa passion et sa croix, objets d'une foi inébranlable, ne semblent pas retenir aussi impérieusement la méditation du penseur ».

Et voici que, dans la *Comédie*, la religion de Dante serait toute différente. Parce qu'il aurait passé entre temps par l'expérience du péché et du salut. Les textes relatifs à la « conversion » des grands esprits du passé sont assez rares pour qu'on se penche avec intérêt sur ceux que cite M. Renaudet. Le péché, mais qu'est le péché pour ce second Dante ? « Incontinence, orgueil, avarice », nous dit-on (p. 93) : manifestations plutôt qu'essence du péché. L'expression employée par notre commentateur, « le drame du mal commis par les hommes » (p. 90), fait du péché une action plutôt qu'un état. Quant au péché que Dante s'attribue et que symbolise la *lonza*, c'est l'intempérance : une catégorie de péchés plutôt que

1. On comprendra que, devant un bilan aussi maigre, j'aie repris la *Divine Comédie*, à la recherche d'allusions que M. Renaudet n'a peut-être pas relevées. Pour l'Ancien Testament : Adam et les patriarches (*Enf.*, IV, 55-61), Ève (*Purg.*, XXIX, 24-27), Nemrod (*Purg.*, XII, 34), Léa et Rachel (*Purg.*, XXVII, 101-104), Ésaü et Jacob (*Purg.*, VIII, 130-131), Rachel, Sarah, Rébecca, Judith (*Par.*, XXXII, 8-10), Assuerus, Esther, Mardochee (*Purg.*, XXII, 28-29), Jephthé (*Par.*, V, 66), Melchisédec (*Par.*, VIII, 125), Ézéchiél (*Purg.*, XXIX, 100), le livre de Daniel (*Par.*, XXIX, 132-133), l'épisode où Gédéon renvoie ceux de ses compagnons qui ne lapaient pas l'eau (*Purg.*, XXIV, 125-127).

Du Nouveau Testament : Marie et la naissance du Christ (*Purg.*, III, 39 ; *Par.*, IX, 137-138, XXIII, 136-137), l'Incarnation (*Par.*, XXXII, 113), les Noces de Cana (*Purg.*, XIII, 29), le mot des Pharisiens qu'il valait mieux qu'un homme mourût que tout le peuple (*Enf.*, XXIII, 116-117), la mort sur la Croix (*Purg.*, XXIII, 74 ; *Par.*, XI, 71-72 ; XXV, 113). De l'enseignement du Christ : la paraphrase du *Pater* (*Purg.*, XI, 1 et suiv.).

le Pêché (p. 91). Il est remarquable que, si Adam apparaît, dans le *Paradis*, au milieu des Apôtres, comme symbole de l'humanité restaurée, son péché n'est l'objet que d'allusions vagues (p. 426, 521). Et que Dante ait faiblement la notion du péché originel se voit à son attitude devant les sages antiques. Passe encore qu'il soit prêt de considérer leurs âmes comme saintes (p. 107) ou même qu'il les représente comme marchant sur les eaux (p. 111), bien que le souvenir de l'Évangile rende cette invention, dans un poème chrétien, assez blasphématoire. Mais est-ce vraiment « d'une stricte théologie » de déclarer, avec Dante, qu'ils « ne péchèrent pas » (p. 118)? Pas contre la grâce du baptême, qu'ils ne reçurent pas. Mais en Adam? En tout cas, M. Renaudet nous prévient (p. 125) que saint Antonin vit là, expressément, « une grave erreur » du poète.

Pour ce qui est du salut, on ne s'étonnera pas que l'on puisse prêter à Dante l'assurance qu'il doit « travailler méthodiquement à sa rénovation spirituelle » (p. 89), ni que son désespoir à y arriver lui paraisse une redescente « vers la basse région des ténèbres » (p. 94). Dante n'est pas Luther. Il est naturel, aussi, que le problème du salut lui paraisse autant social qu'individuel : « le salut éternel du pécheur qui se nomme Dante Alighieri est nécessairement lié à la réforme intellectuelle, morale, politique et religieuse de l'univers chrétien » (p. 93). Pas plus qu'à la doctrine du salut gratuit on n'en était encore à l'individualisme chrétien, et la réforme en question est précisément l'un des deux grands buts, nous dit M. Renaudet, de l'humanisme dantesque. Mais est-il sûr que, « sur ce problème du salut de l'âme chrétienne, Dante pense comme un homme du Moyen Age, comme un prédicateur franciscain ou dominicain de pénitence » (p. 357)? Car, enfin, ils croyaient que le salut de l'homme s'accomplit dans et par la médiation du Christ. Or — si Dante parle bien, à deux reprises (*Purg.*, XVI, 18; *Par.*, XVII, 33), de « l'Agneau de Dieu qui ôte les péchés du monde » — « pour la conduite et la rédemption » de son âme, « âme de poète, âme travaillée et douloureuse, il fallait une âme de poète, humaine et tendre », celle de Virgile (p. 95), en sorte que, « une fois Dante libéré du péché, instruit de la justice divine, le rôle de Virgile est terminé » (p. 99). Quant au Christ, à son expiation, à la Croix, le poète semble bien être resté l'auteur du *Convivio*. Dans une époque et dans un pays qui attendent fiévreusement le retour du Christ, rien qui annonce la Parousie, sauf un mot qui reflète un enseignement du Seigneur à ce sujet, mais appliqué au Paradis, *vedendo in quel albor balenar Cristo* (*Par.*, XIV, 107). Le Saint-Esprit, la Pentecôte, dont la préoccupation était alors si forte en Italie? Juste quelques allusions (*Par.*, IV, 36; XIV, 75; XIX, 101; XXIV, 91-92). Sans doute, « le Dieu de la Bible réapparaît dans la *Divine Comédie*, sous l'aspect théologique d'une substance en trois personnes » (p. 121), et le chant XXXIII du *Paradis*, vers 115-120, en donne une belle représentation (p. 137), mais c'est, en effet, théologie pure, et l'ineffabilité du mystère ne justifie pas à elle seule la rapidité du passage (*Eh ! quanto è corto il dire*, *Ib.*, 121).

M. Renaudet me permettra, pour terminer, d'en appeler au sujet de Dante « humaniste chrétien » à ces vrais humanistes chrétiens qu'il a si parfaitement et si noblement étudiés. Mais, sans doute, cette application du terme est-elle plus juste, parce que plus compréhensive, que mes chicanes. Dante, qu'il nous a fait mieux comprendre, « humaniste et chrétien », ne pouvait sans doute pas être tout à fait un de ces humanistes chrétiens dont Pic de la Mirandole, Érasme, Lefèvre, Marguerite d'Angoulême (on me permettra aussi de dire Zwingli) furent le type parfait.

Émile G. LÉONARD.

Eg. I. STRUBBE. *Willem van der Tanerijen. Boec van der loopender practijken der Ralidteameren van Brabant* (Coutumes du pays et duché de Brabant. Duché. T. I et II). Bruxelles, C. A. D., 1952; 2 vol. in-4°, xxix-645 et 414 pages.

Poursuivant la série de ses importantes publications, la Commission royale des anciennes lois et ordonnances de Belgique a consacré deux gros volumes à l'édition intégrale d'une sorte de précis de droit brabançon, datant du dernier quart du xv^e siècle, dont seuls quelques fragments avaient été publiés jusqu'ici. L'auteur, né à Anvers, appartenait à une famille noble, originaire de Wattrelos, où se trouvait le fief de la Tannerie, d'où elle tirait son nom. Après avoir rempli des fonctions municipales dans sa ville natale, Willem van der Tanerijen, juriste réputé, siégea au Conseil de Brabant, puis au Grand Conseil.

Son travail, un manuscrit déposé aujourd'hui aux Archives de l'État, à Bruxelles, n'était pas destiné au grand public, mais à son fils et à d'autres jeunes gens se destinant comme lui aux carrières juridiques. Le texte, en dialecte brabançon, présente, d'après M. Strubbe, un réel intérêt philologique.

Au point de vue de l'histoire du droit, l'auteur a utilisé les travaux de Jehan Boutillier et de Jan van der Berghe. Ses conceptions d'ensemble sont donc déjà très imprégnées de droit romain, mais, sur bien des points, la coutume du Brabant s'écartait encore souvent de la règle générale. Aussi, les divergences sont-elles soigneusement notées, l'ouvrage étant avant tout pratique.

Le plan est des plus simples. La première partie, de beaucoup la plus longue, est destinée à celui qui intente l'action, la seconde au défendeur, la troisième au juge. Les termes juridiques sont classés dans un ordre logique et sommairement définis. Tout historien du Moyen Âge, même non spécialiste de ces questions d'institutions, pourra tirer parti de cette sorte de glossaire des termes de droit.

Dans la première partie, les paragraphes plus particuliers aux coutumes brabançonnaises concernent beaucoup plus le droit civil que le droit pénal; les questions relatives aux tutelles, aux procurations, aux droits féodaux, aux successions, aux contrats de mariage y tiennent une place spéciale. En ces domaines, les usages locaux étaient particulièrement vivaces, et, après avoir donné les définitions générales, l'auteur doit entrer davantage dans le détail. Dans les deux autres parties de l'ouvrage, ce sont surtout les particularités de la procédure en matière d'appel qui exigent une explication approfondie.

L'appareil critique remarquable, établi par M. Strubbe, permettra une utilisation facile de cette importante publication, à tous ceux qui entendent suffisamment l'ancien néerlandais.

J. GODARD.

H. DE VOCHT, *History of the collegium trilingue Lovaniense, 1517-1550*, dans *Recueil de travaux d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain*, t. I, 1951, 694 pages; t. II, 1953, 662 pages.

Ces deux gros ouvrages, qui ne totalisent pas moins de 1,356 pages et comportent de très nombreuses notes, représentent le type même de l'œuvre érudite: consciencieuse, exhaustive... et austère. Sur la longue route qu'il doit suivre, peu de distractions sont offertes au lecteur. Une seule aventure romanesque égale un peu

le livre. Un jeune humaniste, Nesen, enseignant au couvent des Augustins sans la permission officielle des autorités, se voit menacé de sanctions; il s'introduit de nuit chez le recteur, les armes à la main, et lui promet une sédition estudiantine au cas où il s'entêterait dans son projet.

Au vrai, l'auteur n'a pas cherché à distraire; son œuvre veut apporter toute la lumière possible sur la fondation et les premières années d'un collège qui eut au xvi^e siècle, non seulement à Louvain, mais dans toute l'Europe, un rayonnement considérable. Le sujet méritait évidemment une étude détaillée.

Un lettré de Flandre, Jérôme de Busleyden, auquel M. de Vocht a déjà consacré un livre¹, mourut en 1517, en laissant par testament un legs destiné à la création d'un collège universitaire. Conseillé par Érasme, dont il était l'ami, Busleyden voulait que ce collège fut trilingue, c'est-à-dire qu'on y enseignât non seulement le latin, mais encore le grec et l'hébreu. Le testament prévoyait donc le traitement de trois professeurs, la création de huit bourses pour étudiants pauvres et la rémunération d'un président qui serait en même temps l'administrateur du collège. L'entreprise était d'importance. Certes, depuis un siècle déjà, les rapports intellectuels s'étaient multipliés entre l'Italie et les Pays-Bas. Wessel Gansfoort et Rudolph Agricola, entre autres, avaient apporté dans les Flandres le message de l'humanisme italien. En 1477, une chaire de « poétique » avait été créée à Louvain, dans la Faculté de droit civil et elle fut, successivement occupée par Lodovico Bruni, Cornelio Vitelli et Francesco di Crema. Mais cet engouement pour la renaissance était loin d'avoir conquis tous les milieux universitaires et scolaires de la ville. L'enseignement donné par les Frères de la Vie Commune avait plus de valeur du point de vue moral que du point de vue intellectuel. Quant à l'étude du grec et de l'hébreu, elle se heurtait ici, comme ailleurs, à la solide hostilité des théologiens qui y voyaient une menace pour l'orthodoxie. Rappelons que c'est à Louvain qu'on dénonça pour la première fois le caractère suspect des idées de Luther. Il n'est donc pas étonnant que la fondation du *collegium trilingue* se soit heurtée à de très vives oppositions. Érasme, à qui était chère l'idée d'enseigner conjointement les trois langues, mit tout en œuvre pour défendre le nouvel institut, et à cet égard les trois années 1517-1520 qui marquent les débuts héroïques du collège et ses luttes contre la Faculté de théologie sont un véritable chapitre de la vie d'Érasme. L'auteur insiste beaucoup sur ce point : le nom du grand humaniste est inséparable de celui du *collegium trilingue* de Louvain. Aussi bien Érasme avait-il dans le collège une chambre qui lui était réservée. S'il est vrai qu'il n'y résida pas, du moins continua-t-il de protéger et de conseiller, même de Bâle, les professeurs et les étudiants du nouvel institut, dont les deux premiers présidents Stercke et Warry entretenirent toujours avec lui des rapports dévoués et affectueux. On le consultait toujours pour les nominations de professeurs, et le plus brillant d'entre eux, le latiniste Goclenius, fut un de ses correspondants les plus fidèles.

Si les débuts du collège furent difficiles (au moment où l'Université de Louvain refusait de l'incorporer, il songea à émigrer à Bruges ou à Tournai), en revanche son essor après 1520 — date de sa reconnaissance officielle — fut rapide et brillant. Il servit de modèle au *Corpus Christi College* d'Oxford et au *Collège royal* créé par François I^{er}. Quant à ses élèves (car le *collegium trilingue* ne dispensait pas son enseignement aux seuls boursiers), ils répandirent bientôt sa renommée en Europe.

1. H. DE VOCHT, *Jérôme de Busleyden, his life and writings*, Turnhout, 1950.

M. de Vocht a longuement étudié les plus célèbres d'entre eux, devenus par la suite poètes, érudits, savants, juristes ou ambassadeurs. Parmi eux, retenons au moins deux noms : celui de Gemma Phrysius, qui fut un médecin et un mathématicien réputé, et plus encore celui de son grand disciple, le géographe et cartographe Mercator.

Revanche éclatante sur ceux qui avaient tout fait pour l'empêcher de naître et de se développer : le collège semble, grâce à son rayonnement, avoir exercé une influence profonde sur Jansénius ! Celui-ci, en effet, professa exactement, comme Érasme et les maîtres du *Trilingue*, qu'un théologien digne de ce nom doit pouvoir lire les textes sacrés à la fois en latin, en grec et en hébreu... et lui-même paya d'exemple. C'est pourquoi il n'est pas exagéré de dire que le nouveau collège de Louvain représenta une des meilleures réalisations de l'idéal cher à Érasme : il dispensa une culture humaniste ; il enseigna le retour aux sources de la pensée et de la théologie chrétiennes, et cependant il demeura fidèle à Rome.

J. DELUMEAU.

Americo CASTRO. The Structure of Spanish History. Princeton (New Jersey) University Press, 1954 ; XIII-689 p., 6 planches hors texte.

Sous un titre un peu différent, cet ouvrage constitue la version américaine d'un livre publié en 1948 à Buenos-Ayres : *España en su Historia-Cristianos, Moros y Judios*. Par la personnalité de son auteur, l'un des maîtres des études historiques espagnoles, aujourd'hui « replié » en Amérique et professeur à l'Université de Princeton, comme par la conception qu'il offre de l'histoire d'Espagne, ce livre a suscité à sa parution un intérêt considérable et provoqué des réactions en sens divers parmi les spécialistes des études hispaniques (mentionnons, en particulier, les critiques de Cl. Sánchez Albornoz, au tome XIX des *Cuadernos de Historia de España*, publiés par l'Université de Buenos-Ayres, et les observations de M. Bataillon dans le *Bulletin hispanique*, t. LII, p. 6-26). Deux des chapitres ajoutés à la présente édition (chap. II et III) montrent que, loin d'avoir été ébranlé par les objections de ses contradicteurs, M. Americo Castro entend affirmer avec plus de force encore son point de vue.

A. Castro s'est proposé de mettre en relief les traits originaux de l'existence et du « tempérament » historiques de l'Espagne, et de fournir la clef de leur irréductible originalité. On ne peut, dit-il, juger du passé espagnol dans un esprit positiviste ou pragmatique : une telle méthode conduirait à conclure que l'histoire d'Espagne a été « une suite d'erreurs politiques et économiques dont le résultat furent l'échec et la décadence » ; elle ne saurait pas rendre compte des aspects les plus significatifs et les plus hauts du génie hispanique. Le rationalisme ne peut s'appliquer au « vivre historique » d'un peuple chez qui, depuis dix siècles, la croyance a toujours dominé et relégué au second plan la pensée. « L'histoire espagnole est, dans l'essentiel, l'histoire d'une croyance et d'une sensibilité religieuses, et en même temps de la grandeur, de la misère et de la folie provoquées par elles » (p. 121). Ce rôle enveloppant de la croyance n'explique pas seulement la place que l'Église, tolérante ou persécutrice, a tenu dans la vie de l'Espagne ; il éclaire tout le tempérament national espagnol tel que le reflètent ses grandes créations littéraires ou plastiques : « L'horizon de ces hommes fut leur croyance ; croyance en un monde transcendant ; croyance dans la valeur de leur propre personnalité et de celle d'autrui » (Prologue de l'édition espagnole, p. 13).

D'où l'Espagne tire-t-elle cette originalité? De son long contact avec les Maures (et avec les minorités judaïques) après la conquête arabe de 711. Cette date représentée, dans l'histoire de la péninsule ibérique, une coupure si radicale, affirme A. Castro, que l'époque antérieure peut être négligée comme facteur d'explication historique. Ni la brillante civilisation hispano-romaine ni la domination wisigothique n'ont laissé de marques durables dans l'idiosyncrasie du peuple espagnol, telle qu'elle se manifeste depuis dix siècles, et M. Castro va même jusqu'à nier que l'adjectif « espagnol », en tant que définissant un certain contenu psychosociologique, puisse être légitimement appliqué à ceux qui habiteront la péninsule avant l'installation des Arabes (chap. III de la nouvelle édition).

A l'appui de sa thèse, l'auteur cherche dans le passé ce que l'on pourrait appeler le « dénominateur commun » d'un certain nombre de faits d'ordre psychologique, intellectuel ou social considérés comme spécifiquement espagnols; il pense le découvrir dans la symbiose des trois civilisations, islamique, hébraïque et chrétienne, qui, du VIII^e au XVI^e siècle, se partageront la péninsule — et plus exactement dans l'influence des deux premières sur le comportement « vital » et « existentiel » des populations chrétiennes. La méthode employée consiste à opérer des « sondages » à travers les siècles et les générations, l'auteur se souciant moins de suivre le développement d'une forme d'action, de pensée ou d'expression déterminée et d'en montrer la continuité, que de faire voir que cette forme, jugée caractéristique, se retrouve dans des œuvres et des réalisations très diverses, séparées parfois par de longs intervalles de temps. Histoire « verticale », selon l'expression de M. Bataillon, contre laquelle Americo Castro a vivement protesté (*Bulletin hispanique*, t. LIII, p. 5 à 13); il semble cependant difficile de mieux caractériser, sinon sa conception de l'histoire, du moins la méthode utilisée, qui fait, par surcroît, une très large place à l'intuition. « L'étude de détail alterne avec l'intuition d'ensemble, dans une proximité peut-être fâcheuse (*enojosa*); un même thème reparait à chaque fois que la situation dans laquelle nous nous trouvons placé nous offrait un point de vue sur de nouvelles perspectives, car notre propos fut, non point de raconter une histoire, mais de rendre sensible la situation et la manière d'être du fait envisagé, et non point de le mentionner pour lui-même » (Prologue de l'édition espagnole, non reproduit dans la nouvelle édition).

Nous ne saurions entrer dans le détail des déductions de M. Americo Castro (et dont l'appréciation exigerait la compétence d'un spécialiste des études islamiques). En s'en tenant aux principaux thèmes, retenons que l'Islam a influé sur la Chrétienté péninsulaire par deux modes d'action opposés et complémentaires : la lutte contre l'Infidèle a tendu les ressorts du tempérament espagnol, dans les régions non submergées par l'Islam; elle explique, sinon la naissance, du moins la prodigieuse montée du culte de saint Jacques, dressé face à l'Islam comme un « anti-Mahomet ». « A une guerre soutenue et gagnée par la foi religieuse, on voulut opposer (non de façon rationnelle, évidemment) une autre foi guerrière, propre à soutenir le Chrétien et le mener à la victoire. » La Chrétienté apprit ainsi de l'Islam « l'usage guerrier des croyances et la notion de « guerre sainte », avec, pour corollaire, l'assimilation à des martyrs de ceux qui trouvent la mort en combattant pour la foi. (Dans la première édition de son ouvrage, M. Castro indiquait que l'auteur de la *Chanson de Roland* avait emprunté cette idée à l'Espagne : « Se vos murez, esterez seins martyrs... » — ce passage, évidemment inspiré des thèses de J. Bédier sur l'origine des chansons de geste, a disparu de la seconde édition.)

C'est également dans une institution musulmane, le *ribat*, sorte de campement-hermitage, dont les habitants faisaient alterner les pratiques ascétiques avec la défense des frontières, que l'historien espagnol voit l'origine première des grands ordres religieux et militaires espagnols. Il est vrai que le plus ancien de ces ordres, celui des Templiers, est né hors d'Espagne, sous le patronage de saint Bernard, mais c'est en Orient que son créateur, Hugues de Paynes, a pu trouver des modèles qui existaient également sur le sol espagnol. La guerre sainte contre les chrétiens du Nord est allée de pair avec une large tolérance des souverains musulmans à l'égard des « mozarabes » vivant sur leur territoire : ici encore l'Islam a donné l'exemple aux souverains chrétiens d'Espagne, qui, jusqu'à la fin du Moyen Age, protégèrent *Mudéjars* et Juifs.

Si influencée que fut la chrétienté espagnole par le monde islamique qui s'impose, jusqu'au XII^e siècle, par la supériorité des armes et de la pensée, elle gardait cependant, face à son redoutable adversaire, une attitude de tension hostile, se traduisant par le refus de recevoir des formes de pensée ou d'existence qui eussent pu amollir ses vertus et affaiblir son effort. Après les décisives victoires des XII^e et XIII^e siècles, qui renversent l'équilibre politique de la péninsule, cette réaction de défense apparaît moins nécessaire, et la tension héroïque qu'elle supposait se relâche. En outre, l'incorporation au domaine chrétien de larges fractions de populations musulmanes ou hébraïques, qui vont jouer un rôle de premier plan dans la vie intellectuelle (traduction d'œuvres arabes), accroît alors la « pression culturelle islamique ». On en trouve la manifestation dans toute l'œuvre scientifique et historique réalisée par l'entourage d'Alphonse le Sage, et plus encore dans l'apparition d'un ouvrage sans précédent et sans analogue dans les littératures romanes : le *Libro de Buen Amor* (XIV^e siècle) de l'Archiprêtre de Hita, que M. Castro met en parallèle avec l'œuvre du poète cordobais Ibn Hazm, auteur du *Collier de la Colombe* (XI^e siècle).

Cependant, la morophilie des souverains et des hautes classes se heurte aux préjugés et aux rancunes des classes populaires à l'égard des Musulmans et des Juifs, ceux-ci, malgré leur nombre très restreint, jouant un rôle de premier plan dans la vie économique et monopolisant la perception des impôts. A partir du XIV^e siècle, l'esprit d'intolérance tend à l'emporter, mais dans cette réaction même, qui pousse aux conversions volontaires ou forcées, l'esprit hébraïque se manifeste encore : on peut le déceler dans certaines orientations du sentiment religieux à la fin du Moyen Age ; il contribue peut-être à inspirer aux « vieux chrétiens » le préjugé de la « pureté du sang », dont on peut trouver auparavant la trace dans les milieux proches de la synagogue (M. Americo Castro cite à l'appui de sa thèse des textes très curieux, p. 521-544).

Il est difficile de ne pas admirer l'ampleur et la vigueur de cette démonstration, de ne pas être séduit par l'ingéniosité de maints rapprochements qui éclairent d'une lumière nouvelle certains aspects du passé et même du présent espagnols. Et, cependant, en face de cette étonnante construction, on éprouve parfois un sentiment d'inquiétude, qui tient surtout à la méthode mi-analytique, mi-intuitive employée par l'auteur. La preuve par analogie, constamment employée, n'a de valeur que si elle s'appuie sur des dénombrements, sinon exhaustifs, chose impensable en histoire, du moins assez complets pour que les coïncidences observées ne puissent être attribuées à des rencontres fortuites. Or, si certains rapprochements entraînent la conviction, il en est d'autres qui, fondés sur des phrases ou

des expressions isolées de leur contexte, et extraites d'œuvres séparées par plusieurs siècles, laissent le lecteur sur un sentiment de doute. La plus légère ressemblance d'une forme de vie, de pensée ou d'expression entre le monde islamique et la chrétienté espagnole suffit souvent à l'auteur pour affirmer l'existence d'une relation de dépendance ou d'influence, et l'orientation de sa recherche, tournée *a priori* vers l'Islam, l'amène à négliger d'autres origines possibles. Est-il historiquement licite de négliger, comme l'a fait A. Castro, l'influence de l'Occident européen? Une méthode analogue à la sienne, mais tournée *systématiquement* vers l'Europe, ne conduirait-elle pas souvent à des conclusions radicalement opposées? Mais A. Castro veut voir surtout l'aspect négatif des influences venues d'outre-Pyrénées, comme le montre le jugement aussi sommaire que surprenant porté sur la pénétration clunisienne en Espagne aux *x^e* et *xii^e* siècles : « Les intentions françaises étaient, de façon schématique, analogues, en 1100, à ce qu'elles furent en 1800 : le *Napoléon d'alors était l'abbé des abbés, Hugues de Cluny* » (p. 170)...

Lorsqu'une évidence s'impose, en sens contraire, à sa thèse, l'auteur cherche à l'y ramener par un détour. On en a vu plus haut un exemple à propos des ordres militaires ; on en trouve un autre dans l'argumentation relative à la *Chronique* autobiographique du roi d'Aragon Jaime el Conquistador (1208-1276) : par son style où s'associe l'expression du spirituel et du sensible, où transparait sans cesse la personnalité de l'auteur, cette chronique lui paraît évoquer de façon caractéristique certains aspects de la spiritualité musulmane. Il est pourtant un texte « occidental », contemporain de la *Chronique*, qu'il est impossible de ne pas évoquer lorsque l'on parcourt celle-ci : c'est le *Livre des saintes paroles et des bons faits de notre roi saint Louis*, par le sénéchal de Joinville. M. Americo Castro est trop cultivé pour ne s'en être pas avisé, et, après avoir assuré que les différences entre les deux textes l'emportent sur les ressemblances, il suggère, dans une note (p. 309), que le style de Joinville et son art de narrateur ont pu être influencés par son séjour dans l'Orient musulman. On pourrait multiplier les remarques de ce genre et s'étonner, par exemple, qu'aucune allusion ne soit faite aux formes de pensées et de vie caractéristiques de l'« automne du Moyen Âge », qui ont fleuri de part et d'autre des Pyrénées (et dont on pourrait faire une ample moisson dans les chroniques espagnoles des *xiv^e* et *xv^e* siècles).

Est-il légitime, enfin, d'effacer tout le passé hispanique antérieur à 711, et, en particulier, les trois siècles de domination wisigothique, au cours desquels, pour la première fois dans l'histoire, la péninsule ibérique devint un cadre proprement national? C'est un fait bien connu que les souverains asturiens des *ix^e* et *x^e* siècles se posèrent en héritiers de la tradition wisigothique, et M. Ramón Menéndez Pidal a montré toute la portée de cette revendication qui postulait la reconquête de l'Espagne « perdue » par l'invasion arabe. Faut-il voir dans cette revendication un simple artifice politique, ne reposant sur aucune base solide? Si les Wisigoths n'ont pas laissé de trace dans la psychologie sociale de l'Espagne, comment expliquer les survivances du droit germanique, si durables et tenaces que l'historien allemand Ernest Mayer, allant à l'extrême inverse de la position adoptée par A. Castro, a pu conclure que la continuité juridique entre l'Espagne gothique et les États chrétiens du Nord avait à peine été interrompue par la conquête musulmane? On ne saurait oublier non plus que les conquérants arabes ne constituèrent jamais qu'une minorité très restreinte par rapport à la masse de la population

hispano-romaine : porteurs d'une culture par certains côtés supérieure à celle des vaincus, ils n'en subirent pas moins l'influence des « mozarabes » placés sous leur domination ; ceux-ci contribuèrent à donner à l'« Islam d'Occident » une civilisation originale, différente de celle de l'Islam oriental, et qui rayonna d'Andalousie sur tout le centre et l'ouest du Maghreb. Si les chrétiens vivant sous l'autorité directe des Califes de Cordoue et de leurs successeurs restèrent assez fidèles à leur tradition propre pour que leurs vainqueurs mêmes en fussent marqués, comment admettre que cette tradition se soit effacée chez les populations du nord de la péninsule, sur qui les Arabes n'exercèrent qu'une domination éphémère ?

Dans ses observations sur la première édition de *España en su historia*, Claudio Sánchez Albornoz a fortement insisté sur ces objections ; c'est vers le passé hispano-romain et hispano-gothique qu'il a orienté ses recherches en vue d'un grand ouvrage sur *Les origines de la nation espagnole*. Et, par-dessus les divergences de méthode et de point de vue qui les opposent, il est beau de voir ces deux grands historiens, qu'un destin commun fait vivre hors de leur patrie, élever l'un et l'autre leur monument au génie de la civilisation espagnole.

Marcelia DEFOURNEAUX.

I. — Joseph LEFÈVRE. *Documents relatifs à la juridiction des nonces et internonces des Pays-Bas pendant le régime autrichien, 1706-1791*. Bruxelles et Rome, 1950 ; in-8°, LIX-428 pages. (*Analecta Vaticano-Belgica*, publ. par l'Institut historique belge de Rome, 2^e série, IX.)

II. — Abbé Louis JADIN. *Relations des Pays-Bas, de Liège et de [la] Franche-Comté avec le Saint-Siège, d'après les « Lettres di Vescovi » conservées aux Archives vaticanes, 1566-1779*. Bruxelles et Rome, 1952 ; in-8°, 639 pages. (*Bibliothèque de l'Institut historique belge de Rome*, fasc. IV.)

I. — L'Institut historique belge de Rome poursuit avec constance ses séries de recueils de documents concernant les relations des Pays-Bas avec le Saint-Siège à l'époque moderne. Le travail est mené de front, comme on le sait, à la fois en Belgique et à Rome, dans les archives venues des gouvernements espagnol et autrichien des « Pays-Bas », d'une part, et aux Archives du Vatican, de l'autre. C'est ainsi que deux érudits, qualifiés par les contributions importantes qu'ils ont déjà fournies à cette œuvre en partie double, M. J. Lefèvre, côté Bruxelles, et M. l'abbé L. Jadin, côté Rome, ont publié récemment des volumes qui, à divers égards, se complètent l'un l'autre, du moins pour la partie commune des périodes chronologiques auxquelles ils se réfèrent.

Fidèle à une méthode de publication dès longtemps mise au point, M. J. Lefèvre, l'actif conservateur aux Archives générales de Belgique, donne une suite à ses *Documents concernant la nonciature des Pays-Bas pendant la période espagnole*, parus en 1943. Il s'agit maintenant du siècle autrichien et son travail, facilité cette fois par l'abondance d'une documentation presque sans lacunes et bien classée, a été « sensiblement moins pénible ». Les 731 pièces ou extraits dont il nous fournit des analyses à la fois complètes et concises ont été puisés notamment dans la collection, d'origine assez complexe, dite de la Chancellerie des Pays-Bas, dans le fonds de la Secrétairerie d'État et de Guerre et dans ceux des trois conseils « collatéraux » (Conseil d'État, Conseil des Finances et, pour 1787-1789, Conseil

du Gouvernement général). Il s'agit, bien entendu, d'une sélection ; mais cette sélection est conçue largement et elle permettra d'éclairer assez généreusement non seulement, comme l'annonce le titre de M. Lefèvre, la « juridiction » des nonces, mais, autour des questions institutionnelles que ce terme implique, de nombreux aspects de la vie même de la nonciature révélés par les incidents concernant son personnel ou ses rapports avec les évêques et la population. Ajoutons que, dans une partie des affaires exposées ou traitées par les nonces, s'exprime, et parfois fort clairement, sous le voile translucide des formes, la réalité des politiques pontificale et impériale, ainsi que le jeu, assez changeant suivant les dates, des attributions en matière ecclésiastique au sein du gouvernement des Pays-Bas et le mécanisme d'une administration plus ou moins libre à l'égard de Vienne, au cours des règnes successifs de Charles VI, Marie-Thérèse, Joseph II et François II.

Par les gouverneurs généraux, que M. Lefèvre présente dans son introduction côte à côte avec les nonces eux-mêmes (galerie intéressante), par les plus notables du moins de ces gouverneurs, par exemple par Marie-Élisabeth et Charles de Lorraine, ces « quasi-souverains », et également par les hauts agents du régime, Cobenzl, Stahremberg, le président de Nény, les nonces furent généralement traités avec toutes sortes d'égards extérieurs, y compris ceux qu'on tenait pour des gènes. Le régime autrichien apparaît cependant dans l'ensemble comme plus guindé, dans ses relations avec le représentant du pape, même avant Joseph II, que ne s'étaient montrés les hommes du roi d'Espagne. Il fallut, après 1706, que la nonciature renoncât aux grands airs et aux susceptibilités combatives, pour recourir aux méthodes de prudence. C'est ce qui se voit, tout au long du dossier constitué par M. Lefèvre, dans les affaires qui remplissent les quatre-vingt-huit années considérées. Affaires dont l'index de trente-six colonnes qui termine le volume suffirait à faire apparaître l'extrême variété : affaires religieuses naturellement et surtout affaires jansénistes, organisation universitaire (Louvain), discipline, conflits ecclésiastiques aux répercussions de tous genres, y compris le genre politique, incidents privés aussi et dont les moins suggestifs ne sont pas ceux que soulevèrent les mœurs pas toujours impeccables des gens de la nonciature même. On remarquera les pièces nos 642-693, où apparaissent la main de Joseph II et la vigilance du chancelier Kaunitz : mesures contre l'introduction des bulles pontificales dans l'Empire par la porte des Pays-Bas, projet même de suppression de la nonciature de Bruxelles, celle de Vienne étant jugée suffire pour l'ensemble de la « monarchie », finalement expulsion du nonce Zondadari en 1787. Sous François II, la combativité s'assoupit ; mais la Révolution française va causer de nouveau de la tablature au représentant de Pie VI (nos 696-731).

II. — Sous un titre qui, au premier abord, semblerait plutôt annoncer une étude d'histoire, M. L. Jadin présente les documents de la section Pays-Bas et Franche-Comté du fonds des *Lettere di Vescovi*, aux Archives du Vatican. Toutes les lettres d'évêques conservées ne figurent pas dans ce fonds, qui a accueilli, par contre, un certain nombre de lettres d'abbés, de princes et de particuliers, ainsi que les minutes d'une partie des réponses adressées aux évêques par la Secrétairerie d'État. M. Jadin livre la collection telle qu'elle est, réservant toutefois pour une publication ultérieure, où il pense qu'elles seront mieux à leur place, 168 lettres concernant le diocèse de Malines et écrites ou reçues par l'archevêque Thomas-Philippe d'Alsace (1712-1719). Il analyse — plus ou moins longuement — ou publie (en traduction française du latin, de l'italien ou de l'espagnol) 831 lettres

écrites entre 1566 et 1779 et classées chronologiquement : 380 provenant des Pays-Bas, 150 de Liège, 82 de Franche-Comté (la Secrétairerie ayant continué après 1678, et même après 1715, à verser les lettres venues de ce pays au fonds commun Pays-Bas et Franche-Comté), une dizaine de Hollande, 14 de Trèves et 220 de Rome. Toutes ces pièces n'étaient pas inconnues ni même inédites ; mais celles qui ont été déjà imprimées l'ont été dans des recueils dispersés ou peu accessibles.

La publication de M. Jadin paraît très consciencieuse, compte tenu, en ce qui concerne les documents donnés intégralement, de certaines condensations jugées nécessaires et de la suppression des formules. Les auteurs des lettres et les personnalités qu'elles mentionnent sont identifiés avec un soin peut-être inégal, mais de façon toujours suffisante, ce qui n'est pas sans mérite, étant donné le pullulement des noms. S'il faut faire quelque réserve dans l'éloge, ce sera au sujet de la sobriété, certainement voulue, mais à nos yeux excessive, des références aux ouvrages d'appui. Sur nombre de points — application des décrets tridentins, jansénisme, enseignement, etc. — cette relative carence bibliographique ne risque-t-elle pas de faire négliger l'intérêt de tel ou tel texte, insuffisamment situé à l'égard des recherches en cours ? Les relations des évêques « belges » avec les nonces de Bruxelles, par exemple, sont assez souvent évoquées, sans que soit fait le renvoi qu'on attendrait au recueil de M. Lefèvre sur ces nonces, mentionné dans quelques notes seulement et très sommairement.

M. Jadin ayant engrangé sa récolte telle qu'il la trouvait, la paille avec le grain, on ne s'étonnera pas que nombre de ses documents soient de peu d'intérêt. D'autres, sans apporter à l'histoire beaucoup de substance nouvelle, méritent cependant attention : tels ceux qui concernent, avec les candidatures et nominations, le recrutement d'un épiscopat en grande partie aristocratique, mais non dénué de personnalités énergiques ou parées de vertu ; ou ceux qui touchent à la résidence, aux revenus des sièges, aux rapports avec les chapitres et avec leurs doyens : questions largement représentées, on le sait, dans les archives de tous les diocèses d'Occident ; mais certaines lettres adressées à Rome avec pièces annexes, comme celle de François de Salm, évêque de Tournai, du 22 février 1743, contiennent des répertoires de griefs ou de plaintes riches en considérations suggestives, telles celles qu'émet ledit Tournaisien au sujet du partage du clergé paroissial entre les pays de langue flamande et de langue française. On notera quelques affaires d'immunité révélant, en marge des combats menés contre les juges séculiers, certains faits peu connus, par exemple la fréquence des cas où l'on voit, au temps de la guerre de Succession d'Espagne, des déserteurs se réfugiant dans les couvents de Belgique et s'y abritant derrière le droit d'asile. Utiles aussi les doléances suscitées par les privilèges de l'Université de Louvain et sa façon d'exiger des bénéfices pour ses étudiants.

Les affaires d'État et les incidents de l'histoire politique ne sont pas ignorés par la correspondance des évêques, et l'on retrouve dans cette correspondance plusieurs questions générales traitées dans les papiers de la nonciature de Bruxelles. Mais elles y sont réduites à l'échelle diocésaine, et c'est une documentation très fragmentaire que les *Lettere di viscovi* livreront, par exemple, aux historiens du jansénisme. La gerbe qui les intéresse est d'ailleurs assez drue et elle contient de quoi confirmer ce qu'on sait des longues hésitations du clergé des Pays-Bas à l'égard des doctrines condamnées : des lettres de 1676-1678, signées de Sève de Rochechouart, évêque d'Arras, d'autres de 1679, écrites par Alphonse de

Berghes, archevêque de Malines, ne démentent pas le fait, bien qu'elles émanent d'adversaires sévères des jésuites et du laxisme. Plus tard, lorsque l'autorité épiscopale est attaquée, nous voyons la réaction s'affermir et quelques missives d'Humbert de Precipiano, autre archevêque de Malines (1690-1711), forment une préface résolue à la série de documents concernant l'application de la bulle *Unigenitus*.

Bornons là nos indications sur le contenu d'un dossier bien présenté et utile. Nous indiquerons pourtant deux choses encore en terminant : d'abord la présence dans ce dossier de pièces à exploiter par les historiens des provinces annexées par Louis XIV (diocèse de Besançon et diocèses des Flandres) ; d'autre part, ce fait que le recueil de M. Jadin est un rendez-vous d'illustres ou de notables ; nous n'en citerons qu'un ici : Fénelon — dont les lettres sont d'ailleurs d'un intérêt secondaire.

Henri Drouot.

I. — J. E. M. LAJEUNIE. *Nouveaux documents sur l'Escalade de Genève. Correspondance entre Henri IV et Béthune, ambassadeur de France à Rome, 1602-1604*. Genève, Société d'histoire et d'archéologie, 1952 ; in-8°, paginé 191-473 (extr. des *Mémoires de la Société*, t. XXXVIII, 1952).

II. — Paul-F. GEISENDORF, Henri GRANDJEAN, Bernard GAGNEBIN, Louis BLONDEL, André BURGER, François RUCHON, Gustave DUMUR, Clément BOSSON, Jean-Pierre FERRIER. *L'Escalade de Genève, 1602. Histoire et tradition*. Genève, Alexandre Jullien, édit., 1952 ; in-8° carré, x-557 pages, 10 pl. hors texte, 1 carte, 1 plan, 1 fig.

I. — Après les traités de Vervins et de Lyon, les rois Catholique et Très-Chrétien, comme à l'époque des grandes entreprises de Philippe II, continuent à voir dans le pape un arbitre de leurs conflits. Rome, en même temps qu'un centre d'information, reste un foyer d'intrigues. De là l'intérêt, bien reconnu par les historiens, des rapports expédiés ou des instructions reçues par les ambassadeurs auprès du Saint-Siège, l'intérêt, en ce qui concerne la France et Henri IV, des lettres du cardinal d'Ossat, publiées en plusieurs séries successives de 1641 à 1894, de la thèse de Rémy Couzard sur *Une ambassade à Rome sous Henri IV, 1601-1605* (Paris, 1900), des *Lettres inédites du roi Henri IV à M. de Béthune*, éditées par Eugène Halphen (1889-1901), et d'une partie des *Documents sur l'Escalade, tirés des archives de Simancas, Turin, Milan, Rome, Paris et Londres, 1598-1603*, publiés en 1903 par la Société d'histoire de Genève.

Les indications bibliographiques que nous venons de rappeler pourraient être largement complétées. M. Lajeunie, en nous donnant sa *Correspondance*, tirée de l'ancien fonds Béthune de la Bibliothèque nationale, ne nous introduit donc pas en terre inconnue. Il est vrai, comme il le dit, que la publication d'Halphen, constituée par les mêmes papiers Béthune, est peu accessible, peu maniable, et qu'il y a ajouté des pièces inédites, notamment des lettres de Villeroi fournies encore par le même fonds, ainsi que, en appendice, plusieurs textes concernant surtout les grandes conspirations ourdies contre Henri IV (parmi eux, le procès-verbal intéressant d'un interrogatoire du baron de Lux). M. Lajeunie procède par larges extraits reliés par des résumés des passages non reproduits. Il indique les originaux, les chiffres et déchiffrements, les copies. Nous sommes malheureusement obligés de donner raison à l'auteur, lorsqu'il écrit : « Bien des fautes sans doute

émailleront cette publication », car les fautes d'impression, ou peut-être de lecture, sont effectivement très nombreuses : *Seneray* pour *Sennecey* et *La Fontaine* pour *La Fortune* (p. 276), dix fois *Guionnelle* pour *Guyonvelle* (p. 314-449), *Oudincan* pour *Oudineau* (p. 445), et ainsi de suite : si c'est le texte original qui commet ces erreurs, il fallait les remarquer. Des identifications discutables. Des lacunes bibliographiques.

Malgré l'avant-titre adopté, cette *Correspondance* embrasse bien d'autres épisodes que l'affaire de Genève. C'est tout le jeu des camps espagnol et français qui apparaît au long des 101 pièces éditées ou rééditées par M. Lajeunie. On y suit les multiples ramifications du réseau politique entretenu par les hommes de Philippe III et par ses comparses, parmi lesquels le duc de Savoie Charles-Emmanuel se signale particulièrement, avec ces affidés, désavoués mais indubitables, que sont les conspirateurs français, Biron, Auvergne, Bouillon, Joinville. C'est, en somme, de tout ce personnel et des incessants incidents diplomatiques ou guerriers des années 1602-1604 qu'il s'agit dans les lettres de Béthune, de Henri IV et de Villeroy, bien plus que de l'Escalade proprement dite. On est même frappé du peu de place qu'y occupent les nouvelles de la surprise savoyarde du 11 décembre 1602, connues à Paris, suivant Villeroi (n° 46), seulement le 30.

Cependant, la lutte pour la possession des « pas », des points de passage stratégiques ou des positions qui les surveillent, est visiblement l'une des préoccupations constantes des deux partis, et Genève, qui, la Bresse ci-devant savoyarde étant devenue une barrière française infranchissable sur la route militaire espagnole Italie-Flandres, peut assurer une voie de secours vers la Comté et la Lorraine, demeure bien (avec le pont de Strasbourg) l'un de ces « pas » disputés. Si bien que l'Escalade prend malgré tout figure d'événement symbolique, avec les activités savoyardes, de toute la période qui s'achève sur une lettre de Henri IV datée du 20 février 1604, lettre commentée ainsi par M. Lajeunie : « L'orage se déplace : du ciel de Genève, il se porte vers celui des Grisons », c'est-à-dire vers le pas de la Valteline.

Quant à l'attitude du pape, ces documents ne démentent pas ce qu'en disait d'Ossat : Clément VIII redoute la montée des forces protestantes et les « erreurs » de Henri IV à ce sujet. Sans organiser cette nouvelle Ligue dont parlait abusivement l'aventurier Brochard, il appuie partout l'idée d'un front catholique. Mais, en même temps, il s'efforce de maintenir la paix.

Pour l'histoire économique, rien à retenir, que de timides allusions au commerce franco-italien. L'ambassadeur français n'est à Rome qu'un agent politique.

II. — A l'occasion du 350^e anniversaire de l'Escalade, qui est restée l'épisode le plus populaire du passé genevois, un comité local a publié un recueil d'études et de souvenirs qui mérite d'être tenu pour un petit chef-d'œuvre, tant par sa présentation typographique et la qualité de ses planches que par le choix et l'équilibre des contributions qui le composent. On ne peut dire, d'ailleurs, qu'il renouvelle l'histoire de la fameuse Nuit du 11 au 12 décembre 1602. Sur l'affaire elle-même, sur le complexe politique qui entoure ses origines, sur ses sens et conséquences, une série de bons travaux, et qui se complétaient entre eux, dispensaient déjà de larges et justes lumières. Il restait cependant à opter entre certaines interprétations, à préciser ou à nuancer, et — quelle que fût la richesse des *Documents sur l'Escalade* tirés de six grands dépôts d'archives d'État et recueillis par la Société d'histoire de Genève en 1903, et celle aussi de la récente *Correspon-*

dance entre Henri IV et Béthune publiée par M. Lajeunie — il restait aussi, méconnues sinon inconnues, des pièces d'archives à exploiter, celles, entre autres, que M. Paul-F. Geisendorf, archiviste d'État adjoint et principal animateur du nouvel ouvrage collectif, a tenu à mettre en œuvre, à savoir la correspondance de Charles de Simiane, sieur d'Albigny, lieutenant général de Deçà les Monts, avec son maître le duc de Savoie, correspondance conservée aux Archives de Turin : plusieurs centaines de lettres, échelonnées de mai 1601 à juillet 1603, presque toutes inédites et pleines de renseignements sur la préparation et l'exécution du célèbre coup de main. Ces pièces, il faut le dire, sont surtout précieuses pour la mise au point des questions de détail — les personnalités, les rôles, l'horaire des faits, les effectifs des troupes, les finances de l'opération — mais, par cela même, elles répondaient parfaitement aux intentions d'un livre qui devait constituer un monument-mémorial de l'histoire locale. Parmi les témoignages fournis par d'Albigny, on retiendra ceux qui affirment la rétivité des capitaines espagnols adjoints aux Savoyards et ceux qui nous représentent les chefs de l'entreprise comme parfaitement conscients de l'atteinte qu'ils allaient porter au droit des gens en se livrant à une surprise de nuit en période de négociations de paix.

Écrites avant tout pour les Genevois, les dix études qui composent cette *Escalade* apportent cependant de très appréciables indications d'intérêt général. En 136 pages intitulées, de façon assez peu heureuse, *La préparation diplomatique de l'Escalade*, M. H. Grandjean présente un exposé presque exhaustif sur l'ensemble des débats et conflits politiques de 1598-1602 impliquant conséquences pour la République de Genève : Rome, Paris, Madrid, Turin, la question de Saluces, la conspiration de Biron, les missions en Suisse interviennent abondamment dans ces pages, un peu généreuses, dont toutes ne « préparent » pas également à l'intelligence de la situation genevo-savoyarde de 1602. M. B. Gagnebin examine, lui, les lendemains diplomatiques de l'affaire et le traité de Saint-Julien. Voilà pour le côté « événementiel » du sujet. Quant à M. Geisendorf, il a su conférer à son analyse critique très serrée, très descriptive et statistique, des faits mêmes de l'escalade l'intérêt d'une contribution à une recherche générale — qui reste à faire — sur ces actions militaires spécifiquement représentatives des conditions et conceptions d'une époque : les surprises de places, tandis que, complétant cet apport, M. L. Blondel a consacré un examen sur plan aux enceintes ou tours anciennes et aux boulevards et bastions récents de la métropole calviniste, que ses voisinages milanais et savoyard tenaient depuis cinquante ans en alerte.

Toute une littérature, populaire ou bourgeoise, patoisante ou française, a fleuri, au XVII^e siècle et depuis, autour du glorieux souvenir qui inspira d'abord, au lendemain même de l'événement, le *Vray Discours de la Merveilleuse Délivrance* (1603). Chansons imprimées en placards, louanges à Dieu en forme de psaumes ou de cantiques, pièces satiriques ou polémiques daubant sur le Savoyard déconfit, comme le fameux *Pot au lait du Duc* ou la *Rodomontade*, ou encore poèmes écrits après 1620 par Agrippa d'Aubigné, comédies enfin, composent une série probablement unique en son genre et à laquelle ont contribué toutes les générations genevoises jusqu'à nos jours. M. F. Ruchon donne de cette floraison inépuisée une étude critique qui n'est pas la moins suggestive du recueil pour l'historien des mentalités et psychologie civiques et populaires, et la langue des chansons fournit à M. Burger l'occasion d'un aperçu sur l'ancien parler local. L'iconographie de l'Escalade est, elle aussi, surabondante ; elle fait les délices des collectionneurs indigènes avec ses gravures locales, italiennes ou allemandes, les délices en parti-

culier de M. G. Dumur, qui, en quatre-vingts pages, a classé et commenté avec amour ces documents de valeur inégale, auxquels il faut ajouter une peinture et un vitrail. D'autres souvenirs sont ceux que conserve le Musée de Genève : des échelles démontables abandonnées par les assaillants de 1602, des pétards, des armes et armures authentiques, groupées autour d'une épée dite du duc de Savoie. M. Cl. Bosson présente cette *armeria* avec de belles illustrations. M. J.-P. Ferrier, enfin, clôt le spicilège par une histoire de la fête traditionnelle, qui fut toujours et demeure la manifestation d'un patriotisme genevois, le patriotisme même qui a inspiré le beau volume, objectif et scientifique, et quand même plein de saine piété, dont nous venons de feuilleter les 550 pages.

H. DROUOT.

ROSS PHARES. *Cavalier in the Wilderness. The Story of the explorer and trader Louis Juchereau de Saint-Denis*. Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1952; 264 pages + bibliographie et index. Prix : 3 doll. 50.

Il ne faut pas attacher à ce livre plus d'importance qu'il ne mérite. Il ne convient pas non plus de le condamner d'un trait de plume, car, s'il tient du roman d'aventures plus que du roman historique, et du roman historique plus que de l'histoire, il contient cependant, grâce à l'utilisation des sources locales et des archives mexicaines, des données qui permettent d'utiles mises au point.

L'auteur a beaucoup recherché le pittoresque. Il s'est préoccupé de colorer son récit en tentant de faire revivre un peu de la vie sociale de la Louisiane française et des avant-postes espagnols du Rio Grande dans les premières années du XVIII^e siècle. La tentative, parfois, est heureuse. Plus souvent, cependant, elle est décevante, car, à côté des quelques précisions que la connaissance des archives de Natchitoches le met en mesure d'apporter sur le poste de la Rivière Rouge, on note de longs développements que l'insuffisance de la documentation et son souci exagéré du pittoresque rendent un peu fastidieux. A vouloir suppléer par l'imagination à des sources qui font défaut, l'auteur, en bien des cas, nous présente une façade vide : c'est ce qui se produit pour ses interminables descriptions des réjouissances qui avaient lieu dans les établissements du Rio Grande, ou pour le tableau qu'il nous fait des beaux uniformes des soldats de la Mobile à une époque où l'on ignore tout de l'habillement militaire de la Louisiane. Si l'auteur avait eu quelque connaissance des archives françaises, il aurait été moins affirmatif, il n'aurait pas étourdi le lecteur en confondant le fort de Mississipi avec le fort Saint-Jean, il aurait au moins reconstitué plus exactement le rôle de Saint-Denis avant l'expédition du Mexique, il aurait expliqué sa première défection, qu'il paraît ignorer, sa rupture avec Bienville, et il aurait formulé des jugements moins contestables sur la politique de celui-ci envers les Natchez. Il est visible, d'après les erreurs que l'on relève, que sa documentation française se limite trop souvent à la compilation improprement connue sous le nom de *Journal historique de Bénard de la Harpe* : c'est ainsi qu'il serait bien en peine pour identifier les religieuses qu'il fait arriver à l'île Dauphine avec le convoi de 1704 ! Tout ce qu'il nous dit de Crozat, du rôle joué par sa fille pour le lancer dans l'aventure de la Louisiane, de son ambition d'élargir ses titres de noblesse dans une colonie où le souverain refusait de créer aucun domaine seigneurial, tient du mauvais roman. Quant au choix de La Mothe pour le gouvernement de la colonie, l'auteur aurait dû savoir qu'il est bien antérieur à

l'intervention du financier, et qu'il relève directement de Pontchartrain, et non de Crozat.

Le livre, heureusement, traite avec plus de compétence la partie relative aux voyages de Saint-Denis au Mexique, au retour des Espagnols dans le Texas et au rétablissement de leurs missions. On lira aussi avec profit le développement qu'il a consacré aux dernières années de Saint-Denis, à son séjour dans le poste de Natchitoches, à l'habileté qu'il y a manifestée dans ses rapports avec les Espagnols. Non seulement sa documentation est ici plus sérieuse, mais il y formule des jugements intéressants, et il y fait preuve de qualités qui compensent le peu de satisfaction qu'apporte la lecture de la première partie de son livre.

Marcel GIRAUD.

Henry FOLMER. *Franco-Spanish Rivalry in North America, 1524-1763.*

Glendale 4, California, The Arthur H. Clark Company, 1953; 310 pages.

Prix : 10 doll.

Dans ce volume élégamment présenté, M. Folmer passe en revue les rapports de la France et de l'Espagne en Amérique du Nord, depuis la fin du xv^e siècle jusqu'à la chute de l'Empire français. Prenant l'histoire de ces rapports en 1493, il en étudie les modalités à l'aide d'une documentation abondante et sûre, plus riche cependant pour les sources anglaises et espagnoles que pour les sources françaises. Dès le début, il en résulte un certain déséquilibre qui, heureusement, n'est pas trop préjudiciable à la majeure partie d'un exposé dont le but est de décrire les aspects généraux de la rivalité franco-espagnole. Et, comme l'auteur fait preuve de grandes qualités de précision et d'intelligence, il parvient, avec les documents dont il s'inspire, à tracer un excellent tableau des rapports des deux pays.

Il montre les débuts du conflit sous le règne de François I^{er}, l'inquiétude suscitée en Espagne par les expéditions de Jacques Cartier, suivies de la capitulation du roi de France devant Charles-Quint, qui obtient la reconnaissance, au moins théorique, des droits exclusifs de l'Espagne sur le Nouveau Monde, conformément aux termes de la bulle d'Alexandre VI. A cette phase initiale, M. Folmer oppose celle qui s'ouvre avec le traité de Cateau-Cambrésis, marquée par un état de guerre permanent en Amérique, alors que les deux royaumes sont officiellement en paix : cette situation paradoxale découle de l'accord par lequel les rois de France dégagent toute responsabilité dans les entreprises de leurs corsaires et laissent aux Espagnols toute latitude de punir les empiétements de leurs navires sur la zone occupée par la monarchie ibérique. Les tentatives de colonisation qui ont lieu au Brésil et en Floride, les incidents sanglants qu'elles provoquent, l'indignation manifestée à la Cour de France contre les procédés des Espagnols, ne compromettent pas, en effet, la paix qui existe en Europe, mais ne modifient pas non plus la position de la monarchie française qui, si elle ne songe pas à disputer aux Espagnols les territoires qu'ils occupent effectivement, se croit autorisée à réclamer sa part de ceux dont ils n'ont pas encore pris possession. Avec Richelieu, la France pénètre dans les Antilles. Avec Louis XIV, encouragée par l'affaiblissement de l'Espagne, elle passe à une politique plus agressive, dont les ambitions s'étendent sur les possessions du golfe du Mexique et sur leurs richesses minières, et dont l'expression la plus significative est la tentative de Cavelier de La Salle sur le Texas en 1684. La rivalité coloniale devient plus âpre, par suite, entre les deux puissances, et, lorsque d'Iberville s'apprête à occuper près de l'embouchure du Mississippi une

base qui stabilisera la position de la France sur le golfe et lui permettra, éventuellement, de reprendre les projets de La Salle contre le Mexique, l'Espagne le prévient en s'établissant à Pensacola. En dépit de l'union des deux couronnes, le conflit se poursuit dès lors entre les postes voisins de Mobile et Pensacola. Bientôt, il gagne la « frontière » de la rivière Rouge, qui marque au seuil du Texas la limite extrême de l'expansion française : s'il reste le plus souvent à l'état latent, en 1719, lorsque les hostilités éclatent en Europe, il se transforme en une guerre ouverte, dont Pensacola, en raison des qualités de sa rade, est l'enjeu principal. En fait, la rivalité franco-espagnole s'étend jusqu'au Missouri et aux confins du Nouveau Mexique, mais, sur ce théâtre, elle ne donne lieu qu'à des incidents isolés, à des initiatives souvent sans lendemain, dont aucun des adversaires ne tire de profit permanent.

Après quoi, jusqu'à la fin de la domination française, à la faveur d'une sorte de *modus vivendi* qui permettait les opérations commerciales clandestines des traitants français avec les postes ou les navires espagnols, la paix régna dans la zone souvent mal délimitée qui séparait la Louisiane française des territoires ibériques.

Ainsi conçu, l'ouvrage de M. Folmer se présente comme un bon travail de mise au point, qui décrit avec clarté les phases et les modalités de la rivalité qui se joue en Amérique du Nord. Mais, bien que l'auteur ait eu le mérite d'utiliser des sources dont la connaissance fait généralement défaut aux historiens américains, manuscrits de la Bibliothèque nationale, transcriptions des archives de la Marine et des Colonies, le point faible de son exposé est l'insuffisance de la documentation française. Le défaut n'est pas apparent dans la partie qui traite de la période bien connue des *xvi^e* et *xvii^e* siècles. M. Folmer avait moins à innover ici, et la supériorité de son travail consiste surtout à avoir donné plus de relief à certains événements qui n'avaient pas encore été suffisamment précisés, comme l'accord qui, depuis Cateau-Cambrésis, règle les rapports des deux couronnes. Mais la faiblesse s'accroît dans la dernière partie de l'exposé, lorsque l'auteur aborde la rivalité, beaucoup moins connue, qui s'établit sur le littoral du golfe.

En fait, il passe sous silence les éléments les mieux susceptibles d'illustrer la méfiance qui, pendant la guerre de Succession d'Espagne, ne cesse de diviser les colons de Mobile et de Pensacola, la question du règlement de la frontière entre leurs territoires respectifs, celle de la politique indigène de Bienville et des gains qu'elle lui permet de réaliser au détriment des Espagnols, la décision du vice-roi du Mexique, dès 1710, d'interdire l'accès de ses ports aux navires français, la saisie des marchandises que Bienville envoie à la Vera-Cruz pour essayer de les troquer contre des vivres. La méfiance des Espagnols était d'ailleurs justifiée par le subterfuge auquel les Français avaient recours en délivrant des passeports pour Mobile aux négociants désireux de faire du commerce « à la Havane et aux côtes du Mexique », afin de tromper les autorités coloniales sur la vraie destination des navires. La tension était même assez forte pour que, dès 1701, le bruit se répandît à Mobile de l'imminence d'une rupture entre les deux couronnes. C'est au prix seulement de toutes ces réserves qu'il est possible de parler de « coopération » franco-espagnole en Amérique au début du *xviii^e* siècle. En les omettant, en soulignant à l'excès la solidarité que la crainte d'une agression britannique établit entre Mobile et Pensacola, M. Folmer laisse au lecteur une impression erronée. En réalité, la paix d'Utrecht change peu de chose à la situation. D'une part, elle n'interrompt pas entièrement, comme l'auteur le donne à entendre, l'apparente coopération des années précédentes, puisque, en 1714, les Français de Mobile sont en

mesure de faire à la Vera-Cruz un emprunt qui permet de pourvoir à la solde de la garnison en attendant que Crozat fasse les avances nécessaires à la monarchie ; d'autre part, les tentatives de liaison commerciale des Français avec l'Amérique espagnole restent aussi infructueuses que par le passé, et Crozat échoue là où Bien-ville avait échoué avant lui.

Pour élargir la scène un peu étroite de l'Amérique d'alors, il eût été intéressant d'intégrer plus complètement l'histoire de ces avant-postes dans celle des rapports plus généraux des deux métropoles, dont elle n'est qu'un aspect, en faisant ressortir les causes d'irritation qui les opposaient, entre autres la grande question du commerce de la mer du Sud, et il eût été indispensable de signaler la tension que la formation de la compagnie d'Occident détermina entre la France et l'Espagne, les représailles que la Cour de Madrid ordonna aussitôt par le décret du 1^{er} novembre 1717 contre le commerce français, signe avant-coureur, parmi tant d'autres, des hostilités qui devaient bientôt éclater en Europe et s'étendre au littoral du golfe.

Un défaut du livre est de n'utiliser les sources françaises que par fragments. De là non seulement de fréquentes omissions, mais des points de vue contestables qu'une connaissance plus ample des documents aurait permis de corriger : telle la version qui consiste à représenter le monopole de Crozat comme ayant été une cause de grosses pertes pour le financier, en oubliant que, lorsqu'il remit son privilège, ses avances et la presque totalité de sa mise de fonds, augmentées des intérêts, lui furent comptées en déduction de la taxe de la Chambre de Justice, et qu'il déclara lui-même être « en profit ». Dans les dates assignées aux documents d'origine française, on n'observe pas non plus toute la précision que l'on souhaiterait. On ne sait pourquoi l'auteur situe en 1716 (p. 279, n. 10) le mémoire de Le Bartz (*Affaires étrangères, Amérique, I, Mémoires et Documents*, fol. 156 v^o et suiv.), qui ne comporte aucune indication de date, mais que le contexte permet de placer en 1717, puisqu'il est postérieur à celui de Le Gendre d'Armini. Il est regrettable, enfin, que l'orthographe des noms propres soit si souvent défectueuse : il est choquant de lire La Jonchère au lieu de La Jonquière, il est inadmissible qu'un nom aussi connu que celui de Sérigny devienne Sérigné, et l'on peut difficilement se rallier à l'habitude de désigner le Régent sous le nom d'« Orléans », en éliminant le titre nobiliaire.

Il ne convient certes pas d'exagérer les points faibles d'un ouvrage qui est intelligemment fait, qu'on lira avec beaucoup d'intérêt, qui abonde en idées générales, et dont la rédaction représente des recherches sérieuses. Mais on regrette que la partie la moins étudiée jusqu'ici n'ait pas donné lieu à un travail plus complet et plus approfondi.

M. GIRAUD.

Doris HERMS. *Die Anfänge der bremischen Industrie. Vom 17. Jahrhundert bis zum Zollanschluss, 1888.* Brême, Schünemann, 1952 ; in-8°, 163 pages. (« Veröffentlichungen aus dem Staatsarchiv der Freien Hansestadt Bremen. »)

M^{me} Herms publie une étude sur les débuts de l'industrie à Brême entre le xvi^e siècle et l'intégration au système douanier allemand en 1888. L'ouvrage est en grande partie de première main. Il déçoit cependant parce que l'auteur n'a pas défini son sujet avec assez de rigueur. M^{me} Herms explique bien que l'instauration du mercantilisme au xvii^e siècle a transformé l'économie traditionnelle ; des

techniques nouvelles et l'appui de l'État ont amené les capitalistes à créer de véritables industries, qui ont édifié manufactures et fabriques à côté des ateliers artisanaux et du travail à l'entreprise qui s'étaient développés depuis le ^{xv}^e siècle : ces industries étaient dominées par les commerçants, qui fournissaient les capitaux sans être capables de contrôler la technique ; c'est d'ailleurs une des conclusions intéressantes du livre, que cette dépendance permanente de l'industrie par rapport au commerce. Mais l'auteur n'écarte pas de son étude les activités purement artisanales et consacre de longs développements à la production du vinaigre, de l'alcool, de la chicorée, du gaz, des tuiles, etc., qui n'ont qu'un intérêt local.

Parmi les industries dignes de ce nom, la seule qui ait conservé son importance du ^{xv}^e siècle jusqu'à nos jours est celle des constructions navales. Gêné à Brême dès le ^{xvi}^e siècle par l'ensablement de la Weser, elle se déplaça vers l'aval, à Burg, à St Magnus, à Vegesack et finalement à Bremerhaven, fondée en 1887. Les documents sont rares jusqu'au ^{xviii}^e siècle. Les constructions se multiplièrent ensuite, sans cependant dispenser les marchands brémois d'acheter des bateaux à Lubeck, à Flensburg et en Hollande. Dans la deuxième moitié du siècle quarante bateaux furent construits à Brême et soixante-quatre sur les chantiers de l'aval. Au ^{xix}^e siècle, la production des voiliers diminua au profit des bateaux à vapeur et à hélice. Elle tendit à se concentrer à Bremerhaven. Le total des constructions fut de 129 entre 1801 et 1820, de 276 entre 1841 et 1860, de 1,207 entre 1862 et 1890.

Les industries nouvelles, consécutives au mercantilisme, concernèrent surtout les vivres importés d'outre-mer : tabac, riz, sucre. L'usage de la pipe se développa en Hollande à partir de 1610, en Allemagne après la guerre de Trente ans. La prise et la chique apparurent à peu près au même moment. Le cigare n'intervint qu'à la fin du ^{xviii}^e siècle et triompha au ^{xix}^e. La cigarette ne paraît avoir joué aucun rôle avant 1888. Le tabac était importé des Pays-Bas. Sa manutention fut également apprise des Hollandais. C'est vers 1660 que l'industrie brémoise commença de s'affirmer par ses exportations en Allemagne et en Norvège. Au ^{xix}^e siècle, l'importation directe d'Amérique du Sud permit de développer la production de cigares de qualité. La main-d'œuvre fut toujours difficile à recruter ; femmes et enfants en formaient les deux tiers. En 1850, l'industrie du tabac occupait 5,601 ouvriers et ouvrières, près du dixième de la population, qui comptait 60,000 âmes.

La raffinerie du riz fut très importante entre 1855 et 1892 ; elle représentait près de la moitié des exportations en 1890 ; elle décrut ensuite, à cause de la concurrence étrangère. La bière avait été le principal produit d'exportation au Moyen Âge. La concurrence d'Einbeck, de Wismar et de Hambourg ruina la brasserie au ^{xiv}^e siècle. L'auteur ne précise pas que ces dernières utilisèrent le houblon, ce qui explique la préférence donnée à leur bière, meilleure et plus facile à conserver. Après une longue période de stagnation, la brasserie se développa de nouveau ; la suppression des restrictions corporatives aux métiers, en 1861, la reprise de l'exportation lui permirent de se classer en 1890 au deuxième rang des exportations en valeur, après le riz et avant le tabac.

Henri BRUNSCHWIG.

Walter Brownlow POSEY. *The Presbyterian Church in the Old Southwest, 1778-1838*. Richmond (Virginia), John Knox Press, 1952 ; 185 pages. Prix : 2 doll. 50.

Après la remarquable analyse que M. L. J. Trinterud (*The Forming of an Ame-*

rican tradition, Philadelphia, 1949) a faite du presbytérianisme colonial et de ses conflits de doctrine, l'ouvrage de M. Posey apporte, pour une période ultérieure, une étude de l'Église presbytérienne dans un secteur plus limité du territoire américain.

Il la montre pénétrant dans le Kentucky et le Tennessee avec ces Écossais d'Irlande qui, après avoir défendu la doctrine de John Knox dans les États de l'Est, suivent le grand mouvement de l'expansion vers l'Ouest dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Le foyer de culture presbytérienne qui s'était formé à Princeton permit de fournir aux premiers immigrants des ministres dont le degré d'instruction répondait à leurs vœux, car les Écossais d'Irlande et les Allemands de cette époque conservaient les traditions de la mère patrie. Celles-ci s'évanouirent malheureusement avec les générations nées sur la frontière, et le clergé presbytérien perdit alors au profit des Méthodistes et des Baptistes, dont la prédication « émotionnelle » avait plus d'attrait que la doctrine calviniste qu'il enseignait. Lorsque se répandit le mouvement du « camp meeting », certains Presbytériens, pour ne pas se laisser soustraire leurs fidèles, durent accepter l'idée de concessions : c'est ainsi que le ministre James McGready atténua la rigueur du dogme calviniste et apparenta sa prédication à celle des sectes rivales, permettant ainsi aux Presbytériens de s'associer au « revivalistic program » de la fin du XVIII^e siècle. Mais une minorité de ministres seulement suivit McGready sur ce terrain dangereux. Les théologiens orthodoxes, pénétrés des enseignements de Princeton, répudièrent une collusion qui altérerait la doctrine initiale et compromettrait l'austérité de leur religion. Aussi les Presbytériens sortirent-ils de cette expérience profondément divisés. Les partisans d'une politique d'innovations ayant refusé de se soumettre, un schisme se produisit, qui donna naissance à une Église dissidente, le Cumberland Presbytery, dont la croissance fut surtout rapide dans le Kentucky.

C'est dans l'étude de ce mouvement dissident et dans l'exposé de la complexité de ses causes que réside le principal intérêt du livre. Il en ressort que le presbytérianisme colonial, suivant l'idée mise en relief par M. Trinterud, ne pouvait conserver fidèlement la physionomie de l'Église du pays d'origine, surtout dans une zone frontière où la présence d'une société différente et de conditions de vie propres imposait la nécessité d'un ensemble d'adaptations.

Les chapitres consacrés à l'œuvre des Presbytériens dans le domaine de l'enseignement, dans l'évangélisation des Indiens, dans l'élévation du niveau moral des États du Sud-Ouest, seront d'une lecture moins profitable. Mais l'attitude de l'Église à l'égard des nègres, du problème de l'esclavage et du mouvement abolitionniste donne lieu à un ensemble de considérations intéressantes, qui permettent de voir dans le presbytérianisme un facteur de conservation sociale. On saura gré, enfin, à M. Posey d'avoir complété son exposé par une étude de la personnalité d'un certain nombre de pasteurs, dont la connaissance précisera la diversité des tendances qui reflètent dans l'Église du Sud-Ouest le différend fondamental qui se manifeste dans le presbytérianisme américain entre partisans de l'« Old School » et de la « New School ».

Marcel GIRAUD.

André FUGIER. *Histoire des relations internationales*, publiée sous la direction de P. RENOUVIN. T. IV : *La Révolution française et l'Empire napoléonien*. Paris, s. d. [1954]; in-8°, 422 pages.

L'ouvrage est digne d'éloges, tant par l'information étendue qu'à raison de la

conception de la synthèse dont il partage le mérite avec les autres volumes de la collection. Les événements et les personnages n'y tiennent qu'une place restreinte; les faits politiques et militaires n'interviennent que pour marquer les jalons de l'évolution; les détails de l'activité des diplomates nous sont épargnés; tout le plan s'ordonne de manière à mettre en lumière les facteurs de la rivalité des puissances; il porte la marque de la tendance actuelle des historiens à dominer le récit traditionnel.

Convient-il d'évoquer les ouvrages de Sybel et de Sorel? Nullement, car, en premier lieu, la thèse *a priori* est absente; d'autre part, l'analyse se montre infiniment plus riche: M. Fugier y fait entrer l'opinion, non seulement du personnel dirigeant, mais aussi des différentes classes et catégories sociales; il n'oublie pas que le conflit entre la France révolutionnaire et l'Europe jusqu'en 1815 fut d'ordre social, Napoléon étant resté, pour les rois et pour l'aristocratie, le représentant de la Révolution; il ne repousse pas non plus à l'arrière-plan l'influence des faits économiques; enfin, le récit proprement dit se trouvant strictement réduit, une grande place est accordée aux informations concrètes que multipliait la vaste information de l'auteur. On regrette seulement que l'organisation des ministères des Affaires étrangères, ainsi que les procédés de la diplomatie n'aient pas obtenu un chapitre particulier; en France, tout au moins, la Révolution et l'Empire introduisirent des modifications importantes dans le ministère, et, d'autre part, les consulats méritaient attention à raison de leur rôle dans les relations internationales du point de vue économique.

Les mérites de l'ouvrage apparaissent dès le livre premier, qui concerne l'époque révolutionnaire; toutefois, on les apprécie mieux encore dans le second, qui traite de l'Empire, ainsi que dans le troisième, intitulé: « Les courants mondiaux. » On signale, notamment, le chapitre VII de la seconde partie comme un excellent exposé du Blocus continental. On se serait attendu, il est vrai, qu'un autre résuméât les caractères que Napoléon s'efforçait d'imprimer à l'empire européen qu'il fondait; néanmoins, ils ressortent assez bien du chapitre relatif aux nationalités. Particulièrement originales se présentent les diverses sections du livre III sur les courants mondiaux; y figurent les courants intellectuels et religieux, la démographie, l'économie, l'ascendant de l'Europe dans le monde, l'expansion des idées révolutionnaires, l'entrée des États-Unis dans la politique internationale et l'émanicipation naissante de l'Amérique latine.

G. LEFEBVRE.

George DANGERFIELD. *The Era of Good Feelings*. Londres, Methuen and Co; 492 pages + index et bibliographie.

Bien que l'*Era of Good Feelings* ait depuis longtemps donné lieu à une importante littérature, M. Dangerfield est parvenu à reprendre le sujet dans un cadre nouveau et à en extraire une synthèse d'un grand intérêt. Au lieu de se limiter à la seule étude intérieure des États-Unis, il associe étroitement l'histoire de l'Europe à celle du continent américain; il peut ainsi dégager la complexité des influences qui dominent l'histoire des États-Unis, en dépit de la prétention que le pays commence à exprimer de s'isoler d'un monde qui lui apparaît de plus en plus étranger.

Les circonstances qui entourent la négociation de la paix de Gand (1814) sont

particulièrement instructives à cet égard. L'auteur démontre effectivement que les États-Unis, en abordant la négociation, étaient affaiblis par la défaite de Napoléon, et, davantage encore, par l'échec de la visite d'Alexandre I^{er} en Angleterre. Privés des bons offices de l'un et de l'autre, ils durent accepter la proposition que lord Castlereagh faisait à Madison d'engager des pourparlers directement avec l'Angleterre et se contenter d'une paix incertaine, laissant à l'avenir le soin de résoudre quelques-unes des questions qui avaient provoqué la tension entre les deux puissances.

Dans un même esprit, M. Dangerfield s'attache à faire ressortir les incidences des événements européens sur l'élaboration de la doctrine de Monroe, expression d'une volonté d'« isolationisme » qui n'était en fait qu'apparente, puisque la doctrine de la non-intervention des États-Unis dans les affaires européennes s'accompagnait de menaces d'intervention en cas d'ambitions excessives de l'Europe sur l'Amérique. Le président Monroe ne prit aussi nettement position devant le monde que parce qu'il jugeait que les États-Unis avaient atteint un équilibre intérieur suffisant pour pouvoir affirmer sans réticence les fins de leur politique étrangère. Il savait aussi qu'il n'y avait pas à redouter, en raison du désaccord qui l'opposait en 1823 aux monarchies absolutistes de l'Europe centrale et orientale, les réactions de l'Angleterre, comme le prouvait la liberté avec laquelle le secrétaire d'État John Quincy Adams l'avait prise à partie dans un discours prononcé à Washington. Effectivement, lorsque se posa la question de l'indépendance des États sud-américains, George Canning s'efforçait de compenser ses échecs européens par un rapprochement avec les États-Unis, qui lui fournirait aussi bien le moyen de servir les intérêts de la grosse industrie britannique en garantissant à celle-ci le marché nord-américain indispensable à sa prospérité. Mais cette dépendance à l'égard des États-Unis, ouvertement reconnue par lord Liverpool, l'affaiblissement de la position politique de l'Angleterre, encourageaient les tendances nationalistes de Monroe, et le président répliqua aux ouvertures de Canning par le célèbre message de décembre 1823, qui, en dehors des principes bien connus qui y sont affirmés, dissimule un certain nationalisme économique, le désir de renoncer aux conceptions de Jefferson pour défendre les intérêts de l'industrie américaine naissante : en 1824, en effet, le Congrès votait un tarif protectionniste, et, simultanément, la controverse relative aux droits de navigation de l'Angleterre et des États-Unis, qui avait longtemps divisé les deux pays, prenait une acuité croissante. Le rapprochement qui s'était esquissé lors du Congrès de Vérone s'était ainsi trouvé condamné, dans une large mesure au moins, par la rivalité économique qui commençait à se manifester entre les deux rives de l'Atlantique.

Les développements relatifs à l'histoire intérieure des États-Unis ne sont pas moins suggestifs. M. Dangerfield excelle ici à mettre en relief un certain nombre d'idées dominantes autour desquelles s'ordonne l'évolution du pays. Dans son exposé des causes et des conséquences de la guerre de 1812, il souligne admirablement le rôle déterminant de l'Ouest, dont l'impérialisme, si apparent dans les contestations avec les tribus indigènes, est un des principaux facteurs du conflit avec l'Angleterre, et en est aussi, en dernière analyse, le principal bénéficiaire : car c'est l'Ouest qui tirera profit des agrandissements territoriaux rendus possibles par la paix de Gand. Très justement, l'auteur voit dans cette période des « bons sentiments » une période pleine d'incertitudes et de divisions, qui dément le titre officiel qu'il est coutume de lui attribuer. Et il montre comment le « sectionalisme »

prend, au plus fort de ces années de paix apparente, une signification menaçante pour l'avenir et révèle la profondeur des dissensions intérieures. Non moins intéressante, son étude des grandes personnalités politiques de l'époque, Andrew Jackson, James Monroe, John Quincy Adams, le juge suprême John Marshall, contient une abondance de données utiles et lui permet de dégager la signification de quelques-unes des questions, celles, par exemple, de la Banque nationale, du financement des travaux d'amélioration intérieure par les fonds fédéraux, sur lesquelles s'affrontent les idéologies opposées des groupes d'États. Il serait d'ailleurs difficile d'épuiser la richesse des points de vue que nous apporte le livre de M. Dangerfield : l'ouvrage est un des meilleurs qui aient été écrits sur la période consécutive à la paix de Gand.

Marcel GIRAUD.

Boris NOLDE. La formation de l'Empire russe. Études, notes et documents.

T. II. Paris, Institut d'Études slaves (t. XV, 2), 1953, 408 pages, bibliographie et cartes.

Les mérites du tome premier de cet important ouvrage, analysés ici même dans une précédente livraison¹, faisaient attendre cette suite avec un très vif intérêt. Disons tout de suite que ce second tome ne complète que très partiellement la réalisation du dessein grandiose qu'avait formé B. Nolde : étudier la croissance, du *xvi^e* au *xx^e* siècle, d'un immense Empire continental. Les études qui sont présentées ici concernent l'expansion russe dans les steppes méridionales et au Caucase, au cours du *xviii^e* siècle. Limitons encore le cadre. Le manuscrit de l'auteur s'arrête brutalement — brusquerie qui ne laisse pas d'être émouvante — à l'annexion de la Géorgie, à l'aube du *xix^e* siècle, alors que l'expansion vers le Caucase en est encore à ses premiers travaux d'approche, politiques et militaires. Le quart de l'ouvrage à peine lui est consacré, l'impression d'inachèvement y est très sensible. D'autre part, il existe un hiatus considérable entre les deux tomes : l'histoire du rattachement à la Russie, au cours du *xvii^e* siècle, de l'Ukraine de la rive gauche, de l'Ukraine des Bourgs et des territoires de l'Armée du Don, n'a pas été écrite. L'expression steppes méridionales ne vise donc que le littoral de la mer Noire, c'est-à-dire les régions occupées par les vassaux tatars de la Turquie, et les espaces vides qui, à la fin du *xvii^e* siècle, les séparaient encore du front de l'avance russe. C'est aux chapitres consacrés à leur conquête qu'il ira surtout l'intérêt du lecteur.

L'expansion russe se heurtait là à des obstacles sérieux, car la Russie y rencontrait, derrière les Tatars de Crimée, un suzerain puissant, l'Empire ottoman. Or, les querelles russo-turques ne pouvaient manquer d'affecter l'équilibre des puissances et, par suite, d'avoir des implications diplomatiques européennes (notamment par leurs interférences polonaises). Cet aspect de la question n'est pas absolument neuf, et l'on pourrait juger qu'une place trop large lui est faite, si l'auteur n'avait ici le mérite de compléter et de renouveler notre information par la connaissance très vaste qu'il possède de sources russes en général peu utilisées (les archives du Conseil d'État, à partir de sa création en 1768, par exemple), dont il sait extraire des textes justificatifs toujours excellemment choisis et présentés.

Y eut-il, dans cette expansion vers la mer Noire, l'application persévérante d'un programme politique clairement établi? B. Nolde nous montre que, ni lors de la

1. *Rev. histor.*, janvier-mars 1954, p. 146-148. Compte rendu de R. Portal.

tentative avortée de Pierre le Grand contre Azov en 1696, ni dans les entreprises plus fructueuses de l'impératrice Anne en 1735-1739, ni même à l'origine des guerres russo-turques de Catherine II en 1768 et 1787, la politique russe ne fut dictée par un désir initial de conquête. En revanche, les hostilités une fois commencées, fût-ce à contre-cœur, peu à peu se précisent les buts de guerre, qui dès lors sont poursuivis avec méthode et obstination. L'expansion russe a été « le produit d'une volonté consciente, mais qui ne s'est définitivement formée que sous l'influence d'une situation indépendante de cette volonté » (p. 57). Le résultat en est cette avance inexorable qui s'accomplit d'abord par le recul progressif vers le sud des zones vides, de ce *no man's land* politique dont la géographie faisait la seule « frontière » concevable, puis par cette indépendance nuancée d'impérialisme protecteur que Catherine accorde ou plutôt impose à l'État tatar en 1774, avant de l'annexer en 1783.

Mais, comme dans le tome I, c'est l'aspect colonial de l'expansion russe qui retiendra l'attention. Le problème se présente sous une double forme : colonisation des terres vides d'une part, assimilation de sociétés préexistantes, douées d'une structure politique et sociale originale, d'autre part.

La colonisation des steppes soulevait une contradiction : il fallait attirer les hommes vers les terres vierges, sans pour autant les soustraire au droit commun de l'Empire. D'où le spectacle curieux de la succession, et parfois de la juxtaposition, de méthodes opposées, autorité ou spontanéité. La Nouvelle Serbie, entre Bug et Dniepr, est une création artificielle de l'impératrice Élisabeth, désireuse d'y établir quelques régiments d'immigrants slaves orthodoxes, tandis que les Cosaques zaporogues, installés au voisinage, forment une communauté spontanée d'aventuriers réunis par le goût illimité de la liberté (p. 30 à 52). Ces deux entités jouissent d'abord d'une large autonomie, puis, leur rôle colonisateur épuisé, sont annexées à l'Empire sous le nom de province de la Nouvelle Russie. Mais, plus tard, le gouvernement reconstituera l'armée zaporogue pour aller coloniser les régions de la Kouban... On est frappé de la souplesse avec laquelle le gouvernement russe laisse les éléments instables — paysans rebelles au servage, notamment — fuir les régions à demi consolidées pour assurer le peuplement des terres vides, quitte à redresser plus tard, ici et là, son emprise.

La même évolution, de l'autonomie à l'assimilation, se manifeste dans la politique suivie à l'égard de l'État tatar. L'auteur nous donne là une vingtaine de pages fort intéressantes (p. 172 à 195) sur l'organisation de cet État, monarchie aristocratique et paysannerie libre, et sur les transformations qu'entraîne l'annexion. Le gouvernement russe tolère le maintien de l'administration existante et d'une justice fondée sur le droit coranique. Mais, en 1784, le régime des « états » est introduit dans la nouvelle région de Tauride : les princes tatars sont assimilés à la noblesse russe, tandis que les anciens paysans libres deviennent des paysans d'État. On voit ces derniers se défendre contre la menace de servitude que contient pour eux ce nouveau statut, en particulier contre les prétentions de la noblesse non tatare, qui envahit le pays. On devine la force de cette résistance passive à l'ampleur de l'exode qui chasse de Crimée la moitié environ de la population tatare. On regrette un peu que toutes ces indications suggestives n'aient pu être plus longuement développées¹.

1. Le chapitre consacré à la Bessarabie y montre une évolution analogue, à ceci près que

B. Nolde a réuni des matériaux précieux. Leur mise en forme est irréprochable. Mais il a malheureusement manqué ce regard rétrospectif de l'auteur sur son œuvre, qui en unit les parties et en éclaire les lignes maîtresses. Son mérite reste d'avoir attiré notre attention sur l'aspect colonial et impérial de l'histoire russe depuis quatre siècles, aspect fondamental et pourtant jusqu'ici méconnu. Voilà un ouvrage incomplet, sans doute, mais de ceux qui ouvrent des voies. Sa publication posthume est plus qu'un geste de pitié, c'est une œuvre utile.

Robert PHILIPPOT.

Friedrich C. SELL. *Die Tragödie des deutschen Liberalismus*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1953 ; in-8°, 478 pages.

Ce livre a pour but d'expliquer l'échec du libéralisme allemand : alors qu'il a été possible à cette doctrine de concilier, dans les grands États occidentaux, les antagonismes politiques, sociaux et économiques, elle n'y a point réussi en Allemagne ; elle y est demeurée un fait de l'esprit ; il lui a manqué, non les occasions de façonner les institutions, mais la volonté même d'accéder au pouvoir. C'est donc, à propos du libéralisme allemand, un véritable examen de conscience nationale que va tenter Friedrich C. Sell, mais un examen de conscience fait du dehors, de l'étranger, par un Germano-Américain, qui est depuis longtemps professeur à Mount Holyoke College, à l'abri, par conséquent, des entraînements et des préjugés nationaux, à l'abri de cette idolâtrie de l'État, héritée de Hegel, et qui dénature — Sell le dit dans sa préface — le jugement politique des Allemands, avec la volonté de comprendre les points de vue et les réactions des autres peuples à l'égard de l'Allemagne.

Il n'est pas possible, dans un compte rendu, de résumer l'ensemble du livre, puisque celui-ci retrace l'histoire du libéralisme allemand depuis la Révolution française jusqu'à l'avènement de Hitler. Quelques lignes suffiront pour donner une idée de la courbe par laquelle ce libéralisme s'inscrit dans l'histoire de la pensée allemande. Selon Sell, le libéralisme reste lié à la notion du Droit : né au XVIII^e siècle de la philosophie des lumières, il suppose que l'individu est antérieur à l'État, qu'il possède des droits naturels dont il ne saurait rien concéder à l'arbitraire, aux préjugés et à la violence, que l'État n'a pas d'autre mission que de faire respecter des droits, que l'État ne saurait par conséquent être regardé comme une fin en soi, susceptible de sacrifier à une volonté égoïste de puissance. Que la philosophie du droit naturel, malgré le discrédit dont on a voulu de bonne heure la couvrir en Allemagne, n'ait pas cessé de fructifier l'intelligence allemande, c'est ce qu'illustrent les travaux de Humboldt, de Rotteck, de K. Schürz. Malheureusement, le libéralisme s'est trouvé infecté dès ses origines par le tourment des Allemands de ne point constituer un État : d'où cet orgueil nationaliste, qu'ils ont tiré de la supériorité de leur culture, et qui a été pour eux un succédané du patriotisme ; d'où cette haine méprisante pour l'étranger, dont Fichte d'abord, Arndt et Jahn ensuite se sont rendus coupables. « L'idée nationale et l'idée libérale, qui

les survivances de l'autonomie y ont été plus durables. C'est aussi une contribution à l'histoire controversée de la composition ethnique de cette province. A nette prédominance moldave au moment de l'annexion en 1812, elle aurait été partagée à égalité entre l'élément moldave et l'élément russe vers la fin du XIX^e siècle.

se sont avérées compatibles dans les autres pays, où l'idée nationale signifie seulement sacrifice à la collectivité, ne l'ont point été en Allemagne » (p. 71). A cela vint s'ajouter plus tard, dans la période de la formation du capitalisme, l'hostilité, dont F. List est l'écho, à l'égard du libéralisme économique, et le sentiment que la nation allemande ne pourra trouver son indépendance et sa prospérité que dans une politique égoïstement autarcique.

La révolution de 1848 sera le premier échec pour l'idée libérale. Mais, à cette date, elle ne s'était encore mesurée qu'avec les forces d'Ancien Régime, s'il est vrai que le réalisme conquérant s'était déjà manifesté au Parlement de Francfort par des ambitions non dissimulées à l'égard de territoires non allemands, et en particulier dans les cyniques affirmations de W. Jordan. Mais la grande défaite du libéralisme, ce fut sa capitulation devant les succès de la politique de Bismarck, la reconnaissance des méthodes utilisées par lui dans la question des Duchés — ici l'étude des attitudes successives des *Preussische Jahrbücher* est singulièrement instructive —, enfin le vote en 1867 du projet d'indemnité, qui fut l'abandon définitif des principes libéraux. Éblouis au lendemain de 1870 par le prestige de la victoire, les libéraux ont accepté de pratiquer une politique de « collaboration » avec le Chancelier, ce qui les a amenés à participer au *Kulturkampf*, qui ne fut pas autre chose que la « violation de la liberté de religion », en d'autres termes une nouvelle infraction « à l'une des exigences les plus anciennes et les plus nobles du libéralisme » (p. 249). Enfin, en votant finalement la loi sur les socialistes, après le double attentat contre l'Empereur, ils ont sacrifié, pour conserver leur clientèle bourgeoise, leurs principes à un opportunisme passager. Le déclin du libéralisme, voulu par Bismarck, est alors entièrement consommé : « La jeunesse académique, écrit l'auteur, se précipitait aux cours où Treitschke préconisait une politique de puissance ; elle prenait ses assertions pour le véritable esprit de l'idéalisme classique. » Le libéralisme était mûr pour l'impérialisme de l'ère wilhelmienne, auquel il prête son concours empressé. La tentative de F. Naumann pour ressusciter un libéralisme authentique, dans le cadre de l'Association nationale-sociale, en le conciliant avec la mentalité impérialiste de son temps, et cela afin d'intégrer le prolétariat dans l'État existant et le sortir de l'ornière de la lutte des classes, était vouée à l'échec, bien qu'elle ait manifesté chez son auteur d'incontestables qualités spirituelles.

La crise politique issue de l'affaire du *Daily Telegraph*, le refus du gouvernement d'accorder la réforme électorale en Prusse sont-ils de nature à susciter, dans les années qui précèdent la première guerre mondiale, un réveil du mouvement libéral ? Il apparaît depuis 1908, à plusieurs signes évidents, que le peuple allemand, dans ses couches profondes, est las du militarisme, de l'enthousiasme guerrier, de la volonté affichée de puissance. Dans les États de l'Allemagne du Sud surgit l'espoir d'un « renouveau » de la vie politique allemande. Mais l'impossibilité où se trouva la majorité de gauche issue des élections de 1912 de constituer un « bloc des gauches » est significative de la débilite de ces dispositions nouvelles, qui ne purent mettre obstacle au déclenchement de la guerre.

Les quelques pages que l'auteur consacre au développement de l'idée libérale en Allemagne pendant la guerre sont du plus haut intérêt. On sait que la pensée profonde du chancelier Bethmann-Hollweg, plus perspicace que les pangermanistes, est que la victoire est impossible. Or, dans son isolement à la cour et dans le monde politique, Bethmann fut soutenu par un petit groupe de grands bourgeois et d'in-

tellectuels, qui se rendaient compte, comme lui, de la nécessité d'obtenir une paix de compromis et d'établir le suffrage universel en Prusse. Au sein de ce groupe, Sell analyse l'action du sociologue L. v. Wiese, de l'historien Fr. Meinecke, du théologien E. Tröltsch, du pédagogue F. W. Förster, de Delbrück lui-même dans les *Preussische Jahrbücher*, surtout de F. Naumann, dont le livre célèbre *Mitteleuropa*, suggérant une collaboration économique plus étroite entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, ne doit pas être interprété comme un manuel d'annexionisme pangermaniste, mais comme une mise en garde contre une politique inconsidérée d'extension territoriale. Naumann n'avait-il d'ailleurs pas écrit dès 1913 : « L'Allemand sait ce que signifie discipline, éducation, action communautaire, mais il demeure impuissant, lorsqu'il doit faire valoir les droits souverains de son Moi isolé en face du monde ambiant... La plus belle constitution ne sert de rien, quand chaque individu ne se respecte pas lui-même. » Mais, si ces éminents représentants de l'intelligence allemande ont eu le sentiment des intérêts de leur pays, ils se sont refusés à une intervention politique effective. Travailleurs spécialisés, ils considéraient la politique comme le rayon d'autres spécialistes, comme le champ d'action de techniciens, dont ils ne voulaient entraver la liberté. Le libéralisme réunissait une fois de plus les meilleures têtes de l'Allemagne ; mais, une fois de plus, il manquait l'occasion d'imprégner la vie politique allemande.

Que la Constitution de Weimar, « la plus libre du monde » selon Ebert, ait été inspirée par un libéralisme authentique ; que la République ait été servie par des hommes d'État qui avaient un vif sentiment de leur responsabilité devant leur patrie et devant l'Europe, c'est ce dont Sell convient, en montrant avec beaucoup de précision les mérites des plus notables d'entre eux : de M. Weber et de H. Preuss, les fondateurs de la nouvelle Constitution ; de W. Rathenau, « le seul grand seigneur que le monde capitaliste ait donné à l'Allemagne » (p. 396) ; de G. Stresemann, dont la conversion à l'idée européenne, après un passé nationaliste, est due à l'influence du vicomte d'Abernon ; enfin, des remarquables ministres de l'Éducation qu'a eus la Prusse, Carl Heinrich Becker et Adolf Grimme, qui ont voulu promouvoir un humanisme scolaire et former des citoyens insensibles à l'appel du nationalisme et à l'engouement guerrier. Mais Sell note aussi que ce furent des « officiers sans soldats » : le libéralisme, dit-il, demeura sans résonance dans les masses, qui servent d'appui aux démocraties modernes ; « il était une pensée, il ne devint pas organisation » (p. 413).

Comment expliquer que le libéralisme allemand, bien que servi par de grandes intelligences, n'ait pas pu contre-balancer les tendances moralement et matériellement destructives, qui l'ont sans cesse submergé ? Quelle interprétation donner à cette tragédie dont le dernier acte fut la catastrophe de 1945 ? Il est bien difficile de ramener à une cause unique l'explication de cette étonnante abdication des classes dirigeantes devant la séduction de la puissance et le besoin de l'autorité. D'ailleurs, s'il fait parfois allusion à cet esprit d'impatience dont parle également W. Hellpach dans ses *Politische Prognose für Deutschland*, l'auteur n'a pas cherché, avec des moyens trop faciles, dans la « psychologie » du peuple allemand un trait qui permit de rendre compte de tout. Il a recours bien plus souvent aux analyses sociales. Nous signalerons notamment les pages dans lesquelles il montre pourquoi le Landtag de Prusse, à l'époque du « conflit », où il prétendait défendre le « droit » contre l'arbitraire gouvernemental, a si rapidement capitulé : il était alors l'expression du système des trois classes, dominé par des bourgeois nantis et

peu disposés, en cette période de conjoncture économique favorable, à risquer leur fortune dans une révolution politique qui risquait de dégénérer en révolution sociale (p. 205). Excellents également les développements où l'auteur explique comment la structure économique et sociale du Wurtemberg a fait de ce pays le plus libéral d'Allemagne (p. 344).

Il serait donc souhaitable qu'une traduction de cet ouvrage permît à un public plus étendu de se rendre compte pourquoi existe en Allemagne cette séparation de l'intelligence et de la politique, dont la persistance demeure le drame profond de son histoire.

Jacques Droz.

B. EGUCHI, K. TAKAHASHI, K. HAYASHI. *Kokusai kankai-no shi-teki bun-seki* (Analyse historique des relations internationales). Tōkyō, Ocha-no mizu shobō, 1949, I-vi, 339 pages. Prix : 320 yen.

Une note placée à la fin du volume (p. 339) avertit le lecteur que le titre couvre trois articles parus entre 1933 et 1945 et qu'on retrouve ici chapeautés de deux introductions explicatives dont l'une, due à M. Bokurō Eguchi, professeur à la Faculté de Culture (l'ancien Premier Lycée de Tōkyō) et spécialement des questions diplomatiques, donne un « aperçu historique (de la situation internationale) avant le premier grand conflit mondial » (p. 3-75), et l'autre, qui a été rédigée, elle, par M. Kentarō Hayashi, professeur adjoint d'histoire occidentale à la Faculté des Lettres de l'Université de Tōkyō, traite principalement des « documents (qui concernent la situation internationale) avant ledit conflit » (p. 77-111). L'intérêt que présente le livre est atténué du fait que la documentation utilisée date déjà d'une dizaine d'années : l'article de M. Eguchi, « La question de l'alliance anglo-allemande en tant que point de départ (1901) des pourparlers en vue d'une alliance anglo-nippone », a paru en 1933 ; le second article, qui est dû à M. K. Takahashi, a été publié en 1944-1945 sous le titre « Déroulement (des négociations qui ont abouti à l'Entente franco-britannique) » ; quant au troisième, il reproduit, sous le titre « La politique allemande dans la seconde affaire du Maroc, 1911 », une partie des « Études d'histoire moderne de l'Allemagne » (*Doitsu kinsei shi kenkyū*) de M. K. Hayashi, un ouvrage dont la publication remonte à 1943. Les auteurs signalent qu'ils n'ont apporté, à leurs contributions respectives, que des corrections et modifications qui portent sur des détails.

1° L'intention des auteurs a été d'exposer sans partialité et à la lueur des documents eux-mêmes les événements internationaux auxquels le Japon a dû d'être placé en vedette sur l'échiquier mondial. Pour M. Eguchi, la conclusion de l'alliance anglo-japonaise a été la conséquence directe de la nécessité que la Grande-Bretagne a éprouvée de protéger ses intérêts en Extrême-Orient. Dans la guerre russo-japonaise, les adversaires qui furent réellement en présence ont été la Grande-Bretagne et la Russie (p. 30, l. 6-7) ; la France, elle, s'est trouvée dans « une position contradictoire » (p. 30, l. 9-11) : en effet, une défaite russe ne pouvait qu'affaiblir l'alliance franco-russe qui avait été conclue pour contenir l'empire allemand ; mais, d'autre part, la France avait besoin de l'appui de la Grande-Bretagne contre ce même empire allemand. Ainsi s'explique que Delcassé ait tout fait d'abord pour empêcher la guerre russo-japonaise, puis pour circonscrire celle-ci à l'Extrême-Orient. Sur ce point, les vues de la Grande-Bretagne coïncidaient avec celles de la France : la Grande-Bretagne a cru trouver dans le conflit russo-japonais un moyen

d'apporter une solution politique susceptible de protéger ses intérêts qu'elle jugeait menacés en Extrême-Orient ; mais elle comprenait également qu'un conflit prolongé entre le Japon et la Russie aurait pour effet d'affaiblir cette dernière puissance et partant de compromettre l'équilibre des puissances en Europe. Quand il devint évident que le Japon d'alors n'était pas capable d'anéantir son adversaire et lorsqu'on commença à s'inquiéter de la situation qui régnait à l'intérieur de l'empire russe, trois grandes puissances non belligérantes, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne, furent d'avis qu'un armistice s'imposait. Delcassé était trop absorbé par la question du Maroc pour qu'il pût jouer le rôle du négociateur ; ce rôle échet à Roosevelt. En l'occasion, chacune de ces puissances rechercha la solution qui lui paraissait la plus avantageuse pour elle-même ; les États-Unis s'efforcèrent principalement d'entraver l'expansion impérialiste japonaise. On connaît les conséquences immédiates et ultérieures de l'armistice en question : aucune solution réelle ne fut apportée à l'antagonisme russo-japonais, la situation internationale demeura bouleversée ; au reste, d'autres conflits menaçaient la paix dès avant la conclusion du traité de Portsmouth (p. 31-32). Le plus grave de ces conflits latents devait mettre aux prises la Grande-Bretagne et l'Allemagne, puis dégénérer en une guerre mondiale. M. Eguchi est d'avis qu'il demeure difficile de savoir à qui l'on doit attribuer l'initiative et la rupture des pourparlers en vue d'une alliance anglo-allemande (p. 155-156) : la documentation de source allemande conserve sa valeur en face de celle qui est d'origine britannique ; le point de vue d'Eckardstein peut néanmoins sembler « fabriqué » (« artificieux » *saku.i*). Aux yeux de l'historien, un fait domine tous les autres : le dissentiment anglo-allemand s'est révélé lors de l'échec des pourparlers qui eurent lieu entre la Grande-Bretagne et l'Empire allemand au cours de l'année cruciale 1901, et ce dissentiment a constitué le signe avant-coureur du conflit de 1914.

2^o Pour M. Takahashi, les hommes d'État responsables de la politique allemande ont commis une lourde erreur en adoptant une attitude optimiste quant à l'issue des pourparlers franco-britanniques : contrairement à leur attente, ces pourparlers ont abouti à une Entente cordiale qui a évolué dans le sens d'une « entente maritime ». Il s'est agi là exactement d'une alliance dirigée contre la Triplice. La constitution dès 1904 de blocs antagonistes signifie qu'on a considéré, à partir de cette date, qu'une solution militaire était inévitable (p. 264-265).

3^o De l'avis de M. Hayashi, certains aspects de la politique extérieure allemande à partir de 1911 restent à élucider (p. 270). Il est certain que Kiderlen-Wächter a d'abord nourri des convoitises à l'égard du Maroc (p. 330) ; mais il semble bien qu'il ait été intéressé par l'offre française d'une compensation au Congo et ait renoncé finalement à toute vue sur le Maroc. Pour M. Hayashi, Kiderlen-Wächter a désiré dès lors régler la question du Maroc « directement avec la France ». Malheureusement, on ignore encore par quelle méthode (p. 331) ; bien plus, on se demande comment il comptait enrayer les répercussions que l'envoi d'un navire de guerre ne manquerait pas d'avoir sur le plan international. Est-ce à dire que celui dans lequel on a vu un « second Bismarck » n'ait été qu'un incapable ? Certes non. Pour M. Hayashi, le Staatssekretär a surtout été la victime impuissante de conjonctures, internes et externes, très défavorables : isolement diplomatique de l'Allemagne ; hésitations de la politique allemande à l'extérieur (M. Hayashi fait état à ce propos de l'ambition que Guillaume II nourrissait de fonder une Union continentale franco-russo-allemande dirigée contre la Grande-Bretagne) comme à l'intérieur,

car l'Empire allemand présente vers 1910 toutes les faiblesses d'un État qui manque d'unité interne. Ainsi s'explique que Kiderlen-Wächter n'ait pas été soutenu par une opinion publique unanime, qu'il lui ait fallu se plier aux volontés d'un autocrate. Or, il avait en face de lui, en Grande-Bretagne, un Cabinet composé de ministres responsables et solidaires entre eux, ainsi qu'un Parlement qui réfléchissait, lui, les tendances mêmes de l'opinion publique britannique (p. 336-339).

HAGUENAUER.

Émile-G. LÉONARD. *Le protestant français*. Paris, P. U. F., 1953; in-8°, 316 pages.

L'ouvrage de M. Léonard comporte deux parties. La première, concernant le protestant français héritier d'un passé, intéresse l'historien au premier chef, car elle retrace les péripéties des Églises réformées et les épreuves de leurs fidèles depuis l'origine jusqu'à nos jours. On jugera particulièrement neufs les chapitres consacrés à la structure sociale des milieux protestants. Durant la première moitié du xvi^e siècle, les « idées nouvelles » attirent bon nombre de clercs et beaucoup d'intellectuels, mais, contrairement à une légende, elles se répandent également parmi les classes populaires, laboureurs, artisans, compagnons. Dans la seconde moitié du siècle, les clercs et les intellectuels se font rares; les petites gens abondent toujours, mais, proportionnellement, ils reculent, en partie à cause de l'émigration, tandis que les classes fortunées sont mieux représentées et que la noblesse s'arroge le rôle prépondérant que l'on sait. Après l'Édit de Nantes, ce rôle s'efface au profit des fonctionnaires, magistrats et officiers divers, des entrepreneurs et des marchands. A l'approche de la Révocation, le protestantisme perd rapidement la grande noblesse et se voit exclu de l'administration et des professions libérales: ils s'embourgeoise tout en se maintenant dans la noblesse rurale et parmi les paysans aisés. A l'égard des pasteurs du Désert, désormais hors la loi, la bourgeoisie urbaine se montre méhante et même hostile, préférant un conformisme apparent ou l'obtention d'une tolérance de fait qui, dans la seconde moitié du xviii^e siècle, la décide à une restauration de l'Église. Au milieu du xix^e siècle s'acheva la raréfaction de la vieille noblesse protestante. Bonaparte, réorganisant officiellement les cultes réformés, y assura la direction aux notables (voir à cet égard la seconde partie). Sous cette classe dominante, le protestantisme conserve depuis une clientèle dans les classes moyennes et dans la population rurale. Le chapitre v étudie l'effectif actuel, estimé à plus de 600,000, et les changements profonds qui se sont introduits sous la Troisième République dans la répartition géographique: aujourd'hui, le protestantisme est représenté dans tous les départements. Cette première partie se termine par un « signalement » du protestant, où l'humour n'est pas exclu.

La seconde: « Le protestant porteur d'un message », « homme d'une attente » (celle du royaume de Dieu) importe à l'histoire, à la psychologie collective, à la sociologie; mais, à certains égards, elle échappe naturellement à la compétence de l'érudit et il n'est pas impossible qu'elle provoque quelques contestations parmi les protestants rigoristes.

G. LEPEUVRE.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

France. — Du 24 au 26 mai 1952 s'est tenu à Carcassonne le Congrès régional des Fédérations historiques du Languedoc. Le compte rendu qui en est publié fournit la preuve que d'heureux résultats peuvent être attendus de cette espèce de décentralisation scientifique. Deux grandes conférences ont été tenues à Carcassonne par M. A. BON sur des *Points de vue nouveaux sur l'histoire de la Narbonnaise*, et M. J. GODECHOT, *Les premiers préfets de l'Aude*. Les communications ont été groupées sous diverses rubriques : sciences auxiliaires (M. GRESLÉ-BOUIGNOL, *Les fonds notariaux du Tarn* ; A. BABONNEAU, *Joachim Estrade* ; E. SÉGUI, *A propos de chansons : Muret contre Montlosier*) ; géographie et histoire économique (GOURON, *Achats en foires d'un marchand drapier d'Anduze (1408-1418)* ; Ph. WOLFF, *Toulouse et les foires de Pézenas à la fin du XIV^e siècle et de Montagnac aux XIV^e-XV^e siècles* ; L. DERMIGNY, *Les foires de Pézenas et de Montagnac au XVIII^e siècle* ; SALLOU, *La fabrication du drap militaire à Lodève au XVIII^e siècle* ; D. FAUCHER, *Le couloir de Carcassonne* ; D^r BOYER, *Carcassonne, carrefour de routes* ; TONJAS, *Routes commerciales à travers la Montagne noire au milieu du XVII^e siècle*) ; histoire religieuse (DOSSAT, *L'opposition toulousaine à l'Inquisition en 1235-1236* ; chanoine DELARUELLE, *Avignon capitale* ; J. HILAIRE, *Une vente de biens ecclésiastiques au diocèse de Béziers en 1563* ; E. APPOLIS, *Un prélat du tiers parti, Armand de Bezons, évêque de Carcassonne (1730-1778)* ; D. LIGOU, *Essai d'interprétation psychologique des événements de septembre 1761 à Caussade* ; M^{me} LIGOU, *Documents sur la campagne antiprotestante à Montauban pendant le printemps de 1790*) ; art et archéologie (R. REV, *Saint Benoit d'Aniane précurseur de l'art des cloîtres* ; DURLIAT, *L'œuvre du « maître de Cabestang »* ; J. CLAPARÈDE, *Jacques Gamelin, directeur des Écoles de la Société des Beaux-Arts de Montpellier (1780-1783)* ; BANQUIER, *Les fouilles de la place de la Calave à Nîmes en 1951* ; J. MAFFRE, *L'oppidum de Tartare à Rouffiac-d'Aude* ; J. GONDARD et R. ROS, *Trouvailles archéologiques à Béziers et aux environs*) ; histoire politique (THORE, *Le tiers état de Toulouse à la veille des élections de 1789* ; MAYIN, *Réfugiés polonais dans les Hautes-Pyrénées* ; F. BONNERY, *La véritable équipée du général de Latre de Tassigny dans l'Hérault, l'Aude et les Pyrénées-Orientales en novembre 1942*).

— Les Actes du 78^e Congrès national des sociétés savantes, tenu à Toulouse en 1953, présentent, pour la Section d'histoire moderne et contemporaine — en dehors du discours du président, M. G. Bourgin — un grand nombre de communications dont nous citons celles qui présentent un caractère particulièrement important : J. DENIZET, *Marine et histoire économique* ; — A. COLONBET, *En Côte-d'Or, comment meurent nos coutumes* ; — R. SICARD, *Les conséquences du système de Law à Toulouse* ; — Ch. CARRIÈRE, *Le commerce à Marseille et le système de Law* ; — Ch. CARRIÈRE, *Les frères Duclot et la tannerie royale de Lectoure au XVIII^e siècle* ; — H. BOURDERON, *Recherches sur les mouvements populaires dans le Languedoc*

du XVIII^e siècle ; — ALEXIS, *Études sur la situation économique et sociale de la commune de Giory-en-Argonne aux XVII^e et XVIII^e siècles* ; — Cl. DE BONNAULT, *Répercussions de la perte du Canada sur l'économie française* ; — THORE, *Essai de classification des catégories sociales à l'intérieur du tiers-état de Toulouse* ; — BÉ-CAMPS, *Les suspects à Bordeaux et dans le département de la Gironde (1789-1799)* ; — M^{lle} SEPTE, *Les suspects dans le district d'Auch* ; — DESCAYLLAS, *Les suspects dans le district de Castelnau-dary* ; — LIGOU, *Les suspects dans le district de Montauban* ; — E. AUVRAY, *Les élections à la Convention nationale dans le département de Seine-et-Oise* ; — J. VIDALENG, *La cour prévôtale des Bouches-du-Rhône (1815-1817)* ; — M. EMERIT, *La lutte entre les généraux et les prêtres au début de l'Algérie française* ; — commandant CHALMIN, *Le général de Lamoricière saint-simonien* ; — M^{lle} COQUERELLE, *Les droits collectifs et les troubles agraires dans les Pyrénées en 1848* ; — R. GOSSEZ, *Une grève de mineurs à l'avènement de Napoléon III (Rive-de-Gier)* ; — C. VIDAL, *La reconnaissance du royaume d'Italie par Napoléon III* ; — A. ENDRÈS, *Les réactions d'une famille française à Meaux pendant l'occupation de 1870* ; — A. MARTEL, *La guerre du Transvaal vue par les compagnons de Villebois-Mareuil* ; — P. FÉRAL, *La liquidation du prolétariat social en Gascogne lectouroise*. Dans l'ensemble, communications sérieuses, solides et apportant des vues ou des faits valables.

Georges BOURGIN.

— Édouard PERROY, Roger DOUCET, André LATREILLE, Georges LEFEBVRE, Charles-H. POUTHAS, Maurice BAUMONT. *Histoire de la France pour tous les Français*. T. I : *Des origines à 1774* ; t. II : *De 1774 à nos jours* (Paris, Hachette, 1950, 507 et 512 p., 14 et 11 cartes). — Voici, enfin, en quelque mille pages une Histoire de France que nous pouvons recommander sans réticence ni remords à nos collègues étrangers — et français, et dont se servent déjà nombre de professeurs du second degré. Rédigée par six spécialistes dont les noms sont familiers à nos lecteurs et qui constituent autant de guides sûrs, elle nous conduit des origines à nos jours, jusqu'à l'élection à la présidence de la République de M. Vincent Auriol (1947). Selon la formule des éditeurs, cette *Histoire* s'adresse « à tous les Français », c'est-à-dire, en fait, à « l'honnête homme » cultivé, car les auteurs, tout en se mettant à la portée du lecteur, n'ont fait aucune concession pour attirer un public simplement friand d'histoires. Le découpage a été fait selon des dates qui permettent à chaque collaborateur de rester dans sa spécialité.

M. Perroy a réussi le tour de force de faire tenir en 200 pages la période de plus de 2.000 ans allant des origines historiques à 1492. Il met l'accent sur les diverses civilisations : gauloise, romaine, mérovingienne, carolingienne. Puis il analyse la formation de la féodalité, la naissance des villes, « l'apogée de la France capétienne » (1180-1270), les crises de la guerre de Cent ans, la « monarchie autoritaire » de Louis XI, et il termine par un tableau de la société et de la civilisation à la veille de la Renaissance.

M. Doucet traite en cinq chapitres la période allant de 1492 à 1610, ce qui lui permet d'évoquer tous les aspects de ce xvi^e siècle qu'il connaît à fond. Son tableau de l'économie et de la société retient particulièrement l'attention, car, dit-il, « la transformation de l'économie française au xvi^e siècle et le bouleversement social qui en fut la conséquence peuvent se comparer par leur ampleur à la révolution industrielle qui, au xix^e siècle, marque une étape nouvelle de notre société moderne ».

M. Latreille, tout en exposant de façon très suivie la politique intérieure et exté-

rieure, ne manque pas de tracer la courbe de l'évolution économique et sociale de la France de 1610 à 1774, en particulier dans des paragraphes intitulés : Richelieu économiste — Colbert maître de l'économie nationale — les disettes, l'effondrement des prix, les hommes d'argent (sous Louis XIV), le problème des subsistances, etc... S'il retient les réussites du règne de Louis XIV, entre autres « le patient travail d'intégration, sans assimilation brutale », des provinces conquises, on peut aussi puiser, dans son chapitre sur le déclin, les éléments d'un réquisitoire contre le souverain dont l'intolérance a provoqué la « montée des haines » de l'Europe protestante et dont la cour a permis l'établissement d'une « solidarité antihistorique entre le roi et l'aristocrate ». D'heureuses formules caractérisent la Régence : une période « où l'on essaie tout ce qui paraît neuf, sans réussir à rien construire » — ainsi que « l'agitation des privilégiés » à la fin du règne de Louis XV et l'« audacieuse révolution » de Maupeou.

A notre ancien maître, M. G. Lefebvre, revenait de droit la période 1774-1815 dont il est le connaisseur le mieux averti. En 170 pages, il a fait passer la « substantifique moelle » de ses deux gros volumes sur la *Révolution française* et *Napoléon*. Si les faits économiques et sociaux sont rigoureusement soulignés, l'histoire politique et militaire garde la place de choix qui lui revient dans une période où les années de guerre sont plus nombreuses que les années de paix. Ajoutons que M. Lefebvre ne pratique pas l'histoire désincarnée et que les personnages sont toujours présentés, à commencer par Louis XVI — « gros homme... d'un appétit insatiable, chasseur infatigable et amateur de travaux manuels ».

Les chapitres dans lesquels M. Pouthas décrit « la France des notables » de 1815 à 1878 sont tous remarquablement composés. Notons, en particulier, ceux qui sont consacrés au « règne de la bourgeoisie » et au Second Empire qui « a vu naître la France moderne » avec la « révolution des transports ». Le portrait fouillé de Napoléon III, « à la fois saint-simonien et manchesterien » et qui sent d'instinct « qu'il faut gouverner par les masses et pour les masses », est un modèle du genre. Enfin, en deux pages intitulées « bilan », M. Pouthas retrace en un puissant raccourci l'évolution politique et sociale de la France au XIX^e siècle. Ajoutons que la carte de l'occupation de la France par les alliés, au lendemain de Waterloo, est, pour de nombreux lecteurs, une révélation.

M. Baumont a assumé la tâche délicate de nous mener de 1878, à travers deux guerres mondiales, jusqu'en 1947. Il s'en est acquitté avec sa science et sa pondération habituelles, dosant habilement la part de la politique intérieure et celle de la politique extérieure, et soulignant leur connexion. Tout en dégagant le rôle des fortes personnalités (Ferry, Clemenceau), il pose de façon claire les problèmes, en particulier ceux qui ont surgi dans l'entre-deux-guerres, et n'hésite pas à dénoncer, à partir de 1935, une « régression économique et intellectuelle ». Et cependant la Conférence de Yalta a reconnu en la France « l'une des cinq grandes puissances du monde », tandis que la Constitution de 1946 apportait à la nation « un abri ».

Telle se présente dans ses grandes lignes cette nouvelle Histoire de France qui, malgré la diversité de style de ses auteurs, ne manque pas d'unité et a le mérite d'apporter au grand public une information à la fois récente et sûre.

A. MEYER.

— Bien que cet ouvrage n'appartienne pas au domaine de la *Revue*, il paraît nécessaire de mentionner ici la publication du tome I des *Letters and Notes* de M^{me} Elinor Castle NEF (Los Angeles, Andersan and Ritchie, 1953, in-8°, XXII-

499 p.); car cet hommage émouvant rendu à la mémoire d'une Américaine de haute culture contient des pages importantes pour quiconque s'intéresse aux relations intellectuelles entre les États-Unis et la France.

— Robert BARROUX. *La France et son rôle dans l'histoire de la civilisation* (Paris, Payot, 1951, in-8°, 312 p.). — Par son titre, le volume de M. Barroux rappelle celui de M. L.-Ph. May, *Esquisse d'un tableau des apports de la France à la civilisation*, dont la *Revue* a rendu compte (t. CCX, 1953, p. 166-167). Mais il s'agit moins, cette fois, d'un inventaire méthodique que d'une suite d'aperçus synthétiques sur les principales orientations, les principaux épanouissements spirituels et culturels que la France a connus au cours de ses deux mille ans d'histoire. Les apports proprement scientifiques ou techniques, la pensée économique, l'œuvre colonisatrice n'apparaissent qu'à l'arrière-plan : propos délibéré et d'ailleurs annoncé.

Comment, au ^ve siècle, la Gaule-France barra la route à la barbarie menaçante ; comment se dégagèrent un ordre carolingien dont elle fut la base ; puis, au Moyen Âge — « la période la plus brillante de la civilisation française » — l'apparition d'une discipline romane suivie d'une grande invention française, l'art gothique ; le rayonnement universitaire du ^{xiii}e siècle ; l'idéal monastique autour de saint Bernard : voilà la riche matière des 145 premières pages. La construction de la monarchie — unité et diversité, — la monarchie et l'esprit classique — l'« honnête homme », — les « lumières nouvelles » du ^{xviii}e siècle, nous mènent à la p. 257. Il reste une cinquantaine de pages pour l'esprit de la Révolution et l'Âge des Recherches (^{xix}e-^{xx}e siècles). Quelques thèmes favoris : le rôle de catalyseur joué par Paris ; la langue française et sa puissance de rayonnement (avec de bonnes pages sur l'histoire du français comme langue de la diplomatie)... Et, naturellement, bien des sacrifices : les grandes époques..., mais presque rien sur le ^{xvi}e siècle, ce monstre que les apologistes des destinées françaises n'aiment guère, en général, trouver sur leur chemin...

C'est informé, sans souci particulier d'ailleurs des thèses et hypothèses récentes, avec, au contraire, un goût avoué pour les vieux auteurs, Michelet, Mignet, Littré et d'autres, à qui l'auteur emprunte des citations fréquentes, parfois longues.

Cette *France et son rôle* ne prétend pas apporter des idées nouvelles, mais elle vaut par sa présentation, ses détails ordonnés. Œuvre d'apologie (les guerres de la France moderne sont toutes « pour la liberté », etc.). La phrase finale donne le ton du livre et condense son esprit : « Si, considérée au cours des temps, la France est une nation, dans un tableau spirituel des civilisations elle est un élément immatériel : une idée. »

Henri DROUOT.

— Dans la collection « Provinciales », *Visages du Lyonnais* résulte de la collaboration pour le texte et l'illustration d'André GIBERT, Alice et Henry JOLY, Louis PIZE, Gabriel MAGNIEN et René JULLIAN (Paris, Horizons de France, 1952, in-8°, 189 p.). C'est dire que la géographie, l'histoire, les lettres et les arts de cette éminemment vivante région française ont été décrits avec une intelligente précision. J'aurais pourtant aimé que fût tentée une étude de la psychologie lyonnaise et que M. et M^{me} Jolly fissent connaître aux lecteurs de l'ouvrage les nuances d'une mystique religieuse politique et sociale si curieuse. Sera-ce pour une prochaine édition?

G. BN.

— Philippe de Commynes. *Memoiren. Europa in der Krise zwischen Mittelalter*

und Neuzeit; trad. Fritz ERNST (Stuttgart, Alfred Kröner, s. d. [1952], petit in-8°, xxxviii-424 p., 5 pl. h. t.). — Il n'existait guère, jusqu'ici, qu'une traduction allemande des mémoires de Commynes, celle de S. Aschner (1920), assez peu fidèle. M. Ernst, adoptant le texte établi par B. de Mandrot et revu par J. Calmette, s'est efforcé de faire mieux. Mais le style de Commynes n'est pas toujours commode à rendre en allemand moderne : il est visible que le nouveau traducteur, ayant renoncé à suivre certaines tournures du mémorialiste, a parfois interprété, et pas toujours avec une rigueur absolue. On est un peu surpris, d'autre part, par l'extrême sobriété de son annotation. Il semble que des identifications de personnes et de lieux s'imposaient beaucoup plus nombreuses, l'index — d'ailleurs incomplet — ne pouvant suffire à remédier à cette indigence. Et le récit exige par endroits des éclaircissements que les articles critiques publiés depuis trente ans eussent aisément permis de fournir. Mais la bibliographie de M. Ernst est des plus sommaires. L'introduction vaut mieux, sur la carrière et l'œuvre de Commynes, bien qu'elle nous paraisse attribuer trop d'importance aux préoccupations morales ou religieuses de cet auteur.

— Paul ANDRÉ. *La jeunesse de Bayle, tribun de la tolérance* (Genève, Éditions générales, s. d. [1953], in-16, 248 p.). — M. P. André, Genevois, possède un vrai talent de plume. Son style vif et souple entraîne le lecteur. Présentant et suivant dans les progrès de sa pensée Pierre Bayle, ce « dialecticien de la liberté », cet « esprit libre », ou plutôt libéré des écoles, des Jésuites de Toulouse et des théologiens de Genève, il le laisse en 1675 aux prises avec Descartes, Gassendi, Malebranche, et élaborant à Sedan sa thèse sur le temps et la durée, à la veille de concevoir ce qui sera « le bréviaire de toute la pensée savante pour plusieurs générations ». L'analyse est nuancée, souvent pénétrante. Les historiens, séduits, oublieront peut-être de remarquer que l'assiette bibliographique est fragile sur quelques points et que Paul Hazard, par exemple, n'intervient pas.

— En attendant l'ouvrage d'ensemble que le prestigieux chancelier de la Régence et de Louis XV mérite autant que beaucoup d'autres et qui finira bien par être écrit quelque jour, des « Journées nationales d'Aguesseau », tenues en octobre 1951 à Limoges, sur l'initiative de l'École de droit de cette ville, avec le concours de la Faculté de droit de Poitiers, nous valent un bon recueil de travaux : *Le chancelier Henri-François d'Aguesseau. Limoges 1668-Fresnes 1751* (Limoges, libr. Desvilles, 1953, in-8°, 152 p., 4 pl. h. t.). Dans ce spicilège très dense, on peut dire que sont examinés tous les aspects d'une grande carrière commencée avant les entreprises de Law et achevée après la publication de l'*Esprit des Lois*. M. S. Gorceix retrace la jeunesse et la formation du personnage, « charmé » par la philosophie, mais rivé au *Digeste*. M. R. Vouin analyse le jugement favorable, mais nuancé, de Saint-Simon. M. Duchein examine l'écrivain, Dom Pierrot l'humaniste, MM. L. Rigaud, M. Garaud, M. Niboyet et R. Villers le juriste et le législateur, MM. E. Hoffmann, P. Bayart et G. Hubrecht l'économiste des *Considérations sur les monnaies*. L'attitude du chancelier vis-à-vis de Fénelon d'une part, des jansénistes d'autre part, est définie par MM. H. Bellugou et G. Recht. Enfin, M^{me} S. Gauthier présente le catalogue d'une Exposition d'Aguesseau (portraits, manuscrits, etc.) organisée à l'occasion des journées de 1951. Toutes ces contributions sont d'excellente tenue et seront utiles à des titres divers. H. D.

— M. Shelby T. Mac CLOY a consacré un livre aux inventeurs français du

xviii^e siècle (*French Inventions of the eighteenth century*. Lexington, University of Kentucky Press, s. d. [1951], in-8°, II-212 p.; prix : 4 d. 50). Sont passés en revue un grand nombre de compartiments techniques : le ballon, le bateau à vapeur, le télégraphe, l'éclairage, la papeterie, les applications de la chimie, les textiles, l'armement, la médecine et la chirurgie ; les automates ne sont pas oubliés. L'auteur ne met pas en œuvre des recherches d'archives et seules des monographies préalables auraient pu les commander, non pareil inventaire général, mais ses lectures sont fort étendues. Le génie inventif des Français inspire à M. Mac Cloy une sympathie peu répandue parmi ses compatriotes et son livre ne saurait être inutile aux lecteurs de notre pays qui, depuis l'ouvrage ancien de Figuier, n'ont pas vu paraître semblable ouvrage d'ensemble. Il se termine par un dernier chapitre sur l'attitude des pouvoirs publics et des sociétés savantes à l'égard des inventeurs et sur les encouragements dont certains profitèrent ; ici, l'histoire générale se trouve intéressée ; mais la conclusion, quoique brève, présente un caractère synthétique et indique des directions de recherche, en suggérant des réponses provisoires, en sorte que ce sont ses quelques pages qui intéresseront surtout les historiens curieux de problèmes. Quelle était l'origine sociale et intellectuelle des inventeurs ? Comment se trouvent-ils répartis dans le royaume ? Quels motifs les déterminèrent à inventer ? Quel est le bilan de leurs réussites et de leurs échecs ? Peu d'entre eux avaient fréquenté les collèges ; beaucoup, au contraire, s'étaient instruits par l'apprentissage des métiers ; un bon nombre étaient d'origine rurale, mais ils avaient gagné certaines grandes villes, Paris surtout, Rouen et Lyon. Le désir de s'enrichir ne fut pour la plupart que d'importance secondaire et, en fait, rares furent ceux qui tirèrent grand profit pécuniaire de leurs travaux ; avant tout, ils ont suivi le penchant à la recherche et obéi à la curiosité d'esprit ; c'est un type d'homme ; dans quelque mesure, la séduction de la gloire a nourri des espoirs illusoires. M. Shelby ne s'est pas aventuré jusqu'aux méditations sociologiques auxquelles ces constatations pouvaient l'inciter. Historiquement, il aurait pu se demander pourquoi, si enclins à l'invention, les Français n'ont pas rivalisé avec les Anglais dans le domaine des forces motrices, de la métallurgie et du textile. Mais il aurait fallu étudier comparativement les deux économies et les deux sociétés, et on convient qu'un autre livre serait nécessaire.

— M. André Bourde a remarqué, et on l'en félicite, qu'il a été beaucoup écrit en France sur les économistes du xviii^e siècle, mais que les agronomes n'ont guère attiré l'attention ; pourtant on ne saurait les confondre. Les agronomes, sans doute, s'intéressaient, en quelque mesure, à la doctrine des physiocrates, et, réciproquement, il arrive à ces derniers d'évoquer la technique agricole ; reste pourtant que les préoccupations essentielles diffèrent ; les physiocrates élaborent une vue d'ensemble de l'économie et revendiquent pour elle la liberté ; les agronomes, d'une part, s'en tiennent à l'agriculture et, d'un autre côté, se préoccupent de ses méthodes bien plutôt que de préconiser une politique générale. Des agronomes, la France en avait possédé de célèbres au xviii^e siècle : Olivier de Serres, La Quintinie ; durant la première moitié du siècle suivant, bien qu'on leur compte des succès, aucun grand ouvrage ne parut et, surtout, aucune méthode nouvelle ne se fit jour. Ce fut à partir de 1750 que la situation se modifia. Depuis longtemps, il est classique de rapporter l'innovation à la connaissance de l'agriculture britannique. M. Bourde ne laisse pas d'observer à l'occasion que les Français auraient pu trouver chez eux l'exemple qu'ils allèrent chercher au delà de la mer : l'agriculture

moderne naquit en Flandre ; c'est dans les Pays-Bas que les Anglais eux-mêmes prirent des leçons. Mais, enfin, les faits sont là.

M. Bourde a donc entrepris d'examiner en détail les publications françaises afin de marquer, grâce à la connaissance familière qu'un long séjour en Grande-Bretagne lui a procuré de la bibliographie de ce pays, l'infiltration croissante des méthodes anglaises jusqu'à la veille de la Révolution (*The influence of England on the french agronomes, 1750-1789*. Cambridge, University Press, 1953, in-8°, x-250 p. ; prix : 31 s. 6 d.). Les événements essentiels furent, de 1750 à 1756, la publication d'une traduction du principal ouvrage de Tull, par Duhamel du Monceau, qui l'assortit des résultats de sa propre expérience, et l'édition en 1763 de ses propres *Éléments d'agriculture*. M. Bourde décrit les adhésions nombreuses qu'il obtint, mais aussi les critiques et les résistances, qui ne manquèrent point. Duhamel n'adoptait pas toutes les recommandations de Tull ; il ne pensait pas qu'on pût les transporter purement et simplement d'un pays à l'autre, ni qu'on pût espérer que les paysans français se laisseraient endoctriner du jour au lendemain. Le fait est qu'en 1789 l'influence anglaise, incontestable dans le domaine de la théorie et au sein de la partie éclairée des classes dominantes, n'avait guère atteint le peuple des campagnes. De loin, l'un des chapitres du livre se recommande particulièrement à ceux qui s'intéressent à la marche de l'histoire — celui où il examine par quelles voies diverses les agronomes français se trouvèrent progressivement renseignés sur les différents progrès de l'agriculture anglaise.

— Un important volume a été édité à Londres pour faire connaître d'un peu plus près aux lecteurs de langue anglaise quelques-uns des aspects de notre philosophie politique du XVIII^e siècle, tels qu'ils apparaissent chez Rousseau, Voltaire et Diderot (*French Thought in the eighteenth century*. Londres, Cassel, s. d. [1953], in-8°, xxiii-428 p. ; prix : 12 s. 6 d.). La plus grande partie de cette publication est attribuée à la traduction de celles de leurs œuvres qu'on a jugées les plus significatives (105 pages pour Rousseau, 100 pour Voltaire, 145 pour Diderot), mais, pour chacun de ces auteurs, un Français de réputation mondiale a écrit un essai qui prend place en tête des extraits correspondants. L'objet principal de Romain Rolland a été de noter, en suivant Rousseau dans les péripéties de son existence, les traits de son caractère et de son génie, qui le lui rendaient sympathique. M. Mauriac a procédé différemment : il a brièvement résumé la vie de Voltaire en retenant les faits qui expliquent, au moins en partie, son tour d'esprit et l'orientation de ses combats ; mais le plus grand nombre de ses pages présentent un brillant panorama des idées essentielles de son auteur, sans écarter celles qui concernent la métaphysique et l'Église romaine et qui, probablement, retiendront particulièrement des lecteurs anglo-saxons. M. Herriot n'a pas laissé de conter aussi les aventures de Diderot, mais sa contribution est plus érudite : il passe en revue les œuvres, aussi bien celles qui ne virent le jour qu'après la mort de Diderot que celles, relativement peu nombreuses, l'*Encyclopédie* mise à part, qu'il édita lui-même. Peu de lecteurs français, sans doute, prendront garde aux traductions d'œuvres qu'ils ont déjà lues dans l'original, mais tous, croit-on, prendront plaisir aux trois essais. On leur signale que l'ouvrage comporte une excellente introduction de M. Geoffrey Brereton : il y a mis en lumière, avec une intelligence étrangère au dénigrement, les thèmes essentiels de la pensée progressiste en France au XVIII^e siècle ; on souhaite que les lecteurs anglo-saxons les méditent : ils y trouveront sûrement avantage.

— MM. E. A. BELLER et M. DU P. LEE ont voulu, de leur côté, initier les Anglo-Saxons à l'œuvre de Bayle (*Selections from Bayle's Dictionary*. Princeton (New-Jersey), University Press, in-8°, xxxiv-312 p. ; prix : 4 d.). Une substantielle introduction raconte d'abord sa vie et énumère ses publications ; mais la plus grande partie en est consacrée à caractériser les idées essentielles de l'écrivain et à signaler leur influence capitale sur les philosophes du XVIII^e siècle et, avant tout, sur Voltaire. Suivent plus de trois cents pages d'extraits traduits, jugés les plus significatifs de la méthode et du contenu du *Dictionnaire historique et critique* : on a retenu, par exemple, les articles Anabaptistes, Augustus, Bernard, David, Hobbes, Manichéens, Poquelin, Pyrrhon, Sarah, Spinoza. Puisque les éditeurs désiraient faire connaître Bayle, il semble que des passages des *Pensées sur la comète* et, mieux encore, du *Commentaire du Compelle intrare* eussent été également opportuns. On espère qu'un jugement de Johnson reproduit en épigraphe recommandera la lecture de ce livre.

— M. Georges LE ROY, qui consacre en partie ses travaux à Condillac, a publié neuf lettres du philosophe, adressées à Cramer, mathématicien réputé de Genève, durant les années qui suivirent l'édition en 1746 de son *Essai sur l'origine des connaissances humaines* et antérieurement à son *Traité des sensations* qui parut en 1754. M. Le Roy y a joint une lettre de Cramer à Condillac et une autre de ce dernier à Charles Bonnet (*Lettres inédites à Gabriel Cramer*. Paris, Presses Universitaires de France, 1953 ; Bibliothèque de philosophie contemporaine). Comme il le reconnaît dans son introduction, ces lettres ne bouleversent pas ce qu'on savait de Condillac, mais on l'y voit préciser sa pensée sur divers points en répondant aux objections ou aux réserves de Cramer, demeuré attaché à Descartes et à Leibnitz.

Georges LEFEBVRE.

— M. Amédée OUTREY, chef du service des Archives du ministère des Affaires étrangères, a voulu, pour lui-même, et ensuite pour autrui, déterminer le sens du mot archives au moment de la Révolution française (*La notion d'archives en France à la fin du XVIII^e siècle*, extrait de la *Revue historique de droit français et étranger*, n° 2 de 1953). Il l'a fait avec précision, en se référant à des textes irréfragables de juristes qualifiés du droit public, et conclut que la législation révolutionnaire en matière d'archives est conforme à la plus authentique tradition de l'administration monarchique.

G. BN.

— Matthew H. ELBOW. *French Corporative Theory, 1789-1948. A chapter in the History of Ideas* (New-York, Columbia University Press, 1953, gr. in-8°, 222 p.). — Cet ouvrage témoigne d'un effort aussi réel qu'incomplet et disproportionné pour étudier les doctrines corporatives en France. Un premier chapitre — des pages 11 à 53 — réunit dans un aperçu également sommaire la tradition médiévale, le socialisme utopique, Proudhon, les réformateurs sociaux — Sismondi, Ville-neuve Bargemont, La Farelle, Buret — les théoriciens politiques — de Bonald, de Maistre et le comte de Chambord. — Les catholiques sociaux — Le Play, Périn et Keller — terminent cette revue rapide et incomplète. Les doctrines de La Tour du Pin, plus favorisées, ont droit à un chapitre entier — des pages 53 à 81. — Deux autres chapitres étudient l'un les doctrines des catholiques sociaux en matière corporative de 1870 à 1918, l'autre les rapports du corporatisme et d'autres écoles où Jean-Paul Mazaro, Georges Sorel, Paul Boncour et Durckheim précèdent M. Hauriou et L. Duguit dans une revue aussi rapide que surprenante. Le cin-

quième chapitre envisage l'évolution du corporatisme français entre les deux guerres mondiales, avec une large place faite aux diverses tendances d'économistes ou pamphlétaires royalistes. Le dernier, enfin, aborde l'examen du corporatisme en France sous le régime de Pétain, avec un exposé complet des doctrines antérieures ou postérieures à juillet 1940.

Le problème le plus grave est peut-être le manque de définition du corporatisme, ce qui a amené l'auteur à éliminer tout ce qui concerne, par exemple, les mouvements syndicaux, à ignorer, par exemple, toute la littérature née autour des premières bourses du Travail comme les discussions si révélatrices sur la structure et les limites des premières formes de fédérations ouvrières. Une connaissance — qui semble assez spéciale dans lesquelles le « pluralisme » officiel put se manifester en remplaçant la lecture de la thèse de M. J.-B. Duroselle, qui eût permis d'éviter des généralisations hâtives et surtout permis de distinguer entre le projet et la réalité. Il est assez révélateur de voir que le chapitre sur le corporatisme du régime de Vichy oublie le service du travail obligatoire comme de faire allusion aux conditions en somme assez spéciales dans lesquelles le « pluralisme » officiel put se manifester en laissant « un large degré d'autonomie à la famille, aux corporations et aux régions ». Sans être toujours aussi éloignés de la réalité historique, les divers chapitres de l'ouvrage ne montrent jamais dans quelle mesure ces théories eurent quelque audience ou ne jouèrent aucun rôle en dehors des quelques heures de travail assurées grâce à elles aux compositeurs d'imprimerie. Cet ouvrage fournit, certes, quelques éléments pour reprendre le sujet, entre autres les tableaux permettent d'utiles comparaisons entre les divers projets d'organisation corporative d'une profession ou de la nation, mais on ne saurait dire qu'il a traité la question.

Jean VIDALENC.

— Dans son excellente collection « Les grands éducateurs socialistes », l'infatigable Maurice DOMMANGET a consacré une dense brochure à *Henri de Saint-Simon* (Paris, Société universitaire d'édition et de librairie, 1953, in-16, 48 p.). Après avoir retracé, très vivement, les traits essentiels de la vie de Saint-Simon, en mettant l'accent sur les épisodes révolutionnaires de celle-ci, et analysé les idées fondamentales du « dernier des encyclopédistes » et du « premier des sociologues », M. Dommanget indique que l'éducation a été une préoccupation constante de Saint-Simon. Le réformateur a donné aux savants une importance prépondérante ; viennent ensuite les producteurs, les industriels pour lesquels il nie l'utilité des langues classiques, l'utilité, par contre, de l'histoire, mais refondue sur le plan international et en quelque sorte sociologique. Membre de la Société d'instruction primaire, Saint-Simon s'est intéressé de très près à un aspect de l'enseignement dont on a pris véritablement conscience sous le règne de Louis XVIII. M. Dommanget finit en exposant dans quelle mesure les idées des disciples ont complété ou contredit celles du fondateur de la doctrine.

G. BN.

— Jean FOURCASSIÉ. *Une ville à l'époque romantique : Toulouse, trente ans de vie française* (Paris, Plon, 1953, 310 p.). (Collection « Civilisation d'hier et d'aujourd'hui ».) — L'ouvrage de M. Fourcassié examine les divers aspects de la vie politique, économique et sociale de Toulouse entre 1820 et 1848 à la lueur des incidents de la vie locale conservés dans les rapports préfectoraux et surtout dans une presse relativement développée qui témoigne de l'activité intellectuelle de la ville. Les jugements des contemporains sur Toulouse sont également examinés — et l'opinion

défavorable de Stendhal lui vaut une critique toute particulière. La résurrection de cette vie locale, active, nuancée, avec tant de centres d'intérêts, des chanteurs pyrénéens aux prédicateurs saint-simoniens, jette un jour agréable sur un aspect de la vie de province pendant la Monarchie constitutionnelle.

— Mary Hall QUINLAN. *The Historical Thought of the Vicomte de Bonald*. A dissertation submitted to the Faculty of the Graduate school of arts and Sciences of the Catholic University of America (Washington D. C., The Catholic University of America, 1953, 120 p.). — Cette monographie, appuyée sur une connaissance précise des œuvres de Bonald, ne fait aucune place au rôle pratique de leur auteur. Elle demeure en quelque sorte sur le plan des idées pures, sans les replacer suffisamment dans l'ensemble des théories politiques de la Restauration, ce qui les eût utilement éclairées et eût permis de préciser la part proprement originale de Bonald.

— René CANAT. *L'hellénisme des Romantiques. II : Le romantisme des Grecs, 1826-1840* (Paris, Didier, 1953, in-16, 367 p.). — Comme pour le tome I (*La Grèce retrouvée*), il s'agit d'un ouvrage posthume qui examine, en réalité, tout le problème de la vie littéraire et même artistique pendant la période considérée. Si l'étude fait une place légitime aux caractères du renouveau de la connaissance de la Grèce chez les disciples de Winckelmann, ce sont surtout les artistes et plus encore les écrivains français qui sont étudiés avec une précision dans la documentation, un souci du détail qui n'ont d'égale que la sympathie de l'auteur pour ceux dont il parle.

— Colonel G. GILLOT. *Un Fougereais méconnu, Bachelot de la Pylaie, naturaliste, archéologue, préhistorien, dessinateur, 1786-1856* (Rennes, 1953, gr. in-8°, 150 p.). — Cette monographie retrace avec précision la vie d'un de ces amateurs cultivés qui, au début du XIX^e siècle, rendirent des services indéniables aux sciences par leur curiosité désintéressée et par leurs travaux que les savants ne dédaignaient pas d'utiliser. Plus que le premier botaniste de Terre-Neuve, Bachelot de la Pylaie fut un archéologue et dans une certaine mesure un ethnologue de sa Bretagne natale.

— Philip SPENCER. *Politics of belief in Nineteenth Century France. Lacordaire-Michon-Veuillot* (Londres, Faber and Faber, 1954). — Cet ouvrage réunit en fait trois études distinctes consacrées à trois protagonistes de l'action catholique au cours du XIX^e siècle. Le souci de documentation dont témoigne une bibliographie occupant les dernières pages du volume, ainsi qu'un index feront de cet ouvrage un instrument de travail commode pour les étrangers désireux de s'initier à certains aspects de la vie politique ou religieuse de la France. Ils ne sauront, en dépit de l'indéniable valeur de cette mise au point, les dispenser de recourir à des volumes plus importants et plus nuancés.

— Jacques PIRENNE. *Les grands courants de l'Histoire universelle. T. V : De 1830 à 1904* (Paris, Albin Michel, 1953, in-8°, xvii-707 p.). — Le volume de M. J. Pirenne pourrait porter en sous-titre « défense et illustration du libéralisme ». Il insiste, en effet, sur tout ce qui dans l'histoire européenne ou mondiale montre les bienfaits indéniables du libéralisme et du libre-échange, en négligeant un peu trop souvent le revers de la médaille. Cette tendance est particulièrement manifeste dans sa conclusion où il dresse un bilan apologétique de l'œuvre du libéralisme occidental

opposé aux idées de l'Europe centrale ou orientale, impérialiste et autoritaire. On ne saurait cependant affirmer que cette thèse, appuyée par des affirmations et sans aucune référence précise, puisse emporter l'adhésion à la seule lecture de l'ouvrage de M. Pirenne, dont les synthèses parfois discutables risquent en fin de compte de desservir la cause même à laquelle il a voué son effort. J. V.

— L'actif archiviste en chef de la Marne, M. René GANDILHON, en publiant les *Affiches politiques et économiques de la Marne, 1848-1852* (Châlons-sur-Marne, Archives, 1952, in-8°, 14, p., 15 pl.), a pris une très heureuse et très louable initiative. L'affiche est un type de document qu'il serait absurde de dédaigner et de négliger. Les 15 planches reproduites dans ce recueil le démontrent amplement : situation économique, élection, fonctionnement des chemins de fer, marche de Louis Napoléon-Bonaparte à la présidence de la République, puis au pouvoir personnel, autrement dit l'empire, tels sont les objets essentiels de ces affiches, bien commentées par M. Gandilhon. G. Bn.

— *Enquête sur le Jura depuis cent ans. Étude sur l'évolution économique et sociale d'un département français de 1850 à 1950* (Lons-le-Saunier, 1953, 448 p., 46 cartes et graphiques dont 3 hors texte). — Ce volume, publié par les soins de la Société d'Émulation du Jura, réunit en cinq parties une véritable encyclopédie du Jura. Successivement sont étudiés l'évolution démographique (abbé M. Berthet), le milieu rural (M. Brelot, commandant Grand, M. Lachaussée), l'industrie et l'artisanat (M. Brelot, M. Belleville, M. Gaston-Meyer), les voies de communication et les transports (M. Brelot, M. Desaunais, M. Duhem) et, enfin, la physionomie du département, réunissant une étude des genres de vie ruraux, des villes, de l'enseignement, de la vie religieuse et de l'évolution politique, œuvre de M. Brelot et M. Mangolte. Il est utile d'insister sur la clarté et la qualité de la présentation des divers aspects de cette enquête menée suivant les méthodes et les techniques de M. M. A. Siegfried et G. Le Braz. Il serait à souhaiter d'avoir une documentation analogue pour tous les départements. J. V.

— Jacques CHASTENET. *La République des républicains (1879-1893)* (Paris, Hachette, 1954, 380 p., notes et index). — Voici le deuxième volume publié d'une Histoire de la Troisième République qui doit en comprendre six. Bien qu'une large place soit faite à la civilisation dans les deux chapitres introductifs et dans un troisième consacré à « L'année de l'Exposition », ce livre est avant tout un récit historique, fort bien informé (l'auteur étend sa curiosité jusqu'aux diplômes d'études supérieures !), très adroitement composé, et témoignant d'un souci constant d'objectivité, d'un jugement modéré et équilibré qui ne donne guère prise aux critiques. Tout au plus pourrait-on se demander si la responsabilité de Grévy dans la dégradation du régime parlementaire n'est pas quelque peu exagérée, et si Gambetta n'est pas un peu trop exalté aux dépens de Ferry. Nous laisserons de côté la période boulangiste, n'ayant pas à faire état ici de travaux non publiés. Par contre, nous devons souligner la façon assez neuve dont est mis en relief le quatrième ministère Freycinet, période relativement longue de calme et de travail fécond qu'on a trop tendance à oublier au profit des crises du boulangisme et de Panama qui l'encadrent. Au total, un livre à recommander sans réticence à l'honnête homme qui désire s'instruire agréablement et solidement sur cette période. J. Néré.

— WEYGAND. *Mémoires. I : Idéal vécu* (Paris, Flammarion, 1953, 651 p., avec

6 cartes ; prix : 975 fr.). — C'est surtout et presque uniquement, de Foch qu'il est question dans ce volume. Reprenant, développant et précisant quelques-uns des chapitres de son *Foch* (Flammarion, 1947), le général Weygand le montre ici en action au jour le jour pendant la première guerre mondiale. Ainsi apporte-t-il « à l'histoire la contribution d'un témoin auquel son chef avait fait l'honneur inestimable d'une confiance totale ». Ce témoignage supplée heureusement aux lacunes des *Mémoires* de Foch pour les années 1915, 1916 et 1917, notamment en ce qui concerne certaines phases de la bataille de la Somme et son action en Italie. Il les complète, pour l'année 1918, par de précieux détails sur l'établissement du Commandement unique, sur les difficultés de toute nature qui entravèrent la conduite de la guerre, sur les réactions des chefs subordonnés, Pétain, Haig, Pershing.

Général LESTIEN.

— Henri MICHEL et B. MIRKINE-GUETZÉVITCH. *Les idées politiques et sociales de la Résistance* (Paris, Presses Universitaires de France, 1954, in-8°, xi-410 p. ; prix : 1.200 fr.). — Une collection intitulée *Esprit de Résistance*, que dirigera M. Georges Bidault, sous le contrôle d'un Comité de patronage et d'un Comité scientifique, est inaugurée par le présent ouvrage, dû à ses directeurs. Cet ouvrage a été préfacé éloquentement par le directeur, spirituellement par Lucien Febvre.

Les auteurs y ont constitué une sorte d'anthologie des discours et des écrits de Résistants, classés en une série de chapitres, dont le contenu s'applique à toutes les formes de l'idéologie politique et sociale de la Résistance. Et l'entreprise est par elle-même très sympathique et valable. Il n'est pas commode d'avoir à sa disposition une collection de tracts, des journaux clandestins, susceptibles de fournir aux historiens les données mêmes du problème posé. D'autre part, cette forme de documentation est parfaitement admissible ; car elle permet de suivre la marche d'une pensée collective si fortement nuancée avec plus de sécurité que l'organisation des réserves et les opérations du maquis.

Ils ont fait précéder cette anthologie de préfaces jumelées, dont l'une, celle qu'a écrite M. H. Michel, insiste sur la formation de l'idéologie étudiée, dont l'autre, due à M. Mirkine-Guetzévitch, présente les principes politiques de la Résistance. D'idées sociales, il n'est pas question systématiquement. Et ainsi s'explique une lacune de la conclusion : on voit bien les circonstances et les idées anciennes qui ont guidé les Résistants, on n'énumère que les réalisations pratiques qu'ils ont tentées, de sorte que le tableau tracé risque d'être considéré comme une théorie abstraite, alors que, en partie, il a passé dans les faits, et que, d'autre part, il continue d'animer quelques-uns des groupes et quelques-unes des personnalités politiques de la IV^e République.

J'aurais aimé que fût, enfin, tentée une comparaison avec ce qu'on sait des idéologies des autres Résistances, de façon à ce qu'on envisageât une théorie générale au moins des Résistances occidentales.

Sous ces réserves — après tout contestables, car les auteurs avaient limité leur enquête à un questionnaire qu'ils ont rempli — nous les félicitons d'avoir publié un livre si riche de contenu, et si utile à la documentation de l'histoire contemporaine ; je n'ai pas à parler ici de sa valeur éthique et de sa virtualité politique.

G. BN.

— Dorothy PICKLES. *French Politics. (The first years of the Fourth Republic.)* (London & New-York, Royal Institute of International Affairs, 1953, 302 p.). —

Il n'est pas très aisé de définir l'objet de ce petit livre. Il apparaît tour à tour — ou parfois simultanément — comme une chronique de la vie politique française de la Libération jusqu'aux élections générales de 1951, et comme un essai de science politique sur les causes de la crise du régime parlementaire dans la France d'après la seconde guerre mondiale. Il contient aussi, pour faire bonne mesure, quatre chapitres sur l'Union française et la politique extérieure qui font un peu figure de hors-d'œuvre, et un chapitre sur les problèmes économiques et sociaux dont on attendrait au contraire qu'il soit plus largement développé, et surtout mieux relié à ce que nous croyons être le thème général de l'ouvrage — mais qui n'est clairement énoncé que dans le dernier chapitre. Ce thème, semble-t-il, c'est que tout le mal provient du « gouvernement d'Assemblée », qui lui-même dérive de conceptions politiques et économiques traditionnelles en France, mais incompatibles avec les réalités du monde moderne. Idée qui mériterait une discussion approfondie si l'auteur elle-même lui avait donné un développement assez ample et rigoureux. Tel quel, ce livre, toujours intelligent, presque toujours objectif et bien informé, intéresse le lecteur, mais ne satisfait qu'à moitié sa curiosité.

— Brian CHAPMAN. *Introduction to French Local Government* (Londres, Allen and Unwin, 1953, 238 p.). — Ce petit livre est une description précise et vivante des institutions communales et départementales françaises telles qu'elles se présentent à l'heure actuelle. Le lecteur français n'a donc en principe rien à y apprendre qu'il ne trouve déjà dans les manuels de droit administratif. Il y trouve pourtant son profit, car l'auteur, Anglais s'adressant à des Anglais, ne manque pas de faire de fréquentes comparaisons avec les institutions britanniques. Celles-ci sont si différentes des nôtres que c'est de l'organisation médiévale anglaise que M. Chapman rapproche l'organisation française pour la faire comprendre à ses lecteurs (p. 11-29). On notera également sa conclusion : selon lui, c'est à tort qu'on présente la France comme un pays centralisé à l'excès. Dans la réalité politique, sinon dans les institutions juridiques, les autorités locales lui paraissent avoir peut-être plus d'autonomie et d'influence en France qu'en Angleterre. J. N.

— L'École du haut enseignement commercial pour les jeunes filles a bénéficié en 1953 d'un enseignement d'histoire et d'analyse sociale dont les leçons ont paru, préfacées par M. André SIEGFRIED, sous le titre d'*Aspects de la société française* (Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1954, in-8°, 332 p. ; prix : non indiqué). La société française et son histoire est représentée par les crises de 1848, 1871, fin 1936, l'occupation, décrites par M. Jean L'HOMME. M. Georges LASSERRE a étudié le monde ouvrier, M. FROMONT le monde rural, M. CHAVANNES l'administration, M. R. PERROT l'empreinte juridique, M. DENOYER la presse, M. Gabriel LE BRAS la religion, M. GOGUEL la politique. M. Louis FRANCK a été chargé d'opposer à la société française la société américaine et la société anglaise, M. LEDUC les pays d'outre-mer.

— Il faut souligner, par la richesse de leur information bien ordonnée, les numéros spéciaux publiés en 1952 par la *Revue d'économie politique*. Celui de mai-août 1952 fournit, avec un avant-propos de M. A. COURTIN, un tableau d'ensemble de *La France économique en 1951* (p. 36 et 269-273, 608 p.). Il est inutile de rappeler les divisions, classiques, de cette collection, ni les titres professoraux des auteurs des divers chapitres.

Le numéro de septembre-octobre 1952, présenté par M. G. LEDUC, est consacré à *L'économie de l'Union française d'outre-mer* (p. 676-969), et l'on y trouve une

étude d'ensemble sur l'Union, cinq chapitres consacrés aux composants de l'Union, des vues générales sur la mise en valeur et sur les problèmes économiques posés. Les historiens actuels et futurs de la colonisation trouveront dans ces deux volumes des données de la plus grande valeur. G. BN.

Grande-Bretagne. — C. H. HARTMANN. *The King's Friend* (London, Heinemann, 1951, 262 p. ; prix : 18 s.). — Ce livre est l'histoire d'un personnage secondaire à la cour de Charles II, Charles Berkeley, vicomte Fitz-Harding, puis créé comte de Falmouth. Compagnon d'exil du roi, appartenant ensuite au cercle intime, on le voit essayer — très salement — de traverser le mariage du duc d'York avec Anne Hyde, fille de Clarendon, épouser, lui, la belle Mary Baggot, séjourner en France auprès de Madame, à qui l'a envoyé Charles pour promouvoir le traité d'alliance, servir sur la flotte que commande le duc d'York contre la Hollande, pour tomber d'un coup de canon à la bataille de Lowestoft. Le personnage n'est pas de premier plan, tant s'en faut, et son biographe l'admet, quant aux dons politiques ou intellectuels. C'est peut-être pourquoi l'on respire, à son propos, l'atmosphère intime du temps. Il aimait bien son roi, qui le lui rendait. M. H. Hartmann craignait d'avoir été injuste envers lui dans des ouvrages antérieurs. On se demande, en fermant le livre, si toutes ces raisons jointes valaient qu'on écrivît sa vie.

— Hester W. CHAPMAN. *Mary II Queen of England* (London, Jonathan Cape, 1953, 279 p. ; prix : 25 s.). — Après son portrait du « Great Villiers », Mrs Chapman nous donne aujourd'hui celui de Mary, fille aînée du duc d'York, le futur roi Jacques II. Née en 1662, mariée à quinze ans au stathouder de Hollande Guillaume III d'Orange-Nassau, elle vécut en Hollande jusqu'en 1689, époque où elle revint, reine, en Angleterre pour y mourir en 1694. Figure effacée qui servit, à son corps défendant, de pivot à la « glorieuse révolution » de 1688, elle semble avoir toujours subi, jamais choisi. Elle ne voulait pas de Guillaume, et vécut à lui toute dévouée. Elle pleurait de quitter l'Angleterre, et pleura d'avoir à y retourner. Elle était très fidèle épouse, et s'accommodait de la maîtresse, Élisabeth Villiers. Elle était déchirée entre son respect pour son père, le roi Jacques, et sa dévotion pour son mari, l'usurpateur Guillaume. Personnage en demi-teinte comme les femmes d'autrefois en fournissent tant d'exemples, sacrifiées acceptant leur sacrifice, serves acceptant leur servage devant l'homme (père ou mari), la religion, la politique. Elle meurt de la petite vérole, toute jeune, et « ne semblant ni redouter la mort ni désirer la vie » : on comprend ça... A l'arrière-plan défile toute cette fresque trouble de la fin des Stuarts, pavée de chausse-trapes, mines et contre-mines, toute en « cloak and dagger », tentative d'assassinat sur Charles II à Ryehouse, exil de Monmouth le bâtard et prétendant royal, soulèvement et décollation dudit sous Jacques. En France, la monarchie en ce temps-là est incontestée, tranquille, assise ; en Angleterre, tout ce même temps-là, la révolution visiblement mijote.

— Mary HOPKINS. *Queen over the water, Mary Beatrice of Modena, queen of James II* (London, 1953, x-320 p. ; prix : 21 s.). — C'est la seconde femme de Jacques, alors duc d'York, épousée après la mort prématurée de la première, Anne Hyde, fille du comte de Clarendon. Destinée parallèle à celle de sa belle-fille, homonyme et adversaire, Marie, princesse d'Orange, puis reine d'Angleterre. Même vie conjugale, attristée par la maîtresse en titre du roi Jacques, Catherine Sedley.

Même impuissance à exercer la moindre influence modératrice sur un époux absolu. Même fin discrète et comme inaperçue, après une terne existence de dévouement, jamais reconnu, envers son mari ou envers son fils, Jacques III, « the Old Pretender ». Des deux époux, le personnage qui intéresse n'est pas elle, mais lui, Jacques, fanatique de sa religion, fanatique de son droit divin, et qui prétend user de l'un pour imposer l'autre. Ce qui étonne, c'est le contraste entre sa hardiesse politique (qui va lui coûter le trône) et son apathie quand la révolution est là, le contraste aussi entre ses vertus de chef, en tant que duc d'York commandant la flotte anglaise contre la Hollande, et sa mollesse, pour ne rien dire d'autre, pendant la campagne d'Irlande. A Saint-Germain, où Louis XIV lui donnait asile, il semblerait qu'à force de dévotion il fût devenu insensible à sa chute — tout en maintenant inflexiblement le principe de sa légitimité —, plus même : au fond, heureux de la tribulation qui lui ouvrait les portes du ciel. Livre agréable, qu'achève un commode index.

— JOAN WAKE. *The Brudenells of Deene* (London, Cassell & Co, 1953, xvi-516 p.; prix : 21 s.). — Miss Joan Wake, archiviste aux *English Local Records*, a écrit là un de ces livres dont est friand le grand public d'outre-Manche (et le nôtre), savoir l'histoire surtout anecdotique : une grande maison commence avec un certain Edward Brudenell, lequel, sous Édouard III, fonde la fortune familiale en épousant une héritière du comté de Buckingham ; elle culmine avec le fameux lord Cardigan, qu'on voit encore, dans les pensions de famille bon marché, mener sur une poussiéreuse gravure la charge de la Brigade Légère à Balaklava. C'est dire que, si les gens du monde peuvent à cette lecture, comme à *Peau-d'Âne*, « prendre un plaisir extrême », la *Revue historique* n'y peut prendre, elle, qu'un intérêt limité et, pour ainsi dire, indirect : l'anecdote — le *petit fait* cher à Taine — souvent jette un vif rai de lumière sur la condition générale d'une société, d'une civilisation. Les histoires qui fourmillent autour du héros de Crimée, cher à l'âge victorien, sont assurément telles. Comte de Cardigan, possesseur de dix mille hectares et trente-cinq mille livres (sterling) de revenu en terres, colonel du 11^e hussards, où il rétablit — en 1841 ! — l'usage des baguettes, autocrate insolent, hargneux et cruel au point d'accuser ses officiers à la révolte ou à la démission, de provoquer attaques de journaux, interpellations dans l'une et l'autre chambre, on le baptise à bon droit « l'homme le plus haï d'Angleterre » ; tel de ses officiers le déclare, par écrit, indigne du « rang que seuls sa fortune et son rang lui valent ». Mais c'est justement fortune et titre, joints à la tradition militaire, qui le rendent intangible, fût-ce à l'animadversion publique, fût-ce aux dégoûts de la reine. Et puis, après trente-cinq ans de caserne, le voilà qui mène la charge de Balaklava : inutile suicide de vaillants hommes qu'on gâche, ladite charge étant, paraît-il, le fruit d'une stupidité qu'on ne sait auquel imputer, du général en chef lord Raglan ou du divisionnaire lord Lucan, qui se la renvoient impartialement ; mais du coup, ayant eu cette chance d'en revenir, voilà Cardigan qui passe idole de l'Angleterre : ironie des choses qui eût fait la joie d'un Anatole France ou d'un Lytton Strachey. La femme de ce vaniteux était encore plus folle que lui. Quand il mourut, fortune et titre passaient à un collatéral, Robert Brudenell ; mais l'usufruit lui restait à elle. Un jour, à son château de Deene, ses visiteurs stupéfaits la virent faire son entrée en manteau de paille et coronet en tête : « Ce qui me réjouit, dit-elle, c'est d'avoir vécu assez pour enterrer Robert. » Elle avait quatre-vingt-sept ans. Elle mourut au delà de quatre-vingt-dix. Évidemment, si la classe

produisait encore de grands serviteurs, les Salisbury, les Derby, l'énormité du privilège réussissait moins à d'autres. « L'assurance que leur donnait rang et fortune nourrissait en eux une arrogance qui sans aucun doute », pense Miss Wake, « a contribué aux changements sociaux du xx^e siècle. » On ne saurait mieux dire. *And no regret.*

Roger CHAUVIRÉ.

Haiti. — MM. Earl Leslie GRIGGS et Cleffors H. PRETOR ont publié soixante lettres dont les plus nombreuses furent échangées entre Christophe, roi de Haiti, et Thomas Clarkson (*Henry Christophe and Thomas Clarkson. A Correspondance.* Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1952, in-8°, 287 p.). Ils ont ajouté le texte de trois ordonnances de Christophe, deux documents complémentaires et une bibliographie choisie. Une longue introduction résume l'histoire antérieure de Haiti et, plus amplement, celle de Christophe. Ce personnage commandait dans le nord de l'île sous Toussaint-Louverture, quand Leclerc amena, en février 1802, l'expédition envoyée par Bonaparte. Il se soumit assez vite à l'expresse condition que l'esclavage ne serait pas rétabli, à quoi Leclerc assura que la République française n'y songeait pas. Dessalines et Toussaint imitèrent Christophe. Mais, en avril, Bonaparte réoccupa la Guadeloupe et y réintroduisit l'esclavage. Les noirs de Haiti reprirent les hostilités. Cependant, bien que Leclerc, inquiet, eût tendu un traquenard à Toussaint et l'eût embarqué pour la France où il mourut captif le 7 avril 1803, Christophe et Dessalines n'abandonnèrent pas l'armée française. Toutefois, la fièvre jaune décima cette dernière à partir de mai et Leclerc lui-même mourut le 2 novembre. Dès le 12 octobre, Christophe avait fait défection et Dessalines ne tarda pas à l'imiter. Ce dernier conquit Haiti, proclama l'indépendance et prit le titre d'empereur sous le nom de Jacques I^{er}. On lui reconnaît une certaine capacité militaire, mais aucune comme administrateur ; sa tyrannie provoqua des révoltes et il périt dans une embuscade le 17 octobre 1806. Christophe qui commandait l'armée lui succéda. Mais il rencontra un rival en la personne du mulâtre Petion, qui dut se contenter finalement de dominer dans le Sud, en sorte que Haiti se trouva divisée pour longtemps en deux États. Christophe, élu d'abord président dans le Nord, se débarrassa de la Constitution et se proclama roi, le 28 mars 1811, sous le nom d'Henri I^{er}. Son autorité fut désormais absolue ; nos auteurs louent son despotisme éclairé, mais ne contestent pas qu'il fut tyrannique et cruel. L'armée qu'il avait recrutée dans le Dahomey se rebella elle-même et il se suicida le 8 octobre 1820. Il ne resta rien de son œuvre.

Clarkson avait été son conseiller dévoué. Un des promoteurs du mouvement hostile à la traite des noirs en Angleterre, membre du Comité dès sa fondation en 1787, il fut l'artisan le plus actif de la propagande et gagna le concours de Wilberforce. Comme le disent les éditeurs, sa correspondance avec Christophe atteste la valeur gouvernementale de ce dernier, ainsi que l'attachement dont Clarkson lui donna la preuve, notamment au Congrès d'Aix-la-Chapelle auprès du tsar Alexandre, et qui se continua en faveur de la reine détrônée et de ses deux filles.

G. L.

Hongrie. — Imre ZAJTAY. *Introduction à l'étude du droit hongrois* (La formation historique du droit civil) (Paris, Sirey, 1953, in-8°, III-212 p.). (*Les systèmes de droit contemporain*, III.) — Le droit hongrois est généralement considéré comme appartenant au système continental, opposé au système anglo-saxon de la *common*

law ; pourtant, il présente des traits assez originaux, au regard des autres droits européens, en dépit des multiples influences étrangères qui se sont exercées sur lui.

Une des particularités essentielles du droit civil hongrois est de tirer sa source non seulement de la loi, mais de la « coutume ayant force de loi ». M. Zajtay insiste avec raison sur ce caractère, mais on peut regretter qu'il ne nous ait pas donné, par la suite, un exposé plus méthodique des grandes institutions du droit civil hongrois, comparées à celles des peuples voisins.

L'ouvrage est celui d'un historien du droit plus que d'un civiliste ; le plan strictement historique empêche de prendre une vue d'ensemble de tout le système juridique traditionnel.

Pour chaque grande période, royauté patrimoniale (XI^e-XIV^e siècle), système des ordres (XIV^e siècle à 1848), droit moderne traditionnel (depuis 1848 jusqu'à l'avènement de la démocratie populaire), l'auteur décrit l'organisation constitutionnelle et judiciaire, et insiste longuement sur les sources juridiques les plus importantes, telles le *Tripartitum* de Werböczy (1514), le *Corpus Juris Hungarici* (XVII^e siècle), les *Règles judiciaires provisoires* (1861) et, enfin, le projet de *Code civil* (1928).

Tel qu'il se présente, abondamment pourvu d'indications bibliographiques et d'annexes historiques, l'ouvrage ne pourra que rendre des services à tous les spécialistes de l'histoire et de la philosophie du droit.

P. BOUTEILLER.

— Nikolaus von HORTHY. *Ein Leben für Ungarn* (Bonn, Athenaeum-Verlag, 1953, 327 p.). — Écrite, au soir de sa vie, dans son exil portugais, d'un style alerte, en bon allemand, cette « Vie pour la Hongrie » est, plutôt qu'un document d'histoire, une biographie de l'amiral, fait, par les événements, « roi non couronné » de son pays.

Trois biographies antérieures présentaient l'homme, bon spécimen de la gentry magyare, amiral de François-Joseph dont il fut, avant 1914, l'aide de camp — d'où des chapitres utiles sur la cour de Vienne et l'attentat de Serajevo : faut-il penser avec lui que les funérailles de François-Ferdinand eussent permis des entretiens entre têtes couronnées, susceptibles de détourner, en 1914, le cours de l'histoire ? (P. 80 et suiv.)

La narration de sa carrière apparaît exacte ; tels autres ouvrages en confirment maint détail. S'il concorde avec Hagen (« Die geheime Front ») sur le rôle néfaste du ministre nazi à Budapest en 1944, il ne cite pas les tractations secrètes avec les États-Unis, évoquées par cet agent du Service secret allemand (Hagen, p. 343)... Et sa seule « révélation », l'offre de la couronne royale en 1922 (*op. cit.*, p. 155) prête à discussion.

Ce plaidoyer, qui souligne son esprit de caste, ne justifie pas son attitude. Lors de l'agression nazie contre Belgrade, combien plus noble apparaît le suicide du ministre Teleki — à qui Churchill rendit un mémorable hommage — refusant ainsi de violer un traité d'amitié ratifié un mois auparavant !

On hésite donc à lui savoir gré de plaider pour la possible neutralité hongroise ou pour une politique pro-anglaise — qu'il osa conseiller à Hitler en 1936 — parce que son aversion pour les Soviets le laisse entraîner son pays dans une guerre funeste dont il affirme, p. 235, n'avoir connu que plus tard le prétexte (le bombardement de Kassa, alors attribué aux Russes, effectué par la Wehrmacht)...

Sans doute manqua-t-il du sens et du courage politique qui font les vrais chefs. Il ne justifie ainsi ni son propre rôle ni le destin encouru par sa patrie.

R. WARNIER.

Inde. — Sir Mortimer WHEELER. *The Indus Civilization* (Cambridge, University Press, 1953, in-8°, xi + 98 p., 13 fig., XXIV pl. h. t., 1 dépliant ; prix : 18 s.). (The Cambridge History of India, Supplementary Volume.) — La découverte de la civilisation de l'Indus, à Harappâ et à Mohan-jo-Daro, s'est faite au moment de la publication, en 1922, du premier volume de la *Cambridge History of India*, trop tard pour que soit effacée l'ancienne opinion d'après laquelle il n'y avait pas dans l'Inde de traces matérielles très anciennes de civilisations développées. Sir John Marshall, qui avait encore émis cette opinion et était directeur général de l'*Archaeological Survey of India*, a été le premier à tirer les conséquences de la découverte faite dans son service par MM. Daya Ram Sahni et R. D. Banerji, en publiant son monumental *Mohenjo-daro and the Indus Civilization* (1931), suivi de maintes autres publications faites à la suite de recherches nouvelles par MM. Mackay, Vats, M. Wheeler, etc. Il convenait donc que le premier volume de la *Cambridge History* soit complété, comme il l'est maintenant, d'une manière claire et précise, dans un exposé bien à jour des données (les recherches n'ont malheureusement pas été continuées dans les dernières années). Les hypothèses ont été nombreuses pour le déchiffrement des sceaux inscrits et au sujet des auteurs de la civilisation de l'Indus. M. Wheeler ne les rappelle pas. La plupart, en effet, sont si arbitraires qu'elles ne peuvent présentement être retenues. Toutefois, il eût été utile au lecteur de lui signaler les principales. En tout cas, le plus vraisemblable est, comme le soutient M. Wheeler, que les Proto-Indiens (cette désignation, sans être excellente, est moins étroite et moins entachée de modernisme que celle de « Harappans » donnée par M. Wheeler, d'après le nom moderne d'un seulement des sites de fouilles) ont vu leur civilisation détruite par les Arya védiques. Mais, en dépit de la prudence avec laquelle elles sont présentées par M. Wheeler, certaines hypothèses qu'il indique sont encore bien hasardeuses. C'est ainsi que le rapprochement, tenté d'ailleurs « en un sens vague » p. 94, entre la ziggurat, montagne artificielle, et la citadelle proto-indienne, sur montagne artificielle également, n'implique réellement aucune nécessité de supposer que les conceptions, en fait inconnues, de la civilisation de l'Indus étaient comparables à celles de Sumer, elles-mêmes encore en partie problématiques (cf., au sujet de ces dernières, J. Nougayrol, *Symbolisme cosmique et monuments religieux*, Musée Guimet, 1953, p. 12-13).

— Wilfrid BLUNT. *Pietro's Pilgrimage, A journey to India and back at the beginning of the Seventeenth Century* (London, James Barrie, 1953, in-8°, xii + 320 p., frontispice, 1 carte et 29 pl. h. t. ; prix : 21 s.). — Analyse détaillée des *Viaggi* de Pietro della Valle de Venise à la côte occidentale de l'Inde, par Constantinople, l'Égypte, la Palestine, Baghdad, la Perse, avec retour en Italie (Rome) par Basra, Alep, Alexandrette, Malte. Ces voyages sont, en dehors de leur caractère pittoresque, utiles par les données qu'ils contiennent sur l'état des pays traversés. Pour celui de l'Inde, mal connu au xvii^e siècle par les sources indigènes, les témoignages des voyageurs sont particulièrement bienvenus. C'est Pietro della Valle qui a révélé le premier à l'Europe les écritures cunéiformes. Courte bibliographie, index.

— Philip WOODRUFF. *The men who ruled India. The Founders* (London, Jona-

than Cape, 1953, in-8°, 402 p., frontispice, 5 pl. h. t., 8 cartes dans le texte ; prix : 30 s.). — Étude destinée au grand public, et amplement documentée, mais sans références aux sources, sur les principaux personnages qui ont fondé la puissance anglaise dans l'Inde depuis 1600 jusqu'à 1858. C'est leur vie avec leur caractère, en même temps que leur action politique, militaire ou commerciale, qui sont principalement évoquées. L'auteur a attaché beaucoup moins d'importance à l'action scientifique et éducative, et, par conséquent, aux hommes qui l'ont menée. P. 162, il admire l'œuvre orientaliste des fondateurs de l'*Asiatic Society*, mais en s'émerveillant que, dans les circonstances où ils se trouvaient, ces hommes aient pu se livrer à de pareilles « occupations de loisir » (cf. aussi p. 147), comme si les sciences humaines n'étaient que passe-temps et n'avaient pas leur application immédiate dans les rapports avec les hommes. Au sujet de ces savants, qui sont une gloire majeure de l'Angleterre aux Indes, et dont les études juridiques, notamment, ont eu une importance pratique considérable, M. Woodruff n'a pas été suffisamment et pas toujours exactement renseigné. Par exemple, ce n'est pas Warren Hastings qui a été le premier président de l'*Asiatic Society* (p. 162), mais William Jones ; Hastings avait refusé cette présidence en dépit de l'importance qu'il attachait à l'œuvre entreprise (cf. *Asiatic Researches*, t. I. London, 1799, p. vii).

Pour la compréhension des questions politiques et militaires, les cartes sont précieuses. Des remarques intéressantes sont présentées au sujet des causes de l'insurrection de 1857 (p. 348 et suiv., et 387). L'ouvrage se termine par des notes sur les sources et un index.

J. FILLIOZAT.

Italie. — Henry MARC-BONNET. *Les papes de la Renaissance* (Paris, 1953, 127 p.) (Coll. « Que sais-je ? »). — Ce petit livre apporte sur la Renaissance romaine une vue synthétique juste et sûre. Un jugement équilibré et serein, une bonne connaissance des faits, un style simple et alerte rendent utile et attrayante la lecture de cet ouvrage.

Passant vite sur les pontificats secondaires (ceux de Calixte III, Pie II, Paul III et Innocent VIII), l'auteur indique à grands traits les faits marquants des principaux règnes dans les trois ordres, politique, artistique et religieux. Cette simplification, inévitable ici, ne déforme ni les événements ni les hommes, ce qui dans le cas présent est presque un tour de force, si l'on songe à l'étendue de la période considérée (quatre-vingts ans) et à la diversité des faits qu'on y rencontre (guerres d'Italie, schisme protestant, œuvres artistiques). Vue du xx^e siècle, cette tranche de l'histoire de Rome et du monde apparaît comme le type même de la période difficile à juger : d'immortels chefs-d'œuvre sont nés au milieu d'une déconcertante turpitude morale ; le nouveau Saint-Pierre a commencé de s'édifier grâce à l'argent des trop célèbres « indulgences » et à un moment où la papauté refusait d'envisager sérieusement la réforme de l'Église.

M. Marc-Bonnet fait très bien sentir la complexité de ce temps des contrastes. Sévère parfois — et à juste titre — toujours nuancé et ne polémiquant jamais, il aperçoit la continuité de l'Église au delà de ses faiblesses et dans ses faiblesses elles-mêmes.

Nous nous permettrons seulement une remarque : le sac de 1527 marque-t-il vraiment la fin de la Renaissance romaine ? Nous ne le croyons pas : Paul III et plus encore Jules III ont été d'authentiques pontifes de la Renaissance. La grande césure dans l'Histoire de Rome au xvi^e siècle ne se situe-t-elle pas plutôt à l'avènement de Paul IV, le pape inquisiteur ?

— Paolo GUICCIARDINI. *Contributo alla bibliografia di Francesco Guicciardini* (Florence (L. S. Olschki), 1946, 20 p.). — Id. *La storia Guicciardiniana, edizioni e ristampe* (Florence (L. S. Olschki), 1948, 45 p.). — Id. *Le traduzioni inglesi della storia Guicciardiniana* (Florence (L. S. Olschki), 1951, 45 p.). — Le comte Paolo Guicciardini s'emploie à découvrir, inventorier et classer les éditions successives tant italiennes qu'étrangères qui furent faites de la célèbre *Storia d'Italia* de Guicciardini. Cette œuvre connue, en effet, un très grand succès de librairie. C'est en 1561 que parut à Florence l'*editio princeps* des seize premiers livres, suivie en 1564 de l'*editio princeps* des quatre derniers. Or, de 1564 à 1645, on ne compta pas moins de trente éditions de la *Storia d'Italia* — traductions exclues. — Après 1645, le rythme se ralentit, mais pour reprendre en 1738 ; à Genève, à Paris, mais surtout à Londres, Guicciardini fut connu et apprécié. La première traduction anglaise parut dès 1579. Très rapidement, la *Storia d'Italia* devint en Europe un livre classique.

— Ernest GIDDEY. *Agents et ambassadeurs toscans auprès des Suisses sous le règne du grand-duc Ferdinand I^{er} de Médicis (1587-1609)* (Zurich, 1953, 288 p. ; prix : 12 fr. suisses). — L'étude consciencieuse de M. E. Giddey, appuyée sur une bibliographie très à jour, éclaire un sujet jusque-là négligé. Feuilletant à Florence les archives de l'époque médicéenne, l'auteur a été surpris d'y constater le grand nombre des correspondances qui furent échangées entre les cantons suisses et le gouvernement de Ferdinand I^{er}, grand-duc de Toscane. Il s'est demandé pourquoi ; le livre est la réponse à cette question.

Conservant en apparence de bonnes relations avec l'Escurial, Ferdinand I^{er} désirait, en réalité, desserrer l'étau dans lequel l'Espagne tenait l'Italie prisonnière ; il devait donc s'appuyer sur la France, et il fut effectivement un ami discret, mais efficace, de Henri IV. Mais, dès lors, les cantons helvétiques prenaient, du point de vue de Florence, une importance nouvelle. Réservoir de soldats, point de rencontre des influences françaises et espagnoles, des courants catholiques et protestants, la Suisse constituait en Europe un point névralgique et un poste d'observation de premier ordre. On s'explique alors que le meilleur diplomate de Ferdinand, Curzio Picchena, y ait fait un long séjour de dix-huit mois en 1593-1594. Quant à la question de la Valteline, elle n'avait pas encore l'acuité qu'elle allait bientôt revêtir, mais déjà Venise se préoccupait de maintenir les Grisons hors de l'emprise espagnole. Florence ne pouvait que soutenir ici la politique vénitienne. On comprenait fort bien à Florence comme à Venise que permettre à l'Espagne de tenir les Grisons c'était laisser verrouiller la dernière porte septentrionale de l'Italie et « se couper de tout secours et de toute respiration ».

Nous apercevons donc, à partir de la correspondance des agents toscans, la continuité et la perspicacité des vues politiques du grand-duc.

En résumant ainsi le livre de M. Giddey, il va de soi que nous le simplifions beaucoup, car il nous fait connaître un grand nombre de personnages — Suisses ou Italiens — qui travaillèrent pour le compte de Florence. Très complet à cet égard, l'ouvrage de M. Giddey n'aurait-il pas pu l'être davantage sur le chapitre de l'économie en accordant une plus large place aux informations de caractère agricole, industriel et commercial ? Reste à savoir si les correspondances compilées par l'auteur comportaient suffisamment de renseignements de cette nature.

J. DELUMEAU.

— Il convient de signaler la parution à Livourne de la revue mensuelle *Quaderni di cultura sociale*. Le premier numéro (janvier 1953) contient entre autres un curieux article de M. S. COTTA sur *L'Inghilterra e il regionalismo italiano* et une étude de M. E. PASSERIN sur *La società toscana intorno al 1799*.

— Dans le *Bulletin de l'Institut Napoléon*, octobre 1953, M. Max TEGEL publie un curieux article sur la culture du riz dans un département piémontais sous le Premier Empire ; cette culture soulevait des difficultés multiples du fait surtout de la main-d'œuvre qu'elle exigeait en compromettant la conscription. Mais ses produits étaient essentiels en un temps de blocus.

— Il y a quelques années, un érudit italien, M. Peroni, avait établi un état des fonds conservés aux Archives nationales, et susceptibles de fournir des textes utiles à l'histoire de l'Italie moderne. M. Guido SABA a complété l'entreprise en mettant sur pied le *Regesto dei documenti riguardanti Trieste e l'Istria durante il periodo napoleonico esistenti negli archivi di Parigi* (Trieste, Université, 1953, in-8°, 68 p.). L'introduction indique les livres essentiels concernant Trieste sous le Premier Empire, et en appendice sont publiés des textes intéressants sur Trieste et l'Istrie. Parmi les hommes qui ont passé par l'administration des provinces illyriques figurent Fouché (à propos duquel M. Saba ne cite pas le livre classique de M. Madelin) et le général Marmont (dont il n'a pu connaître les papiers conservés à la bibliothèque municipale de Châtillon-sur-Seine).

— Une équipe d'historiens presque exclusivement italiens, groupés par M. Etторе ROTA, a récemment publié, sous le titre de *Questioni di storia del risorgimento e dell'unità d'Italia* (Milano, Marzorati, 1951, in-8°, xi-1.110 p. ; prix non indiqué), une mise au point de la plupart des problèmes que posent l'histoire risorgimentiste et l'histoire contemporaine de l'Italie : E. ROTA, *Introduzione allo studio del Risorgimento*, nantie d'une bibliographie comme chacun des chapitres du livre ; — F. VALSECCHI, *Dispotismo illuminato* ; — M. ROBERTI, *Politica e amministrazione nell'Italia napoleonica* (République cisalpine, République italienne, Royaume d'Italie) ; — L. BULFERETTI, *La Restaurazione* ; — Antonio MONTI, *Guerra regia e guerra di popolo nel Risorgimento* ; — E. ROTA, *Spiritualità ed economismo nel Risorgimento* ; — R. MOSCATI, *Il Mezzogiorno nel Risorgimento italiano* ; — G. VOLPE, *L'Italia del Risorgimento e l'Europa* ; — W. MATURI, *Partiti politici e correnti di pensiero nel Risorgimento* ; — F. CATALUCCIO, *Linee politiche della vita interna italiana (1861-1922)*, avec une bibliographie d'une particulière valeur ; — P. COGNASSO, *I problemi di politica estera del Italia (1861-1940)* ; — G. PERTICONE, *Movimenti sociali e partiti politici nell'Italia contemporanea*, où est abordée une question rarement analysée ; — R. CIASCA, *La politica coloniale dell'Italia* ; — A. FOSSATI, *Problemi economici e finanziari del Risorgimento e dell'unità d'Italia* ; — A. AMORTH, *Vicende costituzionali italiane* ; — G. SPADOLINI, *Cattolicesimo e Risorgimento*, avec une forte étude du Syllabus ; — E. ROTA, *Carlo Alberto nel giudizio della storiografia* ; — Id., *Opinioni intorno a Camillo Cavour* ; — F. COGNASSO, *L'opera di Vittorio-Emanuele II nel Risorgimento* ; — F. CATALUCCIO, *Alleanze ed equilibrio nella politica di Visconti-Venosta* ; — P.-E. SANTANGELO, *Esiste un problema Crispi?* — N. VALERI, *Giovanni Giolitti nella storiografia del secondo dopoguerra* ; — L. MARCHETTI, *Bibliografia generale*. Certains noms estimés de l'école historiographique italienne ne figurent pas dans l'ouvrage, tout en étant représentés. Mais on a fait appel à l'amitié et aux connaissances de deux spécia-

listes de l'histoire italienne : G. BOURGIN et C. VIDAL, *Risorgimento e unità d'Italia nella storiografia francese*. Dans l'ensemble, œuvre où s'équilibre bien le souci de la présentation chronologique et systématique, où les grandes personnalités du Risorgimento — à l'exception de Mazzini — figurent dans une perspective judicieuse. Et l'éditeur a su imprimer correctement et « habiller » heureusement ce gros volume.

— Dans le numéro de novembre 1952 de *Il movimento di liberazione in Italia*, M. Armando GAVAGNIN a, en étudiant *Il giornalismo dell'opposizione dal 1922 al 1926*, écrit une très intéressante contribution sur l'histoire de la presse et des persécutions grandissantes dont elle fut l'objet dans la période considérée.

G. BN.

Pays-Bas. — N. W. POSTHUMUS. *De Oosterse handel te Amsterdam. Het oudst bewaarde koopmansboek van een Amsterdamse vennootschap betreffende de handel op de Oostzee, 1485-1490* (Leiden, E. J. Brill, 1953, in-4°, 340 p.). — La base de cet ouvrage est le livre de commerce le plus ancien actuellement connu, qui concerne le commerce d'Amsterdam avec la Baltique à la fin du xv^e siècle. Le manuscrit est reproduit en grandeur naturelle. M. Posthumus l'étudie avec un soin minutieux et en tire une foule de données du plus haut intérêt sur la structure et la marche de la société Symon Reyeroz et Reyero Dircsz., un oncle et un neveu, auquel un troisième collaborateur — autorisé à ajouter quelques *item* à leurs comptes — prêle son concours dans des conditions que nous ne connaissons pas.

Le texte est étroitement apparenté à celui d'Eustache Caigniart, marchand de Middelbourg au milieu du xvi^e siècle, que M. Unger a publié il y a trente ans. Son désordre, le fait aussi que la majorité des postes est barrée portent à se demander s'il ne s'agit pas d'un « mémorial », un aide-mémoire, qui aurait servi de brouillon pour la rédaction d'un livre de comptes mieux tenu. En tout cas, cette reproduction et l'analyse très fouillée qui l'accompagne nous donnent le contact d'un document éminemment « réel ».

Le commerce d'Amsterdam avec la Baltique dans la dernière partie du xv^e siècle est traité avec une remarquable ampleur. Toute l'activité de la ville, les progrès de son port, ses rapports avec les Hanséates, les échanges avec la Baltique, la distinction détaillée des caractères traditionnels et des nouveautés du xv^e siècle sont étudiés avec soin. Un trait à noter : les Reyeroz avaient encore un facteur à Lübeck ; ils n'en avaient pas à Dantzig.

Des questions intéressant tout le commerce international sont examinées : importance et rôle des sociétés, part des facteurs au commerce (M. Posthumus ne croit manifestement pas que le « système » du facteur ait été une nouveauté « capitaliste » du xvi^e siècle, et je partage entièrement son avis), action économique des patrons marins, partage de la propriété des bateaux, évolution des tonnages, marchandises échangées, activité commerciale dans la Baltique.

Comme dans tous les travaux antérieurs, l'*Histoire de la draperie de Leyde*, l'*Enquête sur l'histoire des prix aux Pays-Bas*, pour ne citer que ceux-là, parmi bien d'autres, M. Posthumus nous a donné un travail solide, admirablement fouillé, où une étude sur un point précis permet de s'élever à des vues générales : c'est de la bonne et solide histoire.

— RIJKSCOMMISSIE VOOR VADERLANDSCHE GESCHIEDENIS. *Drie rapporten over de uitgave van bronnen voor de Nederlandsche geschiedenis* (La Haye, Martin Nijhoff,

1952, in-8°, 57 p.). — La Commission pour la publication des sources de l'histoire des Pays-Bas a publié depuis 1904 un nombre considérable de textes. Réorganisée en 1948 sous la direction du professeur Geyl, elle s'est adjointe deux sections spécialisées, l'une pour l'histoire économique et sociale, l'autre pour l'histoire de la civilisation.

Les trois rapports, édités par la Commission elle-même et ses deux sections adjointes, passent en revue le travail accompli depuis 1904 et exposent les lignes directrices du travail futur.

— J. N. KERNKAMP. *Johan Van der Veken en zijn tijd* (La Haye, Nijhoff, 1952, in-8°, 35 p.). (Discours prononcé pour le 39^e anniversaire de la Nederlandsche Economische Hoogeschool.) — M. J. N. Kernkamp, recteur de la Nederlandsche Economische Hoogeschool de Rotterdam, a consacré ce discours à la mémoire d'un « grand homme » de cette ville, aujourd'hui un peu oublié, même par ses concitoyens. Cet émigré des provinces du Sud, venu s'établir dans le futur grand port, à la fin du xvi^e siècle, a pourtant largement contribué à l'expansion commerciale de la ville et y a même joué parfois un certain rôle politique. En évoquant cette figure, l'auteur montre le rôle joué par les habitants de Rotterdam dans les premiers grands voyages accomplis par les Hollandais sur toutes les mers du monde. Une utile bibliographie est annexée à la publication.

— S. C. VAN KAMPEN. *De Rotterdamse particuliere scheepsbouw in de tijd van de Republiek* (Assen, Born, 1953, in-8°, 244 p., 4 pl. h. t.). (Thèse de la Nederlandsche Economische Hoogeschool.) — Cette étude, dont un résumé en langue anglaise facilitera la lecture à beaucoup, comporte d'abord quelques considérations générales. L'auteur retrace rapidement l'histoire de l'activité économique de Rotterdam aux xvii^e-xviii^e siècles, puis celle de ses chantiers navals. Très prospères avant 1650, ils déclinerent brusquement devant la concurrence de leurs rivaux d'Amsterdam et Zaandam. Vers 1700, la décadence de cette industrie commença à devenir générale dans tous les Pays-Bas. Les méthodes néerlandaises, essentiellement empiriques, reculèrent alors devant les procédés plus scientifiques des Anglais et un peu plus tard des Français.

La seconde partie du livre est consacrée au fonctionnement des chantiers, à leur importance économique et sociale, aux commerces qu'ils faisaient vivre. Grâce à eux, Rotterdam devint un grand centre d'importation des bois de la Baltique et de la Scandinavie. Ceux-ci étaient ensuite expédiés un peu partout, notamment vers les ports français de Rouen et Saint-Valéry-sur-Somme. Ce mouvement s'amplifia au xviii^e siècle, bien après le déclin de la construction navale. Un chapitre particulier est consacré aux travailleurs, à leurs salaires, à leurs organismes corporatifs.

L'auteur a utilisé beaucoup de documents inédits, provenant soit des Archives municipales de Rotterdam, soit d'autres fonds, parfois privés. Il en a publié quelques-uns en appendice, ainsi que des plans et des tableaux. Considérée dans son ensemble, cette thèse apportera des renseignements variés aux historiens des techniques, du commerce, des classes sociales. J. GODARD.

Pays scandinaves. — Franklin D. SCOTT. *The United States and Scandinavia* (Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1950, in-8°, xi-359 p. ; prix : 4 \$). — Destiné au grand public, dans une collection où se trouvent présentées les relations des États-Unis avec beaucoup d'autres pays, cet ouvrage, préfacé par l'an-

cien sous-secrétaire d'État Summer Welles, comporte deux aspects : une présentation des pays et des peuples scandinaves — y compris l'Islande naturellement, mais aussi la Finlande — qui ne dépasse pas le niveau d'un manuel élémentaire ; une étude un peu moins sommaire des relations germano-américaines. On y trouve ainsi des développements sur les premières explorations, l'émigration au XIX^e siècle (une bonne carte, page 71, localise la population d'origine scandinave aux États-Unis), les échanges culturels (succès de Jenny Lind aux États-Unis, de Dizzy Gillespie en Suède !). Les deux tiers du livre se partagent entre un tableau politique, social, économique, de la Scandinavie actuelle et une histoire de sa situation diplomatique depuis 1914. Sur le premier point, l'exposé donne l'impression d'un reportage étoffé : article sur les coopératives, l'enseignement, le régime de l'alcool et du tabac, aussi bien que sur la structure des régimes, sans oublier le bilan de l'assistance américaine. Les chapitres diplomatiques traitent assez superficiellement de la neutralité scandinave en 1914-1918, et plus longuement de la seconde guerre mondiale. Mais, si le récit des événements récents est documenté plus solidement, la présentation et l'interprétation sont marquées assurément par l'atmosphère politique régnant en 1950. Un appendice réunit commodément quelques données statistiques d'ordre politique, économique et même militaire concernant la Scandinavie d'après guerre.

— Pierre DE LUZ. *Christine de Suède* (Paris, A. Fayard, 1951, in-12, 380 p. ; prix : 500 fr.). — Cette biographie de Christine ne peut décevoir les amateurs de la collection Fayard. Beau sujet et, comme le dit l'auteur, « grand spectacle très coloré », depuis le château d'Upsal qui vit la naissance de l'héroïne, « toute velue », jusqu'au palais Riario encombré de trésors artistiques et abritant plus d'un personnage louche. Les scènes sont bien ménagées : l'abdication, l'exécution de Monaldeschi — alternant avec des tableaux alertes : la cour de Stockholm vers 1650, les équipages souvent minables de Christine, son passage à Paris en 1656. Le goût du pittoresque se trouve largement satisfait. Mais l'auteur mêle le sérieux à l'agréable, raconte consciencieusement les événements du règne. Parfois même, il aborde des questions importantes de l'histoire du royaume, les aliénations de terres, la toute-puissance de la noblesse, l'intransigeance du clergé. Plus fréquemment, le souci de situer l'action de la reine entraîne de longues digressions (Congrès de Westphalie, situation en France, intrigues romaines, autour des conclaves par exemple), qui, sans apporter rien d'original, donnent au récit une courbe fort sinueuse. Un chapitre de conclusion, « Esquisses en vue d'un portrait », se contente de poser les questions qui domineraient une biographie explicative : les anomalies physiques, le mépris pour la « barbarie » nordique et germanique, la religion de Christine. Signalons seulement à ce propos ses rapports avec Molinos qu'elle protégea à Rome. M. Pierre de Luz est également l'auteur d'un *Gustave III* paru en suédois en 1949. On aimerait assurément que le lecteur suédois n'en conclue pas, en complimentant selon l'usage nos compatriotes de leur sens psychologique et de leur excellence dans le portrait, que c'est là le seul genre d'histoire pratiqué en France. Mais il serait injuste de ne pas reconnaître, dans son genre, le mérite de cette « Christine ».

— Herbert TINGSTEN. *The debate on the foreign policy of Sweden 1918-1939* (Londres, Oxford University Press, 1949, in-8°, 325 p. ; prix : 21 s.). — Cet ouvrage, paru en suédois en 1944, de M. Tingsten, ancien professeur de science politique et actuellement rédacteur en chef du grand quotidien libéral *Dagens Nyheter*, repose

sur des enquêtes de presse fort étendues et l'utilisation des maigres débats consacrés au Riksdag à la politique étrangère. L'auteur ne se dissimule pas d'ailleurs combien il est difficile de saisir par là les mouvements de l'opinion en profondeur, si du moins il s'en produit. Son travail n'en est pas moins fort intéressant comme présentation des échos suscités dans un petit pays neutre par l'évolution de la situation internationale entre les deux guerres. S'y ajoutent naturellement des développements assez nourris sur les controverses touchant à des problèmes d'intérêt direct pour la Suède, la question d'Åland de 1917 à 1921, les discussions sur la défense nationale suédoise, la révision envisagée en 1938 des dispositions démilitarisant les îles d'Åland. Dans ces deux occasions, la question d'Åland fit couler beaucoup d'encre en Suède ; en 1917-1920, les positions prises furent extrêmement diverses, l'attachement aux droits de la Suède se trouvant souvent le plus marqué du côté même où l'on avait eu le plus de sympathies dès l'origine pour la Finlande blanche. Mais, faute de pouvoir entrer dans le détail, il faut bien se borner à indiquer l'intérêt qui s'attache à l'étude des réactions suédoises devant les grands problèmes européens et mondiaux. Ayant brièvement retracé ce qu'elles avaient été pendant la première guerre et devant la paix, l'auteur analyse avec beaucoup de nuances les controverses sur la S. D. N., à laquelle la Suède adhéra en 1920 contre le vœu d'une grande partie de la droite et des agrariens. Le scepticisme — sans parler de l'hostilité violente d'une fraction de la droite — reste sensible assez longtemps à l'égard des institutions genevoises, acceptées finalement par indifférence plutôt que dans l'enthousiasme. En même temps se manifestait une grande méfiance à l'égard des anciens vainqueurs (unanimité contre l'occupation de la Ruhr en 1923) et une exigence extrêmement grande quant à l'application des principes proclamés par le Covenant. De là sans doute la vigueur des condamnations jusque dans la presse de droite contre l'agression italienne en Éthiopie. Mais, à ce moment déjà avancé de la crise mondiale, les considérations de prudence à l'égard de l'Allemagne devenue nazie se font jour, si peu de sympathies qu'inspire le régime hitlérien. Le livre de M. Tingsten permet d'ailleurs de mesurer l'écart entre les sentiments exprimés par une grande partie de la presse et les possibilités d'action effective. On remarquera tout spécialement son analyse du caractère très vague et souvent ambigu des idées de coopération scandinave dans les années d'avant-guerre. Ce livre est une lecture indispensable pour l'historien qui veut comprendre les réflexes suédois pendant la seconde guerre mondiale. Sa conclusion sur l'attitude de la Suède à l'égard de la politique étrangère donne une brillante caractéristique de la psychologie de la neutralité : isolationnisme et bonne conscience de défendre les droits de la justice, avec le sentiment, renforcé par la décomposition du monde des années 1930, de l'intérêt national de la neutralité.

Pierre JEANNIN.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

J. Stengers. Marc Bloch et l'histoire. [*Annales. E. S. C.*, juillet-septembre 1953.] — Bibliographie d'Édouard Berth. [*Bull. of the Int. Inst. of social hist.*, 1953, n° 3.] — Fr. Galabert. Joseph Calmette, sa vie, son œuvre. [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — J. Coppolani. Bibliographie de M. Joseph Calmette. [*Ibid.*] — H. David. Témoignage (sur J. Calmette). [*Ibid.*] — J. Calmette. Souvenirs de mes premiers voyages d'études en Espagne. [*Ibid.*] — Halvdan Koht. Aus den Lehrjahren eines Historikers. [*Welt als Gesch.*, 1953, n° 3.] — Pocquet du Haut-Jussé. Arthur de La Bor-

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Anciens Pays et Assemblées d'État. Section belge de la Commission internationale d'histoire des Assemblées d'État* (IV). — *Annales. E. S. C.* (juillet-septembre 1953). — *Annales de Bretagne* (1953, n° 1). — *Annales de Bourgogne* (juillet-septembre 1953) — *Annales de l'Est* (1953, n° 3). — *Annales du Midi* (1953, n° 3). — *Annales de Normandie* (octobre-décembre 1953). — *Annuaire d'histoire liégeoise* (1951). — *Annuaire du Centre universitaire méditerranéen* (1952-1953). — *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques. Académie royale belge* (1953, n° 3). — *Bulletin d'études portugaises* (1952). — *Bulletin de la Commission royale d'histoire* (t. CXVIII, nos 1-3). — *Bulletin de l'I. F. A. N.* (octobre 1953). — *Bulletin de l'Institut d'études centrafricaines* (1953, n° 6). — *Bulletin of the Institute of historical research* (novembre 1953). — *Bulletin of the International Institute of social history* (1953, n° 3). — *Byzantinische Zeitschrift* (1953, nos 45 et 46). — *Byzantion* (1951, n° 21, et 1952, n° 22). — *Cahiers de Tunisie* (1953, n° 2). — *Cambridge historical Journal* (1953, n° 1). — *English historical review* (juillet 1953). — *Études* (1953). — *Far Eastern Quarterly* (février et mai 1953). — *Historische Zeitschrift*, (Bd. 176, Heft 3, décembre 1953). — *Information historique* (septembre-octobre 1953). — *Journal of economic history* (été 1953). — *Journal of modern history* (décembre 1953). — *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne* (1953). — *Mercure de France* (juillet-décembre 1953). — *Nouvelle revue de Bretagne* (1952 et 1953). — *Nuova rivista storica* (mai-août 1953). — *Past and present* (novembre 1953). — *Politique étrangère* (novembre 1953). — *Provence historique* (juillet-octobre 1953). — *Review of politics* (octobre 1953). — *Revue africaine* (1953, 1^{er} et 2^e trim.). — *Revue belge de philologie et d'histoire* (1953, nos 2-3). — *Revue de Synthèse* (janvier-juin 1953). — *Revue d'histoire de droit français et étranger* (1952 et 1953). — *Revue d'histoire économique et sociale* (1953, n° 3). — *Revue d'histoire des colonies* (1953, 1^{er} trim.). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (décembre 1953). — *Revue des Études byzantines* (1952). — *Revue de Paris* (juillet-décembre 1953). — *Revue des Deux Mondes* (juillet-décembre 1953). — *Revue de la Méditerranée* (septembre à décembre 1953). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (1953, nos 3-4). — *Revue de Défense nationale* (octobre à décembre 1953). — *Revue de l'histoire des religions* (juillet-septembre 1953). — *Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle* (avril-juin 1953). — *Revue maritime* (novembre 1953 à janvier 1954). — *Rivista storica italiana* (1953, n° 2). — *Saeculum* (1953, Heft 4). — *Studi medievali* (vol. 18, 1952). — *Tijdschrift voor Geschiedenis* (1952, nos 3-4 ; 1953, n° 1). — *Vierteljahrsheft für Zeitgeschichte* (octobre 1953, janvier 1954). — *Die Welt als Geschichte* (1953, n° 3).

derie. Une vocation d'historien. [*Nouv. rev. Bretagne*, 1952, nos 2 et 3.] — *G. Margais*. Gustave Mercier (président de la Société historique algérienne). [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1953.]

P. Bonenfant. Rapport sur l'activité de la Commission du microfilm. (Concerne notamment les exemplaires remis aux Archives nationales à Paris, en novembre 1952.) [*Bull. Comm. R. Hist.*, CXVIII, 1.] — *Adeline Daumard*. L'histoire économique et sociale à la Société d'histoire moderne (en 1952) [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1953, n° 3.] — *Fernand Braudel*. Au Parlement des historiens : retour sur le Congrès international de Paris, 1950. [*Annales. E. S. C.*, juillet-septembre 1953.] — Compte rendu du VII^e Congrès des historiens néerlandais (La Haye. Mai 1951). [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 3-4.] — *J. Ruwet*. Les Archives de Vienne et l'histoire de notre pays. [*Bull. Comm. R. Hist.*, CXVIII, 1.] — L'archéologie algérienne en 1952. I : Archéologie préhistorique, par *L. Baloul*; II : Archéologie punique, romaine et chrétienne. Archéologie musulmane, par *L. Leschi*. [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1953.] — Bibliographie lorraine 1952. [*A. de l'Est*, 1953, n° 3.] — *Michel Antoine*. Le fonds du Conseil d'État et de la chancellerie de Lorraine aux Archives nationales (fin). [*Ibid.*] — *J. Dhondt*, *A. Scufflaire*, *J. Bovene*, *M. Bruwier*, *R. De Roo*, *C. Joet*, *M. E. Dumont*, *H. Joosen*, *G. Van Acker*. Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1952. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1953, nos 2-3.]

V. Grumel. Les premières ères mondiales. (Fondements et caractéristiques des ères mondiales employées pendant les trois premiers siècles ap. J.-C.) [*Rev. des Ét. Byz.*, X, 1952.] — *Bernhard Sinogowitz*. Die Begriff Reich, Macht und Herrschaft im byzantinischen Kulturbereich. [*Saeculum*, 1953, Heft 4.] — *Georges Coedès*. Die Ausbreitung der indischen Kultur nach Südostasien. [*Ibid.*] — *Bertold Spuler*. Tatarische Siedlungen in Osteuropa in ihren Schicksalen bis in die Gegenwart. [*Welt als Gesch.*, 1953, n° 3.] — *K. S. Bader*. Volk, Stamm, Territorium. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 176, Heft 3, décembre 1953.] — *Gabriel Le Bras*. Les problèmes du temps dans l'histoire du droit canon. (Cette étude de la répartition des faits dans l'étude de leur déroulement, faite à propos d'un domaine particulier, peut intéresser tous les historiens.) [*R. histor. de droit fr. et étr.*, 1952, n° 4.] — *Fernand Braudel*. Georges Gurvitch ou la discontinuité du social. [*Annales. E. S. C.*, juillet-septembre 1953.] — *Hermann Haering*. Über Biographik im Rahmen der Historik. [*Welt als Gesch.*, 1953, n° 3.] — Études sur l'invention humaine. Technique, morale, science. [*R. de S.*, janvier-juin 1953.] — *A. Babel*. Le levain dans la pâte : réflexions sur le problème des élites. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, avril-juin 1953.] — *L. Moulin*. Les origines religieuses des techniques électorales et délibératives modernes. [*Ibid.*] — *Lucien Febvre*. De la théorie à la pratique de l'histoire. [*Annales. E. S. C.*, juillet-septembre 1953.] — *Id.* La géographie, réflexion sur un centenaire. [*Ibid.*] — *Charles H. George*. A social interpretation of english puritanism. [*J. of mod. hist.*, décembre 1953.] — *F. E. Stevens*. Over een geschiedenis van de Vrijheid en van de Democratie. [*Anciens pays et Assemblées d'États : Ét. section belge Comm. int. hist. Ass. États*, IV.] — *Paul Bastier*. Une histoire mondiale de l'époque contemporaine (par *Jean de Salis*). [*R. de S.*, janvier-juin 1953.] — *Gaston Bouthoul*. Les ouvrages récents sur la sociologie de la guerre. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1953, n° 3.]

J. Berque. « Vérité et poésie » sur les Seksawa. [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1953.] — *Id.* Note sur l'histoire des échanges dans le Haut-Atlas occidental. [*Annales. E. S. C.*, juillet-septembre 1953.]

Dora Bierer. Renan and his interpreters', a study in french intellectual warfare. [*J. of mod. hist.*, décembre 1953.] — *F. Falc'hun.* Autour de l'orthographe bretonne. Projets d'unification. [*A. de B.*, LX, 1, 1953.] — *M. Le Pesant.* Prières superstitieuses du Pays d'Ouche. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1953.] — *Marcel Fabry.* La commune des Arvirs à travers sa toponymie. (Étude très diligente, qui porte sur les aspects géographiques les plus divers, économiques, sociaux : beaucoup de toponymes sont modernes ; la plupart sont d'origine wallonne ou romaine ; ceux qui contiennent un élément germanique décèlent une formation ou une transposition romane ; aucun ne paraît celtique.) [*Ann. d'hist. liégeoise*, n° 19, 1951.]

II. PRÉHISTOIRE ET ANTIQUITÉ

P. Huard. Gravures rupestres des confins nigero-tchadiens. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, octobre 1953.] — *H. Bessac.* Contribution à l'inventaire préhistorique du Sahara occidental. [*Ibid.*] — *B. Holas et R. Mauny.* Nouvelles fouilles à l'abri sous roche de Blandè (Guinée). [*Ibid.*] — *M. Mercier.* Les idoles de Ghadamès. [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1953.] — *P. Huard.* Gravures et peintures rupestres du Borkou. [*Bull. Inst. Ét. centrafricaines*, 1953, n° 6.]

R. Flacelière. Un organisme international dans la Grèce antique : l'amphictyonie pylaéo-delphique. [*Inf. hist.*, septembre-octobre 1953.] — *Erich Vägelin.* The world of Homer. [*R. of politics*, octobre 1953.] — *Filippo Cassola.* I poemi omerici e la storia greca. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1953.] — *A. H. M. Jones.* The Athenian Democracy and its critics. [*Camb. Hist. J.*, XI, 1, 1953.] — Chanoine *A. Rome.* La vitesse de parole des orateurs attiques (*corrigenda*). [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1953, 3.] — *Friedrich Focke.* Pallas Athene. [*Saeculum*, 1953, Heft 4.] — *Mario Montuori.* La filosofia socratica e il problema delle fonti. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1953.] — *B. Wiśniewski.* Protagoras et Héraclite. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1953, n°s 2-3.] — *Jules Labarthe.* L'âge correspondant au sacrifice du *ξίστητος* et les données historiques du sixième discours d'Isée. [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1953, 6.]

Albert Wucher. Mommsens unvollendete römische Geschichte. [*Saeculum*, 1953, Heft 4.] — *Enst Meyer.* Neuere Erkenntnisse und Forschungen auf dem Gebiete des römischen Staatsrechts. [*Welt als Gesch.*, 1953, n° 3.] — *F. de Visscher.* Note sur quelques graffites d'Alba Fucens. [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1953, 3.] — *W. Seston.* Les chevaliers romains et le « Iustitium » de Germanicus. (Prend, en analysant les cérémonies, le problème du *iustitium*, ces « funérailles antiques » et en indique l'origine aux derniers temps de la République.) [*R. hist. de droit fr. et étr.*, 1952, n° 2.] — *A. R. Burn.* Hic breve vivitur. (Intéressant essai pour préciser l'espérance de vie dans l'Empire romain.) [*Past and present*, novembre 1953.] — *P. de Jonge.* De aanvarnding van het Principaat door Livius en Vergilius. [*Ts. v. Gdnis*, 1953, 1.] — *Yvan Debbasch.* « Colonia Julia Carthago ». (La vie et les institutions municipales de la Carthage romaine. Relevée par César, Carthage connaît encore un « âge d'or » au II^e siècle.) [*R. histor. de droit fr. et étr.*, 1953, n°s 1 et 3.] — *Ch. Saumagne.* Volubilis, municipe latin. (L'érection de Volubilis en municipe marquait une étape de « la diffusion du droit public romain dans les diverses provinces de l'*orbis romanus* » (Toutain.) [*Ibid.*, 1952, n° 3.] — *J. Allais.* Djemila. Le quartier à l'est du forum des Sévères. [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1953.] — *J. Lambert.*

Les « Tablettes Albertini ». [*Ibid.*] — *Scarlat Lambrino*. Les inscriptions de São Miguel d'Odrinhaes. (Une nombreuse population celtique, entre l'embouchure du Tage et la côte, a conservé à l'époque romaine ses anciennes traditions.) [*B. des Ét. port.*, 1952.] — *M. Labrousse*. Monnaies gauloises « à la roue » trouvées près de Labruguière (Tarn). [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — *J.-B. Colbert de Beaulieu*. Une énigme de la numismatique armoricaine : les monnaies celtiques des Vénètes. Preuve de leur existence jusqu'ici inconnue. [*Mém. Soc. hist. arch. Bret.*, XXXIII, 1953.]

III. MOYEN AGE

Karl Ferdinand Werner. Hauptströmungen der neueren französischen Mittelalterforschung. [*Welt als Gesch.*, 1953, n° 3.] — *G. C. Homans*. The rural sociology of medieval England. [*Past and present*, novembre 1953.]

R. Rey. Un grand bâtisseur au temps du roi Dagobert : saint Didier, évêque de Cahors. [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — *Marcel Garaud*. La construction des châteaux et les destinées de la « vicaria » et du « vicarius » carolingiens en Poitou. (La transformation administrative qui suivit la ruine de l'organisation carolingienne.) [*R. histor. de droit fr. et étr.*, 1953, n° 1.] — *Walter Ullmann*. The Origins of the Ottonianum. [*Camb. Hist. J.*, XI, 1, 1953.] — *Michel Eude*. La découverte de l'Amérique par les Vikings. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1953.]

Giorgio Falco. Su un' epigrafe pavese del secolo VIII. (Publ. Muratori, dans *Antiquitates Italiae Medii Aevi*, Milan, 1741, vol. IV, p. 766.) [*Studi Medievali*, vol. 18, 1952.] — *Anselmo Lentini*, O. S. B. Note su Alberico Cassinese (x^e s.) maestro di retorica. [*Ibid.*, vol. 18, 1953.] — *Eugenio Battisti*. Architettura romanica in Viterbo. (Décrit les églises romanes construites à Viterbe du XI^e au milieu du XIII^e siècle en indiquant les influences romaines, rhénanes et bourguignonnes que l'on y peut déceler.) [*Ibid.*, vol. 18, 1952.] — *Giorgio Falco*. Simona Doria moglie di Michele Zanche (de Sassari). (Tire d'un testament des informations sur la lutte du parti sardo-génois qui lutte contre les Pisans au XIII^e siècle.) [*Ibid.*, vol. 18, 1953.] — *Roberto Sabatino Lopez*. Settecento anni fa : il ritorno all'oro nell'occidente duecentesco. II. Lo sfondo economico e politico. [*R. st. it.* 1953, fasc. 2.]

P. Bonenfant. L'origine des villes brabançonnaises et la « route » de Bruges à Cologne. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1953, nos 2-3.] — *H. van Werveke*. Les « statuts » latins et les « statuts » français de la Hanse flamande de Londres. [*Bull. Comm. r. Hist.*, CXVIII, 3.] — *J. F. Verbruggen*. De vlaamse vloot in 1304. [*Anciens pays et assemblées d'États : Ét. section belge Comm. int. hist. Ass. États*, IV.] — *G. van Acker*. De middeleeuwse schouten van Sint Pieters en Sint Baafs in het Gentse. [*Ibid.*] — *P. Feuchère*. Une châtellenie comtale inconnue : la châtellenie de Râches. (Râches : comm. du Nord, arr. et cant. de Douai.) [*Ibid.*] — *M. K. Elisabeth Gottschalk*. Het verval van Brugge als wereldmarkt. [*Ts. v. Gdnis*, 1953, 1.]

Ch. Higounet. L'occupation du sol du pays entre Tarn et Garonne au Moyen Age. [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — *Y. Dossat*. Le chroniqueur Guillaume de Puy-laurens était-il chapelain de Raymond VII ou notaire de l'inquisition toulousaine. [*Ibid.*] — *E. Delaruelle*. Les papes, les Dominicains et la Faculté de théologie de Toulouse aux XIII^e et XIV^e siècles. [*Ibid.*] — *Roger Grand*. Quelques survivances régionales d'une communauté de famille ou de clan dans la pratique coutumière (XI^e-XIV^e siècle), surtout en France et en Suisse romande. (Analyse serrée d'usages anciens que l'auteur, avec beaucoup de prudence, se montre enclin à rattacher à

des traditions antéhistoriques, peut-être celtes.) [*R. histor. de droit fr. et étr.*, 1952, n° 2.] — *B. Jacqueline*. Saint Bernard et le droit romain. (Saint Bernard ne fut peut-être pas « étranger aux rapports qui ont pu exister entre le renouveau juridique de Bologne et de Pise et le mouvement théologique de l'école de Laon ».) [*Ibid.*] — *Noël Didier*. Henri de Suse, évêque de Sisteron (1244-1250). (Étude neuve du bref épiscopat du canoniste qui devint le cardinal Hostiensis.) [*Ibid.*, 1953, n° 2 et 3.] — *Henri Enjalbert*. Comment naissent les grands crus : Bordeaux, Porto, Cognac (I). [*Annales. E. S. C.*, juillet-septembre 1953.] — *Y. Renouard*. La capacité du tonneau bordelais au Moyen Age. [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — *Ph. Wolff*. Les bouchers de Toulouse du XII^e au XV^e siècle. [*Ibid.*]

C. A. F. Meeking. Martin Pateshull and William Raleigh. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1953.] — *J. E. A. Jolliffe*. The Camera Regis under Henry II. Part II. [*E. H. R.*, juillet 1953.] — *J. Conway Davies*. Common Law Writs and Returns : Richard I to Richard II. Pt. I. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1953.] — *J. G. Edwards*. Some Common Petitions in Richard II's first parliament. [*Ibid.*]

P. de Vooght. Jean de Pomuk. [*R. H. E.*, 1953, n° 3-4.] — *W. van Eeden*. Mevrouw A. S. C. Antal-Opzoomer en haar helden. (Erik XIV de Suède dans la littérature néerlandaise.) [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 3-4.] — *Id.* Nogmals Kalmar 1397. [*Ibid.*]

E. Lambert. La tradition wisigothe en Occident et dans l'art omeyyade d'Espagne, [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — *J.-M. Labarra*. A propos de la colonisation « franca » en Navarre et en Aragon. [*Ibid.*] — *Roger Le Tourneau*. La révolte d'Abû-Yazîd au X^e siècle. [*Cahiers de Tunisie*, 1953, 2^e trim.] — *Hadi-Roger Idris*. Essai sur la diffusion de l'as'arisme en Ifriqiya. [*Ibid.*] — *François Viré*. A propos de Tervegan idole des Sarrazins. [*Ibid.*] — *H.-R. Idris*. A propos d'un extrait du « Kitâb al Mihâd » d'Al-Mâzarî al-'Iskandarânî. [*Ibid.*] — *P. David*. La première campagne d'Abou Yousof al Mansour contre Silves (1190). (Publication d'un poème composé à Compostelle pour célébrer la victoire des chrétiens.) [*B. des Ét. port.*, 1952.]

P. Charanis. On the Slavic settlement in the Peloponnesus. (Critique des études récentes sur le problème des invasions et de l'établissement des Slaves et des Onogurs Bulgares dans le Péloponèse et particulièrement à Corinthe aux VI^e-VII^e siècles.) [*Byz. Zeits.*, 46, 1953.] — *A. Maricq*. Note sur les Slaves dans le Péloponèse et en Bithynie et sur l'emploi de « slave » comme appellatif. [*Byzantion*, 22, 1952.] — *G. Sp. Radojičić*. La date de la conversion des Serbes. (Entre les années 867 et 874.) [*Ibid.*] — *A. Soloviev*. Autour des Bogomiles. (I, le berceau du bogomilisme ; II, l'antipape cathare.) [*Ibid.*] — *R. Guiland*. Vénalité et favoritisme à Byzance. [*Rev. des Ét. byz.*, X, 1952.] — *M. Canard*. Le cérémonial fatimite et le cérémonial byzantin, essai de comparaison. (Beaucoup de traits communs, dus en partie à une origine orientale commune remontant à la cour sassanide.) [*Byzantion*, 21, 1951.] — *R. Guiland*. Études sur l'histoire administrative de l'empire byzantin : le stratopédarque et le grand stratopédarque. [*Byz. Zeits.*, 46, 1953.] — *E. Eickhoff*. Byzantinische Wachtflotillen in Unteritalien im 10. Jahrhundert. [*Ibid.*, 45, 1952.] — *W. Ohnsorge*. Drei deperdita der byzantinischen Kaiserkanzlei und die Frankenadressen im Zeremonienbuch des Konstantinos Porphyrogennetos. (Relations entre Byzance et l'Occident franc aux IX^e-X^e siècles ; problèmes de protocole et de titulature.) [*Ibid.*] — *V. Grumel*. Les préliminaires du schisme de Michel Cérulaire ou la question romaine avant 1054. [*Rev. des Ét. byz.*, X, 1952.] —

B. Sinogowitz. Über das byzantinische Kaisertum nach dem vierten Kreuzzuge (1204-1205). [*Byz. Zeits.*, 45, 1952.] — *D. M. Nicol.* Ecclesiastical Relations between the Despotate of Epirus and the Kingdom of Nicaea in the years 1215 to 1230. [*Byzantion*, 22, 1952.] — *J. Prawez.* Étude de quelques problèmes agraires et sociaux d'une seigneurie croisée au XIII^e siècle. (La seigneurie de Tyr.) [*Ibid.*] — *P. Lemerle.* Une province byzantine : le Péloponèse. [*Ibid.*, 21, 1951.] — *G. Ostrogorski.* Étienne Dušan et la noblesse serbe dans la lutte contre Byzance. [*Ibid.*, 22, 1952.] — *F. Thiriet.* Les Vénitiens à Thessalonique dans la première moitié du XIV^e siècle. [*Ibid.*] — *V. Laurent.* La profession de foi de Manuel Tarchaniotès Boulotès au Concile de Florence. (Texte grec, daté du 3 juin 1438, traduction et commentaire.) [*Rev. des Ét. byz.*, X, 1952.] — *Gerard Walter.* La double mort de Byzance (1204-1453). [*R. de P.*, juillet 1953.]

Régine Pernoud. Jeanne d'Arc réhabilitée. [*Ibid.*, décembre 1953.] — *Pierre Geoffroy.* Commerce et marchands à Dijon au XV^e siècle. [*A. de B.*, juillet-septembre 1953.] — *J. Calmette.* L'iconographie toulousaine de Louis XI [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — *G. Beauchesne.* Notes sur les documents du XV^e siècle provenant de la Chambre des comptes de Bretagne. (Découverts dans des reliures.) [*Mém. Soc. hist. arch. de Bret.*, XXXIII, 1953.] — *Henri Touchard.* Les Archives anglaises et l'histoire du commerce breton à la fin du Moyen Age. (Difficulté d'interprétation et de comparaison des textes.) [*Ibid.*]

J. Vicens. La politique européenne du royaume d'Aragon-Catalogne sous Jean II (1458-1479). [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — *Virginia Rau and B. W. Diffie.* Alleged fifteenth-century Portuguese joint-stock companies and the articles of Dr. Fitzler. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1953.] — *Ch.-M. de Witte.* Les bulles pontificales et l'expansion portugaise au XV^e siècle. [*R. H. E.*, 1953, n^{os} 3-4.] — *Vitorino Magalhães Godinho.* Les grandes découvertes. (L'auteur rejette un grand nombre de légendes et d'erreurs inspirées souvent par le chauvinisme et conservées par une « histoire exclusivement biographique » et peu soucieuse de critiquer les sources. Il note l'importance des tentatives génoises et catalanes d'expansion sur l'Océan entre 1290 et 1350, mais aussi celle de la grande activité maritime de côte occidentale de la péninsule ibérique. Il explique ensuite la grande expansion portugaise du XV^e siècle, sous son double aspect, conquêtes et découvertes suivies de rapports pacifiques.) [*B. des Ét. port.*, 1952.] — *E. Joyce Chaplin.* A study of the test, sources and influence of the « Cronica de Enrique Octavo ». [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1953.]

Jean Lejeune. Jean d'Outremeuse, le quatrième livre du « Myreur des histours » et la « Chronique en bref ». (Étude sur les sources et les lacunes de cet auteur d'une importance capitale pour l'histoire du Liège médiéval, et comparaison avec d'autres chroniqueurs, en particulier Hocsem.) [*Ann. d'hist. liégeoise*, n^o 19, 1951.] — *Paul Aebischer.* « Halt sunt li puis e li port tenebrus ». (Apporte avec l'emploi des mots pui et port dans la Chanson de Roland un nouvel argument à la thèse de l'origine méridionale des chansons de geste.) [*Studi Medievali*, vol. 18, 1952.] — *Leo Spitzer.* The text and the Artistic value of the Ritmo Cassinese. (Considère le texte de ce poème comme complet et celui-ci comme le premier poème parfait de la littérature italienne.) [*Ibid.*] — *Domenico De Robertis.* Cino e Cavalcanti o le due rirè della poesia. (Oppose à la poésie plus immédiate de Ovido Cavalcanti celle plus élaborée et d'une langue mieux équilibrée de Cino da Pistoia.) [*Ibid.*] — *Giuseppe Vecchi.* Osservazioni ritmico-meliche sull'Alba bilingue del Cod. Vati-

cano Regina 1462. (Elle a été écrite à Fleury-sur-Loire au XI^e siècle selon un schéma comparable à ceux des « zagial » arabes, que les clunisiens ont connu en Espagne.) [*Ibid.*, vol. 18, 1953.] — Jean Richard. Pour la connaissance d'un type social. Un « jongleur » bourguignon du XII^e siècle. [*A. de B.*, juillet-septembre 1953.] — R. Lejeune. Le roman de Jaufré, source de Chrétien de Troyes? [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1953, n^{os} 2-3.]

IV. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

Roland Mousnier. La Renaissance. [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1953.] — Alberto Tenenti. En Italie : spéculations sur la Renaissance. [*Annales. E. S. C.*, juillet-septembre 1953.] — Rosario Romeo. Le scoperte americane nella coscienza italiana del Cinquecento. [*R. st. it.*, 1953, fasc. 2.] — Roland Mousnier. Le trafic des offices à Venise. (Étude locale, du XVI^e au XVIII^e siècle, d'un phénomène dont l'influence « a été immense sur le fonctionnement des institutions et sur toute la vie économique, sociale et politique ».) [*R. histor. de droit fr. et étr.*, 1952, n^o 4.] — Carl J. Burckhardt. Érasme. [*R. de P.*, septembre 1953.] — Vittorio De Caprariis. Il Panegyricus di Erasmo a Filippo di Borgogna. [*R. st. it.*, 1953, fasc. 2.] — J. Verissimo Serrão. Le Jurisconsulte Antoine de Gouveia à l'Université de Valence en Dauphiné (1554-1555). [*B. des Ét. port.*, 1952.] — L. W. Henry. The Earl of Essex as Strategist and Military Organizer, 1596-1597. [*E. H. R.*, juillet 1953.] — W. G. Hoskins. The rebuilding of rural England, 1570-1640. [*Past and present*, novembre 1953.] — Paul Jeulin. Actes d'affrètements de navires de la « Contratación » entre Bilbao et Nantes, XVI^e et XVII^e siècles. (Documents originaux.) [*Mém. Soc. hist. arch. de Bret.*, XXXIII, 1953.]

Émile Szelechter. La monnaie en France au XVI^e siècle. Droit public, droit privé. (Article technique sur les différents types de monnaie, leurs variations et leur incidence, en particulier, sur l'exécution des contrats.) [*R. histor. de droit fr. et étr.*, 1951, n^o 4 ; 1952, n^o 1.] — Henri Hours. Le « Conseil d'État » à Lyon pendant la Ligue. (Contribution à l'étude des gouverneurs de provinces. Le Conseil fonctionna quinze ans auprès du gouverneur, avant l'institution de l'intendant, qui, lui, eut des « bureaux ».) [*Ibid.*, 1952, n^o 3.] — François Lesure. La communauté des « Joueurs d'instrument » au XVI^e siècle. (Organisation administrative et sociale d'une corporation pendant sa période la plus brillante.) [*Ibid.*, 1953, n^o 1.] — M. Delafosse. Marins et marchands bretons à La Rochelle aux XV^e et XVI^e siècles. Complément à l'ouvrage récent de l'auteur et de Trocmé sur le Commerce rochelais. [*Mém. Soc. hist. arch. Bret.*, XXXIII, 1953.] — A. Fontaine. Conflits à propos de la taille entre bourgeois de Caen et habitants de la campagne aux XVI^e et XVII^e siècles. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1953.] — Charles Samaran. Henri IV intime. [*R. des D. M.*, 1^{er} septembre 1953.] — Raymond Isay. Henri IV et l'esprit français. [*Ibid.*, 15 juillet-1^{er} août 1953.] — H.-Fr. Buffet. Le départ des Espagnols de Blavet en 1598 et l'embarquement de Champlain pour Cadix. [*Mém. Soc. hist. arch. Bret.*, XXXIII, 1953.] — H. Drouot. Les conseils provinciaux de la Sainte-Union (1589-1595). [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — Gustave Lancot. Cartier au Canada en 1524. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1953.] — André Surprenant. Le Père Pierre-Joseph-Marie Chaumonot, missionnaire de la Huronie (3^e partie). (Début du XVII^e siècle.) [*Ibid.*]

W. Brulez. De opstand van het Industriegebied in 1566. [*Anciens Pays et Assem-*

blées d'États : *Ét. section belge Comm. int. hist. Ass. États*, IV.] — F. Lemaire et A. L. E. Verheyden. Une enquête sur le protestantisme au duché de Limbourg en 1569. [*Bull. Comm. R. Hist.*, CXVIII, 2.] — F. Verbruggen. Un projet d'ordonnance comtale sur la conduite de la guerre pendant le soulèvement de la Flandre maritime. [*Ibid.*] — C. Verlinden. Twee documenten over prijzen en lonen voor Vlaanderen en Gent (1588). [*Anciens Pays et Assemblées d'États : Ét. section belge Comm. int. hist. Ass. États*, IV.] — W. Brulez. L'élection de Louis de Berlaumont comme archevêque de Cambrai en 1570. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1953, n° 2-3.]

R. W. K. Hinton. Government and Liberty under James I. [*Camb. Hist. J.*, XI, 1, 1953.] — Alfred Fichelle. L'aspect social du mouvement hussite, d'après les derniers travaux des historiens tchéco-slovaques. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1953, n° 3.]

J. Chadelat. La rédaction de l'ordonnance de la marine d'août 1681. [*R. marit.*, novembre 1953.] — Louis Chaume (d'après les notes de). Une école de village (xvii^e-xix^e siècle). [*A. de B.*, juillet-septembre 1953.] — J.-P. Barry. Au sujet des compoix à clausades. (Dans le Vauvage au xvii^e siècle.) [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1953, n° 3.] — G. Lepointe. La Chambre ecclésiastique de Strasbourg. (Créée en 1695 sur l'initiative de l'évêque, elle eut essentiellement à s'occuper du don gratuit, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.) [*R. histor. de droit fr. et étr.*, 1951, n° 4.] — Raymond Jégaden. La communauté des notaires au Châtelet de Paris au xvii^e siècle. (Étude d'une corporation d'officiers créée par la royauté et restée entre ses mains.) [*Ibid.*, 1951, n° 3; 1952, n° 3.] — R. Sancier. Le voyage de Charles Colbert en Bretagne en 1665. (Analyse et extraits de son rapport.) [*Nouv. rev. Bret.*, 1953, n° 1, 2 et 4.] — Pierre Timbal. Le droit d'asile pendant la guerre de Succession d'Espagne. (Persistance tardive en Espagne du droit d'asile dans les églises et monastères; résistance du peuple et du bas-clergé pour le maintenir; prudence du haut-clergé; apparition d'un compromis.) [*Rev. histor. de droit fr. et étr.*, 1952, n° 2.]

Joseph Stekke. Les capitations paroissiales de la ville et du pays de Liège aux xvii^e et xviii^e siècles. (Inventaire sommaire d'archives et table alphabétique de noms de localités et de paroisses.) [*Ann. d'histoire liégeoise*, 1951.] — Maurice Yans. Contribution à l'histoire du droit matrimonial liégeois. 1 : Note sur la répression des mariages clandestins à Maastricht aux xvii^e et xviii^e siècles. 2 : La querelle des bans à Liège au xviii^e siècle. (La première étude se réfère surtout à des conflits de juridiction entre le prince de Liège, resté évêque de Maastricht, et les États-Généraux, maîtres du territoire à partir de 1632. La seconde concerne surtout les prétentions contraires des vicaires généraux et des archidiacres en matière de dispense et remise de ban.) [*Ibid.*, 1950.] — H. Kroeskamp. Du Quesne's poging tot Hugenotenkolonisatie en de reis van leguat (1689-1697). (Concerner une tentative d'établissement de Protestants français aux Mascareignes, sous la conduite d'un fils d'Abraham Du Quesne.) [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 3-4.] — W. Deonna. « La politique » par P. P. Rubens. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1953, n° 2-3.] — A. Hallemma. Vlaardingen en Dordrecht als oudste Nederlandse galeien-depôts. (Concerner le bagne néerlandais vers 1600.) [*To. v. Gdnis*, 1951, 1.] — F. Ketner. John Bellers, econoom en maatschappelijk hervormer (1654-1725). [*Ibid.*] — J. Hovy. Een biographie over Johann Joachim Becher. (A propos du livre de Herbert Hassinger, *Johann Joachim Becher, 1635-1682*, Vienne, 1951.) [*Ibid.*, 1952, 3-4.]

P.-L. Pelet. Une fondation de ville au xvii^e siècle : Henripolis. (En 1625, le duc de Longueville crut pouvoir fonder de toutes pièces une ville nouvelle à proximité de Neuchâtel, en concurrence avec cette ville, sur la rive nord-est du lac. L'échec

fut certain presque aussitôt.) [*R. histor. de droit fr. et étr.*, 1951, n° 3.] — *J. Pignon*. La mort de Sanson Napollon, 10-11 mai 1663. (Chargé de mission en Barbarie et gouverneur du Bastion de France.) [*Cahiers de Tunisie*, 1953, 2^e trim.]

G. Felloni. Finanze e prezzi in un comune Trentino alla metà del Seicento. [*Nuov. riv. st.*, mai-août 1953.] — *Bruno Caizzi*. Piccoli e grandi investimenti di una famiglia comasca nel xvi e nel xvii secolo. [*Ibid.*] — *Elio Aplh*. Due conservatori francesi critici della storiografia illuminata. [*Ibid.*] — *Robert Kanteres*. Louis-Claude de Saint-Martin. [*R. de P.*, juillet 1953.] — *P. Ligou*. Un règlement de manufacture à la fin du xviii^e siècle. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1953, n° 3.] — *A. Rostand*. Le port de Dielette au xviii^e siècle. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1953.] — *V. Barol*. Dans la marine de l'Ancien Régime : les Rouges et les Bleus. [*Inf. hist.*, septembre-octobre 1953.] — *J. Vidalenc*. La querelle des Parlements, vue d'Aix-en-Provence. [*Provence hist.*, juillet-octobre 1953.] — *J.-J. Letrait*. Les ressources agricoles de la viguerie de Draguignan au xviii^e siècle. [*Ibid.*] — *Abbé de Veri*. Journal des années 1783-1785. (Introduction du duc de Castries.) [*R. de P.*, novembre 1953.] — *A. Outrey*. Sur la notion d'archives, en France, à la fin du xviii^e siècle. (D'abord essentiellement considérées comme contenant des titres d'intérêt juridique, les archives présentaient déjà pour beaucoup, au début de la Révolution, leur caractère historique contemporain.) [*R. histor. de droit fr. et étr.*, 1953, n° 2.]

Paul Leuilliot. « Houillerie » liégeoise et métallurgie namuroise. [*Annales. E. S. C.*, juillet-septembre 1953.] — *E. Lambert*. La signification économique des différends territoriaux entre Liège et les Pays-Bas à la fin du xvii^e siècle. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1953, n°s 2-3.] — *André Maurois*. Boswell en Hollande (1763-1764). [*R. de P.*, juillet 1953.] — *Mrs. A. C. Carter*. Dutch foreign Investment 1738-1800 in the light of the Amsterdam « Collateral succession » inventories. (En anglais.) [*Ts. v. Gdnis*, 1953, 1.] — *François Charles-Roux*. L'Échelle d'Égypte (III) (fin du xviii^e siècle). [*R. de la Médit.*, septembre-octobre et novembre-décembre 1953.]

Marcel Trudel. Le comportement du clergé pendant les opérations militaires de la conquête. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1953.] — *Claude de Bonnault*. Le Canada et la conclusion du pacte de famille de 1761. [*Ibid.*] — *W. S. Sachs*. Agricultural Conditions in the Northern Colonies before the Revolution. [*J. of Econ. Hist.*, été 1953.] — *Norman Jacobson*. The anti-nationalist heritage in America : political realism and the age of reason. [*R. of politics*, octobre 1953.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX^e SIÈCLE

R.-C. Cobb. L'armée révolutionnaire du Havre-Marat et dans le district de Montivilliers. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1953.] — *M. Lacoste*. Le partage des communaux sur le territoire du département de la Meurthe avant la loi du 10 juin 1793 (suite). [*A. de l'Est*, 1953, n° 3.] — *Arnaud de Lestapiès*. Les gentils-hommes charretiers. (Il s'agit de la compagnie de « charrois » Winter, dirigée par Beaune, et chargée par Pache en janvier 1793 de former un train d'artillerie ; les sabotages organisés par cette entreprise expliquent divers échecs et incidents du début de la guerre de Vendée.) [*R. des D. M.*, 1^{er} septembre 1953.] — *Georges Colas*. Dans les prisons de la Terreur. (La famille de Chateaubriand à Paris, les Malesherbes et Rosambo.) [*A. de B.*, LX, 1, 1953.] — *Jean de Bonneval*. Le séjour de Louis-Philippe à La Havane (mars 1798-mai 1799). [*M. de Fr.*, septembre 1953.]

J. Fourcassié et J. Godechot. Le retour de Villèle de la Réunion à Bordeaux via New-York (14 mars-22 août 1807). [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — *Daniel Bernard et Pierre Le Roux.* Une enquête ministérielle sur les dialectes bretons sous le Premier Empire. Un texte dialectal de Haute-Cornouaille de 1811. [*A. de B.*, LX, 1, 1953.] — *Y. Deler.* L'enseignement public et privé sous le Premier Empire : l'exemple du département de la Gironde. [*Inf. hist.*, septembre-octobre 1953.] — *Louis Brun de Villeret.* De Friedland à Lisbonne (1805-1809). (Souvenirs d'un général qui fut l'homme de confiance de Soult.) [*R. de P.*, septembre 1953.] — *M^{me} de Staël.* Lettres inédites (1813-1814). (Adressées à la reine de Suède après le séjour que M^{me} de Staël avait fait à Stockholm en 1812-1813.) [*M. de Fr.*, septembre 1953.] — *Adrienne Koch.* Power and morals and the founding fathers : Jefferson. [*R. of politics*, octobre 1953.]

Jean Bourdon. Institutions et doctrines politiques en France depuis 1789. (Comptes rendus critiques.) [*R. de S.*, janvier-juin 1953.] — *Gustav Fochler-Hauke.* Das Zeitalter der Verstädterung in den ausseneuropäischen Erdteilen. [*Saeculum*, 1953, Heft 4.] — *André Nicolle.* The problems of reparations after the Hundred Days. [*J. of mod. hist.*, décembre 1953.] — *R. Sancier.* L'enseignement primaire en Bretagne de 1815 à 1850 (suite et fin). [*Mém. Soc. hist. arch. Bret.*, XXXIII, 1953.] — *R. Limouzin-Lamothe.* Le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, et les ordonnances de Martignac. [*A. du Midi*, 1953, fasc. 3.] — *Alfred Silbert.* Chartisme et septembrisme. La vie politique à Porto de 1836 à 1839 d'après les consuls français. (La Révolution de septembre 1836 est la victoire, peu durable, d'éléments libéraux plus soucieux que les chartistes, ou partisans de la Charte de 1826, de la mise en valeur du pays. Les élections de 1840 mettent fin à leur domination.) [*B. des Ét. port.*, 1952.] — *M. Emerit.* Le massacre de la rue Transnonain. [*Inf. hist.*, septembre-octobre 1953.] — *Henri Malet.* Paris avant Haussmann. [*R. des D. M.*, 1^{er} août 1953.] — *M. Emerit.* La lutte entre les généraux et les prêtres aux débuts de l'Algérie française. [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1953.] — *Colonel Reyniers.* Treize lettres du maréchal Bugeaud au colonel Rivet. [*Ibid.*] — *P. Boyer.* La création des Bureaux arabes départementaux. [*Ibid.*]

Thomas N. Brown. Nationalism and the Irish peasant, 1800-1848. [*R. of politics*, octobre 1953.] — *Lucy Brown.* The Board of Trade and the Tariff Problem, 1840-1842. [*E. H. R.*, juillet 1953.] — *G. Kitson Clark.* Hunger and politics in 1842. [*J. of mod. hist.*, décembre 1953.] — *H. S. Ferns.* Britain's informal empire in Argentina, 1806-1914. [*Past and present*, novembre 1953.] — *W. K. Hancock.* Agenda for the Study of British Imperial Economy, 1850-1950. [*J. of Econ. Hist.*, été 1953.] — *R. Harrison.* The land and labour league. Some new light on working-class politics in the Eighteen Seventies. [*Bull. of the Int. Inst. of social hist.*, 1953, n° 3.]

Frère Marcel-Joseph. Les Canadiens veulent conserver le régime seigneurial (suite). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1953.] — *D. McCord Wright.* Langdon Cheves and Nicholas Biddle : New data for a New interpretation. (Concerne la deuxième Banque des États-Unis en 1815-1822.) [*J. of Econ. Hist.*, été 1953.] — *Franklin D. Scott.* Swedish trade with America in 1820 : a letter of advice from Baron Axel Klinkowström. [*J. of mod. hist.*, décembre 1953.] — *Claude Aragonnés.* Abraham Lincoln. (Sa vie jusqu'à son élection.) [*R. des D. M.*, 15 septembre 1953.] — *Morrell Head.* Business Attitude towards European Immigration, 1880-1900. [*J. of Econ. Hist.*, été 1953.]

H. Gollwitzer. Die erste Karlistenkrieg und das Problem der internationalen Parteigangerschaft. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 176, Heft 3, décembre 1953.]

Benedetto Gioia Macchiario. Saggi nella rivoluzione di febbraio : Alfonso de Lamartine e la nascita della repubblica. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1953.] — Guidi Porzio. La guerra regia in Italia nel 1848-1849. [*Ibid.*]

Claude Lévy. A propos du coup d'État de 1851 dans l'Yonne. [*A. de B.*, juillet-septembre 1953.] — Robert Latouche. Image de Nice à la veille de l'annexion (1850-1860). [*A. du Centre univ. médit.*, 1952-1953.] — Raoul Busquet. Les sources des *Mystères de Marseille*. (Publié par Zola en 1867 dans le *Messager de Provence*.) [*Provence hist.*, juillet-octobre 1953.] — R. Warnier. La gazette française du Portugal (1884-1885). [*B. des Ét. port.*, 1952.] — Capitaine de corvette P. Cousot. Le rôle de la marine dans l'installation de la France en Nouvelle-Calédonie. [*R. marit.*, janvier 1954.] — Yves Person. La Nouvelle-Calédonie et l'Europe, de la découverte à la fondation de Nouméa (1774-1854). [*R. d'hist. des col.*, 1953, 1^{er} trim.] — Patrick O'Reilly. Paul Feillet, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie (1894-1902). [*Ibid.*] — L.-J. Bouge. Théophile Conneau, alias Théodore Canot, négrier en Afrique, fonctionnaire en Nouvelle-Calédonie (1804-1860). [*Ibid.*]

E. Kessel. Gastein. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 176, Heft 3, décembre 1953.] — Commandant E. Even. Un exemple de communauté de défense à l'armée fédérale de l'Allemagne du Nord, 1866-1871. [*R. de Déf. nat.*, octobre 1953.] — Charles Schmidt. Guillaume II et l'Europe. (Entre 1890 et 1897.) [*R. de P.*, août 1953.] — J. D. Hargreaves. Entente manquée : Anglo-French Relations, 1895-1896. [*Camb. Hist. J.*, XI, 1, 1953.] — G. S. Papadopoulos. Lord Salisbury and the projected Anglo-German alliance of 1898. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1953.]

Kung Ch'uan Hsiao. Rural control in Nineteenth Century China. (Critique le schéma traditionnel de l'indépendance des communautés villageoises. Montre le contrôle politique, économique et idéologique exercé par le gouvernement impérial sur les villages.) [*Far East. Quarterly*, février 1953.] — Robert Schwantz. Christianity versus science : a conflict of Ideas in Meiji Japan. [*Ibid.*] — John K. Fairbank. The Mandchu-Chinese Dyarchy in the 1840's and 1850's. [*Ibid.*, mai 1953.]

VI. L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

E. van Ralte. Politieke organisatie in West-Europa in de laatste halve eeuw. [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 3-4.] — Z. R. Dittich. De voorgeschiedenis van de tweede wereldoorlog in het licht der Duitse bronnen. [*Ibid.*] — Werner Conze. Strukturkrise des östlichen Mitteleuropas vor und nach 1919. [*Vierteljahr. für Zeitgesch.*, octobre 1953.] — C. T. de Jong. De Nederlandse neutraliteit tijdens de eerste Wereldoorlog. [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 3-4.]

G. B. Gifuni, un passo inedito delle « Memorie politiche » di Antonio Salandra. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1953.] — Albert Sarraut. Mon ambassade en Turquie (1925). (Souvenirs amusants et pittoresques.) [*R. des D. M.*, 15 juillet 1953.] — M. Toscano. Report of the Italian ambassador in Berlin to Count Ciano, 18 march 1939. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1953.]

André Guilcher. Une cause essentiel du déclin de la pêche à l'île de Sein. [*A. de Br.*, LX, 1, 1953.] — André Meynier. Remarques sur la composition de la population rennais. (D'après le dénombrement de 1946.) [*Ibid.*]

Jean Valarché. Les rapports du stalinisme et du marxisme. [*R. d'hist. écon. et*

soc., 1953, n° 3.] — *Werner Markert*. Von der Oktoberrevolution zur « Revolution von oben ». [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1954.] — *Ernst Otto Maetke*. Die Parteisprache in der Sowjetzone. [*Ibid.*, octobre 1953.] — *Boris Meissner*. Die kommunistische Machtübernahme in den baltischen Staaten. [*Ibid.*, janvier 1954.]

John R. Hubbard. How Franco financed his war. [*J. of mod. hist.*, décembre 1953.]

Général *Ely*. La leçon qu'il faut tirer des opérations de 1940. [*R. de Déf. nat.*, décembre 1953.] — Colonel *Philibert*. La France et la logistique interalliée pendant la deuxième guerre mondiale. [*Ibid.*, octobre 1953.] — Capitaine de corvette *P. Delahousse*. La sortie de la flotte allemande des 4-9 juin 1940 dans les eaux norvégiennes et ses résultats. [*R. marit.*, novembre 1953.]

Paul Heinsius. Das Aktenmaterial der deutschen Kriegsmarine. [*Welt als Gesch.*, 1953, n° 3.] — *Georg Stadtmüller*. Zur Geschichte der deutschen Militäropposition 1938-1945. [*Saeculum*, 1953, Heft 4.] — *Gerhard L. Weinberg*. Hitlers Entschluss zum Angriff auf Russland. [*Vierteljahr. für Zeitgesch.*, octobre 1953.] — *J. Londdale Bryans*. Das Foreign office und der deutsche Widerstand. [*Ibid.*] — *Alex Natan*. Sir Lewis Namier, Historiker mit Vorurteilen. [*Ibid.*] — Rede Himmels über den 20 Juli. [*Ibid.*] — *Karl O. Paetel*. Die SS. Ein Beitrag zur Soziologie des Nationalsozialismus. [*Ibid.*, janvier 1954.] — *Gothold Rhode*. Aussenminister Josef Beck und Staatssekretär Graf Szembek. [*Ibid.*]

P. Tedeschi. Un nouvel État : le royaume de Libye. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, avril-juin 1953.] — Commandant *Renaud et A. Akindélé*. La collectivité actuelle chez les Goun du royaume de Porto-Novo. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, octobre 1953.] — *Jean Malaure*. Touaregs et noirs au Hoggar : aspects de la situation actuelle. [*Annales. E. S. C.*, juillet-septembre 1953.] — *Eric A. Walker*. The Franchise in Southern Africa. [*Camb. Hist. J.*, XI, 1, 1953.]

Tatsuro et Sumiko Yamamoto. The anti-christian movement in China (1922-1927). [*Far East. Quarterly*, février 1953.] — *Harold D. Lasswell*. Religion and modernization in the Far East : a commentary. [*Ibid.*] — *John F. Cady*. Religion and politics in modern Burma. [*Ibid.*] — *T. A. Bisson*. The economic purge in Japan. (Étude de la politique du S. C. A. P. à l'égard des zaibatsu depuis 1945.) [*Ibid.*, mai 1953.] — *Roger Lévy*. Situations en Extrême-Orient (1931-1953). [*Pol. étr.*, novembre 1953.] — Général *Valluy*. Étude sur le théâtre d'opérations d'Extrême-Orient. [*R. de Déf. nat.*, octobre 1953.] — Capitaine *Viannay*. Le Tonkin réservoir humain de l'armée vietnamienne. [*Ibid.*] — *Jean-Claude Fourgoux*. Le blocus de la Chine. [*Ibid.*, décembre 1953.] — Capitaine de corvette *Parfond*. Une opération interarmes dans la Plaine des Jones : l'opération Périgord. [*R. marit.*, Noël 1953.]

Ernst Fränkel. Regionalpakte und Weltfriedensordnung. Zur Völkerrechtlichen Entwicklung der Nachkriegszeit. [*Vierteljahr. für Zeitgesch.*, janvier 1954.] — *René Branellec*. France et Allemagne. [*R. de Déf. nat.*, décembre 1953.] — Général *Gérardot*. L'armée européenne et le réarmement allemand. [*Ibid.*] — *Michel Debré*. Contre l'armée européenne. [*Pol. étr.*, novembre 1953.] — Rapport du Comité d'études de l'Organisation atlantique. L'O. T. A. N. et le réarmement de l'Occident. [*Ibid.*] — *Maurice Mégret*. Regards américains sur l'O. T. A. N. [*Ibid.*] — *André Armengaud*. L'intégration économique européenne et la Communauté du charbon et de l'acier. [*Ibid.*] — *Marcel-Edmond Naegelen*. Importance de l'Afrique du Nord dans l'organisation de la défense de la France. [*Rev. de Déf. nat.*, novembre 1953.] — Général d'armée *Guillaume*. Importance stratégique de l'Afrique

du Nord. [*Ibid.*] — Vice-amiral P. Barjot. L'Afrique du Nord française, boulevard maritime de la Méditerranée occidentale. [*Ibid.*]

VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

Isidore Lévy. Le dieu Rešep en Cilicie, la Sepyra de Cicéron et Eirenopolis-Néronias. [*A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1953, 6.] — Raymond Schwab. Zoroastre prophète de l'Iran. [*M. de Fr.*, août 1953.] — E. Lamotte. Les premières missions bouddhiques en Chine. [*A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1953, 5.] — M. Delcor. Le sacerdoce, les lieux de culte, les rites et les fêtes dans les documents de Khirbet Qumrân. [*R. de l'hist. des rel.*, juillet-septembre 1953.] — B. Lembezat. Karikal Amméar, patronne de la ville de Karikal. [*Ibid.*]

Philippe André-Vincent, O. P. Retour sur la « Légende Marie-Madeleine ». [*Providence hist.*, juillet-octobre 1953.] — J. Ruysschaert. Réflexions sur les fouilles vaticanes. Le rapport officiel et la critique. Données archéologiques. [*R. H. E.*, 1953, n° 3-4.] — J. Lebon. Le sort du Consubstantiel nicéen (suite). [*Ibid.*] — Étienne Évarard. Les convictions religieuses de Jean Philopon et la date de son commentaire aux « Météorologiques ». [*A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1953, 6.] — J. Leclerc. Saint Bernard, le prophète de la Chrétienté. [*Études*, juin 1953.] — G. Dumège. Bernard de Clairvaux, « père et mère de ses moines ». [*Ibid.*] — Azel Gorla. Le indulgenze a Roma nel 1300. Un elenco finora sconosciuto. (Publie la liste qui semble complète et jusqu'ici inconnue des indulgences concédées aux visiteurs des diverses églises de Rome lors du Jubilé de 1300.) [*Studi Medievali*, vol. 18, 1952.] — H. Dessart. Les décrets du nonce Albergati pour la cathédrale de Liège. [*Bull. Comm. R. Hist.*, CXVIII, 3.] — E. van Eijl. Les censures des universités d'Alcalá et de Salamanque et la censure du pape Pie V contre Michel Baius (1565-1567). [*R. H. E.*, 1953, n° 3-4.] — L. Jadin. Lumières nouvelles sur les origines du schisme janséniste aux Pays-Bas. [*Ibid.*] — Albert Sohler (†) et Lucien Ceyssens. Correspondance de Pierre Caut sur les activités antijansénistes à Madrid (1679-1684). [*Bull. Comm. R. Hist.*, CXVIII, 1.] — M. Join-Lambert. La pratique religieuse dans le diocèse de Rouen sous Louis XIV. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1953.] — G.-G. Scholem. Le mouvement sabbataïste en Pologne (3^e et dernier article). [*R. de l'hist. des rel.*, juillet-septembre 1953.]

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

PHILIPPE SAGNAC

(1868-1954)

Philippe Sagnac est mort, à Luynes, le 24 février 1954, après cinq années de douloureuse maladie. Je l'ai assez bien connu personnellement comme professeur à la Faculté des lettres de Lille, alors que j'enseignais au lycée. S'intéressant à mes recherches, il m'autorisait à l'en entretenir. Je l'ai toujours trouvé aimable et ordinairement gai, en dépit d'une santé médiocre ; surtout, il était bon ; comme il arrive souvent en pareil cas, certains le prétendaient faible ; ils se trompaient ; Sagnac n'aliéna jamais son indépendance ; son attachement à la tradition rationaliste et libérale du XVIII^e siècle, ainsi qu'à la nation, se conserva sans faiblir.

Il naquit à Périgueux, le 1^{er} mai 1868. Son père, de vieille bourgeoisie périgourdine, homme de loi, dirigeait les Assurances générales et remplissait les fonctions de syndic des faillites près le tribunal ; sa mère était fille d'un notaire du Quercy, ils eurent un second fils, Georges, qui s'acquitt une renommée comme physicien (1869-1928).

L'aîné s'instruisit au lycée de sa ville natale, ensuite à Louis-le-Grand, puis à la Sorbonne et à l'École de droit, enfin à l'École normale ; il suivit les cours de Guiraud, de Luchaire, de Seignobos à la Sorbonne ; de Vidal de la Blache, de Bourgeois, de Brunetière à l'École ; de Boutroux et de Boissier au Collège de France. La maladie avait ralenti sa carrière ; il devint licencié en 1892, agrégé d'histoire en 1894. Néanmoins, ayant obtenu une bourse d'études, reçu docteur dès 1898, il succéda à Flammermont comme professeur d'histoire moderne et contemporaine à la Faculté de Lille en 1899 ; la première guerre mondiale le conduisit à Bordeaux, où la Faculté des lettres le conserva de 1915 à 1919, après quoi il regagna Lille. En 1923, la Sorbonne le choisit comme successeur d'Aulard dans la chaire d'histoire de la Révolution française ; chargé d'inaugurer celle d'histoire moderne à l'Université du Caire, il s'absenta de 1926 à 1929, et Mathiez assumait la suppléance. Rentré en France, Sagnac reprit son enseignement jusqu'au moment où la retraite l'atteignit en 1937.

Ce fut un érudit : la recherche préparait ses ouvrages et il en faisait connaître préalablement dans les revues une partie des résultats ; il édita des documents : des Archives nationales, il tira son *Étude statistique sur le clergé constitutionnel et le clergé réfractaire en 1791*¹, qui exerça de l'influence sur l'historiographie religieuse de l'époque révolutionnaire, et, de concert avec Pierre Caron, le volume que la Commission d'histoire économique de la Révolution consacra à l'abolition des

1. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. VIII (1906-1907).

droits féodaux et seigneuriaux¹; à Lille, il collabora avec Alexandre de Saint-Léger pour publier les cahiers de la Flandre maritime². Parallèlement, il contribua à diriger la recherche et la critique; de 1899 à 1914, il compta parmi les inspireurs de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, dont le souvenir demeure vivant chez les hommes de ma génération; il y inséra nombre d'articles, dont quelques-uns de méthode³ ou de bibliographie⁴; sans doute pourrions-nous ajouter le dernier ouvrage qu'il rédigea, malgré ses souffrances, sur *Les maîtres de l'histoire des sociétés en France et en Belgique aux XIX^e et XX^e siècles*, si un éditeur avait daigné l'accueillir. D'autre part, il fonda, en 1932, le Centre d'études de la Révolution française à la Sorbonne et un Institut international de la Révolution française qui, dans son intention, pouvaient devenir des instruments d'orientation et d'organisation pour la recherche. Enfin, il prenait part aux travaux de la Société d'histoire de la Révolution française; quand, en 1935, celle-ci prononça sa dissolution, après l'assassinat de son président Louis Barthou, Sagnac se chargea d'en continuer la revue; il s'associait également à l'activité de la Société d'histoire moderne, dont il devint l'un des présidents d'honneur, de la Commission d'histoire économique de la Révolution, de la Société de la révolution de 1848.

Quelques services que Sagnac ait rendus à l'érudition, il reste que ses investigations furent principalement inspirées par le souci de nourrir des œuvres d'histoire. Il s'intéressa beaucoup au règne de Louis XIV et au XVIII^e siècle; de ce chef, l'*Histoire de France*, écrite collectivement sous la direction d'E. Lavisse, et la collection *Peuples et civilisations*, que Sagnac lui-même fonda et conduisit avec L. Halphen, lui doivent plusieurs volumes bien connus⁵. A l'autre extrémité de son éventail chronologique, il inscrivit une étude importante sur le Concordat de 1817⁶ et une contribution aux antécédents des révolutions de 1848⁷. Mais la partie la plus considérable de son œuvre a trait aux origines sociales et intellectuelles de la Révolution française, à la Révolution elle-même et, dans une certaine mesure, à l'Empire. Outre de nombreux articles⁸, il raconta, dans l'*Histoire de*

1. *Les Comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial*, 1907; Sagnac écrivit la préface.

2. *Les Cahiers de la Flandre maritime en 1789*. Dunkerque (Société dunkerquoise) et Paris (Picard); deux tomes en quatre volumes in-8°, 1906-1910.

3. De la méthode dans l'étude des institutions de l'Ancien Régime (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. VI (1904-1905), et de concert avec P. CARON, L'état actuel des études d'histoire moderne en France (*Ibid.*, t. III, 1902).

4. L'histoire économique de la France de 1683 à 1715. Essai de bibliographie critique (*Ibid.*, t. IV, 1903).

5. *Histoire de France*, t. VIII : *Institutions, finances, économie sociale de 1682 à 1715* (1908); t. IX, le chapitre : *Avant les États généraux* (1910); *Peuples et civilisations*, t. X : *La prépondérance française, Louis XIV, (1614-1715)*, avec la collaboration d'A. de Saint-Léger; 2^e édition réécrite et refondue par Sagnac seul (1944); t. XI : *La prépondérance anglaise, 1715-1763*; Sagnac a fourni deux chapitres sur la civilisation (1937); t. XII : *La fin de l'Ancien Régime et la Révolution américaine, 1763-1789* (1941), volume qui valut à Sagnac le grand prix Gobert en 1942.

6. Le Concordat de 1817, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. VII (1905-1906).

7. Une société secrète en Savoie, 1844-1848 (à Samoëns, dans la vallée du Giffon), dans *La Révolution de 1848*, t. II (1905-1906).

8. Par exemple : Les cahiers de 1789 et leur valeur (*Rev. d'hist. mod. et cont.*, t. VIII, 1906-1907).

France contemporaine, dirigée par E. Lavisse, les premières années de la Révolution jusqu'au 20 septembre 1792, dans un volume qui compte parmi ses principaux ouvrages et qui reste pour nous un instrument de travail¹. Dès l'origine, ses thèses², et spécialement la principale, dont on va dire quelques mots, avaient marqué son orientation préférée.

Dans cet ensemble, il paraît bien qu'on discerne quelques traits généraux. Sagnac ne rompit point avec la conception traditionnelle de l'histoire en tant qu'il ne renonça point au récit, mais les événements n'accaparèrent nullement son attention, et dans l'explication, la politique, la guerre, la psychologie des dirigeants ne le retenaient pas exclusivement ; il se montrait curieux de tous les facteurs de l'histoire, n'écartant pas l'économique, ce qui, en France, n'était point courant, au temps de sa jeunesse ; même la méthode statistique de Labrousse, s'il ne la pratiqua point, ne lui répugna pas ; attaché au libéralisme de la bourgeoisie, il ne s'appropriait pas l'interprétation marxiste de l'histoire dans son intégralité, mais, quand il écrivit, dans *l'Histoire de France* de Lavisse, la décomposition de l'Ancien Régime, il intitula l'un de ses paragraphes : *La guerre de classes* (t. IX, p. 270), ce qui ne plut pas à tout le monde ; son intelligence ne se fermait à aucune nouveauté si elle lui semblait fournir un élément de plus à la compréhension du passé.

En second lieu, on signalera la part importante qu'il attribuait à l'histoire sociale, et, à cet égard, sa thèse principale — *La législation civile de la Révolution française* — fut un coup de maître. Dans son choix, sa formation juridique, qu'expliquent en partie ses origines familiales, a joué un rôle, mais la nouveauté ne s'en avérait pas moins, car les enseignants du droit ne se souciaient guère des transformations révolutionnaires, de ce qu'ils appelaient « le droit intermédiaire ». La réalisation, en outre, ne se borna point à l'analyse des dispositions législatives et se manifesta historique : autant que l'état des connaissances le lui permit, Sagnac comprit dans son livre la description des problèmes qui se posaient en 1789 et les conséquences qui résultèrent des décisions adoptées par les assemblées ; tout spécialement, il s'attachait à la répartition de la propriété foncière et aux droits seigneuriaux, c'est-à-dire au sort de la population rurale qui constituait la grande majorité des Français ; ultérieurement, d'ailleurs, il ne cessa point de s'y intéresser³. On ne manqua pas de représenter que l'ouvrage laissait beaucoup à faire ;

1907) ; Les conflits de la science et de la religion au XVIII^e siècle. D'Alembert et Buffon (*La Révolution française*, t. LXXVIII, 1925) ; Les origines de la Révolution française. La décomposition de l'Ancien Régime (*Rev. d'hist. mod. et cont.*, t. XIV, 1910) ; L'œuvre religieuse de l'Assemblée constituante (*Ibid.*, t. XVII, 1910) ; L'entente de la Cour de France avec l'étranger en 1791-1792. Le prix de l'alliance (*Ibid.*, t. XVIII, 1913) ; Les Juifs et la Révolution française (*Ibid.*, t. I, 1899-1900) ; L'avènement de Bonaparte à l'Empire. Le Consulat à vie (Napoléon, 1925) ; Les Juifs et Napoléon (*Rev. d'hist. mod. et cont.*, t. III, 1901-1902).

1. 1920. Ajoutons *l'Histoire illustrée de la Révolution française, 1789-1795*, textes choisis avec iconographie de P. ROBIQUET (2 vol. in-4°, 1934), et *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire* (1917).

2. La thèse latine porta sur la réaction seigneuriale pendant le règne de Louis XVI : « Quomodo jura domini aucta fuerint regnante Ludovico sexto decimo » (1898).

3. Par exemple : La division du sol pendant la Révolution et ses conséquences (*Rev. d'hist. mod. et cont.*, t. V, 1903-1904) ; La vente des biens nationaux d'après des recueils de docu-

telte était bien l'opinion de l'auteur : il ouvrait des voies à la recherche et le mérite n'était pas tellement banal ! On l'apprécie quand on constate que, durant un demi-siècle, si un petit nombre de publications ont éclairci certains points, personne ne s'aventura à reprendre le sujet dans son ensemble ; de nos jours seulement, M. Garaud, professeur à la Faculté de droit de Poitiers, a entrepris d'écrire une nouvelle *Histoire générale du droit privé français de 1789 à 1804*, dont le premier volume (*La Révolution et l'égalité civile*) parut en 1953.

Enfin, on aperçoit que, non content d'élargir progressivement la synthèse en l'étendant de la France à l'histoire générale, Sagnac manifesta un effort conscient pour s'élever, par-dessus les événements, jusqu'à l'histoire de la civilisation. Dans plusieurs de ses ouvrages, dans ceux auxquels il collabora, il lui réserva sa part ; elle fut l'objet de son dernier cours à la Sorbonne ; sa dernière publication : *La formation de la société française moderne*¹, atteste la même tendance. A ce titre, on reconnaîtra en lui un des premiers symptômes des préoccupations actuelles qui renouvelleront, il faut l'espérer, la conception de l'histoire.

G. LEFEBVRE.

ÉDOUARD DOLLÉANS

C'est à un compagnon de labeur historique que va cette notice consacrée à Édouard Dolléans, décédé, dans sa soixante-dix-huitième année, à Villeblevin (Yonne). Professeur agrégé des Facultés de droit, Dolléans montra très tôt des curiosités multiples. Après avoir traversé l'Université de Dijon, il géra le Secrétariat général de l'Union internationale des chambres de commerce, installé à Londres, et fut en relation avec les grands milieux de production. Mais il avait gardé des relations étroites avec les milieux ouvriers français, et c'est ce qui orienta les travaux scientifiques auxquels il devait donner presque toute son activité. Ainsi, après avoir étudié le chartisme anglais, devait-il, dans ses trois volumes de *l'Histoire du mouvement ouvrier*, dans les collections dirigées chez Rivière et aux Éditions ouvrières, dans une revue remise sur pied par lui et une équipe appropriée, donner la preuve d'un savoir et d'une curiosité étendus. Il devait mettre sur pied, avec ma collaboration, l'Institut d'histoire sociale, que dirige présentement M. Maitron, pour la réunion de dossiers épars d'histoire sociale et leur utilisation éventuelle. Édouard Dolléans a laissé un grand nombre de jeunes disciples, parmi lesquels nous sommes sûrs qu'il trouvera les successeurs qu'espérait son grand cœur d'homme, épris de justice sociale et de science désintéressée.

Georges BOURGIN.

VIII^e Congrès international d'histoire des religions.

A la suite du vœu émis par le Congrès d'Amsterdam, en 1950, le VIII^e Congrès international d'histoire des religions aura lieu à Rome en 1955. Conformément à l'esprit et à la tradition des Congrès internationaux d'histoire des religions (Paris, 1900 ; Bâle, 1904 ; Oxford, 1908 ; Leyde, 1912 ; Lund, 1927 ; Bruxelles, 1935 ;

ments et des travaux récents (*Ibid.*, t. VII, 1905-1906) ; L'agriculture et les classes rurales en France au XVIII^e siècle (*Revue de synthèse*, t. XII, 1906).

1. Deux volumes in-8°, 1945 et 1946.

Amsterdam, 1950), le Congrès de Rome aura un caractère scientifique, international et non confessionnel.

La séance d'ouverture aura lieu le dimanche 17 avril 1955. Le Congrès siégera jusqu'au samedi 23 avril.

Le Congrès sera principalement consacré à l'exposé et à la discussion d'un thème central : *Le roi-dieu et le caractère sacré de la souveraineté*. Ce thème sera traité à un double point de vue : historique et phénoménologique. Les travaux du Congrès seront répartis entre des séances plénières et des séances de sections. Les séances plénières seront consacrées à des conférences générales relatives soit au thème général du Congrès, soit à d'autres sujets. Au sein de chaque section, certaines communications auront trait au thème central, tandis que d'autres pourront se rapporter à des sujets distincts.

Le français, l'allemand, l'anglais, l'italien seront les langues officielles du Congrès.

Les membres du Congrès sont tenus de verser une cotisation de 3,000 livres italiennes (1,690 fr.). Cette cotisation leur donne le droit de participer aux travaux et autres manifestations du Congrès et de recevoir un exemplaire des Actes du Congrès.

D'autres personnes sont admises au Congrès, en qualité d'adhérents, sur paiement d'une cotisation de 2,000 livres italiennes (1,125 fr.). Les adhérents auront la faculté d'assister aux séances du Congrès, ainsi que de prendre part aux réceptions, aux excursions, etc. ; ils ne recevront pas les publications du Congrès.

Les membres du Congrès désirant présenter une communication dans une des sections du Congrès devront en faire connaître le titre et en envoyer un résumé d'environ 500 mots avant le 31 décembre 1954 au : *Secrétariat du VIII^e Congrès international d'histoire des religions*, Via Michelangelo Caetani 32 (Giunta Centrale per gli Studi Storici), Rome.

France. — C'est à M. Jean PORCHER, conservateur en chef du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, dont le nom est caché modestement en fin de volume, que nous devons le très beau et très utile catalogue de l'exposition des *Manuscrits à peinture du VII^e au XII^e siècle*, présenté à la Bibliothèque nationale en juin 1954. Grande et belle exposition, dont M. Julien CAIN souligne le sens et la portée dans une importante introduction. Les notices et les têtes de chapitres, et sans doute la bibliographie, ont été rédigés par M. Porcher dont la précision savante, comme les divisions méritent tout éloge. Les peintures murales introduites à l'exposition par M. Paul DESCHAMPS apportent leur coefficient d'intérêt à une exposition magnifiquement réussie (*Manuscrits à peinture du VII^e au XII^e siècle*, Paris, Bibliothèque nationale, 1954, in-8°, 138 p., planches).

— Signalons la formation d'une Société des Amis de Daumier, autour de M. Georges Duhamel, à Valmondois, où, grâce à la générosité de Corot, put vivre, dans ses ultimes années, l'artiste au talent incisif qu'a été Daumier.

Soutenances de thèses en Sorbonne.

M. Marcel PACAUT, *Louis VII et les élections épiscopales dans le royaume de France, 1137-1180* (thèse complémentaire). — Alexandre III, 1159-1181 ; étude sur la

conception du pouvoir pontifical dans sa pensée et dans son œuvre (thèse principale) : le samedi 3 avril 1954.

Les sujets traités par M. Pacaut dans ses deux thèses semblaient à première vue assez éloignés l'un de l'autre, puisque l'un concerne certains des aspects de la politique religieuse de Louis VII, tandis que l'autre envisage la pensée politique du pape Alexandre III. Mais s'ils sont, en réalité, assez proches, c'est moins parce qu'il s'agit de contemporains aux prises avec certaines communes difficultés, que parce qu'ils rappellent tous deux l'existence de l'histoire des idées en face de l'histoire des faits dite événementielle ou de l'histoire économique et sociale. Histoire des idées, dont M. Pacaut a ébauché, dans l'introduction de sa thèse principale, une méthodologie en même temps qu'une défense ; ce qu'approuve M. Perrin, président du jury, qui aurait cependant souhaité celle-ci plus développée. L'histoire des idées au *xii^e* siècle était avant tout l'histoire des théories politico-religieuses, pour lesquelles les contemporains se sont passionnés de façon extrême. C'est assez dire l'intérêt des questions envisagées par M. Pacaut.

Selon le rite bien établi, c'est par la thèse complémentaire que la soutenance a débuté. M. Pacaut avait voulu préciser les fonctions remplies par le roi à propos du recrutement du corps épiscopal. On sait que, vers 1140, les laïques — et, donc, le roi — étaient en général exclus de l'élection des évêques au profit des seuls clercs et même, de plus en plus, des seuls chanoines de l'église cathédrale. Il restait au souverain, ce qui n'était pas négligeable, la possibilité d'envoyer un représentant assister à l'élection. Cependant, Luchaire, plus encore qu'Imbart de la Tour, avait affirmé que l'exclusion du roi de ces élections avait été d'autant plus rapide qu'était monté sur le trône, en 1137, un monarque jeune et faible, dévoué à l'Église, en la personne de Louis VII. Si M. Pacaut était parvenu à montrer qu'il avait laissé procéder aux élections sans intervenir, cela aurait confirmé ce portrait traditionnel. Or, le cas contraire, cela aurait donné à sa physionomie un éclairage plus favorable. De, de l'étude de cent quatre-vingt-quatre prélats pour lesquels il a pu réunir une documentation, M. Pacaut tire la conclusion que le roi est intervenu assez souvent. Si, dans de nombreux diocèses, il n'intervint jamais, il en est d'autres, dits royaux, où il a exercé le droit de régale. Sur soixante-dix-sept évêchés compris dans le royaume, vingt-trois étaient déjà royaux avant lui et trois (Mende, Mâcon et Autun) ont été « récupérés » par lui. De plus, dans la région de l'est et du sud-est qui l'intéressait particulièrement, Louis VII a accordé sa protection, phase préliminaire de l'établissement des droits de garde et de régale, à plusieurs évêchés. C'est dire qu'il a suivi une sorte de politique périphérique ; son influence a été, d'ailleurs, d'autant plus considérable que, même lorsqu'il respectait la liberté des élections, il semble avoir réussi, pour autant qu'on connaisse la famille et la carrière des nouveaux élus, à faire désigner comme prélats, soit des membres de la famille capétienne, soit des parents de grands officiers, tout au moins dans les évêchés royaux. Dans des régions déjà un peu éloignées comme la Champagne ou la Bourgogne, les élus ont été très favorables au souverain, surtout vers la fin de son règne. Ce qui n'a rien qui doive surprendre, puisque Louis VII a su, comme presque tous les Capétiens, éviter les graves conflits avec le clergé. C'est cette entente entre le roi et son clergé qui lui a permis d'étendre son influence en utilisant la bienveillance du corps électoral ; aussi son action a-t-elle été beaucoup plus efficace que ne le croyait Luchaire.

Que le travail de M. Pacaut donne, en effet, une idée plus favorable de Louis VII,

c'est ce que constatent MM. Fawtier et Perroy. Pour M. Fawtier, qui a toujours considéré ce roi comme un méconnu ayant eu de mauvais biographes qui ont empêché de le comparer à saint Louis, ce sujet était vaste et aurait pu donner matière à une thèse principale. Il déclare regretter, après plusieurs critiques de forme, que M. Pacaut n'ait pas, en liaison avec son travail, approfondi les études sur le sacre, ce qui aurait pu permettre de davantage renouveler la question et aurait été très profitable à l'histoire des idées. Il est, en revanche, satisfait des remarques mettant en valeur la politique de protection envers les évêques de la périphérie, à rapprocher de la politique communale de Philippe-Auguste, et termine en souhaitant que M. Pacaut fasse de ce travail un chapitre de l'Histoire de Louis VII qu'il est capable d'écrire.

C'est sur une question de terminologie que M. Perroy, après s'être associé aux points de vue exprimés par M. Fawtier, fait porter ensuite la discussion. La classification en évêchés royaux et non royaux, factice, n'est pas, en effet, médiévale. En tant que roi, Louis VII était le gardien de toutes les églises du royaume, et c'est une question de pouvoir royal qui fait que le roi exerce ou non le droit de régale dans un diocèse. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'il ait « récupéré » l'évêché d'Autun. En revanche, M. Perroy se déclare intéressé par la constatation que le droit du chapitre cathédral devient de plus en plus exclusif en matière d'élection, et surtout par l'étude sociale et statistique du milieu d'où sortaient les évêques, étude cependant trop brève à son gré.

Que M. Pacaut se soit senti beaucoup plus à l'aise dans l'élaboration de sa thèse principale, c'est un point sur lequel tous les membres du jury ont été d'accord; aussi Mgr Arquillière et M. Le Bras se sont-ils associés aux éloges adressés par le président. Le sujet avait été proposé par le regretté A. Fliche, qui pensait qu'Alexandre III avait été à la source des idées d'Innocent III. Après Grégoire VII, qui avait affirmé en face de Henri IV la primauté du pouvoir pontifical et, donc, le droit d'intervenir dans les affaires du siècle, et avant Innocent III, qui, plus hardiment encore, s'était occupé des principales affaires temporelles de son temps et avait considéré son autorité comme réellement souveraine dans toute la chrétienté, quelle avait été la pensée politique d'Alexandre III? Cela revient à se demander comment relier le système d'Innocent III à celui de Grégoire VII, à l'époque où un pape a dû livrer un combat si violent contre Frédéric Barberousse, le plus dur qui ait opposé Papauté et Empire au XII^e siècle. Mettre en lumière les idées politiques et la conception de l'autorité pontificale d'Alexandre III pouvait donc être considéré à bon droit par M. Pacaut comme devant apporter une contribution majeure à l'histoire des idées, d'autant plus que ce pontife, formé à Bologne, avait enseigné dans cette ville et y avait même rédigé un traité de théologie. Intellectuel sur le trône de saint Pierre, il avait dû s'intéresser plus fortement aux questions doctrinales que la plupart des papes de ce siècle. Au demeurant, travail ardu que la recherche de la pensée pontificale, car aucun ouvrage moderne n'envisage l'ensemble de l'histoire du pape, alors qu'il fallait s'efforcer de replacer constamment sa pensée dans l'atmosphère historique du temps, d'interpréter les documents à la lumière des doctrines et des événements contemporains.

Au terme de son travail, M. Pacaut ne peut cacher une certaine déception : les idées d'Alexandre III sont exprimées rarement de façon ferme et manquent souvent d'originalité, ce qui conduit à penser qu'il s'est peu attaché aux développe-

ments doctrinaux. On n'en peut, pour autant, négliger une évolution générale des idées politiques qui se décèlent dans les écrits ou les actes du pontife. Pour garantir la liberté de l'Eglise, une coopération entre elle-même et les princes est indispensable, car cette dernière est seule capable de réaliser l'harmonie nécessaire, telle que le pape et Louis VII l'ont pratiquée, par exemple. Mais quel est le rôle exact de la fonction royale? Doit-elle seulement servir l'Eglise? Lors de l'affaire de Thomas Becket, le pape se contenta de rappeler la distinction des deux fonctions qui exige « de rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », sans bien définir quelles activités appartiennent en propre à chacun des deux offices, temporel et spirituel. Les domaines d'activité des deux pouvoirs sont séparés, dit-il, mais le but est commun, à savoir le salut auquel il faut conduire les hommes. Et du pape et de l'Empereur, qui l'emporte? On pouvait penser recevoir une réponse assez précise de la lutte tragique ayant opposé Alexandre III à Frédéric Barberousse, qu'il n'avait pas hésité à excommunier. Dans les attendus de ses sentences, il a toujours déclaré n'agir qu'en vertu de son autorité spirituelle, pour des motifs spirituels et moraux, reconnaissant ainsi avoir une action temporelle, mais seulement indirecte; doctrine chère aux grégoriens et, donc, peu originale. Pourtant, M. Pacaut considère qu'il a mis en valeur une idée nouvelle: il est intervenu parfois dans les affaires temporelles, au nom de son office et de son autorité spirituelle, non pour condamner ou interdire, mais « pour promouvoir une action matérielle, afin de réaliser plus parfaitement la liberté ecclésiastique et de rendre plus efficaces les droits de l'Eglise ». C'est ce qu'on peut déduire, semble-t-il, de la bulle *Non est dubium*, adressée en 1170 à la Ligue lombarde: la cohésion de la Ligue est utile à l'Eglise en lutte contre Barberousse, donc la Ligue est sacrée, quiconque lui porte atteinte est sacrilège et tous ceux qui la rompent seront excommuniés. Ce n'était pas s'éloigner de la théorie du pouvoir indirect, mais la développer dans une large mesure et élargir la notion du spirituel. Autre originalité de la pensée d'Alexandre III, d'après M. Pacaut: le pape est parfois intervenu souverainement dans les affaires temporelles tout en rejetant les arguments traditionnels de la « prééminence spirituelle ». Pour lui, la primauté spirituelle ne confère pas une autorité temporelle, et c'est ainsi qu'il s'est refusé à déposer Barberousse en reconnaissant implicitement que c'est l'élection du prince, expression de la volonté divine, qui crée l'Empereur. Si le pape, seul, a la souveraineté ou *auctoritas*, l'Empereur et les rois ont un office temporel, *administratio* ou *potestas* qui leur vient de Dieu, et le pape ne peut le leur enlever. Son *auctoritas* lui permet de prendre seulement, en des cas exceptionnels, des décisions temporelles souveraines.

Pour se défendre par avance de présenter des explications hypothétiques, M. Pacaut fait appel à des arguments tirés de la personnalité du pontife, autoritaire mais prudent, ne désirant pas exprimer sa pensée trop clairement. Il est d'autant plus probable que cette théorie distinguant l'*auctoritas* et l'*administratio*, ainsi prêtée à Alexandre III, n'est pas une simple supposition, que les mêmes idées se retrouvent chez Rufin, premier commentateur de Gratien qui fut le maître du futur pape, et chez d'autres canonistes bolonais comme Simon de Bisignano et Uguccio, d'après qui le pape ne pouvait déposer l'Empereur. Ce n'est donc pas par simple prudence qu'Alexandre III n'a pas déposé Barberousse. Des considérations doctrinales, et pas seulement politiques, expliquent son abstention.

La démonstration de M. Pacaut est-elle entièrement convaincante? C'est ce

dont Mgr Arquillière, qui regrette au surplus qu'au terme de « théocratie » ait été substituée l'expression de « prééminence spirituelle », ne se déclare pas très sûr. Car le raisonnement repose surtout sur le fait que le pape n'a pas déposé Frédéric I^{er}. Or, ce peut être simplement parce qu'il se réservait cette arme pour l'avenir ou que la déposition aurait pu avoir des conséquences dangereuses, tout comme celles auxquelles s'était heurté Grégoire VII qui, en déposant l'Empereur, avait déclenché une guerre civile en Allemagne. Quant aux canonistes, qui semblent justifier l'abstention d'Alexandre III, rien ne prouve qu'ils représentent vraiment sa pensée. Quoi qu'il en soit, en prenant volontiers le contre-pied des idées reçues, M. Pacaut donne beaucoup à réfléchir.

L'intérêt de la pensée politique des canonistes de l'époque ne doit, d'ailleurs, pas être surestimée, pense M. Le Bras. Elle n'a pas dû avoir la force que lui prête M. Pacaut. Il y a un repli de la pensée canoniste sous ce pontificat, et celle d'Alexandre III, en particulier, est bien décevante. Au mieux, ce pape, à qui M. Le Bras déclare plaisamment en vouloir pour son manque d'originalité en matière de doctrine politique, a été un disciple fidèle de Gratien, et il fait piètre figure entre un Grégoire VII et un Innocent III.

Déception partagée par M. Perrin, qui, après diverses critiques de forme, constate la confusion et l'absence de système organisé dans la pensée du pape. Bien plus opportuniste que dogmatique, ainsi que l'avait déjà laissé prévoir M^{lle} Foreville, il le fut peut-être moins par goût que par suite des extrêmes difficultés auxquelles il dut faire face, obligé même de s'exiler, soutenu seulement par les royaumes de France et d'Angleterre contre un Empereur disposant de la majorité des évêchés de la chrétienté. C'est ce qui explique l'évolution de sa politique, vis-à-vis de la Ligue lombarde et de la Sicile, notamment. Rien n'est plus éloigné de lui que l'attitude du moine qui échafaude des systèmes dans le calme de sa cellule, sans se soucier des contingences. C'est donc un opportuniste qui a triomphé de l'idéologie impériale, et c'est le mérite de M. Pacaut d'avoir montré combien la pensée d'Alexandre III fut inférieure à son œuvre.

Guy FOURQUIN.

Archives. — *Le Guide des archives de la Haute-Vienne*, établi par M. Michel DUCHEN archiviste en chef (Limoges, 1954, in-8°, 85 p., plus table des noms propres), rappelle la publication de M. Busquet sur les archives des Bouches-du-Rhône. Certes, il n'en a pas l'ampleur, la richesse documentaire et institutionnelle magnifique, mais l'auteur y a inséré une quantité de renseignements utiles sur la nature des fonds repérés et sur les inventaires ou répertoires utilisables.

— Ce sont de petites séries que les séries D, F, I et J des archives de la Dordogne. MM. G. LAVERGNE et Noël BECQUART en ont présenté un *Répertoire numérique* (Périgueux, Joucla, 1953, in-4°, 10 p.), utile surtout en ce qui touche les « documents entrés par voie extraordinaire ».

— M. DE FRIESS, archiviste départemental de Corse, a publié l'*Inventaire sommaire de la série C* de ce département (Ajaccio, sans autre indication, 1953, in-4°, 114 p.). Nous regrettons que n'ait pas été tentée une introduction qui s'imposait en tête de ce volume, riche en analyses sobres, mais suffisantes, pour 573 articles (le dernier non coté?).

— M. L. DELESSARD, archiviste en chef de la Côte-d'Or, consacre au *Clergé*

régulier, Série H de son dépôt, un utile répertoire numérique qui décrit les fonds concernant les abbayes bénédictines de Saint-Martin d'Autun, Saint-Germain d'Auxerre et Saint-Pierre de Bèze (Dijon, impr. Bernigaud et Privat, 1953, in-4°, 49 p.).

— M. LEROY, commis principal des archives de Seine-et-Oise, a dressé le *Répertoire numérique de la série Y (établissements de répression)* (Largentièrre, impr. Humbert, 1953, in-4°, 15 p.).

— M. Henri LEMOINE, archiviste en chef de Seine-et-Oise, a publié le *Répertoire numérique de la série S (Ponts, Routes et chemins)* (Largentièrre, impr. Humbert, 1952, in-4°, 15 p.). Introduction qui souligne heureusement les faits essentiels de l'histoire routière au XIX^e siècle.

— Le *Répertoire numérique de la série X (établissements de répression)* des archives départementales du Tarn a été dressé par M. Jean ARMINGAUD, sous-archiviste principal (Albi, Impr. coopérative du Sud-Ouest, 1953, in-4°, 6 p.).

— Les archives départementales de la Vendée se sont enrichies du *Répertoire numérique de la série O, affaires communales et service vicinal*, par MM. JOUBERT et MORAZEAU (La Roche-sur-Yon, impr. Potier, 1953, in-8°, 204 p.).

— M. Jacques LEVRON, archiviste en chef du Maine-et-Loire, a établi un *Supplément* indispensable à son petit livre sur les *Inventaires et catalogues des archives de Maine-et-Loire* (Angers, Siraudeau et C^{ie}, 1954, in-8°, 30 p.).

— M. Jacques DE FONT-RÉAULX, *Répertoire critique des anciens inventaires des archives départementales de la Drôme* (Valence, Archives départementales, 1952, in-8°, XXXI-205 p.). Publication excellente qui groupe l'indication des anciens inventaires en chapitres variés (institutions civiles, communautés d'habitants, familles, seigneurs, domaines, clergé, hôpitaux et établissements de bienfaisance, institutions protestantes) et présente une histoire des archives de la Drôme depuis la Révolution française. C'est là un magnifique exemple du long labeur accompli par un archiviste de qualité dans le premier département dont il ait eu à administrer les archives.

— M. DE BERRANGER, ancien archiviste en chef de la Sarthe, a publié, dans la collection des Inventaires et documents de ce département, la *Chronique de Parcé*, qui, compte tenu des exagérations dont elle est encombrée, fournit des données utilisables, sous réserve critique, par les érudits locaux (Le Mans, impr. Monnoyer, 1953, in-8°, VIII-124 p.). Cette chronique s'applique à la période qui va depuis les invasions normandes jusqu'à l'époque de Richelieu.

— G. Clément-Simon, érudit de la Corrèze, a laissé des papiers qui forment, dans le dépôt départemental de la Corrèze, le fonds coté 6 F. C'est ce fonds qui a fait l'objet du *Répertoire numérique* établi par MM. F. TINTIGNAC et F. SOUCHAL (Tulle, impr. « La Gutenberg », 1953, in-4°, 78 p.).

— Le t. II de l'*Inventaire sommaire de la série H (clergé régulier)* du département de la Meuse, rédigé par les archivistes en chef successifs MM. BUFFET, RIGAUT et BECQUART (Bar-le-Duc, impr. Jolibois, 1953, in-4°, 139 p.), présente pour nous l'avantage de fournir une table détaillée d'un inventaire appliqué aux ordres de femmes.

— M. André LESORT n'est qu'un retraité théorique, puisqu'il vient donner un très bon *Inventaire sommaire des registres paroissiaux et d'état civil de la commune d'Antony (1718-1799)* (Paris, impr. Desfossés, in-4°, 122 p.). Une bonne introduction est complétée par d'excellentes notes statistiques : l'une est la liste des professions représentées dans les registres paroissiaux — professions parmi lesquelles dominent la manufacture royale de cire et l'exploitation du plâtre, celle aussi des nourrices pour enfants parisiens ; — l'autre, une contribution à l'histoire des mouvements de la population. Il n'est pas jusqu'à la linguistique qui ne trouve quelque complément d'information grâce à la graphie de certains noms et prénoms.

— M. Paul CRAVATY, archiviste en chef du Cher, est l'auteur d'un bon *Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790 à Vierzon* (Bourges, Archives départementales, 1952, in-4°, x-265 p.) : avec une très utile introduction bibliographique à caractère méthodique, des analyses bien faites, une table des noms de personnes, de lieux et de matières, cet inventaire particulièrement fourni pour la fin de l'Ancien Régime, et même pour les débuts de la Révolution (la contribution patriotique) ; nous sommes en présence d'un modèle du genre.

— Le secrétaire de la ville d'Avignon, en 1925-1926, Claude Pontas, avait rédigé l'*Inventaire sommaire des archives municipales d'Avignon antérieures à 1790*. Bénéficiant d'une révision très sérieuse due à MM. F. ACHARD et L. DUHAMEL, cet inventaire, qui comporte 3.542 numéros, dont les analyses pourront être utilisées pour l'établissement de l'histoire avignonnaise du XIII^e au XVIII^e siècle, (Avignon, Archives départementales, 1863-1953, in-4°, 275 p.), est nanti d'une riche table des « choses » et des « personnes ».

— L'*Inventaire des archives de la ville de Colmar antérieures à 1790*, qui vient de paraître (Colmar, 1952, in-8°, 275 p.), ne couvre que la série AA de ces belles archives municipales. La note inaugurale de M. L. Settler se contente de rappeler les travaux qui en sont sortis, mais les analyses de documents, qui remontent au milieu du XIII^e siècle, en permettent l'utilisation commode. Les cinq liasses sur les Juifs sont, en particulier, pleines de renseignements utiles sur leur condition juridique.

G. BN.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

